

KARL MARX — FRIEDRICH ENGELS

TEXTES CHOISIS (1875-1894)

Sommaire :

F. Engels. Introduction à la <i>Dialectique de la nature</i> (p.2)
F. Engels. Ancienne préface à <i>l'Anti-Dühring</i> sur la dialectique (p.11)
F. Engels. <i>Karl Marx</i> (p.15)
K. Marx et F. Engels. <i>Lettre circulaire à August Bebel, Wilhelm Liebknecht, Wilhelm Bracke et autres (Extrait) (III. Le Manifeste des trois de Zurich)</i> (p.21)
K. Marx. Projet de réponse à la lettre à Véra Zassoulitch (p.25)
F. Engels. Discours sur la tombe de Karl Marx (p.30)
F. Engels. Marx et la <i>Neue Rheinische Zeitung</i> (1848-1849) (p.31)
F. Engels. <i>Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes</i> (p.36)
F. Engels. <i>Critique du projet de programme social-démocrate de 1891</i> (p.46)
I. Exposé des motifs en dix paragraphes (p.46)
II. Revendications politiques (p.48)
III. Revendications économiques (p.51)
Pièce supplémentaire I (p.51)
F. Engels. Préface à la deuxième édition allemande de la <i>Situation de la classe laborieuse en Angleterre</i> (1892) (p.52)
F. Engels. <i>La révolution italienne à venir et le parti socialiste</i> (p.60)
F. Engels. <i>La question paysanne en France et en Allemagne</i> (p.62)
I (p.63)
II (p.68)
K. Marx et F. Engels. <i>Correspondance</i> (p.73)
Engels à Piotr Lavrov à Londres, les 12-17 novembre 1875 (p.73)
Marx à Wilhelm Bios à Hambourg, le 10 novembre 1877 (p.75)
Engels à Karl Kautsky à Vienne, le 12 septembre 1882 (p.75)
Engels à Florence Kelley-Wischnewetzky à New York, le 28 décembre 1886 (p.76)
Engels à Conrad Schmidt à Berlin, le 5 août 1890 (p.77)
Engels à Otto Bœnigk à Breslau, le 21 août 1890 (p.78)
Engels à Joseph Bloch à Kœnigsberg le 21 (22) septembre 1890 (p.79)
Engels à Conrad Schmidt à Berlin, le 27 octobre 1890 (p.80)
Engels à Franz Mehring à Berlin, le 14 juillet 1893 (p.83)
Engels à Nikolai Danielson à Pétersbourg, le 17 octobre 1893 (p.86)
Engels à B. Borgius à Breslau, le 25 janvier 1894 (p.87)
Engels à Werner Sombart à Berlin, le 11 mars 1895 (p.89)
Notes (p.91)

Edition électronique réalisée par Vincent Gouysse à partir de textes extraits du Tome III des Œuvres choisies de Karl Marx et Friedrich Engels publié en 1970 aux Editions du Progrès, Moscou.

WWW.MARXISME.FR

FRIEDRICH ENGELS

INTRODUCTION À LA « DIALECTIQUE DE LA NATURE »¹

L'étude moderne de la nature, — qui est seule parvenue à un développement scientifique, systématique et complet, à l'opposé des intuitions géniales des Anciens en philosophie de la nature et des découvertes arabes, extrêmement importantes mais sporadiques et disparues pour la plupart sans résultats, — cette étude moderne de la nature date, comme toute l'histoire moderne, de la puissante époque que nous autres Allemands nommons la Réforme d'après le malheur national qui est venu nous frapper en ce temps, que les Français nomment la Renaissance et les Italiens, Cinquento, bien qu'aucun de ces termes n'en donne complètement l'idée. C'est l'époque qui commence avec la deuxième moitié du XV^e siècle. La royauté, s'appuyant sur les bourgeois des villes, a brisé la puissance de la noblesse féodale et créé les grandes monarchies, fondées essentiellement sur la nationalité, dans le cadre desquelles se sont développées les nations européennes modernes et la société bourgeoise moderne ; et, tandis que la bourgeoisie et la noblesse étaient encore aux prises, la guerre des paysans² d'Allemagne a annoncé prophétiquement les luttes de classes à venir, en portant sur la scène non seulement les paysans révoltés, — ce qui n'était plus une nouveauté, — mais encore, derrière eux, les précurseurs du prolétariat moderne, le drapeau rouge au poing, et aux lèvres la revendication de la communauté des biens. Dans les manuscrits sauvés de la chute de Byzance, dans les statues antiques retirées des ruines de Rome, un monde nouveau se révélait à l'Occident étonné : l'Antiquité grecque ; ses formes resplendissantes dissipèrent les fantômes du Moyen Age ; l'Italie naissait à un épanouissement artistique insoupçonné, qui sembla un reflet de l'antiquité classique et n'a plus été retrouvé. En Italie, en France en Allemagne, apparaissait une littérature nouvelle, la première littérature moderne ; l'Angleterre et l'Espagne connurent bientôt après leur époque littéraire classique. Les barrières de l'ancien *orbis terrarum* furent brisées ; pour la première fois la terre était vraiment découverte, les fondements posés pour le passage de l'artisanat à la manufacture qui devait, à son tour, constituer le point de départ de la grande industrie moderne. La dictature spirituelle de l'Eglise fut brisée ; la majorité des peuples germaniques la rejeta directement en adoptant le protestantisme, tandis que, chez les peuples romans, une allègre libre pensée, reprise des Arabes et nourrie de la philosophie grecque fraîchement découverte, s'enracinait de plus en plus et préparait le matérialisme du XVIII^e siècle.

Ce fut le plus grand bouleversement progressiste que l'humanité eût jamais connu, une époque qui avait besoin de géants et qui engendra des géants : géants de la pensée, de la passion et du caractère, géants d'universalité et d'érudition. Les hommes qui fondèrent la domination moderne de la bourgeoisie furent tout, sauf prisonniers de l'étroitesse bourgeoise. Au contraire, l'esprit aventureux du temps les a tous plus ou moins touchés de son souffle. On eût difficilement trouvé à cette époque un homme d'importance qui n'eût fait de vastes voyages, parlé quatre ou cinq langues, brillé dans plusieurs spécialités. Léonard de Vinci a été non seulement un grand peintre, mais aussi un mathématicien, un mécanicien et un ingénieur éminent, à qui les branches les plus diverses de la physique sont redevables d'importantes découvertes ; Albrecht Durer a été peintre, graveur, sculpteur, architecte, et il a inventé de surcroît un système de fortification qui comprend bon nombre des idées reprises bien plus tard par Montalembert et par l'art moderne de la fortification en Allemagne. Machiavel a été homme d'Etat, historien, poète, et en même temps le premier écrivain militaire des temps modernes digne d'être cité. Luther a nettoyé non seulement les écuries d'Augias³ de l'Eglise, mais aussi celles de la langue allemande ; c'est lui qui a créé la prose allemande moderne et composé le texte et la mélodie de cet hymne empli de la certitude de vaincre qui est devenu *la Marseillaise* du XVI^e siècle.⁴ Les héros de ce temps n'étaient pas encore esclaves de la division du travail, dont nous sentons si souvent chez leurs successeurs quelles limites elle impose, quelle étroitesse elle engendre. Mais ce qui les distingue surtout, c'est que, presque sans exception, ils sont pleinement plongés dans le mouvement de leur temps, dans la lutte pratique ; ils prennent parti, ils entrent dans le combat, qui par la parole et l'écrit, qui par l'épée, souvent des deux façons. De là cette plénitude et cette force de caractère qui font d'eux des hommes complets. Les savants de cabinet sont l'exception : soit des gens de second ou de troisième ordre, soit des philistins prudents qui ne veulent pas se brûler les doigts.

En ce temps, l'étude de la nature se faisait, elle aussi, au beau milieu de la révolution générale et elle était elle-même de part en part révolutionnaire : n'avait-elle pas à conquérir son droit à l'existence dans

la lutte ? La main dans la main avec les grands Italiens de qui date la philosophie moderne, elle a fourni ses martyrs aux bûchers et aux cachots de l'Inquisition. Et il est caractéristique que les protestants aient surpassé les catholiques dans la persécution de la libre étude de la nature. Calvin a fait brûler Servet au moment où il était sur le point de découvrir la circulation du sang, et cela en le mettant à griller tout vif pendant deux heures ; du moins l'Inquisition se contenta-t-elle de brûler simplement Giordano Bruno. L'acte révolutionnaire par lequel la science de la nature proclama son indépendance en répétant, pour ainsi dire, le geste de Luther lorsqu'il jeta au feu la bulle du pape, fut la publication de l'œuvre immortelle dans laquelle Copernic, — quoique avec timidité, et, pourrait-on dire, seulement sur son lit de mort, — défia l'autorité ecclésiastique en ce qui concerne les choses de la nature.⁵ De cet acte date l'émancipation de la science de la nature à l'égard de la théologie, bien que la discrimination dans le détail de leurs droits réciproques ait traîné jusqu'à nos jours et que, dans maints esprits, elle soit encore loin d'être acquise. Il n'empêche que le développement des sciences avança dès lors, lui aussi, à pas de géant, gagnant en force, pourrait-on dire, en proportion du carré de la distance décomptée (dans le temps) à partir de l'origine. Il fallait, semble-t-il, démontrer au monde que, désormais, le produit le plus élevé de la matière organique, l'esprit humain, obéissait à une loi du mouvement inverse de celle de la matière inorganique.

Le travail principal de la science de la nature au début de cette première période fut d'acquérir la maîtrise des matériaux qui se trouvaient à portée de main. Dans la plupart des domaines, on partait à zéro. L'antiquité avait légué Euclide et le système solaire de Ptolémée ; les Arabes, la notation décimale, les rudiments de l'algèbre, les chiffres modernes et l'alchimie ; le Moyen Age chrétien, rien du tout. Dans cette situation, ce fut nécessairement la plus élémentaire des sciences de la nature, la mécanique des corps terrestres et célestes, qui prit la première place et, à côté d'elle, pour la servir, la découverte et le perfectionnement des méthodes mathématiques. Dans ce domaine, on accomplit de grandes choses. Lorsque se termine la période dont Newton et Linné marquent la fin, ces branches de la science sont parvenues à un certain degré d'achèvement. Les méthodes mathématiques les plus essentielles sont fixées dans leurs grandes lignes : la géométrie analytique surtout grâce à Descartes, les logarithmes grâce à Neper, le calcul différentiel et intégral grâce à Leibniz et peut-être à Newton. Il en est de même de la mécanique des solides, dont les lois principales étaient élucidées une fois pour toutes. Enfin, dans l'astronomie du système solaire, Kepler avait découvert les lois du mouvement des planètes et Newton en avait donné la formule du point de vue des lois générales du mouvement de la matière. Les autres branches de la science de la nature étaient bien loin d'avoir atteint même ce degré provisoire d'achèvement. Ce n'est que vers la fin de cette période que la mécanique des fluides et des gaz fut étudiée plus à fond. [Engels a noté dans la marge : « Torricelli en rapport avec la régularisation des torrents des Alpes. » (N.R.)] La physique proprement dite n'avait pas dépassé les premiers éléments, mise à part l'optique, dont les progrès exceptionnels furent provoqués par les besoins pratiques de l'astronomie. La chimie commençait tout juste à s'émanciper de l'alchimie par la théorie du phlogistique.⁶ La géologie n'avait pas dépassé le stade embryonnaire de la minéralogie ; il ne pouvait donc absolument pas exister encore de paléontologie. Enfin, dans le domaine de la biologie, on en était toujours essentiellement à procéder au rassemblement et au tri de l'énorme documentation, tant botanique et zoologique qu'anatomique et proprement physiologique. Il ne pouvait guère être question encore de comparer les formes de la vie entre elles ou d'étudier leur extension géographique, leurs conditions d'existence climatiques et autres. Seules, ici, la botanique et la zoologie parvenaient à un achèvement approximatif, grâce à Linné.

Mais ce qui caractérise surtout cette période, c'est qu'elle voit se former une conception d'ensemble qui lui est propre et dont le point central est l'idée de *l'immuabilité absolue de la nature*. Quelle que fût la façon dont la nature même s'était formée une fois qu'elle existait, elle restait semblable à elle-même tant qu'elle durait. Une fois mis en mouvement par le mystérieux « choc initial », les planètes et leurs satellites continuaient à graviter sur les ellipses prescrites pour toute l'éternité, ou en tout cas jusqu'à la fin de toutes choses. Fixes et immobiles, les étoiles reposaient pour toujours à leur place, s'y maintenant réciproquement par la « gravitation universelle ». La terre était restée immuablement la même soit de toute éternité, soit, dans l'autre hypothèse, depuis le jour de sa création. Les « cinq parties du monde » actuelles avaient toujours existé ; elles avaient toujours eu les mêmes montagnes, les mêmes vallées, les mêmes cours d'eau, le même climat, la même flore et la même faune, à moins que la main de l'homme n'y eût causé des changements ou des déplacements. Les espèces végétales et

animales étaient fixées une fois pour toutes à leur naissance, le semblable engendrait constamment le semblable, et c'était déjà beaucoup que Linné admît la possibilité de formation de nouvelles espèces, çà et là, par croisement. A l'opposé de l'histoire de l'humanité qui se déroule dans le temps, on n'accordait à l'histoire de la nature qu'un déploiement dans l'espace. On niait tout changement, tout développement dans la nature. La science de la nature, si révolutionnaire dans ses débuts, se trouvait soudain devant une nature absolument conservatrice, dans laquelle, — jusqu'à la fin du monde ou pour l'éternité, — tout devait rester tel.

Autant, dans la première moitié du XVIII^e siècle, la science de la nature était supérieure à l'antiquité grecque par le volume des connaissances et même par le classement de ses matériaux, autant elle lui était inférieure en ce qui concerne l'emprise de la pensée sur ces matériaux, la conception générale de la nature. Pour les philosophes grecs, le monde était essentiellement quelque chose qui était sorti du chaos, qui s'était développé, qui était le résultat d'un devenir. Pour les savants de la période que nous considérons, il était quelque chose d'ossifié, d'immuable : quelque chose qui, pour la plupart d'entre eux, avait été créé d'un seul coup. La science était encore prise profondément dans la théologie. Partout elle cherche et trouve comme principe dernier une impulsion de l'extérieur, qui n'est pas explicable à partir de la nature elle-même. Même si l'on conçoit l'attraction, pompeusement baptisée par Newton gravitation universelle, comme une propriété essentielle de la matière, d'où vient la force tangentielle inexplicée à laquelle, au début, les planètes doivent leurs orbites ? Comment sont nées les innombrables espèces végétales et animales ? Et à plus forte raison l'homme, dont il était pourtant établi qu'il n'a pas existé de toute éternité ? A ces questions, la science de la nature ne répondait que trop souvent en invoquant la responsabilité du Créateur de toutes choses. Copernic ouvre cette période en adressant à la théologie une lettre de rupture ; Newton la termine avec le postulat du choc initial produit par Dieu. L'idée générale la plus haute à laquelle se soit élevée cette science de la nature est celle de la finalité des dispositions établies dans la nature, c'est la plate téléologie de Wolff, selon laquelle les chats ont été créés pour manger les souris, les souris pour être mangées par les chats, et l'ensemble de la nature pour rendre témoignage de la sagesse du Créateur. C'est un grand honneur pour la philosophie de ce temps qu'elle ne se soit pas laissée induire en erreur par l'état limité des connaissances qu'on avait alors sur la nature et qu'elle ait persisté, — de Spinoza jusqu'aux grands matérialistes français — à expliquer le monde lui-même en laissant à la science de la nature de l'avenir le soin de donner les justifications de détail !

Si je classe encore les matérialistes du XVIII^e siècle dans cette période, c'est qu'ils n'avaient pas à leur disposition d'autres données scientifiques que celles que j'ai décrites plus haut. L'œuvre de Kant qui a fait époque, est restée pour eux un mystère et Laplace n'est venu que longtemps après eux.⁷ N'oublions pas que cette conception désuète de la nature, bien que les progrès de la science y fissent des accrocs de toute part, a dominé toute la première moitié du XIX^e siècle [*Dans la marge, on lit cette note : « C'est le caractère figé de la vieille conception de la nature qui a permis de dégager les conclusions générales et le bilan de la science de la nature considérée comme un tout unique : les Encyclopédistes français encore purement mécanistes, parallèlement, et ensuite Saint-Simon en même temps que la philosophie allemande de la nature, perfectionnée par Hegel. » (N.R.)*] et que l'essentiel en est enseigné aujourd'hui encore dans toutes les écoles. [*Le texte classique que voici montre quelle foi inébranlable dans cette conception pouvait encore avoir en 1861 un homme dont les travaux scientifiques ont largement contribué à la faire disparaître : « Toutes les dispositions de notre système solaire ont pour but, dans la mesure où nous sommes en état de les percevoir à jour, la conservation de ce qui existe et sa continuation sans changement. De même que, depuis les temps les plus reculés, aucun animal, aucune plante de la terre ne se sont perfectionnés ou en général n'ont changé, de même que dans tous les organismes nous ne rencontrons qu'une suite de degrés juxtaposés et non successifs de même que notre propre espèce est toujours restée physiquement la même, de même la plus grande diversité dans les corps célestes existants ne peut pas nous autoriser, elle non plus, à admettre que ces formes sont seulement des stades différents d'une évolution : au contraire toutes choses créées sont parfaites en soi. » (Maedler, *Astronomie populaire*, Berlin, 1861, 5^e édition, p. 316) (Note d'Engels.)*]

La première brèche fut ouverte dans cette conception pétrifiée de la nature non par un savant, mais par un philosophe. En 1755 paraissait *l'Histoire universelle de la nature et la théorie du ciel* de Kant. Il n'était plus question de choc initial ; la terre et tout le système solaire apparaissaient comme le *résultat*

d'un devenir dans le temps. Si la grande majorité des savants avaient moins donné dans cette aversion de la pensée qu'exprime l'avertissement de Newton : « Physique, garde-toi de la métaphysique »⁸, ils n'auraient pu manquer de tirer de cette découverte géniale de Kant des conclusions qui leur eussent épargné des égarements sans fin, une somme énorme de temps et de peine dissipée en de fausses directions. Car la découverte de Kant était la source de tout progrès ultérieur. Dès lors que la terre était de résultat d'un devenir, son état géologique, géographique et climatique actuel, ses plantes et animaux étaient aussi, nécessairement, le résultat d'un devenir ; elle avait nécessairement une histoire faite non seulement de juxtaposition dans l'espace, mais de succession dans le temps. Si tout de suite l'on avait poussé résolument les recherches dans cette direction, la science de la nature serait aujourd'hui beaucoup plus avancée qu'elle ne l'est. Mais ne pouvait-il rien sortir de bon de la philosophie ? L'œuvre de Kant resta sans résultat immédiat, jusqu'au jour où, bien des années après, Laplace et Herschel développèrent son contenu et lui donnèrent un fondement plus précis en mettant peu à peu en honneur l'« hypothèse de la nébuleuse. » D'autres découvertes la firent enfin triompher ; les plus importantes d'entre elles ont été : le mouvement propre des étoiles fixes ; la démonstration de l'existence d'un milieu résistant dans l'espace de l'univers ; la preuve, grâce à l'analyse spectrale, de l'identité chimique de la matière dans l'univers et de l'existence de nébuleuses incandescentes telles que Kant les avait supposées. [Note d'Engels dans la marge : « C'est seulement maintenant qu'on comprend la découverte, également par Kant, du freinage de la rotation de la Terre par les marées. » (N.R.).]

Mais il n'est pas sûr que la majorité des savants auraient pris aussi rapidement conscience de ce qu'il y a de contradictoire dans le fait qu'une terre qui change doive porter des organismes immuables, si la conception naissante d'une nature qui *n'est pas*, mais *devient* et *périt*, n'avait reçu du renfort d'un autre côté. La géologie naquit et révéla non seulement des couches terrestres successives et stratifiées, mais aussi, dans ces couches, les carapaces et les squelettes conservés d'animaux disparus, les troncs, les feuilles et les fruits de plantes qui n'existent plus. On dut se décider à reconnaître que non seulement la terre dans son ensemble, mais aussi sa surface actuelle et les plantes et animaux qui y vivent ont une histoire dans le temps. Au début, on s'y résigna d'assez mauvaise grâce. La théorie de Cuvier sur les révolutions de la terre était révolutionnaire en paroles et réactionnaire en fait. Elle remplaçait la création divine unique par toute une série d'actes de création répétés, en faisant du miracle un agent essentiel de la nature. Il fallut Lyell pour introduire la raison dans la géologie en remplaçant les révolutions soudaines dues aux caprices du Créateur par les effets graduels d'une lente transformation de la terre. [Le défaut de la conception de Lyell — du moins sous sa première forme — était de concevoir les forces au travail sur la terre comme constantes» tant en qualité qu'en quantité. Pour lui, le refroidissement de la terre n'existe pas ; la terre n'évolue pas dans un sens déterminé, elle se transforme seulement d'une manière incohérente et contingente.]

La théorie de Lyell était encore plus incompatible que celles qui l'avaient précédée avec l'hypothèse d'espèces organiques constantes. La transformation graduelle de la surface de la terre et de toutes les conditions de vie menait directement à la transformation graduelle des organismes et à leur adaptation au milieu changeant, elle menait à la variabilité des espèces. Mais la tradition n'est pas une force seulement dans l'Eglise catholique, elle l'est aussi dans la science de la nature. Pendant des années, Lyell lui-même ne vit pas la contradiction, ses disciples encore moins. Fait inexplicable sans la place prédominante prise entre-temps, dans la science de la nature, par la division du travail, qui, en limitant plus ou moins chacun à sa propre spécialité, privait la plupart des chercheurs de la faculté de voir les ensembles.

Cependant, la physique avait fait d'énormes progrès, dont les résultats furent récapitulés presque en même temps par trois hommes en 1842, année décisive pour cette branche de l'étude de la science. Mayer à Heilbronn et Joule à Manchester démontrèrent la conversion de la chaleur en force mécanique et de la force mécanique en chaleur. L'établissement de l'équivalent mécanique de la chaleur rendit ce résultat incontestable. A la même époque, Grove — qui n'était pas un savant de profession, mais un avocat anglais — prouvait, en se contentant de mettre en forme les divers résultats déjà acquis en physique, que tout ce qu'on appelait forces physiques, la force mécanique, la chaleur, la lumière, l'électricité, le magnétisme, voire la force dite chimique, se convertissent l'une en l'autre dans des conditions déterminées sans qu'il se produise aucune perte de force ; ainsi il démontrait après coup,

dans le domaine de la physique, la proposition de Descartes selon laquelle la quantité de mouvement existant dans l'univers est constante. Par là, les forces particulières de la physique, qui en étaient pour ainsi dire les « espèces » immuables, se résolvait en formes du mouvement diversement différenciées et passant de l'une en l'autre selon des lois définies. Ce qu'il y avait de contingent dans la présence de telle ou telle quantité de forces physiques était éliminé de la science puisqu'on avait montré leurs liaisons réciproques et les transitions de l'une à l'autre. La physique, comme précédemment l'astronomie, était arrivée à un résultat qui indiquait nécessairement comme conclusion ultime de la science le cycle éternel de la matière en mouvement.

Le développement merveilleusement rapide de la chimie depuis Lavoisier, et surtout depuis Dalton, attaqua encore d'un autre côté les anciennes représentations de la nature. En produisant par voie non organique des combinaisons obtenues jusqu'alors dans le seul organisme vivant, elle démontra que les lois de la chimie étaient aussi valables pour les corps organiques que pour les corps inorganiques et combla en grande partie l'abîme entre la nature inorganique et la nature organique que Kant regardait encore comme à jamais infranchissable.

Enfin, dans le domaine de la recherche biologique lui aussi, les voyages et les expéditions scientifiques systématiquement poursuivis surtout depuis le milieu du siècle dernier, l'exploration plus précise des colonies européennes dans toutes les parties du monde par des spécialistes installés sur place, en outre les progrès de la paléontologie, de l'anatomie et en général de la physiologie, surtout depuis l'utilisation systématique du microscope et la découverte de la cellule, avaient rassemblé tant de matériaux que l'application de la méthode comparative devint à la fois possible et nécessaire. [*Dans la marge* : « *Embryologie* ». (N.R.)] D'une part, grâce à la géographie physique comparée, on établit les conditions de vie des flores et des faunes différentes ; d'autre part, on compara les divers organismes entre eux dans leurs organes homologues, et cela non seulement au stade de la maturité, mais à tous les stades de leur développement. Plus cette étude était conduite avec profondeur et précision, plus on voyait crouler à son contact le système rigide d'une nature organique immuablement fixée. Non seulement les diverses espèces animales et végétales se fondaient de plus en plus l'une dans l'autre, mais il apparut des animaux nouveaux, comme l'amphioxus et le lépidosirène⁹, qui défiaient toute classification antérieure [*Dans la marge* : « *Le tsératodus. De même, l'archéoptéryx*¹⁰, etc. » (N.R.)] ; on finit par rencontrer des organismes dont il n'était même pas possible de dire s'ils appartenaient au règne végétal ou au règne animal. Les lacunes de la paléontologie se comblaient de plus en plus, en obligeant les plus récalcitrants eux-mêmes à reconnaître le parallélisme frappant qui existe entre l'histoire de l'évolution du monde organique dans son ensemble et celle de l'organisme individuel, fil d'Ariane qui devait conduire hors du labyrinthe où la botanique et la zoologie semblaient s'égarer de plus en plus. Il est caractéristique que, presque au moment où Kant s'attaquait à l'éternité du système solaire, en 1759, K. F. Wolff ait livré le premier assaut à la fixité des espèces et proclamé la théorie de la descendance¹¹. Mais ce qui chez lui n'était encore qu'anticipation géniale, prit forme avec Oken, Lamarck, Baer, pour s'imposer victorieusement avec Darwin¹² cent ans plus tard, en 1859. Presque au même moment, on constata que le protoplasme et la cellule, dont on avait déjà démontré antérieurement qu'ils étaient les éléments constitutifs derniers de tous les organismes, se rencontrent en tant que formes organiques élémentaires, vivantes et indépendantes. Et ainsi, d'une part, l'abîme entre la nature organique et la nature inorganique était réduit au minimum, tandis que, d'autre part, un des principaux obstacles qui s'opposaient jusqu'alors à la théorie de la descendance des organismes était éliminé. La nouvelle conception de la nature était achevée dans ses grandes lignes : voilà dissous tout ce qui était rigide, volatilisé, tout ce qui était fixé, et périssable, tout ce qu'on avait tenu pour éternel ; il était démontré que la nature se meut dans un flux et un cycle perpétuels.

Nous voici donc revenus à la façon de voir des grands fondateurs de la philosophie grecque, pour qui l'existence de la nature entière, du plus petit au plus grand, du grain de sable aux soleils, du protiste¹³ à l'homme, consiste en une naissance et une mort éternelles, en un flux ininterrompu, en un mouvement et un changement sans répit. Avec toutefois cette différence essentielle que ce qui chez les Grecs était intuition géniale, est pour nous le résultat de recherches strictement scientifiques et expérimentales et, en conséquence, apparaît aussi sous une forme beaucoup plus précise et plus claire. Certes, la démonstration empirique de ce cycle n'est pas absolument exempte de lacunes, mais ces lacunes sont insignifiantes au regard de ce qui est déjà solidement acquis, et elles se comblent de plus en plus

chaque année. Aussi bien, comment la preuve détaillée pourrait-elle être sans défaut, si l'on songe que les branches les plus essentielles de la science, — l'astronomie trans-planétaire, la chimie, la géologie, — comptent à peine un siècle d'existence scientifique, la méthode comparative en physiologie à peine cinquante ans, et que la forme fondamentale de presque tout le développement de la vie, la cellule, est découverte depuis moins de quarante ans !

C'est à partir de masses tourbillonnantes de vapeur incandescente, dont le mouvement livrera peut-être ses lois quand les observations de plusieurs siècles nous auront éclairés sur le mouvement propre des étoiles, que se sont développés, par contraction et refroidissement, les soleils et les systèmes solaires innombrables de notre univers-île, que limitent les cercles d'étoiles les plus reculés de la Voie lactée. De toute évidence, cette évolution ne s'est pas produite partout à la même allure. L'existence dans notre système stellaire de corps obscurs, qui, n'étant pas de simples planètes, sont donc des soleils refroidis, s'impose de plus en plus à l'astronomie (Maedler) ; d'autre part (selon Secchi), une partie des taches nébuleuses gazeiformes appartiennent à notre système stellaire en qualité de soleils encore inachevés, ce qui n'exclut pas que d'autres nébuleuses, ainsi que l'affirme Maedler, soient des univers-îles lointains et indépendants, dont le spectroscopie devra établir le degré d'évolution.

L'évolution d'un système solaire à partir d'une nébuleuse donnée a été démontrée dans le détail par Laplace d'une manière qui n'a pas été dépassée jusqu'ici ; la science ultérieure a confirmé de plus en plus sa façon de penser.

Sur chacun des corps ainsi formés — soleil aussi bien que planètes et satellites — règne au début cette forme du mouvement de la matière que nous appelons chaleur. Il ne peut être question de combinaisons chimiques des éléments, même à une température comme celle qui est, aujourd'hui encore, celle du soleil ; dans quelle mesure la chaleur s'y transforme en électricité ou en magnétisme, l'observation assidue du soleil le montrera ; quant au fait que les mouvements mécaniques qui se produisent à la surface du soleil ont uniquement pour origine le conflit entre la chaleur et la pesanteur, on peut le considérer dès maintenant comme acquis.

Les différents corps se refroidissent d'autant plus vite qu'ils sont plus petits. Satellites, astéroïdes, météores en premier, comme ce fut le cas de notre lune qui est morte depuis longtemps ; les planètes plus lentement ; le corps central en dernier lieu.

A mesure que le refroidissement s'accroît, le premier plan est de plus en plus occupé par le jeu des formes physiques du mouvement se convertissant l'une en l'autre, jusqu'à ce qu'enfin soit atteint un point à partir duquel l'affinité chimique commence à se faire sentir les éléments, jusque-là chimiquement indifférents, se différenciant chimiquement l'un après l'autre, acquérant des propriétés chimiques, se combinant entre eux. Ces combinaisons changent continuellement avec l'abaissement de la température, qui influe différemment non seulement sur chaque élément, mais encore sur chaque combinaison particulière d'éléments, avec le passage, — en fonction du refroidissement, — d'une partie de la matière gazeuse à l'état liquide d'abord, à l'état solide ensuite, et avec les nouvelles conditions ainsi créées.

La période où la planète porte à la surface une écorce solide et des accumulations d'eau coïncide avec celle à partir de laquelle sa chaleur propre le cède de plus en plus à la chaleur qui lui est envoyée du corps central. Son atmosphère devient le théâtre de phénomènes météorologiques au sens où nous entendons ce mot aujourd'hui ; sa surface, le théâtre de changements géologiques, dans lesquels les sédimentations provoquées par les précipitations atmosphériques l'emportent de plus en plus sur les effets extérieurs, lentement décroissants, du noyau intérieur en ignition.

Si enfin la température s'équilibre au point que, au moins sur une portion considérable de la surface, elle ne transgresse plus les limites à l'intérieur desquelles peut vivre l'albumine, les conditions chimiques préalables étant par ailleurs favorables, il se forme du protoplasme vivant. Ce que sont ces conditions préalables, nous ne le savons pas encore aujourd'hui ; mais cela n'a rien de surprenant, puisqu'on n'a même pas établi jusqu'ici la formule chimique de l'albumine, puisque nous ne savons même pas combien il y a de corps albuminoïdes chimiquement différents et qu'on a appris depuis quelque dix ans seulement que l'albumine absolument sans structure exerce toutes les fonctions essentielles de la vie : digestion, élimination, mouvement, contraction, réaction aux excitations, reproduction.

Il a probablement fallu des millénaires pour que se présentent les conditions qui ont permis le progrès suivant et dans lesquelles cette albumine informe a pu produire la première cellule en constituant un noyau et une enveloppe. Mais avec cette première cellule, c'était la base de la constitution morphologique du monde organique qui était elle-même donnée. D'abord, ainsi que nous devons l'admettre en raisonnant sur tous les documents paléontologiques, se sont développées d'innombrables espèces de protistes acellulaires et cellulaires, dont le seul *Eozoon Canadense*¹⁴ est parvenu jusqu'à nous et dont quelques-uns se sont différenciés peu à peu pour former les premières plantes, d'autres pour former les premiers animaux. A partir des premiers animaux se sont développés essentiellement par différenciation continue, les innombrables classes, ordres, familles, genres et espèces d'animaux, pour aboutir à la forme où le système nerveux atteint son développement le plus complet, celle des vertébrés, et à son tour, en fin de compte, au vertébré dans lequel la nature arrive à la conscience d'elle-même : l'homme.

L'homme, lui aussi, naît par différenciation. Cela est vrai non seulement au sens de l'individu, le développement s'opérant à partir de la cellule unique de l'œuf jusqu'à l'organisme le plus complexe que produise la nature, — cela est vrai aussi au sens historique. C'est le jour où, après des millénaires de lutte, la main fut définitivement différenciée du pied et l'attitude verticale enfin assurée, que l'homme se sépara du singe, et que furent établies les bases du développement du langage articulé et du prodigieux perfectionnement du cerveau, qui a depuis rendu l'écart entre l'homme et le singe infranchissable. La spécialisation de la main, voilà qui signifie *l'outil*, et l'outil signifie l'activité spécifiquement humaine, la réaction modificatrice de l'homme sur la nature, la production. Il est aussi des animaux au sens étroit du mot : la fourmi, l'abeille, le castor, qui ont des outils, mais ce ne sont que des membres de leur corps ; il est aussi des animaux qui produisent, mais leur action productrice sur la nature environnante est à peu près nulle au regard de la nature. Seul l'homme est parvenu à imprimer son sceau à la nature, non seulement en déplaçant le monde végétal et animal, mais aussi en transformant l'aspect, le climat de sa résidence, voire les animaux et les plantes, et cela à un point tel que les conséquences de son activité ne peuvent disparaître qu'avec le dépérissement général de la terre. S'il est parvenu à ce résultat, c'est d'abord et essentiellement grâce à la *main*. Même la machine à vapeur, qui est jusqu'ici son outil le plus puissant pour transformer la nature, repose en dernière analyse, parce que c'est un outil, sur la main. Mais la tête a accompagné pas à pas l'évolution de la main ; d'abord vint la conscience des conditions requises pour chaque résultat pratique utile et plus tard, comme conséquence, chez les peuples les plus favorisés, l'intelligence des lois naturelles qui conditionnent ces résultats utiles. Et avec la connaissance rapidement grandissante des lois de la nature, les moyens de réagir sur la nature ont grandi aussi ; la main, à elle seule, n'aurait jamais réalisé la machine à vapeur si, corrélativement, le cerveau de l'homme ne s'était développé avec la main et à côté d'elle, et en partie grâce à elle.

Avec l'homme, nous entrons dans *l'histoire*. Les animaux aussi ont une histoire, celle de leur descendance et de leur développement progressif jusqu'à leur état actuel. Mais cette histoire, ils ne la font pas, et dans la mesure où ils y participent, c'est sans qu'ils le sachent ni le veuillent. Au rebours, plus les hommes s'éloignent des animaux au sens étroit du mot, plus ils font eux-mêmes, consciemment, leur histoire, plus diminue l'influence d'effets imprévus, de forces incontrôlées sur cette histoire, plus précise devient la correspondance du résultat historique avec le but fixé d'avance. Si cependant nous appliquons ce critérium à l'histoire humaine, même à celle des peuples les plus développés de notre temps, nous trouvons qu'ici encore une disproportion gigantesque subsiste entre les buts fixés d'avance et les résultats obtenus, que les effets inattendus prédominent, que les forces incontrôlées sont beaucoup plus puissantes que celles qui sont mises en œuvre suivant un plan. Il ne peut en être autrement tant que l'activité historique la plus essentielle des hommes, celle qui les a élevés de l'animalité à l'humanité, celle qui constitue le fondement matériel de tous leurs autres genres d'activité, — la production de ce dont ils ont besoin pour vivre, c'est-à-dire aujourd'hui la production sociale, — reste soumise au jeu des effets non intentionnels de forces non contrôlées et n'atteint que par exception le but voulu, mais aboutit le plus souvent au résultat contraire. Dans les pays industriels les plus avancés, nous avons dompté les forces de la nature et les avons contraintes au service des hommes ; nous avons ainsi multiplié la production à l'infini, si bien qu'actuellement un enfant produit plus qu'autrefois cent adultes. Et quelle en est la conséquence ? Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, une grande débâcle. Darwin ne savait pas

quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens, il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la plus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du *règne animal*. Seule une organisation consciente de la production sociale, dans laquelle production et répartition sont planifiées, peut élever les hommes au-dessus du monde animal au point de vue social de la même façon que la production elle-même les a élevés en tant qu'espèce. L'évolution historique rend une telle organisation de jour en jour plus indispensable, mais aussi de jour en jour plus réalisable. D'elle datera une nouvelle époque de l'histoire, dans laquelle les hommes eux-mêmes, et avec eux toutes les branches de leur activité, en particulier la science de la nature, connaîtront un progrès qui rejettera dans l'ombre la plus profonde tout ce qui l'aura précédé.

Cependant « tout ce qui naît mérite de périr ». [*Goethe, Faust, première partie, scène 3. (N.R.)*] Des millions d'années peuvent bien s'écouler, les générations naître et mourir par centaines de milliers, mais inexorablement l'heure viendra où la chaleur déclinante du soleil ne suffira plus à fondre la glace descendant des pôles ; où les hommes, de plus en plus entassés autour de l'équateur, finiront par n'y plus trouver suffisamment de chaleur pour vivre ; où peu à peu la dernière trace de vie organique disparaîtra et où la terre, globe mort et refroidi comme la lune, tournera dans de profondes ténèbres, en décrivant des orbites de plus en plus étroites autour d'un soleil également mort, jusqu'à ce qu'enfin elle y tombe. D'autres planètes l'auront précédée, d'autres la suivront ; au lieu du système solaire harmonieusement distribué, lumineux et chaud, il n'y aura plus qu'une sphère froide et morte, poursuivant sa route solitaire à travers l'espace. Et, tôt ou tard, le sort de notre système solaire sera suivi par les autres systèmes de notre univers-île, même par ceux dont la lumière n'atteindra jamais la terre du temps qu'il y vivra un œil humain pour la percevoir.

Dès lors qu'un de ces systèmes solaires a terminé sa carrière et qu'il succombe au destin de toute chose finie, la mort, que se passe-t-il ? Le cadavre du soleil restera-t-il pour l'éternité un cadavre roulant à travers l'espace infini et toutes les forces de la nature, hier si infiniment et diversement différenciées, se résoudre-elles en une forme unique du mouvement, l'attraction ? « Ou bien, — ainsi que le demande Secchi (p. 810), — existe-t-il dans la nature des forces qui puissent ramener le système mort à l'état originel de nébuleuse incandescente et l'éveiller à une vie nouvelle ? Nous ne le savons pas. »

Certes, nous ne le savons pas au sens où nous savons que $2 \times 2 = 4$, ou que l'attraction de la matière varie en fonction du carré de la distance. Cependant, dans la science théorique qui organise autant que possible ses conceptions de la nature en un tout harmonieux et sans laquelle, de notre temps, même l'empiriste le plus indigent d'esprit ne saurait progresser, nous avons souvent à compter avec des grandeurs très imparfaitement connues, et la logique de la pensée a dû de tout temps suppléer à l'imperfection des connaissances. La science moderne de la nature a dû emprunter à la philosophie le principe de l'indestructibilité du mouvement ; sans lui, elle ne pourrait plus exister. Mais le mouvement de la matière n'est pas seulement le grossier mouvement mécanique, le simple changement de lieu ; c'est la chaleur et la lumière, la tension électrique et magnétique, la combinaison et la dissociation chimiques, la vie et finalement la conscience. Dire que la matière pendant toute son existence illimitée dans le temps ne se trouve qu'une seule fois, et pour un temps infiniment court au regard de son éternité, en mesure de différencier son mouvement et de déployer ainsi l'entière richesse de ce mouvement, dire qu'auparavant et par la suite, elle reste limitée pour l'éternité au seul changement de lieu, — c'est affirmer que la matière est périssable et le mouvement transitoire. L'indestructibilité du mouvement ne peut pas être conçue d'une façon seulement quantitative, elle doit l'être aussi de façon qualitative ; une matière dont le pur changement mécanique de lieu porte certes en elle la possibilité de se convertir, dans des conditions favorables, en chaleur, électricité, action chimique, vie, mais qui n'est pas capable de créer à partir d'elle-même ces conditions, une telle matière *a perdu du mouvement* ; un mouvement qui a perdu la faculté de se métamorphoser dans les diverses formes qui lui échoient a certes encore de la *dynamis*, mais il n'a plus d'*energeia* [*C'est-à-dire : puissance et activité. (N.R.)*], et il a donc été en partie détruit. Or l'un et l'autre sont inconcevables.

Ceci, en tout cas, est certain : il fut un temps où la matière de notre univers-île avait transformé en chaleur une telle quantité de mouvement, — de quelle sorte, nous ne le savons pas jusqu'ici, — qu'à partir de là ont pu se développer les systèmes solaires relevant (d'après Maedler) de vingt millions d'étoiles au moins, systèmes dont le dépérissement graduel est également assuré. Comment cette transformation s'est-elle opérée ? Nous ne le savons pas plus que le père Secchi ne sait si le futur *caput*

mortuum de notre système solaire se reconvertira un jour en matière première de systèmes solaires nouveaux. Mais ici, ou bien il nous faut recourir au Créateur, ou bien nous sommes obligés de conclure que la matière première incandescente des systèmes solaires de notre univers-île a été produite, naturellement, par des transformations du mouvement qui sont *inhérentes par nature* à la matière en mouvement et dont, par conséquent, les conditions doivent être reproduites aussi par la matière, même si ce n'est que dans des millions et des millions d'années et plus ou moins par hasard, mais avec la nécessité qui est aussi inhérente au hasard.

On admet de plus en plus la possibilité d'une telle transformation. On en vient à cette idée que les corps célestes sont destinés, en fin de compte, à tomber l'un sur l'autre et on calcule même la quantité de chaleur qui doit se développer lors de telles collisions. La brusque apparition de nouvelles étoiles, l'augmentation tout aussi brusque de la luminosité d'étoiles familières, phénomène que l'astronomie nous signale, trouvent dans de telles collisions leur explication la plus aisée. De plus, ce n'est pas seulement notre groupe de planètes qui gravite autour du soleil et notre soleil à l'intérieur de notre univers-île, mais tout notre univers-île se meut dans l'espace en équilibre relatif et temporaire avec les autres univers-îles, car même l'équilibre relatif de corps flottant librement ne peut exister que grâce à un mouvement réciproquement conditionné ; en outre, certains admettent que la température n'est pas partout la même dans l'espace universel ; enfin nous savons qu'à l'exception d'une portion infiniment petite, la chaleur des innombrables soleils de notre univers-île se perd dans l'espace sans réussir à élever la température de l'espace, ne fût-ce que d'un millionième de degré centigrade.

Que devient cette énorme quantité de chaleur ? S'est-elle épuisée à jamais dans la tentative de réchauffer l'espace, a-t-elle pratiquement cessé d'exister, ne subsiste-t-elle plus que théoriquement dans le fait que l'espace s'est réchauffé d'une fraction décimale de degré qui commence par dix zéros et plus ?

Cette supposition nie l'indestructibilité du mouvement ; elle admet comme possible que, par suite de la chute successive des corps célestes l'un sur l'autre, tout le mouvement mécanique existant se convertisse en chaleur et que celle-ci soit rayonnée dans l'espace universel, ce qui, malgré toute l'« indestructibilité de la force », entraînerait la cessation absolue de tout mouvement. (Notons en passant combien est erronée la formule : indestructibilité de la force, au lieu de : indestructibilité du mouvement). Nous arrivons donc à la conclusion que — d'une façon qu'il appartiendra dans l'avenir aux sciences de la nature de mettre en lumière — la chaleur rayonnée dans l'espace doit nécessairement avoir la possibilité de se convertir en une autre forme de mouvement, sous laquelle elle peut derechef se concentrer et redevenir active. Ainsi tombe la difficulté essentielle qui s'opposait à la reconversion de soleils morts en nébuleuse incandescente.

Du reste, la succession des mondes éternellement répétée dans le temps infini n'est que le complément logique de la coexistence de mondes innombrables dans l'espace infini, — proposition dont la nécessité s'impose même au cerveau, rebelle à la théorie du Yankee Draper. [*« La multiplicité des mondes dans l'espace infini conduit à la conception d'une succession de mondes dans le temps infini. » Draper, Hist, Int. Devel. II, p. 325.*]

C'est dans un cycle éternel que la matière se meut : cycle qui certes n'accomplit sa révolution que dans des durées pour lesquelles notre année terrestre n'est pas une unité de mesure suffisante, cycle dans lequel l'heure du suprême développement, l'heure de la vie organique, et plus encore celle où vivent des êtres ayant conscience d'eux-mêmes et de la nature, est mesurée avec autant de parcimonie que l'espace dans lequel existent la vie et la conscience de soi ; cycle dans lequel tout mode fini d'existence de la matière, — fût-il soleil ou nébuleuse, animal singulier ou genre d'animaux, combinaison ou dissociation chimiques, — est également transitoire, et où il n'est rien d'éternel sinon la matière en éternel changement, en éternel mouvement, et les lois selon lesquelles elle se meut et change. Mais, quelle que soit la fréquence et quelle que soit l'inexorable rigueur avec lesquelles ce cycle s'accomplit dans le temps et dans l'espace ; quel que soit le nombre des millions de soleils et de terres qui naissent et périssent ; si longtemps qu'il faille pour que, dans un système solaire, les conditions de la vie organique s'établissent, ne fût-ce que sur une seule planète ; si innombrables les êtres organiques qui doivent d'abord apparaître et périr avant qu'il sorte de leur sein des animaux avec un cerveau capable de penser et qu'ils trouvent pour un court laps de temps des conditions propres à leur vie, pour être

ensuite exterminés eux aussi sans merci, — nous avons la certitude que, dans toutes ses transformations, la matière reste éternellement la même, qu'aucun de ses attributs ne peut jamais se perdre et que, par conséquent, si elle doit sur terre exterminer un jour, avec une nécessité d'airain, sa floraison suprême, l'esprit pensant, il faut avec la même nécessité que quelque part ailleurs et à une autre heure elle le reproduise.

Rédigé par Engels en 1875-1876. Publié pour la première fois en allemand et en russe dans «Archives Marx et Engels», livre II, 1925.

Pour préparer la présente édition, on a utilisé la traduction publiée dans la «Dialectique de la nature». Editions Sociales, Paris, 1955.

FRIEDRICH ENGELS

ANCIENNE PRÉFACE À « L'ANTI-DÜHRING ».

SUR LA DIALECTIQUE

Le travail qui suit n'est nullement le fruit de quelque « impulsion intérieure ». Mon ami Liebknecht pourra, au contraire, témoigner de la peine qu'il a eu à m'amener à faire l'examen critique de la dernière théorie socialiste de M. Dühring. Une fois décidé, je n'avais pas d'autre choix que d'étudier cette théorie, qui se présente elle-même comme le dernier fruit pratique d'un système philosophique nouveau, dans l'ensemble de ce système, et, par suite, d'étudier le système lui-même. J'ai donc été obligé de suivre M. Dühring sur ce vaste terrain où il traite de toutes les choses possibles, et de quelques autres encore. Telle est l'origine d'une série d'articles, qui parurent à partir du début de 1877 dans le *Vorwärts*¹⁵ de Leipzig et que l'on trouvera ici réunis.

Que la critique d'un système si hautement insignifiant malgré toutes les louanges qu'il se décerne ait pris ces dimensions imposées par le sujet, deux circonstances peuvent l'excuser. D'une part, cette critique me donnait l'occasion de présenter, dans des domaines divers, un développement positif de ma conception sur des questions litigieuses qui sont aujourd'hui d'un intérêt scientifique ou pratique général. Et si peu qu'il puisse me venir à l'idée d'opposer au système de M. Dühring un autre système, j'espère que, malgré la diversité de la matière traitée, le lien interne qui rattache entre elles les idées présentées par moi n'échappera pas au lecteur.

D'autre part, M. Dühring, « créateur de système », n'est pas un phénomène isolé dans l'Allemagne d'aujourd'hui. Depuis quelque temps, les systèmes de philosophie, surtout les systèmes de philosophie de la nature, poussent en Allemagne par douzaines, en une nuit, comme des champignons, sans parler des innombrables systèmes nouveaux de politique, d'économie, etc. De même que dans l'Etat moderne, on suppose que chaque citoyen est mûr pour porter un jugement sur toutes les questions sur lesquelles il est appelé à voter ; de même qu'en économie, on admet que chaque consommateur est un parfait connaisseur de toutes les marchandises qu'il est amené à acheter pour sa subsistance, — la même hypothèse doit prévaloir maintenant dans la science. N'importe qui peut écrire sur n'importe quoi, et la « liberté de la science » consiste précisément en ceci que l'on écrit sur tout ce que l'on n'a pas appris et que l'on fait passer cela pour la seule méthode rigoureusement scientifique. Quant à M. Dühring, il est un des types les plus représentatifs de cette pseudo-science tapageuse qui, dans l'Allemagne d'aujourd'hui, se pousse partout au premier plan et couvre tout du fracas de sa... camelote extra. Camelote extra en poésie, en philosophie, en politique, en économie, en histoire, camelote extra dans la chaire professorale et à la tribune, camelote extra partout, camelote extra qui a des prétentions à la supériorité et à la profondeur de pensée, à la différence de la camelote banale et platement vulgaire d'autres nations, camelote extra qui est le produit le plus caractéristique et le plus massif de l'industrie intellectuelle de l'Allemagne, bon marché, mais de mauvaise qualité, exactement comme d'autres fabrications allemandes à côté desquelles elle n'était malheureusement pas représentée à l'exposition de Philadelphie.¹⁶ Même le socialisme allemand donne à force depuis peu, particulièrement depuis bon exemple offert par M. Dühring, dans la camelote extra ; si le mouvement pratique de la social-

démocratie ne s'est pas davantage laissé séduire par cette camelote extra, c'est là une preuve de plus du tempérament remarquablement sain de notre classe ouvrière dans un pays où pourtant, à l'exception de la science de la nature, tout est plutôt malade pour l'instant.

Pour que, dans son discours devant les naturalistes assemblés à Munich, Nägeli ait exprimé l'idée que la connaissance humaine ne prendrait jamais le caractère de l'omniscience, il faut manifestement que les performances de M. Dühring lui soient restées inconnues. Ces performances m'ont obligé à les suivre dans toute une série de domaines où je puis, tout au plus, prétendre évoluer en amateur. C'est surtout le cas des différentes branches des sciences de la nature où, dans le passé, on a considéré fréquemment comme plus qu'outrecuidant le « profane » qui voulait placer son mot. Cependant, je me sens encouragé dans une certaine mesure par une parole prononcée également à Munich et commentée plus en détail ailleurs : l'affirmation de M. Virchow que tout savant, en dehors de sa spécialité propre, n'est, lui aussi qu'un demi-savant¹⁷, en style vulgaire, un profane. Puisqu'un spécialiste de ce genre peut et doit se permettre d'empiéter, de temps à autre, sur des domaines voisins et puisque, dans ce cas, les spécialistes intéressés lui pardonnent maladresse d'expression et petites inexactitudes, j'ai pris également la liberté de citer des processus naturels et des lois naturelles à titre d'illustration probante de mes conceptions théoriques générales, et j'espère pouvoir compter sur la même indulgence. [*La partie du manuscrit de « L'Ancienne préface », qui va du début à l'endroit indiqué, a été barrée par Engels d'un trait vertical ; elle a en effet été utilisée dans la préface à la première édition de l'Anti-Dühring. (N.R.)*] Les résultats de la science moderne de la nature ne s'imposent-ils pas à quiconque s'occupe de choses théoriques avec la même force irrésistible que celle qui pousse les savants d'aujourd'hui, bon gré mal gré, à des conclusions théoriques générales ? Et ici intervient une certaine compensation. Si les théoriciens sont des demi-savants dans le domaine des sciences de la nature, les spécialistes actuels de ces sciences le sont réellement tout autant dans le domaine de la théorie, le domaine de ce qu'on appelait jusqu'ici la philosophie.

L'étude empirique de la nature a accumulé une masse si énorme de connaissances positives que la nécessité de les ordonner systématiquement et selon leur enchaînement interne dans chaque domaine de recherche séparé est devenue absolument impérieuse. On n'est pas moins impérieusement tenu de ranger les divers domaines de la connaissance dans leur enchaînement correct l'un par rapport à l'autre. Mais la science de la nature, ce faisant, se transporte dans le domaine de la théorie et ici les méthodes empiriques échouent, la pensée théorique peut seule servir. Mais la pensée théorique n'est une qualité innée que par l'aptitude qu'on y a. Cette aptitude doit être développée, cultivée, et, pour cette culture, il n'y a jusqu'ici pas d'autre moyen que l'étude de la philosophie du passé.

La pensée théorique de chaque époque, donc aussi celle de la nôtre, est un produit historique qui prend en des temps différents une forme très différente et, par là, un contenu très différent. La science de la pensée est donc, comme toute autre science, une science historique, la science du développement historique de la pensée humaine. Et cela a de l'importance même pour l'application pratique de la pensée à des domaines empiriques. Car, tout d'abord, la théorie des lois de la pensée n'est nullement une « vérité éternelle », arrêtée une fois pour toutes, comme l'entendement du philistin se le représente à propos du mot de « logique ». La logique formelle elle-même est restée le domaine de violents débats depuis Aristote jusqu'aujourd'hui. Quant à la dialectique, elle n'a été étudiée avec quelque précision jusqu'ici que par deux penseurs, Aristote et Hegel.

Or c'est la dialectique qui est aujourd'hui la forme de pensée la plus importante pour la science de la nature, puisqu'elle est seule à offrir l'élément d'analogie et, par suite, la méthode d'explication pour les processus évolutifs qu'on rencontre dans la nature, pour les liaisons d'ensemble, pour les passages d'un domaine de recherche à l'autre.

En second lieu, si la connaissance du développement historique de la pensée humaine, avec les conceptions des enchaînements généraux du monde extérieur qui ont paru aux diverses périodes est un besoin pour la science théorique de la nature, c'est encore parce qu'elle fournit un critère pour les théories que cette science a à édifier. Or, le manque de familiarité avec l'histoire de la philosophie se fait sentir ici, assez souvent et de façon assez voyante. Des thèses qui ont été présentées depuis des siècles en philosophie et qui, philosophiquement, sont assez souvent abandonnées depuis longtemps, apparaissent assez fréquemment chez les savants adonnés à la théorie comme une sagesse toute neuve,

et on les voit même rester quelque temps à la mode. C'est certainement un grand succès de la théorie mécanique de la chaleur que d'avoir apporté des preuves nouvelles du principe de la conservation de l'énergie et de l'avoir remis au premier plan ; mais ce principe aurait-il pu apparaître comme quelque chose d'aussi absolument neuf si messieurs les physiciens s'étaient souvenus qu'il avait déjà été présenté par Descartes ? Depuis que la physique et la chimie recommencent à manier presque exclusivement des molécules et des atomes, la philosophie atomistique de la Grèce antique est nécessairement revenue au premier plan. Mais comme elle est traitée de façon superficielle même par les meilleurs d'entre eux ! Ainsi, Kékulé raconte (Buts et résultats de la chimie) qu'elle vient de Démocrite, au lieu de dire : de Leucippe, et il affirme que Dalton aurait le premier admis l'existence d'atomes élémentaires qualitativement différents, et leur aurait le premier attribué des poids différents, caractéristiques pour les divers éléments, alors qu'on peut lire chez Diogène Laërte (X, I, § 43-44 et 61) qu'Epicure attribue déjà aux atomes la diversité non seulement de la grandeur et de la forme, mais aussi celle du poids, qu'il connaît donc déjà à sa manière le poids atomique et le volume de l'atome.

L'année 1848 qui, pour le reste, ne vint à bout de rien en Allemagne, y a apporté un renversement total sur le terrain de la seule philosophie. Tandis que la nation se jetait dans la pratique, fondait ici les premiers éléments de la grande industrie et de la spéculation, inaugurait là, grâce aux prêcheurs de mission et aux caricatures du genre Vogt, Büchner, etc., le puissant essor que la science de la nature a pris depuis en Allemagne, elle rompait résolument avec la philosophie classique allemande, perdue dans les sables du vieil hégélianisme berlinois. Les vieux hégéliens de Berlin l'avaient bien mérité. Mais une nation qui veut rester sur les sommets de la science ne peut se tirer d'affaire sans pensée théorique. Avec l'engouement hégélien, on jeta aussi la dialectique par-dessus bord, — juste au moment où le caractère dialectique des phénomènes de la nature s'imposait irrésistiblement, où, par conséquent, seule la dialectique pouvait aider la science de la nature à surmonter l'obstacle de la théorie, — et c'est ainsi qu'on retomba sans recours dans la vieille métaphysique. Dans le public ont dès lors sévi, d'une part, les réflexions superficielles, faites sur mesure pour le philistin, de Schopenhauer et plus tard, même, de Hartmann, d'autre part, le matérialisme vulgaire, à caractère de prêchi-prêcha missionnaire, d'un Vogt et d'un Büchner. Dans les Universités, les genres les plus divers d'éclectisme se faisaient concurrence, en ne s'accordant qu'en ceci : ils étaient tous des rapiécages faits uniquement des chutes de philosophies révolues, et ils étaient tous également métaphysiques. Des restes de la philosophie classique, il ne réchappa qu'un certain néo-kantisme, dont le dernier mot était la chose en soi éternellement inconnaissable, donc la partie de Kant qui méritait le moins d'être conservée. Le résultat final fut l'incohérence et la confusion qui règnent actuellement dans la pensée théorique.

Il est difficile de prendre en main un livre théorique de science de la nature sans avoir l'impression que les savants sentent eux-mêmes à quel point ils sont dominés par cette incohérence et cette confusion, et comment la soi-disant philosophie actuellement en vogue ne leur offre absolument aucune issue. Ici il n'y a désormais pas d'autre issue, pas d'autre possibilité de parvenir à la clarté que le retour, sous une forme ou sous une autre, de la pensée métaphysique à la pensée dialectique.

Ce retour peut se faire par des voies diverses. Il peut se faire, naturellement, par la simple puissance des découvertes des sciences de la nature elles-mêmes, découvertes qui ne veulent plus se laisser mettre de force dans le lit de Procuste de la vieille métaphysique. Mais c'est là un processus long, pénible, dans lequel il faut venir à bout d'une masse énorme de frottements superflus. Il est déjà en train en grande partie, surtout en biologie. Il peut être très abrégé, si les savants adonnés à la théorie veulent s'intéresser d'un peu près à la philosophie dialectique sous ses formes historiques existantes. Parmi ces formes, il en est deux surtout qui peuvent être particulièrement fécondes pour la science moderne de la nature.

La première est la philosophie grecque. Ici, la pensée dialectique apparaît encore dans sa simplicité naturelle, sans être encore troublée par les charmants obstacles [*Charmants obstacles (holde Hindernisse)*, expression tirée du cycle lyrique de Heine *Le nouveau printemps*. (N.R.)] que la métaphysique des XVII^e et XVIII^e siècles, — Bacon et Locke en Angleterre, Wolff en Allemagne, — s'est élevée elle-même et avec lesquels elle s'est barré le passage de la compréhension du singulier à la compréhension du tout, à l'intelligence de l'enchaînement universel. Chez les Grecs, — précisément parce qu'ils n'étaient pas encore parvenus à la désarticulation, à l'analyse de la nature, — la nature est

encore conçue comme un tout, dans son ensemble. L'enchaînement général des phénomènes de la nature n'est pas démontré dans le détail, il est pour les Grecs le résultat de l'intuition immédiate. C'est en cela que réside l'insuffisance de la philosophie grecque, insuffisance qui l'a obligée par la suite à céder la place à d'autres façons de voir. Mais c'est aussi en cela que réside sa supériorité sur tous ses adversaires métaphysiques postérieurs. Si, dans le détail, la métaphysique a eu raison vis-à-vis des Grecs, dans l'ensemble les Grecs ont eu raison vis-à-vis de la métaphysique. C'est la première raison pour laquelle nous sommes obligés, en philosophie comme dans tant d'autres domaines, de revenir sans cesse aux productions de ce petit peuple, auquel sa capacité et son activité universelles ont assuré dans l'histoire de l'évolution de l'humanité une place telle qu'aucun autre peuple ne pourra jamais y prétendre. Mais la seconde raison est que dans les formes multiples de la philosophie grecque se trouvent déjà en germe, en train de naître, presque toutes les conceptions postérieures. La science théorique de la nature est donc, elle aussi, obligée de remonter aux Grecs, si elle veut poursuivre l'histoire de la naissance et du développement de ses principes universels d'aujourd'hui. Et cette idée perce de plus en plus. On trouve de moins en moins de savants qui, en maniant eux-mêmes des restes de la philosophie grecque, par exemple l'atomistique, comme des vérités éternelles, considèrent les Grecs avec un dédain tout baconien parce qu'ils n'avaient pas de science empirique de la nature. Il resterait à souhaiter que cette idée se développât en une information réelle sur la philosophie grecque.

La deuxième forme de la dialectique, celle qui est la plus familière aux savants allemands, est la philosophie classique allemande de Kant à Hegel. Ici, les premiers pas sont déjà faits, puisque, même en dehors du néo-kantisme déjà cité, il revient à la mode de revenir à Kant. Depuis que l'on a découvert que Kant est l'initiateur de deux hypothèses géniales sans lesquelles la science théorique actuelle de la nature ne peut aller de l'avant, — la théorie précédemment attribuée à Laplace sur l'origine du système solaire et la théorie du ralentissement de la rotation de la terre par la marée, — Kant a été, à juste titre, remis en honneur par les savants. Mais ce serait une besogne inutilement pénible et peu profitable que de vouloir étudier la dialectique chez Kant depuis qu'on trouve un vaste *compendium* de la dialectique, quoique développé en partant de prémisses tout à fait fausses, dans les œuvres de *Hegel*.

La réaction contre la « philosophie de la nature » était justifiée en grande partie par ces prémisses fausses et par l'engrèvement sans remède de l'hégélianisme berlinois, mais elle a eu son libre cours et elle a dégénéré en pures injures ; d'autre part, la science de la nature s'est vue brillamment planter là dans ses besoins théoriques par la métaphysique électrique courante. Après cela il sera sans doute possible de prononcer à nouveau le nom de Hegel devant des savants sans provoquer cette danse de Saint-Guy à laquelle M. Dühring se livre de façon si divertissante.

Il faut constater avant tout qu'il ne s'agit nullement ici d'une défense des prémisses de Hegel : à savoir que l'esprit, la pensée, l'idée est l'élément primitif et que le monde réel n'est que la vile copie de l'idée. Cela avait déjà été abandonné par Feuerbach. Nous sommes tous d'accord sur le fait que dans tout le domaine scientifique, dans la nature comme dans l'histoire, il faut partir des *faits* donnés, donc dans la science de la nature des diverses formes réelles et formes de mouvement de la matière, qu'en conséquence, dans la science théorique de la nature, les enchaînements ne doivent pas être introduits dans les faits par construction, mais découverts en partant d'eux, et que, une fois découverts, ils doivent être attestés par l'expérience, dans la mesure où c'est possible.

Il ne peut non plus être question de maintenir le contenu dogmatique du système de Hegel tel qu'il a été prêché par l'hégélianisme berlinois d'ancienne et de nouvelle obédience. Avec les prémisses idéalistes, s'écroule aussi le système construit sur elles, donc surtout la philosophie de la nature de Hegel. Mais il faut rappeler que la polémique des sciences de la nature contre Hegel, dans la mesure où en général elle l'a bien compris, s'est bornée à ces deux points : les prémisses idéalistes et la construction du système qui, confrontée aux faits, est arbitraire.

Une fois retiré tout cela, il reste encore la dialectique hégélienne. C'est le mérite de Marx, face à « la tribu des épigones chagrine, prétentieuse et médiocre, qui tient en ce moment en Allemagne le haut du pavé », d'avoir le premier remis en valeur la méthode dialectique oubliée, sa liaison avec la dialectique hégélienne comme sa différence d'avec elle et d'avoir en même temps appliqué cette méthode, dans *le Capital*, aux faits d'une science empirique, l'économie politique. Et avec ce résultat que, même en

Allemagne, l'école économique nouvelle ne s'élève au-dessus du libre-échangeisme vulgaire qu'en copiant Marx (souvent d'une façon assez fausse) sous prétexte de le critiquer.

Chez Hegel, il règne dans la dialectique le même renversement de tout enchaînement réel que dans toutes les autres ramifications de son système. Mais, comme dit Marx :

« Bien que, grâce à son quiproquo, Hegel défigure la dialectique par le mysticisme, ce n'en est pas moins lui qui en a, le premier, exposé le mouvement d'ensemble. Chez lui, elle marche sur la tête ; il suffit de la remettre sur les pieds pour lui trouver la physionomie tout à fait raisonnable. »

Même dans la science de la nature, nous rencontrons assez souvent des théories dans lesquelles le rapport réel est mis sur la tête, le reflet pris pour la forme primitive, et qui ont donc besoin d'être retournées de cette façon. Il est assez fréquent que de telles théories règnent quelque temps. Si la chaleur a passé, pendant presque deux siècles, pour une mystérieuse matière particulière, et non pour une forme de mouvement de la matière ordinaire, c'était exactement le cas dont nous parlons, et la théorie mécanique de la chaleur a opéré le retournement. Néanmoins, la physique dominée par la théorie de la substance calorique a découvert une série de lois de la chaleur fort importantes et, en particulier avec Fourier et Sadi Carnot¹⁸, ouvert la voie à la conception juste qui, de son côté, avait à retourner les lois découvertes par sa devancière, à les traduire dans son propre langage. *[La fonction de Carnot C littéralement renversée 1/C = la température absolue. Sans ce retournement, rien à en tirer.]* De même, en chimie, c'est la théorie du phlogistique qui, grâce à un siècle de travail expérimental, a fourni d'abord les matériaux à l'aide desquels Lavoisier a pu découvrir dans l'oxygène décrit par Priestley le correspondant dans la réalité du phlogiston imaginaire et rejeter de ce fait toute la théorie du phlogistique. Mais cela n'éliminait pas du tout les résultats expérimentaux de la théorie du phlogistique. Au contraire. Ils ont subsisté ; seule, la façon dont ils étaient formulés a été retournée, traduite de la langue phlogistique dans le langage chimique désormais valable, et ils ont continué à garder leur validité.

La théorie de la substance calorique est à la théorie mécanique de la chaleur, la théorie du phlogistique est à celle de Lavoisier comme la dialectique de Hegel est à la dialectique rationnelle.

Rédigé par Engels en mai-début juin 1878. Publié pour la première fois en allemand et en russe dans «Archives Marx et Engels», livre II, 1925.

Pour préparer la présente édition, on a utilisé la traduction publiée dans la «Dialectique de la nature», Editions sociales, Paris, 1955.

FRIEDRICH ENGELS

KARL MARX

L'homme qui a donné le premier au socialisme et, par suite, à tout le mouvement ouvrier contemporain une base scientifique, Karl Marx, est né à Trèves en 1818. Il étudia tout d'abord le droit à Bonn et à Berlin, mais il se consacra bientôt exclusivement à l'étude de l'histoire et de la philosophie et, en 1842, il était sur le point de se faire nommer chargé de cours de philosophie, lorsque le mouvement politique qui prit naissance après la mort de Frédéric-Guillaume III le fit se diriger vers une autre carrière. Avec sa coopération, les chefs de la bourgeoisie libérale de Rhénanie, les Camphausen, Hansemann et autres, avaient fondé à Cologne la *Gazette rhénane*¹⁹, et Marx dont la critique des débats de la Diète provinciale rhénane avait fait le plus grand bruit, fut appelé en automne 1842 à la direction de cette feuille. Naturellement, la *Gazette rhénane* était soumise à la censure, mais celle-ci n'en put jamais venir à bout. *[Le premier censeur de la Gazette rhénane fut le conseiller de police Dolleschall, celui-là même qui censura un jour dans la Gazette de Cologne²⁰ une annonce de la traduction de la Divine Comédie de Dante, par Philalèthes (qui devint plus tard le roi Jean de Saxe) avec cette remarque : « On ne doit pas jouer la comédie avec les choses divines. ».]* La *Gazette rhénane* arrivait presque toujours à faire passer les articles qu'elle considérait nécessaires, on commençait par présenter au censeur le menu fretin à rayer jusqu'à ce qu'il finît par céder de lui-même ou qu'il y fût obligé par la

menace de ne pas faire paraître le journal le lendemain. Avec dix journaux qui auraient eu le même courage que la *Gazette rhénane* et dont les éditeurs auraient voulu sacrifier quelques centaines de thalers en frais supplémentaires de plomb, la censure, dès 1843, aurait été rendue impossible en Allemagne. Mais les propriétaires de journaux allemands étaient des philistins mesquins, peureux, et la *Gazette rhénane* mena toute seule la bataille. A cause d'elle, de nombreux censeurs se virent relever de leurs fonctions. On finit par lui imposer une double censure : après la première censure, le journal était soumis encore une fois au préfet, qui devait le censurer définitivement. Mais tout cela ne servit de rien. Aussi, au début de 1843, le gouvernement déclara qu'il n'y avait rien à faire avec ce journal et il l'interdit sans plus de forme.

Marx, qui dans cet intervalle avait épousé la sœur de von Westphalen, le futur ministre réactionnaire, alla s'installer à Paris, où il publia avec A. Ruge les *Annales franco-allemandes*²¹, dans lesquelles il commença la série de ses écrits socialistes par une *Critique de la philosophie du droit* de Hegel. Puis il publia avec F. Engels la *Sainte Famille, contre Bruno Bauer et consorts*, critique satirique d'une des dernières formes dans lesquelles s'était égaré l'idéalisme philosophique allemand de cette époque.

L'étude de l'économie politique et de l'histoire de la grande Révolution française laissait encore du temps à Marx pour s'attaquer à l'occasion au gouvernement prussien. Celui-ci s'en vengea en obtenant du ministre Guizot au printemps de 1845 — c'est M. Alexandre von Humboldt qui, dit-on, servit d'intermédiaire — son expulsion de France²². Marx alla se fixer à Bruxelles et y publia en langue française, en 1847, *Misère de la philosophie*, une critique de la *Philosophie de la misère* de Proudhon et en 1848 un *Discours sur le libre-échange*. En même temps, il trouva l'occasion de fonder à Bruxelles une Association ouvrière allemande²³ et commença ainsi à faire de l'agitation pratique. Cette dernière devint encore plus importante pour lui à partir du moment où il entra avec ses amis politiques, en 1847, dans la *Ligue des communistes*, société secrète qui existait depuis de longues années. Toute cette institution en fut complètement bouleversée. L'association, jusqu'alors plus ou moins clandestine, devint une organisation ordinaire de propagande communiste restant secrète seulement lorsqu'elle ne pouvait faire autrement ; ce fut la *première* organisation du Parti social-démocrate allemand. La Ligue exista partout où se trouvaient des associations ouvrières allemandes ; presque dans toutes ces associations d'Angleterre, de Belgique, de France et de Suisse ainsi que dans un très grand nombre d'associations d'Allemagne, les dirigeants étaient des membres de la Ligue, et la participation de celle-ci au mouvement ouvrier allemand qui prenait naissance alors fut considérable. Mais en même temps notre Ligue fut aussi la première à mettre en relief le caractère international de tout le mouvement ouvrier et à prouver également ce caractère dans la pratique, car elle comptait parmi ses adhérents des Anglais, des Belges, des Hongrois, des Polonais, etc., et, à Londres en particulier, elle organisa des réunions ouvrières internationales.

La transformation de la Ligue s'accomplit dans deux congrès qui se tinrent en 1847 et dont le second décida de rassembler et de publier les principes du Parti dans un manifeste que Marx et Engels furent chargés de rédiger. C'est ainsi que prit naissance le *Manifeste du Parti communiste*, qui parut pour la première fois en 1848, quelque temps avant la révolution de Février, et qui depuis a été traduit dans presque toutes les langues européennes.

*Le Journal allemand de Bruxelles*²⁴ auquel Marx collaborait et dans lequel il dénonçait sans pitié la béatitude policière de sa patrie, avait de nouveau incité le gouvernement prussien à user de son influence pour faire pression en vue de l'expulsion de Marx, d'ailleurs vainement. Mais lorsque la révolution de Février provoqua, à Bruxelles aussi, des mouvements populaires et qu'un changement de régime en Belgique parut imminent, le gouvernement belge arrêta Marx sans plus de façon et l'expulsa. Dans cet intervalle, le gouvernement provisoire de France l'avait fait inviter par Flocon à revenir à Paris, et Marx se rendit à cet appel.

A Paris, il s'opposa avant tout au bluff qui se répandait parmi les Allemands et qui consistait à vouloir organiser en France les ouvriers allemands en légions armées pour aller en Allemagne faire la révolution et instaurer la République. D'une part, c'était à l'Allemagne à faire elle-même sa révolution ; d'autre part, chaque légion révolutionnaire étrangère qui se formait en France était à l'avance trahie par les Lamartine du gouvernement provisoire, lesquels la dénonçaient au gouvernement qu'il fallait renverser, comme cela se produisit aussi en Belgique et dans le grand-duché de Bade.

Après la révolution de mars, Marx partit à Cologne où il fonda la *Nouvelle Gazette rhénane*, qui dura du 1^{er} janvier 1848 au 19 juin 1849. Ce journal était le seul qui, au sein du mouvement démocratique d'alors, soutint le point de vue du prolétariat, notamment en prenant parti sans réserve pour les insurgés de juin 1848²⁵ à Paris, ce qui lui fit perdre presque tous ses actionnaires. C'est en vain que la *Kreuzzeitung*²⁶ signala le « cynisme monstrueux » avec lequel la *Nouvelle Gazette rhénane* attaquait tout ce qui était sacré, depuis le roi et le vicaire de l'Empire jusqu'au gendarme, et cela dans une ville prussienne fortifiée qui avait alors 8 000 hommes de garnison. C'est en vain que les philistins libéraux de Rhénanie, devenus soudain réactionnaires, tempêtèrent, c'est en vain que l'état de siège proclamé à Cologne dans l'automne de 1848 entraîna une suspension prolongée de la feuille ; c'est en vain que le ministère de la Justice du Reich à Francfort dénonça aux fins de poursuites judiciaires articles sur articles au procureur de Cologne, le journal continua à être rédigé et imprimé en toute tranquillité en face du corps de garde principal, et sa diffusion et sa renommée ne firent que croître au fur et à mesure que les attaques du gouvernement et de la bourgeoisie devenaient plus violentes. Lorsque le coup d'Etat prussien éclata en novembre 1848, la *Nouvelle Gazette rhénane* invita le peuple, par un appel en tête de chaque numéro, à refuser les impôts et à riposter à la violence par la violence. Pour cet appel ainsi que pour un autre article, elle fut traduite au printemps de 1849 devant les jurés, qui l'acquittèrent par deux fois. Finalement, lorsque les insurrections de mai 1849 eurent été écrasées à Dresde et en Rhénanie²⁷, et lorsque la Prusse entreprit contre le soulèvement du Palatinat et du grand-duché de Bade une campagne où furent concentrées et mobilisées des troupes considérables, le gouvernement se crut assez fort pour recourir à la violence et il interdit la *Nouvelle Gazette rhénane*. Le dernier numéro, imprimé en rouge, parut le 19 mai.

Marx se rendit de nouveau à Paris, mais déjà quelques semaines après la manifestation du 13 juin 1849²⁸, il fut mis par le gouvernement français dans l'alternative de se fixer en Bretagne ou de quitter la France. Il prit ce dernier parti et alla s'installer à Londres, où il ne cessa depuis lors d'habiter.

On essaya en 1850 de poursuivre la publication de la *Nouvelle Gazette rhénane* sous forme de revue (à Hambourg)²⁹, mais au bout de quelque temps il fallut y renoncer, la réaction se faisant de plus en plus violente. Immédiatement après le coup d'Etat de décembre 1851 en France, Marx publia le *18-Brumaire de Louis Bonaparte* (New York 1852 ; 2^e édition, Hambourg 1869, parue peu avant la guerre). En 1853, il écrivit ses *Révélation sur le procès des communistes de Cologne* (qui parurent d'abord à Bâle, ensuite à Boston, puis tout dernièrement à Leipzig).

Après la condamnation des membres de la Ligue des Communistes à Cologne³⁰, Marx ne s'occupait plus d'agitation politique et se consacra, d'une part, pendant dix ans, à l'étude des riches trésors que renfermait la bibliothèque du British Muséum en matière d'économie politique, et, d'autre part, à sa collaboration au *New York Tribune*³¹ qui publia de lui, jusqu'au début de la guerre civile américaine³², non seulement des correspondances signées, mais aussi de nombreux leaders sur la situation en Europe et en Asie. Ses attaques contre Lord Palmerston, appuyées sur l'étude approfondie des documents officiels anglais, furent réimprimées à Londres sous forme de pamphlets. Le premier fruit de ses études économiques, qui durèrent de longues années, fut la *Contribution à la critique de l'économie politique*, premier fascicule, qui parut en 1859 (Berlin, Duncker). Cet ouvrage contient le premier exposé systématique de la théorie de la valeur de Marx ainsi que sa théorie de la monnaie. Pendant la guerre italienne³³, Marx combattit, dans le journal allemand *Das Volk*³⁴ paraissant à Londres, le bonapartisme qui se donnait des allures libérales et jouait au libérateur des nationalités opprimées, ainsi que la politique prussienne d'alors qui cherchait à pêcher en eau trouble sous le couvert de la neutralité. A cette occasion il eut également à attaquer M. Karl Vogt, qui était alors à la solde de Louis-Napoléon et qui, sur les directives du prince Napoléon (Plon-Plon), faisait alors de l'agitation pour la neutralité, voire même pour la sympathie de l'Allemagne à l'égard du second Empire. Aux calomnies les plus infâmes et sciemment controuvées que Vogt entassa contre lui, Marx répondit par *Monsieur Vogt* (Londres 1860), ouvrage dans lequel il dévoila les Vogt et consorts de la bande impérialiste de faux démocrates, et où il démontra, par des preuves directes et indirectes, que Vogt avait été acheté par le second Empire. C'est ce qui fut confirmé exactement dix années plus tard ; dans la liste des pensionnés de Bonaparte trouvée aux Tuileries³⁵ en 1870 et publiée par le gouvernement de septembre³⁶, il y avait à la lettre V : « Vogt, à lui verser en août 1859... 40 000 francs ».

Enfin, en 1867, parut à Hambourg : *le Capital, critique de l'économie politique*, 1^{er} volume, l'œuvre principale de Marx, qui expose les fondements de ses opinions économico-socialistes et les traits principaux de sa critique de la société actuelle, du mode de production capitaliste et de ses conséquences. La deuxième édition de ce livre qui fait époque parut en 1872. L'auteur s'occupe actuellement de la préparation du deuxième tome.

Sur ces entrefaites, le mouvement ouvrier avait repris une telle force dans plusieurs pays d'Europe que Marx put songer à réaliser un désir qu'il nourrissait depuis longtemps : la fondation d'une association ouvrière groupant les pays les plus évolués de l'Europe et de l'Amérique, association qui devait pour ainsi dire incarner, aux yeux des ouvriers eux-mêmes comme aux yeux des bourgeois et des gouvernements, le caractère international du mouvement socialiste et encourager ainsi et fortifier le prolétariat en même temps qu'effrayer ses ennemis. Le 28 septembre 1864, une réunion publique, qui eut lieu à Saint-Martin's Hall à Londres en faveur de la Pologne, dont une nouvelle insurrection venait d'être durement réprimée par la Russie, fournit l'occasion de présenter la chose qui fut accueillie avec enthousiasme. L'Association internationale des travailleurs était fondée, un conseil général provisoire ayant son siège à Londres fut élu par l'assemblée, et l'âme de ce conseil général et de ceux qui suivirent jusqu'au congrès de La Haye fut Marx lui-même. C'est Marx qui rédigea presque tous les documents publiés par le conseil général de l'Internationale, depuis l'Adresse *inaugurale* de 1864 jusqu'à l'Adresse *sur la guerre civile en France* en 1871. Décrire toute l'activité de Marx dans l'Internationale, ce serait écrire l'histoire même de cette association, qui vit encore d'ailleurs dans le souvenir des ouvriers d'Europe. La chute de la Commune de Paris mit l'Internationale dans une situation impossible. Elle était poussée au premier plan de l'histoire européenne au moment où toute possibilité d'action pratique couronnée de succès lui était partout enlevée. Les événements qui l'avaient élevée au rang de septième grande puissance, lui interdisaient en même temps de mobiliser ses forces combattantes et de les mettre en action sous peine de défaite inévitable et de refoulement du mouvement ouvrier pour des dizaines d'années. En outre, de différents côtés, des éléments se mettaient en avant, cherchant à exploiter à des fins de vanité personnelle ou de pure ambition le renom si soudainement accru de l'Association, sans compréhension de la véritable situation de l'Internationale ou sans en tenir compte. Il fallait prendre une décision héroïque, ce fut à nouveau Marx qui la prit et la fit triompher au congrès de La Haye. Par une résolution solennelle, l'Internationale déclina toute responsabilité pour les menées des bakouninistes, qui formaient le centre de ces éléments bornés et louches ; puis, vu l'impossibilité, devant la réaction générale, de satisfaire aux exigences plus élevées qui lui étaient assignées et de maintenir sa pleine activité autrement que par une série de sacrifices qui auraient fatalement saigné à blanc le mouvement ouvrier — étant donné cette situation — l'Internationale se retira provisoirement de la scène, en transférant son conseil général en Amérique. La suite des événements a prouvé combien cette décision, alors et depuis souvent critiquée, était juste. D'une part, on coupait court à toute tentative de se livrer au nom de l'Internationale à des putschs inutiles ; d'autre part, la continuation de rapports étroits entre les partis ouvriers socialistes des différents pays prouva que la conscience de la communauté d'intérêts et de la solidarité du prolétariat de tous les pays, éveillée par l'Internationale, sait s'imposer aussi sans l'existence en forme d'une association internationale dont les liens étaient pour le moment devenus une chaîne.

Après le congrès de La Haye, Marx retrouva enfin la tranquillité et les loisirs nécessaires pour reprendre ses travaux théoriques. Espérons qu'il pourra sans trop tarder donner à l'impression le deuxième tome du *Capital*. Parmi les nombreuses et importantes découvertes par lesquelles Marx a inscrit son nom dans l'histoire des sciences, nous ne pouvons en souligner ici que deux seulement.

La première est la révolution accomplie par lui dans la conception générale de l'histoire mondiale. Toute la conception antérieure de l'histoire reposait sur cette idée que les raisons dernières de tous les changements historiques doivent être cherchées dans les idées changeantes des hommes et que, de tous les changements historiques, les plus importants, ceux qui dominent toute l'histoire, sont les changements politiques. Mais on ne se demandait pas d'où viennent les idées aux hommes et quelles sont les raisons déterminantes des changements politiques. Seule, la nouvelle école des historiens français et, en partie aussi, des historiens anglais en était venue à la conviction que, depuis le moyen âge au moins, la force motrice, dans l'histoire européenne, était la lutte entre la bourgeoisie, en voie de croissance, et la féodalité pour la domination sociale et politique. Or Marx démontra que, jusqu'à nos

jours, toute l'histoire est une histoire de luttes de classe, qu'il ne s'agit dans toutes les luttes politiques, simples et complexes, que de la domination sociale et politique de classes sociales, du maintien de cette domination pour les classes anciennes et de la conquête du pouvoir pour les classes qui s'élèvent. Mais comment naissent et se maintiennent ces classes ? Toujours en vertu des conditions matérielles, tangibles, dans lesquelles la société à un moment donné produit et échange ce qui est nécessaire à sa vie. La domination féodale du moyen âge reposait sur l'économie de petites communautés paysannes se suffisant à elles-mêmes, qui produisaient presque tout ce dont elles avaient besoin, ignoraient à peu près l'échange et étaient protégées contre l'étranger par la noblesse belliqueuse qui leur conférait une cohésion nationale, ou du moins politique. Lorsque les villes grandirent et qu'il se forma une industrie artisanale distincte et un commerce d'abord purement national, puis international, la bourgeoisie urbaine se développa et, dans sa lutte contre la noblesse, conquit sa place dans le régime féodal en tant que classe sociale privilégiée. Mais la découverte de nouveaux continents, à partir du milieu du XV^e siècle, fournit à la bourgeoisie les moyens d'étendre son activité commerciale et un nouveau champ pour son industrie. Le métier fut supplanté dans les branches les plus importantes par la manufacture qui, à son tour, fut refoulée par la fabrique grâce à la grande industrie devenue possible après les inventions du siècle dernier notamment de la machine à vapeur. Cette dernière, à son tour, réagit sur le commerce en supplantant dans les pays arriérés l'ancien travail à la main, en créant dans les pays plus évolués les moyens actuels et nouveaux de communication, les machines à vapeur, les chemins de fer et le télégraphe électrique. Ainsi la bourgeoisie concentrait de plus en plus entre ses mains les richesses et la puissance sociales, alors qu'elle resta longtemps encore écartée du pouvoir politique qui se trouvait entre les mains de la noblesse et de la royauté appuyée sur la noblesse. Mais à un certain degré de développement — en France, par exemple, après la grande Révolution — la bourgeoisie conquiert aussi le pouvoir politique et devint à son tour la classe gouvernante en face du prolétariat et des petits paysans. De ce point de vue tous les phénomènes historiques s'expliquent de la façon la plus simple si l'on a à chaque moment une connaissance suffisante de la situation économique de la société qu'ignorent complètement nos spécialistes de l'histoire. De même les concepts et les idées de chaque période historique s'expliquent de la façon la plus simple par les conditions de vie économiques de cette période et par les rapports sociaux et politiques qui en dépendent. Pour la première fois l'histoire était posée sur son véritable terrain. Le fait tangible, mais jusqu'alors complètement négligé, que les hommes, avant tout, doivent manger, boire, s'abriter et se vêtir, c'est-à-dire *travailler* avant de pouvoir lutter pour le pouvoir, s'occuper de politique, de religion et de philosophie, ce fait tangible obtenait enfin droit de cité dans l'histoire. Pour l'idée socialiste, cette nouvelle conception de l'histoire était extrêmement importante. Elle démontrait que toute l'histoire jusqu'alors se mouvait dans des antagonismes et des luttes de classes, qu'il y eut toujours des classes dominantes et dominées, exploiteuses et exploitées, et que la grande majorité des hommes fut toujours condamnée à un dur labeur et à peu de joie. Pourquoi cela ? Tout simplement parce qu'à toutes les étapes antérieures du développement de l'humanité la production était encore si faible que le développement historique ne pouvait se produire que sous cette forme antagonique ; que le progrès historique était au fond réservé à l'activité d'une petite minorité privilégiée, tandis que la grande masse restait condamnée à gagner par son travail ses maigres moyens de subsistance ainsi que ceux toujours plus abondants d'une petite minorité privilégiée. Mais cette étude de l'histoire qui explique de façon naturelle et raisonnable la domination de classe existante, explicable jusqu'ici par la seule méchanceté des hommes, conduit aussi à la conviction que, vu le développement si formidable atteint actuellement par les forces productives, il ne reste plus aucun prétexte, tout au moins dans les pays les plus avancés, de diviser les hommes en dominateurs et en dominés, en exploiters et en exploités ; que la grande bourgeoisie au pouvoir a rempli sa mission historique, que non seulement elle n'est plus capable de diriger la société, mais qu'elle est devenue un obstacle au développement de la production, comme le démontrent les crises commerciales, et principalement la dernière grande faillite, et la dépression de l'industrie dans tous les pays ; que la direction historique est passée au prolétariat, classe qui, en vertu de sa situation sociale, ne peut s'affranchir qu'en supprimant toute domination de classe, toute servitude et toute exploitation en général ; que les forces productives sociales, s'échappant des mains de la bourgeoisie, n'attendent que le moment où le prolétariat uni s'en emparera pour instaurer un régime qui permettra à tous les membres de la société de participer non seulement à la production, mais aussi à la répartition et à la gestion des richesses sociales et grâce à l'exploitation rationnelle de toute la production augmentera les

forces productives sociales et leurs produits de façon à assurer à chacun dans des proportions toujours croissantes la satisfaction de tous ses besoins raisonnables.

La deuxième découverte importante de Karl Marx est l'explication enfin donnée des rapports du Capital et du Travail, autrement dit la démonstration de la façon dont s'accomplit l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste au sein de la société actuelle, dans le mode de production capitaliste existant. Depuis que l'économie politique avait établi que seul le travail est la source de toute richesse et de toute valeur, on devait inévitablement se demander comment il se fait que le salarié ne reçoit pas toute la valeur produite par son travail et qu'il lui faut en abandonner une partie au capitaliste ? C'est en vain que les économistes bourgeois et les socialistes se sont efforcés de donner une réponse scientifique valable à cette question jusqu'au moment où Marx apparut avec sa solution. Cette solution était la suivante : le mode de production capitaliste actuel implique l'existence de deux classes sociales : d'un côté, celle des capitalistes, qui sont en possession des moyens de production et de subsistance ; de l'autre, celle des prolétaires qui, exclus de toute possession, ne peuvent vendre qu'une seule marchandise : leur force de travail, et qui, par conséquent, sont obligés de vendre cette force de travail pour obtenir des moyens de subsistance. Mais la valeur d'une marchandise est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire à sa production ainsi qu'à sa reproduction ; donc, la valeur de la force de travail d'un homme moyen pendant un jour, un mois, une année, est déterminée par la quantité de travail qui est incorporée dans la quantité de produits nécessaires à l'entretien de cette force de travail pendant un jour, un mois, une année. Admettons que les produits nécessaires à un ouvrier pour un jour exigent six heures de travail pour leur production, ou, ce qui revient au même, que le travail qui y est incorporé représente une quantité de travail de six heures. Dans ce cas, la valeur de la force de travail pour un jour s'exprimera par la somme d'argent nécessitant également six heures de travail. Admettons encore que le capitaliste qui occupe notre ouvrier lui paie cette somme, c'est-à-dire la valeur totale de sa force de travail. Si l'ouvrier travaille six heures par jour pour le capitaliste, il rembourse complètement au capitaliste ses dépenses : six heures de travail pour six heures de travail. Mais alors il ne resterait rien pour le capitaliste. Aussi celui-ci, raisonne-t-il tout autrement : j'ai acheté, dit-il, la force de travail de cet ouvrier non pas pour six heures, mais pour toute une journée. Par suite, il fait travailler l'ouvrier, suivant les circonstances, 8, 10, 12, 14 heures, et même davantage, de sorte que le produit de la septième, de la huitième heure et des heures suivantes est le produit d'un travail non payé et s'en va dans la poche du capitaliste. Ainsi l'ouvrier au service du capitaliste, non seulement reproduit la valeur de sa force de travail payée par le capitaliste, mais produit encore la *plus-value* que le capitaliste commence par s'approprier et qui, ultérieurement, en vertu de lois économiques déterminées, se répartit sur toute la classe capitaliste et forme la principale source d'où découlent la rente foncière, le profit, l'accumulation capitaliste, en un mot toutes les richesses consommées ou accumulées par les classes oisives. Mais c'est la démonstration que les richesses acquises par les capitalistes actuels proviennent de l'appropriation d'un travail d'autrui non payé, tout comme celles des propriétaires d'esclaves ou des seigneurs féodaux qui exploitaient le travail des serfs, et que toutes ces formes d'exploitation ne se distinguent que par la diversité des façons de s'approprier le travail non payé. Mais c'était aussi chasser de leurs derniers retranchements les classes possédantes arguant hypocritement que le Droit et l'Équité, l'Égalité des droits et des devoirs, l'Harmonie générale des intérêts règnent dans l'ordre social actuel. La société bourgeoise d'aujourd'hui n'était pas moins démasquée que celles qui l'avaient précédée comme une institution gigantesque d'exploitation de l'immense majorité du peuple par une minorité infime, qui ne cesse de diminuer. C'est sur ces deux faits importants qu'est fondé le socialisme scientifique moderne. Dans le deuxième tome du *Capital*, ces découvertes scientifiques et d'autres qui ne sont guère moins importantes concernant le système social capitaliste seront plus amplement exposées, et ainsi les côtés de l'économie politique qui n'ont pas été traités dans le premier tome seront l'objet d'un bouleversement complet. Puisse Marx être bientôt en mesure de publier ce deuxième tome.

Rédigé par Engels à la mi-juin 1877.

Publié dans l'almanach «Volks-Kalender» paru à Brunswick, en 1878.

Pour préparer la présente édition, on a utilisé la traduction publiée par le Bureau d'Éditions, Paris, 1935.

KARL MARX ET FRIEDRICH ENGELS

LETTRE CIRCULAIRE

À AUGUST BEBEL, WILHELM LIEBKNECHT, WILHELM BRACKE ET AUTRES³⁷
(Extrait)

III. LE MANIFESTE DES TROIS DE ZURICH

Entre-temps nous est parvenu l'annuaire de Hœchberg³⁸ qui contient un article intitulé « Coup d'œil rétrospectif sur le mouvement socialiste en Allemagne », fruit de la collaboration, comme me l'a dit Hœchberg lui-même, des trois membres du comité de Zurich. [*K. Hœchberg, E. Bernstein et K. A. Schramm. (N.R.)*] Nous avons ici leur critique authentique du mouvement passé et, partant, leur programme authentique de l'attitude du nouvel organe³⁹, pour autant que cette attitude dépende d'eux.

On lit dès le début :

« Le mouvement, que Lassalle considérait comme purement politique, auquel il invitait non seulement les ouvriers, mais aussi tous les démocrates honnêtes et à *la tête duquel* devraient marcher les représentants indépendants de la science et *tous les hommes pénétrés d'un véritable sentiment d'humanité*, s'est abaissé, sous la présidence de Johann Baptist Schweitzer, au niveau d'une *lutte étroite des ouvriers industriels pour leurs intérêts*. »

Je n'entre pas dans la question de savoir s'il en est ainsi historiquement ou à quel degré il en est ainsi. Le reproche essentiel qu'on a adressé là à Schweitzer consiste en ce qu'il a *abaissé* le lassallianisme — qu'on représente ici comme un mouvement philanthropique bourgeois et démocratique — au niveau d'une lutte exclusive d'intérêts des ouvriers industriels, et cela par le fait qu'il a *approfondi* le sens de ce mouvement en y soulignant la lutte de classe des ouvriers industriels contre les bourgeois. Ensuite, on lui reproche « d'avoir repoussé la démocratie bourgeoise ». Mais qu'est-ce que la démocratie bourgeoise vient faire dans la social-démocratie ? Si elle est composée d'« hommes honnêtes », elle peut ne pas vouloir entrer dans le mouvement et si elle le veut tout de même, c'est seulement pour y semer la discorde.

Le parti lassallien « préférerait se comporter *exclusivement* comme un parti ouvrier ». Les messieurs qui écrivaient ceci sont eux-mêmes membres d'un parti qui se comporte exclusivement comme un parti ouvrier, ils y occupent maintenant des postes et y tiennent un rang honorable. C'est là une incompatibilité absolue. S'ils croient à ce qu'ils écrivent, ils doivent abandonner le parti, ou au moins renoncer à leurs postes et à leur rang. S'ils ne le font pas, ils avouent par là qu'ils ont l'intention, en leur qualité de fonctionnaires, de faire abus d'autorité, en contestant le caractère prolétarien du parti. Le parti se trahit ainsi lui-même en leur conservant leurs fonctions.

Donc, de l'avis de ces messieurs, le parti social-démocrate *ne doit pas* être un parti exclusivement ouvrier, mais un parti large, groupant « tous les hommes pénétrés d'un véritable sentiment d'humanité ». Il devrait avant tout le prouver en faisant fi des grossières passions prolétariennes, et en se mettant sous la férule des bourgeois-philanthropes instruits, en vue de « se former un bon goût » et d'apprendre le « bon ton » (p. 85). La « conduite abominable » de certains leaders devra alors, elle aussi, céder le pas à la « conduite bourgeoise » bienséante (comme si la conduite en apparence abominable des personnes auxquelles on fait allusion ici n'était pas la moindre chose qu'on puisse leur reprocher). Alors,

de « nombreux adhérents, issus du milieu des classes *instruites et possédantes*, y entreraient volontiers. Mais ceux-ci ne pourront être acquis à la cause que... quand l'agitation aura donné des *résultats sensibles* ». Le socialisme allemand « a fait trop de cas de la nécessité de gagner *les masses* et a, partant, négligé celle de gagner les couches dites supérieures par une propagande énergique (!) ». « Encore manque-t-il au parti des hommes capables de le représenter au Reichstag ». Et cependant « il est désirable et nécessaire de confier les mandats aux gens qui ont eu assez de possibilité et de temps pour se familiariser à fond avec les matières correspondantes. Les simples ouvriers et artisans... n'ont pour cela — sauf quelques rares exceptions — aucun loisir. »

Faites donc élire des bourgeois !

Bref : la classe ouvrière est incapable de s'affranchir par ses propres forces. Pour pouvoir le faire, elle doit se mettre sous la férule des bourgeois « instruits et possédants » qui, seuls, « ont la possibilité et le temps » d'apprendre à fond ce qui peut profiter aux ouvriers. Et, en second lieu, la bourgeoisie ne peut aucunement être vaincue, elle peut seulement être *gagnée à la cause* par une propagande énergique.

Toutefois, si l'on veut gagner à la cause les couches supérieures de la société, ou au moins ses éléments le mieux inspirés, on ne doit à aucun prix les effrayer. Les Trois de Zurich croient avoir fait ainsi une découverte tranquillissante :

« Justement de nos jours, sous la pression de la loi contre les socialistes le parti montre qu'il *n'est pas disposé* à entrer dans la voie de la révolution sanglante et violente, mais qu'il est décidé... à prendre la voie de la légalité, c'est-à-dire des *réformes* ».

Donc, si les 5 à 600 000 électeurs social-démocrates, c'est-à-dire le dixième ou le huitième du nombre total des électeurs qui, de plus, sont éparpillés dans tout le vaste pays, sont à tel point sages qu'ils ne veulent pas enfoncer les murs avec leurs têtes en essayant une « révolution sanglante », se trouvant à un contre dix, cela prouve qu'ils *font vœu* de ne jamais profiter d'un événement violent de politique étrangère, d'une subite poussée révolutionnaire consécutive et même de la *victoire* du peuple gagnée dans la collision ainsi survenue. Si un jour Berlin se montre de nouveau si mal élevé pour faire un 18 mars⁴⁰, les social-démocrates, au lieu de prendre part à la lutte en qualité de « canailles brûlant de monter sur les barricades » (p. 88), devront alors plutôt « prendre la voie de la légalité », enlever les barricades et, si besoin est, marcher au pas avec les troupes glorieuses contre les masses exclusives, brutales et illettrées. Si ces messieurs viennent affirmer qu'ils entendent par là autre chose, qu'est-ce donc qu'ils entendent alors ?

Mais il y a mieux encore.

« Plus le parti mettra de calme, de fond et de raison dans la critique des événements contemporains et dans ses propositions pour y parer, et moins il sera possible de répéter l'opération, réussie actuellement (sous la loi contre les socialistes), par laquelle la réaction consciente a pu plier la bourgeoisie en quatre en jouant sur sa terreur devant le spectre rouge » (p. 88).

Pour que dorénavant la bourgeoisie n'ait même pas une ombre de crainte, il faut lui assurer d'une façon claire et probante que le spectre rouge n'est en fait pas autre chose qu'un fantôme, qui n'existe pas dans la réalité. Mais en quoi consiste donc le mystère du spectre rouge sinon dans la frousse de la bourgeoisie devant la lutte inévitable et impitoyable entre elle et le prolétariat ? la frousse devant l'issue inéluctable de la lutte de classe contemporaine ? Qu'on supprime la lutte de classes et alors la bourgeoisie et « tous les hommes indépendants » n'auront pas peur de « marcher la main dans la main avec les prolétaires ». Or, ce sont justement les prolétaires qui seront alors dupés.

Que le parti démontre donc, par sa conduite humble et soumise, qu'il en a fini une fois pour toutes avec « les inconvenances et les extravagances » qui ont servi de prétexte à la promulgation de la loi contre les socialistes. S'il promet de bon gré de ne pas sortir des cadres de cette loi, Bismarck et les bourgeois auront bien la complaisance de l'abroger vu son inutilité dans ces conditions.

« Qu'on nous comprenne bien », nous ne voulons pas « renoncer à notre parti ni à notre programme, mais nous pensons que nous avons assez de travail pour bien des années si nous employons toute notre force, toute notre énergie pour arriver à certains objectifs plus rapprochés de nous, que nous devons atteindre coûte que coûte avant de pouvoir penser à la réalisation des fins plus éloignées. »

Alors viendront aussi en masses se joindre à nous les gros et petits bourgeois, ainsi que les ouvriers qui, « à l'heure qu'il est, sont effarouchés par nos revendications extrêmes ».

Le programme ne doit pas être *rejeté*, mais seulement remis... aux calendes grecques. On l'accepte non pour soi-même et non pour la durée de sa vie, mais comme un programme posthume pour le laisser en héritage à ses enfants et aux enfants de ses enfants. Entre-temps, on applique « toute sa force et toute son énergie » à toutes sortes de bagatelles et au raccommodage du régime capitaliste, pour avoir l'air de faire quelque chose sans effrayer, chemin faisant, la bourgeoisie. Après cela, je commence à estimer le communiste Miquel qui, pour démontrer sa conviction inébranlable en ce que la société capitaliste va inévitablement crouler dans quelques centaines d'années d'ici, spéculer ferme là-dessus,

contribue ainsi de son mieux à la crise de 1873 et fait ainsi *effectivement* quelque chose pour hâter l'écroulement de l'ordre actuel.

Un autre crime contre les convenances consiste en « attaques exagérées contre les fondateurs » qui, paraît-il, n'étaient que les enfants de leur époque » ; « il aurait mieux fallu que les outrages portés à Strousberg et aux autres personnages pareils... n'eussent pas eu lieu ». Malheureusement, tous les humains sont des « enfants de leur époque » et si c'est là une raison suprême suffisante, il ne faut jamais attaquer personne, toute polémique, toute lutte de notre part doit cesser. Nous permettrons tranquillement à nos adversaires de nous marcher sur les pieds, car nous, les sages, nous savons qu'ils ne sont que « des enfants de leur époque » et qu'ils ne peuvent agir autrement. Au lieu de leur répondre avec usure, nous devrions plutôt nous apitoyer sur ces malheureux.

De même l'attitude du parti vis-à-vis de la Commune a eu le tort d' « avoir repoussé les gens qui, sur tous les autres points, sympathisent avec nous, et surtout d'avoir augmenté la *haine* de la *bourgeoisie* envers nous ». Ensuite, le parti n'est pas « sans partager la responsabilité de la loi d'octobre⁴¹, car il a excité outre mesure la *haine de la bourgeoisie* ».

C'est là le programme des trois censeurs de Zurich. Il ne laisse plus rien à désirer — au moins pour nous qui connaissons très bien cette phraséologie depuis 1848. Nous avons devant nous des représentants de la petite bourgeoisie affirmant, pris de terreur, que le prolétariat peut « aller trop loin », poussé qu'il est par sa situation révolutionnaire. Au lieu de l'opposition politique résolue — esprit général de conciliation ; au lieu de lutte contre le gouvernement et les bourgeois — tentatives de les convaincre et les gagner à la cause ; au lieu de la résistance opiniâtre aux persécutions d'en haut — humble soumission et aveu que le châtement est bien mérité. Tous les conflits historiquement inévitables sont présentés comme des malentendus et toute discussion se termine par cette formule : au fond, nous sommes tous d'accord. Les gens qui, en 1848, se déclaraient démocrates bourgeois, peuvent avec autant de raison s'appeler maintenant social-démocrates. Pour ceux-là l'avènement de la république démocratique était un fait d'un avenir très lointain ; il en est de même pour ceux-ci en ce qui concerne le renversement du régime capitaliste : cette question n'a donc aucune valeur pour la pratique politique journalière ; on peut concilier, entrer en compromis et faire de la philosophie tant qu'on veut. Il en est de même de la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie. On la reconnaît sur le papier, car on ne peut faire autrement, mais en pratique on fait tout pour la voiler, l'effacer, l'éteindre. Le parti social-démocrate ne *doit pas* être un parti ouvrier, il ne doit pas provoquer la haine de la bourgeoisie, ni aucune autre, il doit avant tout faire une propagande énergique parmi la bourgeoisie ; au lieu de poursuivre en premier lieu des fins éloignées terribles aux bourgeois et irréalisables par notre génération, il doit plutôt appliquer toute sa force et toute son énergie aux réformes petites-bourgeoises de rapiècement qui vont consolider le régime social actuel et peut-être transformer ainsi la catastrophe finale en un processus de désagrégation progressif et autant que possible paisible. Ce sont les mêmes gens qui, sous prétexte d'une activité sans répit, non seulement ne font rien eux-mêmes, mais cherchent encore à empêcher que quelque chose soit fait en général, sauf le verbiage ; les mêmes gens qui, en 1848 et 1849, par leur crainte d'accomplir un acte quelconque entravaient le mouvement à chaque pas et l'ont amené à la fin à la défaite ; les mêmes gens qui voient bien la réaction et s'étonnent énormément de s'apercevoir qu'ils sont dans une impasse où ni la résistance ni la fuite ne sont guère possibles ; les mêmes gens qui veulent faire entrer de force l'histoire dans leur horizon étroit de petits bourgeois, tandis que l'histoire s'y refuse et passe outre.

Pour ce qui est de leurs convictions socialistes, elles ont été suffisamment soumises à la critique dans le *Manifeste du parti communiste*, au chapitre intitulé « Le socialisme allemand ou « socialisme vrai ». Là où la lutte de classe est rejetée comme une chose « brutale », repoussante, il ne reste, en fait de base du socialisme, que le « véritable sentiment d'humanité » et les paroles en l'air sur la « justice ».

On constate souvent ce fait inévitable résultant de l'évolution : même des gens ayant appartenu jusqu'alors à la classe dirigeante se rallient au prolétariat militant et lui fournissent des éléments instruits. Nous l'avons déjà indiqué clairement dans le *Manifeste*. Il importe cependant d'y ajouter deux remarques.

Premièrement : Ces gens pour être réellement utiles au mouvement, doivent bien fournir de véritables éléments d'instruction. Ce n'est pourtant pas le cas, le plus souvent, des bourgeois convertis allemands.

Ni la *Zukunft*, ni la *Neue Gesellschaft*⁴², n'ont rien apporté qui ait pu faire avancer le mouvement d'un seul pas. Il y a là un manque absolu de véritables matériaux aussi bien pratiques que théoriques, concourant à l'instruction. Au lieu de cela, on essaie de concilier les idées socialistes à peine assimilées avec les différents points de vue théoriques que ces messieurs ont apportés avec eux de l'Université ou d'ailleurs et plus embrouillés les uns que les autres, à cause du processus de putréfaction que subissent maintenant les restes de la philosophie allemande. Au lieu d'étudier tout d'abord à fond la nouvelle science, chacun d'entre eux s'évertuait à la conformer aux points de vue apportés par lui, se formait à la hâte une science à lui et prétendait aussitôt l'enseigner. C'est pour cette raison qu'on trouve chez ces messieurs autant de points de vues que de têtes. Au lieu d'apporter de la clarté dans n'importe quelle question, ils n'ont fait qu'y mettre de la confusion — par bonheur presque exclusivement dans leur milieu. Le parti peut bien se passer d'éléments instruits de cet acabit, dont le premier principe est d'enseigner ce qu'ils n'ont pas appris.

Deuxièmement : Quand des gens pareils issus des autres classes se rallient au mouvement prolétarien, la première chose qu'il faut exiger d'eux, c'est de n'apporter avec eux aucun reste de préjugés bourgeois ou petits-bourgeois, mais de s'assimiler sincèrement la conception prolétarienne. Or, ces gens, comme nous l'avons montré, sont imbus à satiété d'idées bourgeoises et petites-bourgeoises. Ces idées sont d'ailleurs bien justifiées dans un pays petit-bourgeois comme l'Allemagne, mais cela uniquement *en dehors* du parti social-démocrate. Si ces messieurs avaient créé un parti social-démocrate petit-bourgeois, c'aurait été leur droit absolu ; dans ce cas, nous aurions pu nous entendre avec eux, et même suivant les circonstances, faire bloc, etc. Mais dans un parti ouvrier ils constituent un élément étranger. S'il y a des raisons de les tolérer pendant un certain temps, nous sommes tenus à les tolérer *seulement*, à ne pas leur permettre d'avoir une influence quelconque sur la direction du parti et avoir toujours en vue que la rupture avec ces gens n'est qu'une question de temps. Ce moment semble d'ailleurs être venu. Nous ne comprenons pas comment le parti peut encore tolérer les auteurs de cet article. Mais si ces gens-là arrivent même à prendre plus ou moins entre leurs mains la direction du parti, ce dernier est de ce fait castré et privé à jamais de sa fougue prolétarienne.

En ce qui nous concerne, nous avons devant nous, vu tout notre passé, une seule voie à suivre. Depuis près de quarante ans, nous avons fait ressortir au premier plan la lutte de classes comme la force motrice directe de l'histoire, et en particulier, la lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat comme le plus puissant levier de la révolution sociale. Il nous est par conséquent impossible de marcher de concert avec des gens qui tendent à rayer du mouvement cette lutte de classes. En fondant l'Internationale, nous avons lancé en termes clairs son cri de guerre : « L'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même ». Nous ne pouvons donc pas marcher avec des gens déclarant à cor et à cri que les ouvriers sont trop peu instruits pour pouvoir s'émanciper eux-mêmes et qu'ils doivent être affranchis par en haut, par les philanthropes bourgeois et petits-bourgeois. Si le nouvel organe du parti prend une attitude qui correspond aux idées de ces messieurs, si cette orientation est bourgeoise et non prolétarienne, il ne nous restera plus autre chose à faire, si regrettable que ce soit pour nous, que de nous expliquer là-dessus ouvertement et de rompre la solidarité dont nous avons fait preuve jusqu'à présent, en qualité de représentants du parti allemand à l'étranger. Mais, les choses n'iront pas jusque-là, espérons-le.

Rédigé par Marx et Engels les 17-18 septembre 1879.

Publié pour la première fois dans la revue « Die Kommunistische Internationale », XII. Jahrg., Heft 23, 15 juin 1931.

Conforme au manuscrit d'Engels.

Traduit de l'allemand.

KARL MARX

PROJET DE RÉPONSE À LA LETTRE À VÉRA ZASSOULITCH⁴³

1. En traitant la genèse de la production capitaliste, j'ai dit que son secret est qu'il y a au fond « la séparation radicale du producteur d'avec les moyens de production » (p. 315, colonne I, éd. française du *Capital*) et que « la base de toute cette évolution, *c'est l'expropriation des cultivateurs*. Elle ne s'est encore accomplie d'une manière radicale qu'en Angleterre... Mais *tous les autres pays de l'Europe occidentale* parcourent le même mouvement. » (l.c.c.II).

J'ai donc *expressément* restreint la « fatalité historique » de ce mouvement aux *pays de l'Europe occidentale*. Et pourquoi ? Comparez, s'il vous plaît, le chapitre XXXII où l'on lit :

« Le mouvement d'élimination transformant les moyens de production individuels et épars en moyens de production socialement concentrés, faisant de la propriété naine du grand nombre la propriété colossale de quelques-uns, cette douloureuse, cette épouvantable expropriation du peuple travailleur, voilà les origines, voilà la genèse du capital... *La propriété privée*, fondée sur le travail personnel... va être supplantée *par la propriété privée capitaliste*, fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, sur le salariat » (p. 340, CII).

Ainsi, en dernière analyse, *il y a la transformation d'une forme de la propriété privée en une autre forme de la propriété privée*. La terre entre les mains des paysans russes n'ayant jamais été *leur propriété privée*, comment ce développement saurait-il s'appliquer ?

2. Au point de vue historique le seul argument sérieux plaidé en faveur de la *dissolution fatale* de la commune des *paysans russes*, le voici :

En remontant très haut, on trouve partout dans l'Europe occidentale la propriété commune d'un type plus ou moins archaïque ; elle a partout disparu avec le progrès social. Pourquoi saurait-elle échapper au même sort dans la seule Russie ?

Je réponds : Parce que, en Russie, grâce à une combinaison de circonstances unique, la commune rurale, encore établie sur une échelle nationale, peut graduellement se dégager de ses caractères primitifs et se développer directement comme élément de la production collective sur une échelle nationale. C'est justement grâce à la contemporanéité de la production capitaliste qu'elle s'en peut approprier tous les acquêts positifs et sans passer par ses péripéties terribles, affreuses. La Russie ne vit pas isolée du monde moderne ; elle n'est pas non plus la proie d'un conquérant étranger à l'instar des Indes Orientales.

Si les amateurs russes du système capitaliste n'aient la possibilité *théorique* d'une telle évolution, je leur poserais la question : pour exploiter les machines, les bâtiments à vapeur, les chemins de fer, etc., la Russie a-t-elle été forcée, à l'instar de l'Occident, de passer par une longue période d'incubation de l'industrie mécanique ? Qu'ils m'expliquent encore comment ils ont fait pour introduire chez eux en un clin d'œil tout le mécanisme des échanges (banques, sociétés de crédit, etc.), dont l'élaboration a coûté des siècles à l'Occident ?

Si au moment de l'émancipation, les communes rurales avaient été de prime abord placées dans des conditions de prospérité normale, si, ensuite, l'immense dette publique payée pour la plus grande partie aux frais et dépens des paysans, avec les autres sommes énormes, fournies par l'intermédiaire de l'Etat (et toujours aux frais et dépens des paysans) aux « nouvelles colonnes de la société », transformées en capitalistes, — si toutes ces dépenses avaient servi au *développement ultérieur* de la commune rurale, alors personne ne rêverait aujourd'hui « la fatalité historique » de l'anéantissement de la commune : tout le monde y reconnaîtrait l'élément de la régénération de la société russe et un élément de supériorité sur les pays encore asservis par le régime capitaliste.

Une autre circonstance favorable à la conservation de la commune russe (par la voie de développement), c'est qu'elle est non seulement la contemporaine de la production capitaliste, mais qu'elle a survécu à l'époque où ce système social se présentait encore intact, qu'elle le trouve au contraire, dans l'Europe occidentale aussi bien que dans les Etats-Unis, en lutte et avec la science, et avec les masses populaires, et avec les forces productives mêmes qu'il engendre. Elle le trouve en un

mot dans une crise qui ne finira que par son élimination, par un retour des sociétés modernes au type « archaïque » de la propriété commune, forme où, comme le dit un auteur américain [*L. Morgan. (N.R.)*], point du tout suspect de tendances révolutionnaires, soutenu dans ses travaux par le gouvernement de Washington, — « le système nouveau » auquel la société moderne tend, « sera une renaissance (*a revival*), dans une forme supérieure (*in a superior form*), d'un type social archaïque »⁴⁴. Donc il ne faut pas trop se laisser effrayer par le mot « archaïque ».

Mais alors il faudrait au moins connaître ces vicissitudes. Nous n'en savons rien.

L'histoire de la décadence des communautés primitives (on commettrait une erreur en les mettant toutes sur la même ligne ; comme dans les formations géologiques, il y a dans les formations historiques toute une série de types primaires, secondaires, tertiaires, etc.) est encore à faire. Jusqu'ici on n'a fourni que de maigres ébauches. Mais en tout cas l'exploration est assez avancée pour affirmer : 1) que la vitalité des communautés primitives était incomparablement plus grande que celle des sociétés sémites, grecques, romaines, etc., et, a fortiori que celle des sociétés modernes capitalistes ; que les causes de leur décadence dérivent de données économiques qui les empêchaient de dépasser un certain degré de développement, de milieux historiques point du tout analogues au milieu historique de la commune russe d'aujourd'hui.

En lisant les histoires de communautés primitives, écrites par des bourgeois, il faut être sur ses gardes. Ils ne reculent pas même devant des faux. Sir Henry Maine, par exemple, qui fut un collaborateur ardent du gouvernement anglais dans son œuvre de destruction violente des communes indiennes, nous assure hypocritement que tous les nobles efforts de la part du gouvernement de soutenir ces communes échouèrent contre la force spontanée des lois économiques⁴⁵.

D'une manière ou d'une autre cette commune a péri au milieu des guerres incessantes, étrangères et intestines ; elle mourut probablement de mort violente. Quand les tribus germaniques venaient conquérir l'Italie, l'Espagne, la Gaule, etc., la commune du type archaïque n'existait déjà plus. Cependant sa *vitalité naturelle* est prouvée par deux faits. Il y en a des exemplaires épars, qui ont survécu à toutes les péripéties du moyen âge et se sont conservés jusqu'à nos jours, par exemple, dans mon pays natal, le district de Trêves. Mais ce qu'il y a de plus important, elle a si bien empreint ses propres caractères sur la commune qui l'a supplantée — commune où la terre arable est devenue propriété privée, tandis que forêts, pâtures, terres vagues, etc., restent encore propriété communale — que Maurer, en déchiffrant cette commune de formation secondaire, put reconstruire le prototype archaïque. Grâce aux traits caractéristiques empruntés de celui-ci, la commune nouvelle, introduite par les Germains dans tous les pays conquis, devenait pendant tout le moyen âge le seul foyer de liberté et de vie populaire.

Si après l'époque de Tacite nous ne savons rien de la vie de la *commune* ni du mode et du temps de sa disparition, nous en connaissons au moins le point de départ, grâce au récit de Jules César. A son temps, la terre se répartit déjà annuellement, mais entre *les gentes et tribus* des confédérations germaniques et pas encore entre les membres individuels d'une commune. La *commune rurale* est donc issue en Germanie d'un type plus archaïque, elle y fut le produit d'un développement spontané au lieu d'être importée toute faite de l'Asie. Là — aux Indes Orientales — nous la rencontrons aussi et toujours comme *le dernier terme* ou la dernière période de la formation archaïque.

Pour juger les destinées possibles de la « commune rurale » sous un point de vue purement théorique, c'est-à-dire en supposant toujours des conditions de vie normales, il me faut maintenant désigner certains traits caractéristiques qui distinguent la « commune agricole » des Types plus archaïques.

Et d'abord les communautés primitives antérieures reposent toutes sur la parenté naturelle de leurs membres ; en rompant ce lien fort, mais étroit, la commune agricole est plus capable de s'étendre et de subir le contact avec des étrangers.

Puis, dans elle, la maison et son complément, la cour, sont déjà la propriété privée du cultivateur, tandis que longtemps avant l'introduction même de l'agriculture, la maison commune fut une des bases matérielles des communautés précédentes.

Enfin, bien que la terre arable reste propriété communale, elle est divisée périodiquement entre les membres de la commune agricole, de sorte que chaque cultivateur exploite à son propre compte les champs assignés à lui et s'en approprie individuellement les fruits, tandis que dans des communautés

plus archaïques la production se fait en commun et on en répartit seulement le produit. Ce type primitif de la production coopérative ou collective fut, bien entendu, le résultat de la faiblesse de l'individu isolé et non de la socialisation des moyens de production.

On comprend facilement que le dualisme inhérent à la « commune agricole » puisse la douer d'une vie vigoureuse, car, d'un côté, la propriété commune et tous les rapports sociaux qui en découlent rendent son assiette solide, en même temps la maison privée, la culture parcellaire de la terre arable et l'appropriation privée des fruits admettent un développement de l'individualité, incompatible avec les conditions des communautés plus primitives. Mais il n'est pas moins évident que ce même dualisme puisse avec le temps devenir une source de décomposition. A part toutes les influences des milieux hostiles, la seule accumulation graduelle de la richesse mobilière qui commence par la richesse en bestiaux (et admettant même la richesse en serfs), le rôle de plus en plus prononcé que l'élément mobilier joue dans l'agriculture même et une foule d'autres circonstances, inséparables de cette accumulation, mais dont l'exposé me mènerait trop loin, agiront comme un dissolvant de l'égalité économique et sociale, et feront naître au sein de la commune même un conflit d'intérêts qui entraîne d'abord la conversion de la terre arable en propriété privée et qui finit par l'appropriation privée des forêts, pâtures, terres vagues, etc., déjà devenues des *annexes communales* de la propriété privée. C'est par cela que la « commune agricole » se présente partout comme *le type le plus récent* de la formation archaïque des sociétés et que dans le mouvement historique de l'Europe occidentale, ancienne et moderne, la période de la commune agricole apparaît comme période de transition de la propriété commune à la propriété privée, comme période de transition de la formation primaire à la formation secondaire. Mais est-ce dire que dans toutes les circonstances le développement de la « commune agricole » doive suivre cette route ? Point du tout. Sa forme constitutive admet cette alternative : ou l'élément de propriété privée, qu'elle implique l'emportera sur l'élément collectif, ou celui-ci l'emportera sur celui-là. Tout dépend de ce milieu historique où elle se trouve placée... Ces deux solutions sont a *priori* possibles, mais pour l'une ou l'autre il faut évidemment des milieux historiques tout à fait différents.

3) La Russie est le seul pays européen où la « commune agricole » s'est maintenue sur une échelle nationale jusqu'aujourd'hui. Elle n'est pas la proie d'un conquérant étranger à l'instar des Indes Orientales. Elle ne vit pas non plus isolée du monde moderne. D'un côté la propriété commune de la terre lui permet de transformer directement et graduellement l'agriculture parcellaire et individualiste en agriculture collective, et les paysans russes la pratiquent déjà dans les prairies indivises ; la configuration physique de son sol invite l'exploitation mécanique sur une vaste échelle ; la familiarité du paysan avec le contrat *d'artel* lui facilite la transition du travail parcellaire au travail coopératif, et enfin la société russe, qui a si longtemps vécu, à ses frais, lui doit les avances nécessaires pour une telle transition. De l'autre côté, la *contemporanéité* de la production occidentale, qui domine le marché du monde, permet à la Russie d'incorporer à la commune tous les acquêts positifs élaborés par le système capitaliste sans passer par ses fourches caudines⁴⁶.

Si les porte-parole des « nouvelles colonnes sociales » niaient la possibilité *théorique* de l'évolution de la commune rurale moderne, on leur demanderait : la Russie a-t-elle été forcée, comme l'Occident, à passer par une longue période d'incubation de l'industrie mécanique pour arriver aux machines, bâtiments à vapeur, aux chemins de fer, etc. ? On leur demanderait encore comment ils ont fait pour introduire chez eux en un clin d'œil tout le mécanisme des échanges (banques, sociétés par action, etc.) dont l'élaboration a coûté des siècles à l'occident ?

Il y a un caractère de la « commune agricole » en Russie qui la frappe de faiblesse, hostile dans tous les sens. C'est son isolation, le manque de liaison entre la vie d'une commune avec celle des autres, ce *microcosme localisé*, qu'on ne rencontre pas partout comme caractère immanent de ce type, mais qui partout où il se trouve a fait surgir au-dessus des communes un despotisme plus ou moins central. La fédération des républiques russes du Nord prouve que cette isolation, qui semble avoir été primitivement imposée par la vaste étendue du territoire, fut en grande partie consolidée par les destinées politiques que la Russie avait à subir depuis l'invasion mongole. Aujourd'hui c'est un obstacle d'élimination la plus facile. Il faudrait simplement substituer à la [volost]⁴⁷, institut gouvernemental, une assemblée de paysans choisis par les communes elles-mêmes et servant d'organe économique et administratif de leurs intérêts.

Une circonstance très favorable, au point de vue historique, à la conservation de la « commune agricole » par voie de son développement ultérieur, c'est qu'elle est non seulement la contemporaine de la production capitaliste occidentale et puisse ainsi s'en approprier les fruits sans s'assujettir à son *modus operandi*, mais qu'elle a survécu à l'époque où le système capitaliste se présentait encore intact, qu'elle le trouve au contraire dans l'Europe occidentale aussi bien que dans les Etats-Unis en lutte et avec les masses travailleuses, et avec la science, et avec les forces productives mêmes qu'elle engendre — en un mot dans une crise qui finira par son élimination, par un retour des sociétés modernes à une forme supérieure d'un type « archaïque » de la propriété et de la production collectives.

Il s'entend que l'évolution de la commune se ferait graduellement et que le premier pas serait de la placer dans des conditions normales sur *sa base actuelle*.

Mais vis à vis d'elle se dresse la propriété foncière tenant entre ses mains presque la moitié, et la meilleure partie du sol, sans mentionner les domaines de l'Etat. C'est par ce côté-là que la conservation de la « commune rurale » par voie de son évolution ultérieure se confond avec le mouvement général de la société russe, dont la régénération est à ce prix.

Même au seul point de vue économique, la Russie peut sortir de son cul-de-sac agricole par l'évolution de sa commune rurale ; elle essaierait en vain d'en sortir par le fermage capitalisé à l'anglaise, auquel répugnent toutes les conditions rurales du pays.

Abstraction faite de toutes les misères qui accablent à présent la « commune rurale » russe, et ne considérant que sa forme constitutive et son milieu historique, il est de prime abord évident qu'un de ses caractères fondamentaux, la propriété commune du sol, forme la base naturelle de la production et de l'appropriation collectives. De plus la familiarité du paysan russe avec le contrat *d'artel* lui faciliterait la transition du travail parcellaire au travail collectif, qu'il pratique déjà à un certain degré dans les prairies indivises, dans les dessèchements et autres entreprises d'un intérêt général. Mais afin que le travail puisse supplanter dans l'agriculture proprement dite le travail parcellaire — source de l'appropriation privée — il faut deux choses : le besoin économique d'une telle transformation et les conditions matérielles pour l'accomplir.

Quant au besoin économique, il se fera sentir à la « commune rurale » — même dès le moment où elle serait placée dans des conditions normales, c'est-à-dire dès que les fardeaux qui pèsent sur elle seraient éloignés et que son terrain à cultiver aurait reçu une étendue normale. Le temps a passé quand l'agriculture russe ne demandait que la terre et son cultivateur parcellaire armé d'instruments plus ou moins primitifs. Ce temps a passé d'autant plus rapidement que l'oppression du cultivateur infecte et stérilise son champ. Il lui faut maintenant du travail coopératif, organisé sur une large échelle. De plus, le paysan auquel les choses nécessaires pour la culture de 2 ou 3 déciatines font défaut, serait-il plus avancé avec dix fois le nombre de déciatines ?

Mais l'outillage, les engrais, les méthodes agronomiques, etc., tous les moyens indispensables au travail collectif, où les trouver ? Voilà précisément la grande supériorité de la « commune rurale » russe sur les communes archaïques de même type. Elle seule, en Europe, s'est maintenue sur une échelle vaste, nationale. Elle se trouve ainsi placée dans un milieu historique où la contemporanéité de la production capitaliste lui prête toutes les conditions du travail collectif. Elle est à même de s'incorporer les acquêts positifs élaborés par le système capitaliste sans passer par ses fourches caudines. La configuration physique de la terre russe invite l'exploitation agricole à l'aide des machines, organisée sur une vaste échelle, maniée du travail coopératif. Quant aux premiers frais d'établissement — frais intellectuels et matériels — la société russe les doit à la « commune rurale » aux frais de laquelle elle a vécu si longtemps et où elle doit chercher son « élément régénérateur ».

La meilleure preuve que ce développement de la « commune rurale » répond au courant historique de notre époque, c'est la crise fatale subie par la production capitaliste dans les pays européens et américains où elle a pris grand essor, crise qui finira par son élimination, par le retour de la société moderne à une forme supérieure du type le plus archaïque — la production et l'appropriation collectives.

4) Pour pouvoir se développer, il faut avant tout vivre, et personne ne saurait se dissimuler qu'à ce moment la vie de la « commune rurale » soit mise en péril.

Pour exproprier les cultivateurs il n'est pas nécessaire de les chasser de leur terre comme cela se fit en Angleterre et ailleurs ; il n'est pas non plus nécessaire d'abolir la propriété commune par un ukaze. Allez arracher aux paysans le produit de leur travail agricole au-delà d'une certaine mesure, et malgré votre gendarmerie et votre armée vous ne réussirez pas à les enchaîner à leurs champs ! Aux derniers temps de l'Empire Romain des décurions provinciaux, pas des paysans, mais des propriétaires fonciers, s'enfuirent de leurs maisons, abandonnèrent leurs terres, se rendirent même en esclavage, et tout cela pour se débarrasser d'une propriété qui n'était plus qu'un prétexte officiel pour les pressurer, sans merci et miséricorde.

Dès la soi-disant émancipation des paysans, la commune russe fut placée par l'Etat dans des conditions économiques anormales et depuis ce temps-là, il n'a cessé de l'accabler par les forces sociales concentrées entre ses mains. Exténuée par ses exactions fiscales, elle devint une matière inerte de facile exploitation par le trafic, la propriété foncière et l'usure. Cette oppression venant de dehors a déchaîné au sein de la commune même le conflit d'intérêts déjà présent et rapidement développé ses germes de décomposition. Mais cela n'est pas tout. Au frais et dépens des paysans l'Etat [a prêté son concours pour faire] a fait pousser [comme] en serre chaude des branches du système capitaliste occidental qui, sans développer aucunement les puissances productives de l'agriculture, sont les plus propres à faciliter et précipiter le vol de ses fruits par les intermédiaires improductifs. Il a ainsi coopéré à l'enrichissement d'une nouvelle vermine capitaliste suçant le sang déjà si appauvri de la « commune rurale ».

... En un mot, l'Etat a prêté son concours au développement précoce des moyens techniques et économiques les plus propres à faciliter et précipiter l'exploitation du cultivateur, c'est-à-dire de la plus grande force productive de la Russie, et à enrichir les « nouvelles colonnes sociales ».

5) Ce concours d'influences destructives, à moins qu'il ne soit brisé par une puissante réaction, doit naturellement aboutir à la mort de la commune rurale.

Mais on se demande : pourquoi tous ces intérêts (inclus les grandes industries placées sous la tutelle gouvernementale) ont trouvé si bon compte dans l'état actuel de la commune rurale, pourquoi conspireraient-ils sciemment à tuer la poule qui pond des œufs d'or ? Précisément puisqu'ils sentent que « cet état actuel » n'est plus tenable, que par conséquent le mode actuel de l'exploiter n'est plus de mode. Déjà la misère du cultivateur a infecté la terre qui se stérilise. Les bonnes récoltes se compensent par les famines. La moyenne des dix derniers ans révéla une production agricole non seulement stagnante mais rétrograde. Enfin, pour la première fois la Russie doit importer des céréales au lieu de les exporter. Il n'y a donc plus de temps à perdre. Il faut en finir. Il faut constituer en classe mitoyenne rurale la minorité plus ou moins aisée des paysans et en convertir la majorité en prolétaires sans phrase. — A cet effet les porte-parole des « nouvelles colonnes sociales » dénoncent les plaies mêmes frappées à la commune, autant de symptômes naturels de sa décrépitude.

Comme tant d'intérêts divers, et surtout ceux des « nouvelles colonnes sociales » érigées sous l'empire bénin d'Alexandre II ont trouvé leur compte dans *l'état actuel* de la « commune rurale », pourquoi viendraient-ils sciemment conspirer à sa mort ? Pourquoi leurs porte-parole dénoncent-ils les plaies frappées à elle comme autant de preuves irréfutables de sa caducité naturelle ? Pourquoi veulent-ils tuer leur poule aux œufs d'or ?

Simplement parce que les faits économiques, dont l'analyse me mènerait trop loin, ont dévoilé le mystère que *l'état actuel de la commune n'est plus tenable*, et que bientôt par la seule nécessité des choses le mode actuel d'exploiter les masses populaires ne sera plus de mode. Donc il faut du nouveau, et le nouveau insinué sous les formes les plus diverses revient toujours à ceci : abolir la propriété commune, se laisser constituer en classe mitoyenne rurale la minorité plus ou moins aisée des paysans, et en convertir la grande majorité en prolétaires sans phrase.

D'un côté la « commune rurale » est presque réduite à la dernière extrémité, et de l'autre une conspiration puissante se tient aux aguets afin de lui donner le coup de grâce. Pour sauver la commune russe, il faut une Révolution russe. Du reste, les détenteurs des forces politiques et sociales font de leur mieux pour préparer les masses à une telle catastrophe.

En même temps qu'on saigne et torture la commune, stérilise et paupérise sa terre, les laquais littéraires des « nouvelles colonnes de la société » désignent ironiquement les plaies qu'on lui a frappées comme autant de symptômes de sa décrépitude spontanée. On prétend qu'elle se meurt d'une mort naturelle et qu'on fera bonne besogne en abrégant son agonie. Ici il ne s'agit plus d'un problème à résoudre ; il s'agit tout simplement d'un ennemi à battre. Pour sauver la commune russe, il faut une Révolution russe. Du reste, le gouvernement russe et les « nouvelles colonnes de la société » font de leur mieux pour préparer les masses à une telle catastrophe. Si la révolution se fait en temps opportun, si elle concentre toutes ses forces pour assurer l'essor libre de la commune rurale, celle-ci se développera bientôt comme élément régénérateur de la société russe et comme élément de supériorité sur les pays asservis par le régime capitaliste.

Rédigé par K. Marx en français fin février-début mars 1881.

Publié pour la première fois dans «Archives Marx et Engels», Livre I^{er}, 1924.

Conforme au manuscrit.

FRIEDRICH ENGELS

DISCOURS SUR LA TOMBE DE KARL MARX

Le 14 mars, à trois heures moins un quart de l'après-midi, le plus grand des penseurs vivants a cessé de penser. Laisse seul deux minutes à peine, nous l'avons retrouvé, en entrant, paisiblement endormi dans son fauteuil, mais pour toujours.

Ce qu'a perdu le prolétariat militant d'Europe et d'Amérique, ce qu'a perdu la science historique en cet homme, on ne saurait le mesurer. Le vide laissé par la mort de ce titan ne tardera pas à se faire sentir.

De même que Darwin a découvert la loi du développement de la nature organique, de même Marx a découvert la loi du développement de l'histoire humaine, c'est-à-dire ce fait élémentaire voilé auparavant sous un fatras idéologique que les hommes, avant de pouvoir s'occuper de politique, de science, d'art, de religion, etc., doivent tout d'abord manger, boire, se loger et se vêtir : que, par suite, la production des moyens matériels élémentaires d'existence et, partant, chaque degré de développement économique d'un peuple ou d'une époque forment la base d'où se sont développés les institutions d'Etat, les conceptions juridiques, l'art et même les idées religieuses des hommes en question et que, par conséquent, c'est en partant de cette base qu'il faut les expliquer et non inversement comme on le faisait jusqu'à présent.

Mais ce n'est pas tout. Marx a également découvert la loi particulière du mouvement du mode de production capitaliste actuel et de la société bourgeoise qui en est issue. La découverte de la plus-value a, du coup, fait ici la lumière, alors que toutes les recherches antérieures aussi bien des économistes bourgeois que des critiques socialistes s'étaient perdues dans les ténèbres.

Deux découvertes de ce genre devraient suffire pour une vie entière. Heureux déjà celui auquel il est donné d'en faire une seule semblable ! Mais dans chaque domaine que Marx a soumis à ses recherches (et ces domaines sont très nombreux et pas un seul ne fut l'objet d'études superficielles), même dans celui des mathématiques, il a fait des découvertes originales.

Tel fut l'homme de science. Mais, ce n'était point là, chez lui, l'essentiel de son activité. La science était pour Marx une force qui actionnait l'histoire, une force révolutionnaire. Si pure que fut la joie qu'il pouvait avoir à une découverte dans une science théorique quelconque dont il est peut-être impossible d'envisager l'application pratique, sa joie était tout autre lorsqu'il s'agissait d'une découverte d'une portée révolutionnaire immédiate pour l'industrie ou, en général, pour le développement historique. Ainsi Marx suivait très attentivement le progrès des découvertes dans le domaine de l'électricité et, tout dernièrement encore, les travaux de Marcel Deprez.

Car Marx était avant tout un révolutionnaire. Contribuer, d'une façon ou d'une autre, au renversement de la société capitaliste et des institutions d'Etat qu'elle a créées, collaborer à l'affranchissement du

prolétariat moderne, auquel *il* avait donné le premier la conscience de sa propre situation et de ses besoins, la conscience des conditions de son émancipation, telle était sa véritable vocation. La lutte était son élément. Et il a lutté avec une passion, une opiniâtreté et un succès rares. Collaboration à la première *Gazette rhénane* en 1842, au *Vorwärts* de Paris en 1844,⁴⁸ à la *Deutsche Zeitung* de Bruxelles en 1847, à la *Nouvelle Gazette rhénane* en 1848-1849, à la *New York Tribune* de 1852 à 1861, en outre, publication d'une foule de brochures de combat, travail à Paris, Bruxelles et Londres jusqu'à la constitution de la grande Association internationale des travailleurs, couronnement de toute son œuvre, voilà des résultats dont l'auteur aurait pu être fier, même s'il n'avait rien fait d'autre.

Voilà pourquoi Marx a été l'homme le plus exécuté et le plus calomnié de son temps. Gouvernements, absolus aussi bien que républicains, l'expulsèrent ; bourgeois conservateurs et démocrates extrémistes le couvraient à qui mieux mieux de calomnies et de malédictions. Il écartait tout cela de son chemin comme des toiles d'araignée, sans y faire aucune attention et il ne répondait qu'en cas de nécessité extrême. Il est mort, vénéré, aimé et pleuré par des millions de militants révolutionnaires du monde entier, dispersés à travers l'Europe, et l'Amérique, depuis les mines de la Sibérie jusqu'en Californie. Et, je puis le dire hardiment : il pouvait voir encore plus d'un adversaire, mais il n'avait guère d'ennemi personnel.

Son nom vivra à travers les siècles et son œuvre aussi !

Prononcé par Engels en anglais à Highgate le 17 mars 1883.

Publié en allemand dans le «Sozialdemokrat» n° 33, 22 mars 1883.

Pour préparer la présente édition, on a utilisé la traduction publiée dans le livre «Karl Marx», Bureau d'Editions, Paris, 1935.

FRIEDRICH ENGELS

MARX ET LA « NEUE RHEINISCHE ZEITUNG »

(1818-1849)⁴⁹

Lorsque la révolution de février⁵⁰ eut éclaté, le Parti communiste allemand, comme nous l'appelions, se réduisait à un petit noyau, la Ligue des communistes, organisée en société de propagande secrète. Elle n'était secrète que parce qu'à l'époque il n'existait pas de liberté d'union et de rassemblement en Allemagne. A part les associations ouvrières à l'étranger, au sein desquelles la Ligue recrutait ses membres, elle avait une trentaine de communes ou sections en Allemagne même, sans compter les membres isolés qui résidaient en de nombreux endroits. Mais ce petit détachement de combat avait en la personne de *Marx* un chef de premier ordre à qui tous obéissaient de leur plein gré, et il possédait grâce à lui un programme théorique et tactique dont toute la valeur s'est conservée jusqu'à ce jour : le *Manifeste du Parti communiste*.

C'est la partie tactique du programme qui nous intéresse ici en premier lieu. En voici les thèses générales :

« Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers.

Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat.

Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1° Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les *intérêts indépendants de la nationalité* et communs à tout le prolétariat. 2° Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les *intérêts du mouvement* dans sa totalité.

Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres ; *théoriquement*, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien. »

Au sujet du Parti allemand en particulier, il est dit :

« En Allemagne, le Parti communiste lutte d'accord avec la bourgeoisie, toutes les fois que la bourgeoisie agit révolutionnairement, contre la monarchie absolue, la propriété foncière féodale et la petite bourgeoisie.

Mais, à aucun moment, il ne néglige d'éveiller chez les ouvriers une conscience claire et nette de l'antagonisme violent qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers allemands sachent convertir les conditions politiques et sociales, créées par le régime bourgeois, en autant d'armes contre la bourgeoisie, afin que, sitôt les classes réactionnaires d'Allemagne détruites, la lutte puisse s'engager contre la bourgeoisie elle-même.

C'est vers l'Allemagne que se tourne surtout l'attention des communistes parce qu'elle se trouve à la veille d'une révolution bourgeoise », etc. (*Manifeste*, chapitre IV).

Jamais programme tactique ne s'est mieux confirmé. Avancé à la veille de la révolution, il a triomphé de l'épreuve ; et depuis lors, toutes les fois qu'un parti ouvrier s'en est écarté dans son activité, il a payé chacun de ces écarts. Aujourd'hui encore, près de quarante ans après, il sert de fil conducteur à tous les partis ouvriers, résolus et conscients, de Madrid à St-Petersbourg.

Les événements de février à Paris ont hâté la révolution allemande imminente et modifié de ce fait son caractère. Au lieu de vaincre par ses propres moyens, la bourgeoisie allemande a vaincu dans le sillage d'une révolution ouvrière française. Avant d'avoir réglé leur compte à ses anciens adversaires : la monarchie absolue, la propriété foncière féodale, la bureaucratie, la petite bourgeoisie poltronne, elle a dû affronter un nouvel ennemi : le prolétariat. Mais aussitôt s'est manifestée l'influence des rapports économiques beaucoup plus arriérés qu'en France et en Angleterre et des relations de classes, également très arriérées, qui en résultaient.

La bourgeoisie allemande, qui commençait à peine à créer sa grande industrie, n'avait ni la force, ni le courage, ni le besoin pressant de conquérir la domination inconditionnée dans l'Etat ; le prolétariat, aussi peu développé, formé dans une servitude spirituelle totale, inorganisé et incapable même de s'organiser lui-même, ne sentait que confusément l'opposition profonde entre ses intérêts et ceux de la bourgeoisie. C'est pourquoi, tout en étant au fond, pour elle, un adversaire redoutable, il demeurait son appendice politique. Effrayée non point par ce qu'était le prolétariat allemand mais par ce qu'il menaçait de devenir à l'instar du prolétariat français, la bourgeoisie ne voyait son unique salut que dans un compromis, si lâche qu'il puisse être, avec la monarchie et la noblesse ; quant au prolétariat, encore inconscient de son propre rôle historique, il était contraint de remplir pour le moment, dans sa grande majorité, les fonctions de l'aile d'extrême gauche de la bourgeoisie. Les ouvriers allemands devaient s'assurer d'abord les droits qui leur étaient nécessaires pour s'organiser en parti de classe : liberté de la presse, d'association et de réunion, droits que la bourgeoisie était obligée elle-même de conquérir pour sa propre domination, mais que, par crainte des ouvriers, elle commençait à leur contester. Les deux ou trois centaines de membres isolés de la Ligue se sont perdus dans l'immense masse mise en branle. Le prolétariat allemand est donc apparu pour la première fois dans l'arène politique comme un parti démocratique extrémiste.

C'est ce qui a déterminé notre drapeau quand nous avons entrepris de fonder un grand journal en Allemagne. Ce drapeau ne pouvait être que celui de la démocratie, mais d'une démocratie qui révélait partout, à la moindre occasion, son caractère spécifiquement prolétarien, qu'elle ne pouvait pas encore inscrire une fois pour toutes sur son drapeau. Si nous ne l'avions pas voulu, si nous avions refusé de nous rallier au mouvement à son aile existante, la plus avancée, prolétarienne en fait, pour le stimuler, nous n'aurions pas eu d'autre solution que de prêcher le communisme dans une feuille de chou et de fonder une petite secte au lieu d'un grand parti. Or, le rôle de prédicateurs dans le désert ne nous convenait plus : ce n'est point pour cela que nous avons si bien étudié les utopistes et rédigé notre programme.

A notre arrivée à Cologne, les démocrates et certains communistes préparaient déjà la fondation d'un grand journal. On voulait le faire strictement local et nous exiler, nous autres, à Berlin. Mais nous avons eu le dessus en 24 heures, surtout grâce à Marx ; le journal était à nous ; en revanche, nous avons consenti à prendre *Heinrich Bürgers* dans la rédaction. Celui-ci a écrit *un seul* article (au n° 2), qui ne fut suivi d'aucun autre.

Nous avions précisément besoin d'être à Cologne et non à Berlin. Premièrement, Cologne était le chef-lieu de la Rhénanie qui avait vécu la révolution française, assimilé par le Code Napoléon la conception *moderne* du droit, développé chez elle la plus grande industrie, et qui était sous tous les rapports la région la plus évoluée de l'Allemagne. Nous connaissions trop bien, pour l'avoir vu de nos yeux, le Berlin de ce temps-là, avec sa bourgeoisie naissante, sa petite bourgeoisie audacieuse en paroles, mais lâche et servile, ses ouvriers très peu évolués, ses innombrables bureaucrates, sa valetaille de nobles et de courtisans, avec tout son caractère de simple « résidence ». Mais l'essentiel, c'est qu'à Berlin régnait le déplorable droit prussien et que les procès politiques étaient menés par des juges professionnels, tandis que sur le Rhin on avait le Code Napoléon qui ignorait les procès relatifs à la presse, parce qu'il se fondait sur l'existence de la censure ; on ne comparaisait en cour d'assises que pour les *crimes* politiques, et non pour les délits. A Berlin, *après* la révolution, le jeune Schläffel avait été condamné à un an de prison pour une vétille, alors que sur le Rhin nous bénéficions d'une liberté de presse absolue, dont nous avons usé jusqu'au bout.

Nous débutâmes le 1^{er} juin 1848 avec un très modeste capital-actions, dont une petite partie seulement était versée ; les actionnaires eux-mêmes, au demeurant, étaient rien moins que sûrs. La plupart nous abandonnèrent sitôt après le premier numéro, et il n'en resta plus un seul à la fin du mois.

La rédaction avait pour toute constitution la dictature de Marx. Un grand quotidien qui doit paraître à heure fixe ne peut exposer systématiquement ses idées sous un autre régime. Et puis, dans cette question, la dictature de Marx était pour nous quelque chose de naturel, d'indiscutable, et nous l'acceptâmes bénévolement. C'est surtout grâce à sa perspicacité et à son attitude ferme que le journal devint l'organe de presse allemand le plus en vogue des années révolutionnaires.

Le programme politique de la *Neue Rheinische Zeitung* comportait deux points essentiels : une république allemande démocratique, une et indivisible, et la guerre contre la Russie, qui incluait la résurrection de la Pologne.

La démocratie petite-bourgeoise était alors divisée en deux fractions : celle du Nord de l'Allemagne qui souhaitait un empereur de Prusse démocratique, et celle du Sud qui voulait transformer le pays en une république fédérale, pareille à la Suisse. Nous avions à combattre les deux. La prussification de l'Allemagne était aussi contraire aux intérêts du prolétariat que la perpétuation de son morcellement en une quantité de petits Etats. Les intérêts du prolétariat exigeaient impérieusement la réunion définitive de l'Allemagne en une *nation* unique, seul moyen de dégager de tous les obstacles hérités du passé le champ de bataille où le prolétariat et la bourgeoisie allaient se mesurer. Cependant le prolétariat n'avait aucun intérêt à voir le pays unifié sous la direction de la Prusse : l'Etat prussien avec ses lois, ses traditions et sa dynastie était le seul ennemi intérieur sérieux de la révolution, que celle-ci devait donc écraser ; en outre, la Prusse ne pouvait unifier l'Allemagne qu'en la déchirant par l'exclusion de l'Autriche allemande. La décomposition de l'Etat prussien, la dislocation de l'Etat autrichien, la réunion effective de l'Allemagne en tant que république, tel était le seul programme révolutionnaire que nous pouvions adopter pour le moment. Et il était à réaliser par une guerre contre la Russie, uniquement. Je reviendrai là-dessus.

Le ton du journal n'était, du reste, nullement solennel, grave ni exalté. Nous n'avions que des adversaires méprisables et nous les traitâmes tous, sans exception, avec le maximum de mépris. La monarchie conspiratrice, la camarilla, l'aristocratie, la *Kreuzzeitung*, bref la « réaction » entière, qui suscitait une si forte indignation morale chez le philistin, ne s'attirait de notre part que railleries et sarcasmes. Mais nous ne ménagions pas davantage les idoles neuves, érigées par la révolution : les ministres de mars,⁵¹ les assemblées de Francfort et de Berlin⁵², leur gauche comme leur droite. Le premier numéro du journal commençait par un article qui persiflait la nullité du Parlement de Francfort, l'inutilité de ses discours interminables, le néant de ses lâches résolutions. [Voir F. Engels, *L'Assemblée de Francfort. (N.R.)*] Cela nous coûta la moitié de nos actionnaires. Le parlement de Francfort n'était même pas un club de discussions ; on n'y discutait guère, le plus souvent on prononçait des dissertations académiques, préparées d'avance, et l'on adoptait des résolutions destinées à enthousiasmer le philistin allemand, mais qui n'intéressaient personne.

L'assemblée de Berlin avait plus de valeur : elle s'opposait à une force réelle, ses débats et ses résolutions ne planaient pas dans le vide, dans les hauteurs célestes de l'assemblée de Francfort. Aussi

lui accordait-on plus d'attention. Mais ses idoles de gauche, Schulze-Delitzsch, Behrends, Elsner, Stein, etc., furent aussi vivement pris à partie que les Francfortois ; nous dénoncions implacablement leur indécision, leur timidité, leur mesquinerie, en montrant comment ils trahissaient pas à pas la révolution par leurs compromis. Cela terrifiait naturellement les petits bourgeois démocratiques, qui venaient de fabriquer ces idoles pour leur propre usage. Mais cette terreur nous prouvait que nous faisions mouche.

Nous intervenions de même contre l'illusion petite-bourgeoise, que l'on s'ingéniait à propager et selon laquelle la révolution se serait terminée aux journées de mars et qu'il n'y aurait plus qu'à en récolter les fruits. Pour nous, février et mars ne pouvaient avoir l'importance d'une véritable révolution que dans le cas où ils seraient non pas l'aboutissement, mais le point de départ d'un mouvement révolutionnaire prolongé, dans lequel, tout comme dans le grand bouleversement français, le peuple grandit au cours de sa propre lutte, les partis se différencient de plus en plus, jusqu'à ce qu'ils correspondent parfaitement aux classes principales : bourgeoisie, petite bourgeoisie, prolétariat, et dans lequel le prolétariat conquiert les positions une à une dans une série de batailles. C'est pourquoi nous intervenions aussi contre la petite bourgeoisie démocratique partout où elle cherchait à dissimuler son opposition de classe au prolétariat par cette phrase favorite : « Nous voulons tous la même chose au fond, les divergences ne sont que l'effet d'un malentendu. »

Mais moins nous permettions à la petite bourgeoisie de se faire une idée fautive, de notre démocratie prolétarienne, plus elle devenait humble et conciliante à notre égard. Plus on met de violence et de résolution à l'attaquer, plus elle devient traitable, plus elle fait de concessions au parti ouvrier. Nous en avons eu la preuve.

Enfin, nous démasquons le crétinisme parlementaire⁵³ (selon l'expression de Marx) de diverses assemblées dites nationales. Ces messieurs ont laissé échapper tous les instruments du pouvoir, restitués — bénévolement en partie — aux gouvernements. À côté de gouvernements réactionnaires revigorés, il existait à Berlin et à Francfort des assemblées débiles qui se figuraient néanmoins que leurs résolutions impuissantes bouleverseraient le monde. Tous, y compris l'extrême-gauche, souffraient de cette illusion idiote. Et nous leur répétions : votre victoire parlementaire coïncidera avec votre véritable défaite.

C'est ce qui arriva à Berlin comme à Francfort. Lorsque la « gauche » obtint la majorité, le gouvernement dispersa l'assemblée ; il pouvait se le permettre, l'assemblée ayant perdu la confiance du peuple.

Après avoir lu par la suite le livre de *Bougeart* sur *Marat*⁵⁴, je vis que sous maints rapports nous avons suivi inconsciemment le grand exemple de l'ami du peuple authentique (non falsifié par les royalistes) et que les hurlements de rage et la falsification de l'histoire, en vertu de laquelle on ne connut pendant près d'un siècle qu'une image altérée de Marat, s'expliquaient seulement par le fait qu'il avait impitoyablement arraché le masque des idoles de l'époque : Lafayette, Bailly et autres, dévoilant en leur personne des traîtres finis à la révolution, ainsi que par le fait que, tout comme nous, il ne considérait pas la révolution terminée et voulait qu'on la déclarât permanente.

Nous proclamions que le courant représenté par nous ne pourrait engager la lutte pour atteindre les véritables objectifs de notre parti que lorsque le plus extrême des partis existant en Allemagne serait au pouvoir : nous formerions alors l'opposition.

Mais les événements veillèrent à ce que la passion ardente résonnât à côté de la raillerie envers les adversaires allemands. L'insurrection des ouvriers parisiens en juin 1848 nous trouva à notre poste. Au premier coup de feu, nous prîmes résolument parti pour les insurgés. Après leur défaite, Marx honora la mémoire des vaincus par un de ses articles les plus vigoureux. [*Voir Karl Marx, La Révolution de juin. (N.R.)*]

C'est alors que nos derniers actionnaires nous quittèrent. Mais nous avons la satisfaction de constater qu'en Allemagne et presque dans toute l'Europe, notre journal était le seul à tenir levé le drapeau du prolétariat écrasé, au moment où la bourgeoisie et la petite bourgeoisie de tous les pays accablaient les vaincus de leurs odieuses calomnies.

Notre politique étrangère était simple : prise de position en faveur de tout peuple révolutionnaire, appel à la guerre générale de l'Europe révolutionnaire contre le puissant appui de la réaction européenne : la Russie. Depuis le 24 février⁵⁵, il était clair pour nous que la révolution n'avait qu'un *seul* ennemi vraiment redoutable : la Russie, et que pour cet ennemi la nécessité d'entrer en lutte devenait plus pressante à mesure que le mouvement prenait des proportions européennes. Les événements de Vienne, de Milan, de Berlin devaient retarder l'agression de la Russie, mais la perspective en paraissait d'autant plus certaine qu'augmentaient les chances de voir la Russie entraînée dans la révolution. Or, si l'on parvenait à entraîner l'Allemagne dans une guerre contre la Russie, ce serait la fin des Habsbourg et des Hohenzollern et la révolution triompherait sur toute la ligne.

Cette politique se poursuit à travers tous les numéros du journal jusqu'au moment de l'intrusion réelle des Russes en Hongrie, qui confirma entièrement nos prévisions et joua un rôle décisif dans la défaite de la révolution. Lorsqu'au printemps de 1849 la bataille décisive approcha, le langage du journal devint plus violent et plus passionné à chaque numéro. *Wilhelm Wolff* rappela aux paysans de Silésie dans *Le milliard silésien* (huit articles)⁵⁶ comment, lors de leur exemption des redevances féodales, les hobereaux aidés du gouvernement les avaient trompés aussi bien pour l'argent que pour les terres, et réclamaient un milliard de thalers de dédommagement.

En même temps parut au mois d'avril, en plusieurs éditoriaux, l'ouvrage de Marx *Le travail salarié et le capital* qui précisait le but social de notre politique. Chaque numéro, chaque édition spéciale indiquait la grande bataille en préparation, l'aggravation des antagonismes en France, en Italie, en Allemagne, en Hongrie. Les éditions spéciales d'avril et de mai, surtout, appelaient le peuple à se tenir prêt au combat. Dans toute l'Allemagne on s'étonnait de notre action hardie à l'intérieur d'une citadelle prussienne de premier ordre, avec sa garnison de 8 000 hommes et son poste de garde ; mais d'un autre côté, 8 fusils et 250 cartouches dans la salle de rédaction et les bonnets rouges de jacobins que portaient les compositeurs, transformaient notre local, aux yeux des officiers, en une forteresse qui ne se laisse pas prendre du premier assaut. Le coup vint enfin, le 18 mai 1849.

L'insurrection de Dresde et d'Elberfeld fut réprimée, celle d'Iserlohn encerclée ; la province Rhénane et la Westphalie étaient hérissées de baïonnettes qui, après avoir dompté la Rhénanie prussienne, devaient marcher sur le Palatinat et le pays de Bade. C'est alors seulement que le gouvernement osa s'attaquer à nous. La moitié des rédacteurs furent traduits en justice ; les autres, en tant que non prussiens, étaient passibles de bannissement. Il n'y avait rien à faire là-contre, le gouvernement était soutenu par tout un corps d'armée. Obligés de rendre notre forteresse, nous nous retirâmes toutefois avec armes et bagages, musique en tête et brandissant le drapeau du dernier numéro rouge, dans lequel nous mettions en garde les ouvriers de Cologne contre les révoltes sans espoir et leur disions : « En vous faisant leurs adieux, les rédacteurs de la *Neue Rheinische Zeitung* vous remercient du témoignage de votre sympathie. Leur dernier mot sera toujours et partout : *Emancipation de la classe ouvrière !* »

C'est ainsi que la *Neue Rheinische Zeitung* cessa d'exister un peu avant l'expiration de sa première année. Lancée presque sans ressources — la modique somme qu'on lui avait promise ne fut pas versée, comme je l'ai dit — elle atteignait en septembre déjà un tirage de près de 5 000. Suspendue par l'état — de siège décrété à Cologne, elle eut tout à refaire au milieu d'octobre. Mais en mai 1849, bien que mise à l'index, elle avait de nouveau 6 000 abonnés, alors que la *Kölnische Zeitung* de son propre aveu, n'en avait guère plus de 9 000. Aucun journal allemand, ni avant ni après, n'eut autant de force et d'influence et ne sut électriser les masses prolétariennes comme le fit la *Neue Rheinische Zeitung*.

Et c'est avant tout à *Marx* qu'elle le devait.

Le coup assené, la rédaction se dispersa. *Marx* partit à Paris où se préparait le dénouement qui eut lieu le 13 juin 1849. *Wilhelm Wolff* prit sa place au Parlement de Francfort au moment où cette assemblée devait choisir entre la dissolution et le ralliement à la révolution ; et moi, je me rendis dans le Palatinat pour servir comme aide de camp dans le corps franc de Willich.

Rédigé par Engels entre la mi-février et le début de mars 1884.

Publié dans le «Sozialdemokrat», n° 11, 13 mars 1884 : Signé : F. Engels.

Imprimé d'après le texte du journal. Traduit de l'allemand.

FRIEDRICH ENGELS

QUELQUES MOTS SUR L'HISTOIRE DE LA LIGUE DES COMMUNISTES⁵⁷

Avec la condamnation des communistes de Cologne, en 1852, le rideau tombe sur la première période du mouvement ouvrier autonome allemand. Cette période est, de nos jours, presque oubliée. Elle s'étendit cependant de 1836 à 1856 ; et, en raison de la dissémination des ouvriers allemands à l'étranger, le mouvement se fit sentir dans presque tous les Etats civilisés. Bien plus. L'actuel mouvement ouvrier international est au fond la continuation directe du mouvement allemand d'alors, qui fut en somme le *premier mouvement ouvrier international*, et d'où sont sortis beaucoup d'hommes qui prirent, dans l'Association internationale des travailleurs, le rôle directeur. Et les principes théoriques que, dans le *Manifeste communiste* de 1847, la Ligue des communistes inscrivit sur son drapeau, forment aujourd'hui le lien international le plus fort de tout le mouvement prolétarien d'Europe et d'Amérique.

Pour l'histoire d'ensemble de ce mouvement, il n'existe jusqu'ici qu'une seule source principale. C'est ce qu'on appelle le livre noir : *Die Kommunistenverschwörungen des 19. Jahrhunderts*, par Wermuth et Stieber. Berlin, en deux parties, 1853 et 1854. Ce factum, dû à deux hommes qui comptent parmi les plus misérables canailles policières de notre siècle, n'est qu'un ramassis de mensonges et fourmille de faux commis volontairement ; il sert encore aujourd'hui de source ultime, pour l'étude de cette époque, à tous les écrits non communistes.

Ce que je puis donner ici n'est qu'une, esquisse, et encore cette esquisse ne parle-t-elle que de ce qui se rapporte directement à la Ligue même et est absolument indispensable pour l'intelligence des présentes *Révélations*. J'espère qu'il me sera permis un jour de mettre en œuvre la riche documentation que nous avons, Marx et moi, réunie pour servir à l'histoire de cette jeunesse glorieuse du mouvement ouvrier international.

En 1834, les réfugiés allemands fondèrent à Paris la Ligue secrète républicaine démocratique des proscrits. En 1836, il s'en détacha les éléments les plus extrêmes, pour la plupart prolétariens, qui fondèrent une nouvelle ligue secrète, la *Ligue des justes*. La ligue-mère, où il n'était resté que les éléments les plus engourdis, à la Jakob Venedey, fut bientôt plongée en plein sommeil ; et lorsque la police, en 1840, en éventa quelques sections en Allemagne, ce n'était plus à peine qu'une ombre. La nouvelle ligue, par contre, eut un développement relativement rapide. A l'origine, c'était un rejeton allemand du communisme ouvrier français, inspiré de réminiscences de Babeuf,⁵⁸ qui se développait à cette époque même à Paris ; la communauté des biens était réclamée comme une conséquence nécessaire de l'« égalité ». Les buts étaient identiques à ceux des sociétés parisiennes secrètes de ce temps : partie association de propagande, partie association de conjuration, Paris restant cependant toujours le centre de l'action révolutionnaire, bien que l'on ne se défendît nullement de fomenter à l'occasion des troubles en Allemagne. Mais, comme Paris restait le champ de bataille décisif, la Ligue n'était alors, en fait, que la section allemande des sociétés secrètes françaises, surtout de la *Société des saisons*, fondée par Blanqui et Barbes, avec laquelle elle était en relations étroites. Les Français déclenchèrent l'insurrection le 12 mai 1839 ; les sections de la Ligue emboîtèrent le pas et furent entraînées ainsi dans la défaite commune⁵⁹.

Parmi les Allemands, on avait arrêté notamment *Karl-Schapper* et *Heinrich Bauer*. Le gouvernement de Louis-Philippe se contenta de les expulser après une assez longue détention. Tous deux se rendirent à Londres. Schapper, originaire de Weilburg (Nassau), adhéra en 1832, alors qu'il étudiait les sciences forestières à Giessen, à la conspiration ourdie par Georg Büchner, prit part, le 3 avril 1833, à l'assaut de la grand-garde de Francfort,⁶⁰ put passer la frontière et participa, en février 1834, à l'expédition de Mazzini en Savoie.⁶¹ D'une taille de géant, énergique et résolu, toujours prêt à mettre en jeu l'existence et la vie bourgeoises, il était le type du révolutionnaire de profession tel qu'il joua un rôle entre 1830 et 1840. Malgré une certaine lourdeur de la pensée, il n'était pas du tout inaccessible à une compréhension théorique meilleure, comme il l'a prouvé d'ailleurs par son évolution de « démagogue⁶² » au communiste ; une fois la vérité reconnue, il y tenait avec d'autant plus d'entêtement. C'est précisément à cause de cela que sa passion révolutionnaire emportait parfois sa raison ; mais il a

toujours, dans la suite, compris et franchement avoué son erreur. C'était un homme dans toute la force du terme, et ce qu'il a fait pour la fondation du mouvement ouvrier allemand restera inoubliable.

Heinrich Bauer, de Franconie, était cordonnier ; c'était un petit homme vif, éveillé, spirituel, qui cachait dans son petit corps beaucoup de finesse et de décision.

Arrivés à Londres où Schapper, qui avait été typographe à Paris, essaya de gagner sa vie comme professeur de langues, tous deux renouèrent les fils rompus de l'Association et firent de Londres le centre de la Ligue. A eux se joignit à Londres, s'il ne l'avait déjà fait à Paris, *Joseph Moll*, horloger, originaire de Cologne. C'était un hercule de taille moyenne, — que de fois Schapper et lui n'ont-ils pas défendu victorieusement la porte d'une salle contre la poussée de centaines d'adversaires, — un homme qui, du moins l'égal de ses deux compagnons pour l'énergie et la décision, les surpassait tous deux en intelligence. Il n'était pas seulement un diplomate né, comme en témoignent les succès des nombreuses missions dont il fut chargé ; il s'entendait aussi, plus que les autres, aux matières théoriques. C'est en 1843 que je les connus tous les trois à Londres. C'étaient les premiers prolétaires révolutionnaires que j'eusse vus. Et bien que, sur des points de détail, il y eût alors grande divergence entre nos idées, — à leur communisme égalitaire borné [*Par communisme égalitaire je n'entends, comme je l'ai déjà dit, que le communisme qui s'appuie exclusivement ou surtout sur la revendication de l'égalité.*] j'opposais encore une bonne part d'orgueil philosophique non moins borné, — je n'oublierai jamais l'impression imposante que ces trois hommes véritables firent sur moi qui n'étais encore qu'en train de devenir un homme.

A Londres, comme dans des proportions moindres en Suisse, ils profitèrent de la liberté d'association et de réunion. Dès le 7 février 1840, ils fondèrent l'Association légale des ouvriers allemands pour la propagation de l'instruction, société qui existe encore aujourd'hui⁶³. Cette société servit à la Ligue de terrain de recrutement de nouveaux membres. Et les communistes étant, comme toujours, les membres les plus actifs et les plus intelligents de l'Association, il va de soi que toute la direction fut entre les mains de la Ligue, qui eut bientôt plusieurs communes, ou, comme on disait alors, « ateliers » à Londres. On suivit la même tactique, si nette et si précise, en Suisse et ailleurs. Partout où l'on pouvait fonder des associations ouvrières, on les utilisait de la même façon. Dans les pays où les lois n'autorisaient pas ces créations, on fréquentait les sociétés de gymnastique, de chant, etc. La liaison était en majeure partie maintenue par les membres qui allaient et venaient continuellement et qui, en cas de besoin, remplissaient le rôle d'émissaires. Dans les deux sens, la Ligue fut grandement soutenue par la sagesse des gouvernements qui, en expulsant tout ouvrier indésirable, — et neuf fois sur dix celui-ci faisait partie de l'Association, — le transformaient en émissaire.

La Ligue reconstituée prit une extension considérable. En Suisse notamment *Weitling*, *Auguste Becker* (très belle intelligence, mais qui, comme tant d'Allemands, fut la victime de sa propre inconsistance intérieure), et d'autres, avaient créé une forte organisation affiliée plus ou moins au système communiste de *Weitling*. Ce n'est ni le moment ni le lieu de faire la critique du communisme de *Weitling*. Mais, quant à l'importance qu'il revêt en tant que première manifestation théorique indépendante du prolétariat allemand, je souscris encore aujourd'hui à ce que Marx a dit dans le *Vorwärts* parisien de 1844 : « Où donc la bourgeoisie (allemande), sans excepter ses philosophes et ses savants, pourrait-elle présenter un ouvrage comparable à celui de *Weitling* : *Garanties de l'harmonie et de la liberté sur l'émancipation de la bourgeoisie*, — l'émancipation politique ? Compare-t-on la médiocrité timide et terre à terre de la littérature politique allemande avec ce début littéraire, énorme et brillant, des ouvriers allemands ; compare-t-on ces *bottes de géant du prolétariat à son aurore* avec les tout petits souliers éculés de la bourgeoisie politique allemande, on ne peut faire autrement que prédire une taille gigantesque au Cendrillon. » Cette taille gigantesque, le Cendrillon allemand la possède aujourd'hui, et il n'a pas fini de grandir.

Il existait également en Allemagne de nombreuses sections, naturellement de caractère plus éphémère ; mais celles qui naissaient compensaient et au-delà celles qui disparaissaient. Ce ne fut qu'au bout de sept ans, en 1846, que la police découvrit à Berlin (Mentel) et à Magdebourg (Beck) une trace de la Ligue, mais sans pouvoir la poursuivre plus loin.

Weitling, qui se trouvait encore à Paris en 1840, y avait également, avant de partir pour la Suisse, regroupé les éléments dispersés.

Le noyau de la Ligue était formé par les tailleurs. Partout il y avait des tailleurs allemands, en Suisse, à Londres, à Paris. Dans cette dernière ville, la langue allemande prédominait à tel point dans ce corps de métier, que j'y ai connu, en 1846, un tailleur norvégien, passé directement par mer de Drontheim en France et qui, en dix-huit mois, avait fort bien appris l'allemand, mais pour ainsi dire pas un mot de français. En 1847, deux des communes de Paris se composaient surtout de tailleurs, et une autre d'ouvriers ébénistes.

Depuis que le centre de gravité avait été transféré de Paris à Londres, un autre facteur fut mis en relief : d'allemande qu'elle était la Ligue se transforma peu à peu en ligue *internationale*. Dans la société ouvrière, en dehors des Allemands et des Suisses, se rencontraient également des membres appartenant à toutes les nationalités qui se servaient principalement de la langue allemande dans leurs relations avec les étrangers, notamment des Scandinaves, des Hollandais, des Hongrois, des Tchèques, des Slaves du Sud, et aussi des Russes et des Alsaciens. En 1847, un grenadier de la garde anglaise assistait régulièrement en uniforme aux séances. La société ne tarda pas à prendre le titre de : Cercle d'étude ouvrier *communiste*. Sur les cartes de membre, la devise : « Tous les hommes sont frères » se trouvait reproduite en vingt langues au moins, bien que, par-ci par-là, non sans faute. A l'exemple de la société légale, la société secrète, elle aussi, prit bientôt un caractère plus international, d'abord dans un sens encore restreint : en pratique, parce que les membres appartenaient à des nationalités différentes, en théorie, parce qu'on avait compris que, pour être victorieuse, toute révolution devait être européenne. On n'alla pas plus loin ; mais les bases étaient jetées.

Par l'intermédiaire des combattants du 12 mai 1839, réfugiés à Londres, on se tenait en relations étroites avec les révolutionnaires français. De même avec les Polonais, radicaux. Il va de soi que l'émigration polonaise officielle était, ainsi que Mazzini, adversaire plutôt qu'allié de la Ligue. A cause du caractère spécifiquement anglais de leur mouvement, les chartistes anglais furent laissés de côté comme non-révolutionnaires. Ce n'est que plus tard que, par mon intermédiaire, les dirigeants londoniens de la Ligue entrèrent en relations avec eux.

A d'autres points de vue encore, le caractère de la Ligue s'était modifié avec les événements. Bien que l'on considérât toujours, à juste titre du reste, Paris comme la ville-mère de la révolution, on s'était pourtant libéré de la sujétion aux conspirateurs parisiens. Au fur et à mesure qu'elle gagnait du terrain, la Ligue prenait davantage conscience d'elle-même. On sentait qu'on prenait de plus en plus racine dans la classe ouvrière allemande, et que ces ouvriers avaient la mission historique d'être le porte-drapeau des ouvriers du nord et de l'est de l'Europe. On avait, en Weitling, un théoricien communiste que l'on pouvait hardiment mettre en parallèle avec ses concurrents français de l'époque. Enfin, l'on avait appris, par l'expérience du 12 mai, qu'il fallait renoncer momentanément aux tentatives d'émeutes. Si l'on continuait néanmoins à s'interpréter tout événement comme un présage de la tempête imminente ; si l'on maintenait en somme les anciens statuts à demi conspirateurs, la faute en était surtout à l'ancien entêtement révolutionnaire, qui commençait déjà à se heurter à la nouvelle compréhension plus judicieuse.

Par contre, la doctrine sociale de la Ligue, quelque imprécise qu'elle fût, avait un très grand défaut, provenant des conditions même du moment. Les membres de la Ligue, ceux du moins qui étaient des ouvriers, étaient presque exclusivement des artisans proprement dits. La plupart du temps l'homme qui les exploitait n'était lui-même, dans les grandes villes, qu'un petit patron. L'exploitation même de la couture en grand, de ce qu'on appelle actuellement la confection, par la transformation du métier en industrie à domicile au compte d'un grand capitaliste, commençait à peine à Londres. D'une part, l'exploiteur de ces artisans était un petit patron ; et, d'autre part, tout le monde espérait devenir un jour petit patron. Et en outre l'artisan allemand de ce temps-là était encore infecté d'une foule d'idées héritées des anciennes corporations. Et ce qui leur fait le plus grand honneur, c'est que, eux, qui n'étaient pas encore des prolétaires dans toute l'acception du terme, qui ne constituaient qu'un élément complémentaire de la petite bourgeoisie, mais en train d'évoluer vers le prolétariat moderne, sans être toutefois en opposition directe avec la bourgeoisie, c'est-à-dire le grand capital, c'est que ces artisans furent capables d'anticiper instinctivement leur développement futur et de se constituer, bien que ce ne fût pas encore avec une pleine conscience, en parti du prolétariat. Mais il était également inévitable que leurs vieux préjugés d'artisans vinssent à tout instant leur donner un croc-en-jambe, dès qu'il s'agirait de critiquer par le détail la société existante, c'est-à-dire d'étudier des faits économiques. Et je

ne crois pas qu'à cette date la Ligue ait compté un seul adhérent ayant jamais lu un traité d'économie. Mais cela n'avait pas grande importance. Pour le moment, *l'égalité*, la *fraternité* et la *justice* suffisaient à faire franchir tout obstacle théorique.

Entre-temps, à côté du communisme de la Ligue et de Weitling, il s'en était constitué un autre, essentiellement différent. A Manchester, j'avais rendu compte, de la façon la plus nette, que les faits économiques, auxquels les historiens n'ont, jusqu'à nos jours, attribué qu'un rôle secondaire, quand ils leur en attribuaient un, constituent, du moins dans le monde moderne, une force historique décisive ; qu'ils forment le fondement sur lequel s'élèvent les actuels antagonismes de classe ; que ces antagonismes de classe, dans les pays où la grande industrie en a favorisé le plein épanouissement, donc notamment en Angleterre, constituent à leur tour la base de la formation des partis politiques, des luttes de parti, et par conséquent de toute l'histoire politique. Non seulement Marx avait abouti à la même idée, mais, dès 1844, il l'avait généralisée dans des *Deutsch-Französische Jahrbücher* et exposé qu'en somme ce n'est pas l'Etat qui conditionne et règle la société bourgeoise, mais la société bourgeoise qui conditionne et règle l'Etat, qu'il faut donc expliquer la politique et l'histoire par les conditions économiques et leur évolution, et non inversement. Lorsqu'en été 1844 j'allai voir Marx à Paris, nous constatâmes notre complet accord dans toutes les questions théoriques ; et c'est de cette époque que date notre collaboration. Quand nous nous retrouvâmes à Bruxelles au printemps 1845, Marx avait déjà, sur les principes ci-dessus, complètement construit sa théorie matérialiste de l'histoire, et nous nous mîmes à développer par le détail et dans les directions les plus diverses notre nouvelle conception.

Mais cette découverte, qui bouleverse la science historique et qui est, comme on le voit, essentiellement l'œuvre de Marx, et dont je ne puis m'attribuer qu'une très faible part, était d'une importance directe pour le mouvement ouvrier de l'époque. Le communisme chez les Français et les Allemands, le chartisme chez les Anglais, n'avaient plus l'air de quelque chose de purement accidentel qui aurait pu tout aussi bien ne pas exister. A dater de ce moment, ces mouvements se présentaient comme un mouvement de la classe opprimée des temps modernes, le prolétariat, comme les formes plus ou moins développées de la lutte historiquement nécessaire du prolétariat contre la classe dirigeante, la bourgeoisie ; comme les formes de la lutte de classe, mais différentes de toutes les anciennes luttes de classe par ce point spécial : la classe opprimée actuelle, le prolétariat, ne peut réaliser son émancipation sans émanciper en même temps toute la société de la division en classes, sans l'émanciper par conséquent des luttes de classe. Par communisme, on n'entendait plus la construction, par un effort d'imagination, d'un idéal social aussi parfait que possible, mais la compréhension de la nature, des conditions et des buts généraux adéquats de la lutte menée par le prolétariat.

Mais notre intention n'était nullement de chuchoter, au moyen de gros volumes, ces nouveaux résultats scientifiques aux oreilles du monde *savant*. Au contraire. Tous deux, nous étions déjà profondément engagés dans le mouvement politique, nous comptions un certain nombre de partisans parmi les intellectuels, dans l'Ouest de l'Allemagne notamment, et nous étions largement en contact avec le prolétariat organisé. Nous avions l'obligation de donner à notre conception une base scientifique. Mais il ne nous importait pas moins de gagner à notre conviction le prolétariat européen, à commencer par celui d'Allemagne. Dès que nous eûmes tout tiré au clair, nous nous mîmes à l'ouvrage. Nous fondâmes, à Bruxelles, une association ouvrière allemande et nous nous emparâmes de la *Deutsche Brüsseler Zeitung* qui nous servit d'organe jusqu'à la révolution de février. Nous étions en relation avec la fraction révolutionnaire des chartistes anglais par l'intermédiaire de Julian Harnay, rédacteur de l'organe central du mouvement, *The Northern Star*⁶⁴, dont j'étais un des collaborateurs. Nous avions en outre formé une espèce de cartel avec les démocrates de Bruxelles (Marx était vice-président de la Société démocratique⁶⁵) et les social-démocrates français de la *Réforme*⁶⁶, où je publiais des renseignements sur le mouvement anglais et allemand. Bref, nos relations avec les organisations radicales et prolétariennes ainsi qu'avec les journaux de même nuance étaient tout à fait au gré de nos désirs.

Vis-à-vis de la Ligue des justes, notre situation était la suivante. Nous connaissions naturellement l'existence de la Ligue : en 1843, Schapper m'avait offert d'en faire partie ; mais j'avais alors, cela va de soi, décliné sa proposition. Cela ne nous empêcha pas de rester en correspondance constante avec le

groupe de Londres et d'entretenir des relations plus étroites encore avec le docteur Ewerbeck, alors à la tête des sections de Paris. Sans nous mêler des affaires intérieures de la Ligue, nous étions tenus au courant de tout événement important. D'autre part, nous agissions de vive voix, par lettres, par la presse sur les opinions théoriques des membres les plus importants de la Ligue. Nous recourions également, dans le même but, à diverses circulaires lithographiées que, dans des occasions particulières, où il s'agissait des affaires intérieures du parti communiste en formation, nous envoyions à nos amis et correspondants. Dans ces circulaires, il nous arrivait parfois de mettre la Ligue elle-même en jeu. Voici un exemple. Un jeune étudiant westphalien, Hermann Kriege, parti en Amérique, s'y présenta comme émissaire de la Ligue, s'associa avec ce fou de Harro Harring, pour révolutionner, grâce à la Ligue, l'Amérique du Sud. Il avait même fondé un journal [*Der Volks-Tribun.*⁶⁷ (N.R.)] où il prêchait, au nom de la Ligue, un communisme fondé sur l'amour, débordant d'amour, farci de rêverie amoureuse. Nous répliquâmes par une circulaire qui ne manqua pas son effet : Kriege disparut de la scène de la Ligue.

Plus tard, Weitling vint à Bruxelles. Mais ce n'était plus le jeune et naïf ouvrier tailleur qui, stupéfait de ses talents personnels, cherchait à se rendre compte de ce que pouvait bien être une société communiste. C'était le grand homme persécuté, à cause de sa supériorité, par des envieux, et flairant partout des rivaux, des ennemis secrets, des pièges ; le prophète traqué de pays en pays, qui avait en poche une recette toute prête pour réaliser le ciel sur la terre, et s'imaginait que tout un chacun ne songeait qu'à lui voler sa panacée. A Londres, il s'était déjà brouillé avec les gens de la Ligue ; et à Bruxelles, où Marx et sa femme lui témoignèrent, plus que d'autres, une patience surhumaine, il ne pouvait s'entendre avec personne. Aussi ne tarda-t-il pas à se rendre en Amérique pour essayer d'y jouer au prophète.

Toutes ces circonstances contribuèrent à l'évolution qui, sans bruit, s'accomplissait au sein de la Ligue et notamment parmi les dirigeants de Londres. Ils se rendaient de plus en plus compte que l'ancienne conception du communisme, tant du simple communisme égalitaire des Français que du communisme préconisé par Weitling, était insuffisante.

Weitling avait essayé de ramener le communisme au christianisme primitif ; mais, en dépit de certaines particularités géniales qui se rencontrent dans son *Evangile des pauvres pécheurs*, sa tentative n'avait abouti en Suisse qu'à remettre le mouvement en majeure partie entre les mains de fous tels qu'Albrecht, et puis de faux prophètes tels que Kuhlmann. Le « vrai socialisme », que diffusaient quelques gens de lettres, transcription de formules socialistes françaises en un mauvais allemand hégélien et une sentimentale rêverie amoureuse (voir, dans le *Manifeste communiste*, le chapitre sur le socialisme allemand ou le « vrai » socialisme), socialisme que Kriege et la lecture des ouvrages appropriés avaient introduit dans la Ligue, ne pouvait manquer, à cause de sa veulerie et de sa déliquescence, de soulever le cœur des vieux révolutionnaires de la Ligue.

Constatant que les anciennes idées théoriques ne tenaient plus debout, constatant en outre qu'elles conduisaient dans la pratique à de véritables aberrations, on comprenait tous les jours davantage à Londres qu'avec notre nouvelle théorie nous étions, Marx et moi, dans le vrai. Ce qui contribua, sans aucun doute, à faire rapidement prendre corps à cette idée, c'est la présence, parmi les dirigeants de Londres, de deux hommes infiniment plus capables que tous ceux que nous avons cités jusqu'ici d'acquiescer des notions théoriques ; c'étaient le peintre miniaturiste Karl Pfaender, de Heilbronn, et le tailleur Georg Eccarius, de la Thuringe. [*Pfaender est mort, à Londres, il y a huit ans environ. C'était un homme d'une finesse toute particulière, spirituel, ironique, dialectique. Comme l'on sait, Eccarius fut plus tard, durant de longues années, secrétaire général de l'Association internationale des travailleurs, dont le Conseil Général comprenait entre autres les anciens membres de la Ligue : Eccarius, Pfaender, Lessner, Lochner, Marx et moi-même. Dans la suite, Eccarius s'est consacré de façon exclusive au mouvement corporatif anglais.*]

Bref, au printemps 1847, Moll s'en fut trouver Marx à Bruxelles et vint ensuite me voir à Paris, pour nous inviter, au nom de ses compagnons et à plusieurs reprises, à entrer dans la Ligue. Ils étaient, nous disait-il, convaincus de l'exactitude absolue de notre conception autant que de la nécessité de soustraire la Ligue aux anciennes formes et traditions de conspiration.

Si nous voulions adhérer, on nous donnerait l'occasion, dans un congrès de la Ligue, de développer notre communisme critique dans un manifeste, qui serait ensuite publié comme manifeste de la Ligue ; et nous pourrions également intervenir afin de remplacer l'organisation surannée de la Ligue par une organisation nouvelle, telle que la réclamaient l'époque et le but poursuivi.

Qu'il fallût, dans la classe ouvrière allemande, une organisation, ne fût-ce que pour la propagande, et que cette organisation, dans la mesure où elle n'était pas uniquement locale, ne pût être, même hors de l'Allemagne, qu'une organisation secrète, nous n'en doutions pas. Or, la Ligue constituait précisément une organisation de ce genre. Ce que nous avions jusqu'alors critiqué dans la Ligue, les représentants de la Ligue en reconnaissaient actuellement le côté défectueux et le sacrifiaient. Et l'on nous invitait nous-mêmes à collaborer à la réorganisation. Pouvions-nous refuser ? Evidemment non. Nous entrâmes donc dans la Ligue. A Bruxelles, Marx constituait une commune de la Ligue avec nos meilleurs amis, tandis que je rendais visite aux trois communes de Paris.

En été 1847, le premier congrès de la Ligue se réunit à Londres. W. Wolff y représentait les communes de Bruxelles et moi celles de Paris. On y mena d'abord à bonne fin la réorganisation de la Ligue. Toutes les anciennes appellations mystiques datant du temps des conspirations furent supprimées, et la Ligue s'organisa en communes, cercles, cercles directeurs, comité central et congrès, et prit dès lors le nom de « Ligue des communistes ». « Le but de la Ligue, c'est le renversement de la bourgeoisie, le règne du prolétariat, la suppression de la vieille société bourgeoise fondée sur les antagonismes de classes et la fondation d'une nouvelle société sans classes et sans propriété privée. » Tel est le premier article.

L'organisation elle-même était absolument démocratique, avec des dirigeants élus et toujours révocables ; ce seul fait barrait le chemin à toutes les vellétés de conspiration qui exigent une dictature, et transformait la Ligue, du moins pour les temps de paix ordinaires, en une simple société de propagande. Ces nouveaux Statuts — tel était maintenant le procédé démocratique — furent soumis aux sections pour discussion, puis débattus à nouveau au deuxième congrès qui les adopta définitivement le 8 décembre 1847. On les trouve dans l'ouvrage de Wermuth et Stieber, vol. I, p. 239, annexe X.

Le deuxième congrès se tint fin novembre et début décembre de la même année. Marx y assista et, dans des débats assez longs, — la durée du congrès fut de dix jours au moins, — défendit la nouvelle théorie. Toutes les contradictions et tous les points litigieux furent tirés au clair ; les principes nouveaux furent adoptés à l'unanimité et l'on nous chargea, Marx et moi, de rédiger le manifeste. Nous le fîmes sans retard aucun.

Quelques semaines avant la révolution de février, nous expédiâmes le *Manifeste* à Londres, aux fins d'impression. Il a fait, depuis lors, le tour du monde ; on l'a traduit dans presque toutes les langues, et il sert aujourd'hui encore, dans les pays les plus divers, de guide au mouvement prolétarien. L'ancienne devise de la Ligue : « Tous les hommes sont frères », avait été remplacée par le nouveau cri de guerre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » qui proclamait ouvertement le caractère international de la lutte. Dix-sept ans plus tard, ce cri de guerre remplissait le monde, comme cri de guerre de l'Association internationale des travailleurs, et aujourd'hui le prolétariat militant de tous les pays l'a inscrit sur son drapeau.

La révolution de février éclata. Le comité central, dont Londres avait été jusqu'alors le siège, transféra tout aussitôt ses pouvoirs au cercle directeur de Bruxelles. Mais cette décision fut connue à Bruxelles au moment où la ville subissait déjà un état de siège effectif et où les Allemands en particulier ne pouvaient plus se réunir nulle part. Nous étions justement tous sur le point de nous rendre à Paris. Le nouveau comité central décida donc de se dissoudre également, de remettre tous ses pouvoirs à Marx et de lui donner plein pouvoir pour constituer immédiatement à Paris un nouveau comité central. Les cinq personnes qui avaient pris cette résolution (3 mars 1848) venaient à peine de se séparer que la police envahit le domicile de Marx, arrêta celui-ci et le mit en demeure de partir le lendemain pour la France, où il avait précisément l'intention de se rendre.

Et nous ne tardâmes pas à nous retrouver tous à Paris. Et c'est là que fut rédigé le document suivant, signé des membres du nouveau comité central ; on le répandit dans toute l'Allemagne. Même de nos jours, plus d'un peut encore en faire son profit.

REVENDEICATIONS DU PARTI COMMUNISTE EN ALLEMAGNE⁶⁸

1. L'Allemagne entière est déclarée République une et indivisible.
3. Les représentants du peuple sont rétribués, pour que l'ouvrier puisse lui aussi siéger au Parlement du peuple allemand.
4. Armement général de la nation.
7. Les domaines princiers et autres domaines féodaux, toutes les mines, carrières, etc., sont convertis en propriétés de l'Etat. Sur ces domaines, l'exploitation agricole se fera en grand, avec les procédés scientifiques les plus modernes, au profit de la collectivité.
8. Les hypothèques dont sont grevés les biens de paysans sont déclarées propriété de l'Etat ; les intérêts de ces hypothèques sont payés par les paysans à l'Etat.
9. Dans les régions où le régime des baux à ferme est développé, la rente foncière ou le fermage est payé à l'Etat sous forme d'impôt.
11. Tous les moyens de transport : chemins de fer, canaux, bateaux à vapeur, routes, postes, etc., sont pris en main par l'Etat. Ils sont convertis en propriété de l'Etat et mis à la disposition de la classe indigente.
14. Restriction du droit de succession.
15. Etablissement de forts impôts progressifs et suppression des impôts de consommation.
16. Création d'ateliers nationaux. L'Etat garantit l'existence à tous les travailleurs et assure l'entretien de ceux qui sont dans l'incapacité de travailler.
17. Instruction générale et gratuite du peuple.

Le prolétariat allemand, les petits bourgeois et les petits cultivateurs ont intérêt à travailler de toute leur énergie à la réalisation des réformes ci-dessus énumérées. Seule cette réalisation peut permettre aux millions d'Allemands exploités jusqu'ici par quelques individus, et que l'on essaiera de maintenir sous cette oppression, d'obtenir justice et de conquérir la puissance qui leur revient comme producteurs de toute richesse.

Le Comité : Karl Marx, Karl Schapper, H. Bauer, F. Engels, J. Moll, W. Wolff

A Paris sévissait alors la manie des légions révolutionnaires. Italiens, Espagnols, Belges, Hollandais, Polonais, Allemands, se groupaient en bandes pour délivrer leurs patries respectives. La légion allemande avait à sa tête Herwegh, Bornstedt, Börnstein. Comme tous les ouvriers étrangers se trouvaient, au lendemain de la révolution, non seulement sans travail, mais encore en butte aux tracasseries du public, ces légions avaient beaucoup de succès. Le nouveau gouvernement y vit le moyen de se débarrasser des ouvriers étrangers ; il leur accorda donc *l'étape du soldat* [En français dans le texte. (N.R.)] jusqu'à la frontière, avec 0 fr. 50 d'indemnité de route par jour ; mais, quand ils arrivaient à la frontière, le toujours larmoyant ministre des Affaires étrangères, le beau parleur Lamartine, trouvait bien l'occasion de les trahir et de les livrer à leurs gouvernements respectifs.

Nous prîmes parti, de la façon la plus nette, contre cet enfantillage révolutionnaire. Importer au beau milieu de l'effervescence allemande du moment une invasion qui devait y introduire de vive force, et en partant de l'étranger, la révolution, c'était donner un croc-en-jambes à la révolution en Allemagne même, consolider les gouvernements, et — Lamartine en était le sûr garant — livrer sans défense les légionnaires aux troupes allemandes. Et quand la révolution fut ensuite victorieuse à Berlin et à Vienne, la légion fut plus inutile que jamais ; mais on avait commencé, et le jeu continua. Nous fondâmes un club communiste allemand⁶⁹, où nous donnions aux ouvriers le conseil de rester à l'écart de la légion, mais de rentrer isolément en Allemagne et d'y faire de la propagande en faveur du mouvement. Notre vieil ami Flocon, qui faisait partie du gouvernement provisoire, fit accorder aux ouvriers que nous expédiions les mêmes avantages de voyage qu'aux légionnaires. Nous fîmes ainsi rentrer en Allemagne trois à quatre cents ouvriers, en grande majorité membres de la Ligue.

Comme il était facile de le prévoir, la Ligue, une fois que les masses populaires se furent mises en mouvement, s'avéra bien trop faible comme levier. Les trois quarts de ses membres, qui jusque-là résidaient à l'étranger, avaient, par leur retour dans la patrie, changé de résidence ; par là même, la plupart des communes auxquelles ils appartenaient se trouvaient dissoutes et perdaient toute liaison avec la Ligue. Certains des membres les plus ambitieux de la Ligue ne cherchèrent d'ailleurs pas à

rétablir cette liaison, mais se mirent à fomentier, à leur propre compte, un petit mouvement séparé dans sa localité. Enfin, dans chaque petit Etat secondaire, dans chaque province, dans chaque ville, la situation était en outre tellement différente que la Ligue se fût trouvée dans l'impossibilité de donner autre chose que des directives générales, qu'il valait du reste beaucoup mieux répandre par la voie de la presse. Bref à l'instant même où cessaient les causes qui avaient rendu nécessaire la Ligue secrète, celle-ci cessait d'avoir une signification comme telle. Ceux qui devaient en être le moins surpris, c'étaient les hommes qui venaient d'enlever à cette Ligue secrète la dernière apparence d'allure de conspiration.

Mais il fut en même temps prouvé que la Ligue avait été une excellente école d'action révolutionnaire. Sur les bords du Rhin, où la *Neue Rheinische Zeitung* constituait un point de ralliement solide, dans le Nassau, dans la Hesse rhénane, etc., le mouvement démocratique extrémiste était partout dirigé par des membres de la Ligue. De même à Hambourg. Dans l'Allemagne du Sud, la prépondérance de la petite bourgeoisie démocratique barrait la route. A Breslau, Wilhelm Wolff déploya jusqu'en été 1848 une activité très fructueuse ; il fut élu par la Silésie représentant suppléant au Parlement de Francfort. A Berlin, enfin, le typographe Stephan Born, qui avait travaillé à Bruxelles et à Paris comme membre actif de la Ligue, fonda une « Association fraternelle des travailleurs » qui prit une assez grande extension et exista jusqu'en 1850. Born, jeune homme de très grand talent, mais trop pressé de se muer en sommité politique, « fraternisa » avec le tiers et le quart, uniquement pour constituer un groupe ; ce n'était nullement l'homme capable de mettre de l'unité dans les tendances opposées, ni de la clarté dans le chaos. C'est pourquoi, dans les communications officielles de cette association, s'entremêlent en un fouillis inextricable les idées exposées dans le *Manifeste communiste*, des réminiscences et des vœux datant des vieilles corporations, des décrets de Louis Blanc et de Proudhon, des doctrines protectionnistes, etc., bref, on voulait être la mouche du coche. On organisa surtout des grèves, des groupements professionnels, des coopératives de production, oubliant qu'il s'agissait avant tout de conquérir d'abord, par des victoires politiques, le terrain où tout cela pouvait être réalisé à la longue. Et le jour où les victoires de la réaction firent comprendre aux dirigeants de l'Association fraternelle la nécessité d'intervenir directement dans la lutte révolutionnaire, ils furent naturellement lâchés par la masse confuse qu'ils avaient groupée autour d'eux. Born prit part à l'insurrection de Dresde en mai 1849 et eut la chance de pouvoir s'échapper. Quant à l'Association fraternelle des travailleurs, elle s'était, en face du grand mouvement politique du prolétariat, avérée une fédération purement séparatiste qui n'existait guère que sur le papier et joua un rôle si effacé que la réaction ne jugea nécessaire de la supprimer elle-même qu'en 1850 et ses sections seulement quelques années plus tard. Born, qui s'appelle en réalité Buttermilch, ne devint pas une sommité politique, mais un petit professeur suisse qui, au lieu de réaliser Marx dans les corporations, traduit le doux Renan en son propre allemand à l'eau-de-rose. Le 13 juin 1849, à Paris, la défaite des insurrections allemandes de mai, la répression de la révolution hongroise par les Russes, marquèrent la fin d'une grande période de la révolution de 1848. Mais la victoire de la réaction n'était encore rien moins que définitive. Une réorganisation des forces révolutionnaires dispersées s'imposait, et par suite celle de la Ligue. Mais tout comme avant 1848, les circonstances interdisaient toute organisation publique du prolétariat ; il fallait donc de nouveau recourir à l'organisation secrète. A l'automne 1849, la plupart des membres des anciens comités centraux et des congrès se retrouvèrent à Londres. Il ne manquait plus que Schapper qui était détenu à Wiesbaden, mais nous rejoignit également au printemps 1850 après son acquittement, et Moll qui, après avoir, dans une série de voyages des plus dangereux, rempli des missions et fait de l'agitation, — dans les derniers temps il avait recruté, dans les rangs de l'armée prussienne, des canonniers montés pour l'artillerie du Palatinat, — entra, à Besançon, dans la compagnie ouvrière du corps de Willich et fut tué d'une balle dans la tête au combat de la Murg, devant le pont de Rotenfels. Par contre, Willich entra en action. Willich était un de ces communistes sentimentaux, si nombreux, depuis 1845, dans l'Allemagne occidentale, et pour cela même en opposition instinctive et secrète avec notre tendance critique. Mais il était davantage encore : c'était un prophète dans toute la force du terme, convaincu qu'il avait la mission personnelle d'être le libérateur prédestiné du prolétariat allemand, et à ce titre il aspirait à la dictature politique non moins qu'à la dictature militaire. A côté du communisme de l'Eglise primitive prêché par Weitling s'instituait de la sorte une espèce d'Islam communiste. La propagande en faveur de cette religion nouvelle resta cependant, dans les débuts, limitée à la caserne de réfugiés commandée par Willich.

La Ligue fut donc réorganisée. Nous publiâmes l'Adresse de mars 1850, et Heinrich Bauer fut envoyé en Allemagne en qualité d'émissaire. Cette adresse, rédigée par Marx et par moi, présente encore aujourd'hui de l'intérêt, parce que la démocratie petite-bourgeoise reste toujours le parti qui, au prochain bouleversement européen dont l'échéance ne saurait tarder à cette heure (les échéances des révolutions européennes s'espacent de 15 à 18 ans ; par exemple 1815, 1830, 1848-1852, 1870) occupera tout d'abord, sans réserve aucune, le pouvoir, pour ne pas laisser tomber la société aux mains des ouvriers communistes. Sur plus d'un point, ce que nous disions alors vaut donc encore aujourd'hui. La mission de Heinrich Bauer fut couronnée d'un succès complet. Le joyeux petit cordonnier était un diplomate né. Il fit rentrer dans l'organisation active les anciens membres de la Ligue, dont les uns avaient l'air de sommeiller, et dont les autres opéraient à leur propre compte ; et notamment les chefs actuels de l'Association fraternelle des travailleurs. Bien plus qu'avant 1848, la Ligue se mit à jouer le rôle prépondérant dans les groupements ouvriers et paysans et dans les sociétés de gymnastique ; si bien que l'adresse trimestrielle suivante aux communes, en juin 1850, put déjà constater que l'étudiant Schurz, de Bonn (plus tard ex-ministre américain), qui parcourait l'Allemagne au profit de la démocratie petite-bourgeoise, « avait déjà trouvé entre les mains de la Ligue toutes les forces utilisables ». La Ligue était incontestablement la seule organisation révolutionnaire qui eût de l'importance en Allemagne. A quoi cette organisation devait-elle servir ? Cela dépendait surtout des chances que présentait un nouvel essor de la révolution. Or, dans le courant de l'année 1850, cela devenait de plus en plus improbable, voire de plus en plus impossible. La crise industrielle de 1847, qui avait préparé, la révolution de 1848, était passée ; une nouvelle période de prospérité industrielle inouïe s'était ouverte ; et quiconque avait des yeux pour voir, et s'en servait, s'apercevait forcément que la bourrasque révolutionnaire de 1848 s'apaisait peu à peu. « Etant donné cette prospérité générale dans laquelle les forces productives de la société bourgeoise se développent aussi abondamment que le permettent les conditions bourgeoises, *on ne saurait parler de véritable révolution*. Une telle révolution n'est possible que dans les périodes où ces deux facteurs, les forces productives modernes et les formes de production bourgeoises entrent en conflit les uns avec les autres. Les différentes querelles auxquelles s'adonnent aujourd'hui les représentants des diverses fractions du parti de l'ordre continental et où elles se compromettent réciproquement, bien loin de fournir l'occasion de nouvelles révolutions, ne sont, au contraire, possibles que parce que la base des rapports est momentanément si sûre, et, ce que sa réaction ne sait pas, si *bourgeoise*. Toutes les tentatives de réaction pour arrêter le développement bourgeois *s'y briseront aussi fortement que toute l'indignation morale et toutes les proclamations enthousiastes des démocrates*. » Voilà ce que nous écrivions, Marx et moi, sous la rubrique « Revue de mai à octobre 1850 », dans la *Neue Rheinische Zeitung*, fascicules V et VI, Hambourg, 1850, p. 153. Mais cette froide appréciation de la situation était considérée par beaucoup de gens comme une hérésie à une époque où Ledru-Rollin, Louis Blanc, Mazzini, Kossuth, et, parmi les lumières allemandes de second ordre, Ruge, Kinkel, Goegg et *tutti quanti*, constituaient en masses à Londres de futurs gouvernements provisoires, non seulement pour leurs patries respectives, mais encore pour toute l'Europe, et où il ne restait plus qu'à réunir, au moyen d'un emprunt révolutionnaire émis en Amérique, l'argent nécessaire pour réaliser en un clin d'œil la révolution européenne, ainsi que les différentes républiques qui devaient en être la conséquence naturelle. Qu'un homme tel que Willich se soit laissé duper ; que Schapper lui-même, en raison de ses vieilles aspirations révolutionnaires, ait donné dans le panneau ; que la plupart des ouvriers de Londres, en majorité des réfugiés, les ait suivis dans le camp des démocrates bourgeois, faiseurs de révolution, qui pourrait s'en étonner ? Bref, la réserve que nous préconisions n'était pas du goût de ces gens ; il fallait essayer de déclencher des révolutions ; nous nous y refusâmes de la façon la plus absolue. La scission se produisit, comme on le verra dans les *Révélations*. Puis il y eut l'arrestation d'abord de Nothjung, puis de Haupt, à Hambourg. Ce dernier trahit, révéla les noms des membres du Comité central de Cologne et devait servir de témoin principal dans le procès. Mais les membres de sa famille ne voulurent pas subir pareille honte ; ils l'expédièrent à Rio de Janeiro où il s'établit plus tard comme commerçant et fut, en reconnaissance de ses services, nommé consul général, de Prusse d'abord, d'Allemagne ensuite. En ce moment il est de retour en Europe. *[Schapper mourut à Londres un peu avant 1870. Willich prit part à la guerre de Sécession et s'y distingua. A la bataille de Murfreesboro, dans le Tennessee, il eut, étant général de brigade, la poitrine traversée par une balle, mais en réchappa et mourut en Amérique il y a dix ans environ. Quant aux autres que j'ai cités plus haut, je dirai que Heinrich Bauer a disparu en Australie et que Weitling et Ewerbeck sont morts en Amérique.]*

Pour faciliter l'intelligence de ce qui va suivre, je donne ci-après la liste des accusés de Cologne : 1. P.G. Røeser, ouvrier cigariier ; 2. Heinrich Bürgers, mort comme député progressiste au Landtag ; 3. Peter Nothjung, tailleur, mort il y a quelques années comme photographe à Breslau ; 4. W. J. Reiff ; 5. D^f Hermann Becker, aujourd'hui premier bourgmestre à Cologne et membre de la Chambre des seigneurs ; 6. D^f Roland Daniels, médecin, mort, quelques années après le procès, de phtisie contractée en prison ; 7. Karl Otto, chimiste ; 8. D^f Abraham Jacoby, actuellement médecin à New York ; 9. D^f J.-J. Klein, pour le moment médecin et conseiller municipal à Cologne ; 10. Ferdinand Freiligrath, mais qui déjà résidait à Londres ; 11. J.-L. Ehrhard, commis ; 12. Friedrich Lessner, tailleur, actuellement à Londres. — Après que les débats publics eurent duré du 4 octobre au 12 novembre 1852, furent condamnés pour tentative de haute trahison : Røeser, Bürgers et Nothjung à 6 ans, Reiff, Otto, Becker à 5, Lessner à 3 ans de forteresse. Daniels, Klein, Jacoby et Ehrhard furent acquittés.

Avec le procès de Cologne se termine cette première période du mouvement ouvrier communiste allemand. Immédiatement après la condamnation, nous procédâmes à la dissolution de notre Ligue, et quelques mois plus tard la fédération séparatiste Willich-Schapper⁷⁰ mourait de sa belle mort.

Entre l'époque d'alors et celle d'aujourd'hui, une génération a. passé. En ce temps-là, l'Allemagne était un pays d'artisanat et d'industrie à domicile fondée sur le travail manuel ; aujourd'hui, c'est un grand pays industriel encore en état de continuelle transformation. En ce temps-là, il fallait réunir un par un les ouvriers capables de comprendre leur situation d'ouvriers et l'antagonisme historique et économique qui les oppose au capital, parce que cet antagonisme lui-même était encore en voie de formation. Aujourd'hui, il faut placer tout le prolétariat allemand sous des lois d'exception pour ralentir, ne fût-ce que légèrement, l'évolution qui lui donnera la pleine conscience de sa situation de classe opprimée. En ce temps-là, les rares personnes, qui avaient, à force de travail, pénétré jusqu'à la compréhension du rôle historique du prolétariat, devaient se grouper en secret et se réunir en cachette dans de petites communes de 3 à 20 hommes ; aujourd'hui, le prolétariat allemand n'a plus besoin d'organisation officielle ni publique ni secrète ; la liaison simple et naturelle de compagnons appartenant à la même classe sociale et professant les mêmes idées suffit, sans statuts, ni comités directeurs, ni résolutions ou autres formes tangibles, à ébranler tout l'Empire allemand. Bismarck est l'arbitre en Europe, de l'autre côté de nos frontières ; mais à l'intérieur des frontières grandit, plus menaçante chaque jour, la personnalité athlétique du prolétariat allemand, le géant que Marx prévoyait dès 1844, qui se trouve déjà à l'étroit dans le cadre de l'empire fait à la mesure du philistin bourgeois, et qui, dans un avenir prochain, lorsque sa stature puissante et ses larges épaules se seront encore développées, n'aura qu'à se lever de son siège pour faire sauter tout l'édifice de la constitution impériale. Bien plus. Le mouvement international du prolétariat américain et européen est à cette heure devenu tellement puissant que non seulement sa forme première et étroite — la Ligue secrète, — mais encore sa seconde forme, infiniment plus vaste — l'Association publique internationale des travailleurs — lui est devenue une entrave, et que le simple sentiment de solidarité, fondé sur l'intelligence d'une même situation de classe, suffit à créer et à maintenir, parmi les travailleurs de tout pays et de toute langue, un seul et même grand parti du prolétariat. Les théories que la Ligue a représentées de 1847 à 1852 et que les bourgeois, dans leur haute sagesse, pouvaient, avec des haussements d'épaules, décrier comme des chimères écloses dans la folle cervelle de quelques extrémistes, ou comme la doctrine secrète de quelques sectaires disséminés un peu partout, ces théories ont à l'heure qu'il est d'innombrables adeptes dans tous les pays civilisés du monde, parmi les parias des mines de Sibérie comme chez les chercheurs d'or de Californie. Et le fondateur de cette doctrine, l'homme le plus haï, le plus calomnié de son temps, *Karl Marx*, était, au moment de sa mort, le conseiller toujours recherché et toujours prêt du prolétariat des deux mondes.

Londres, le 8 octobre 1885.

Friedrich Engels.

Publié dans le livre de Karl Marx, « Enthüllungen über den Kommunisten-Prozess zu Köln », Hottingen-Zürich, 1885 et dans le journal « Der Sozialdemokrat », n^{os} 46-48 des 12, 19 et 26 novembre 1885.

Pour préparer la présente édition, on a utilisé la traduction publiée dans les « Révélations sur le procès des communistes » de Marx, Alfred Costes, Editeur, Paris, 1939.

FRIEDRICH ENGELS

CRITIQUE DU PROJET DE PROGRAMME SOCIAL-DÉMOCRATE DE 1891⁷¹

Le projet actuel se distingue très avantagement de l'ancien programme. Les nombreux restes d'une tradition vieillie — soit spécifiquement lassallienne, soit socialiste vulgaire — sont en grande partie éliminés ; au point de vue théorique, le projet se tient dans son ensemble sur le terrain de la science actuelle, et il est possible de le discuter en se plaçant sur ce terrain.

Il se divise en trois parties : I. Exposé des motifs. II. Revendications politiques. III. Revendications concernant la protection des ouvriers.

I. — EXPOSÉ DES MOTIFS EN DIX PARAGRAPHES

D'une façon générale, ces considérations préliminaires ont souffert de ce qu'on a tenté de réunir deux choses inconciliables : on a voulu en faire un programme et, en même temps, les *commentaires* de ce programme. On craint de n'être pas assez clair en choisissant des formules brèves et frappantes ; aussi, ajoute-t-on des commentaires qui trament la chose en longueur. A mon avis, le programme doit être aussi court et précis que possible. Il importe même peu qu'il s'y trouve par hasard un mot étranger ou une phrase dont il est impossible, à première vue, de saisir toute la portée. Dans ce cas, la lecture publique dans les réunions, l'explication écrite dans la presse feront le nécessaire ; et alors la phrase courte et frappante, une fois comprise, se fixe dans la mémoire et devient un mot d'ordre, ce qui n'arrive jamais pour une explication plus longue. Il ne faut pas faire trop de concessions au souci de la popularité ; il ne faut pas sous-estimer les facultés intellectuelles et le degré de culture de nos ouvriers. Ils ont compris des choses bien plus difficiles que celles que pourra leur présenter le programme le plus concis et le plus court ; et bien que l'époque de la législation antisocialiste ait rendu plus difficile et même ait totalement empêché par endroits l'entier développement de la conscience dans les masses nouvellement conquises, sous la direction des anciens il sera facile de rattraper tout cela, maintenant que l'on peut de nouveau conserver et lire librement nos écrits de propagande.

Je vais essayer de rédiger d'une façon plus brève tout ce passage, et si je réussis, je le joindrai à ma lettre ou je l'enverrai plus tard. J'aborde maintenant, un à un, les articles numérotés de 1 à 10.

Paragraphe 1. — La « *séparation* », etc. « *Bergwerke, Gruben, Minen* », trois mots pour désigner une seule et même chose ; il faudrait en supprimer deux. Pour ma part, je laisserais *Bergwerke*, puisque ce terme est usité chez nous même dans la plaine la plus plate, et je désignerais le tout par l'expression usuelle. Par contre, j'ajouterais : « *chemins de fer et autres moyens de communication* ».

Paragraphe 2. — Ici je mettrais : « Dans les mains de *leurs accapareurs* (ou de *leurs possesseurs*), les moyens de travail de la société sont devenus... » ; et de même, plus loin, « *dépendance... des possesseurs* (ou *accapareurs*) des moyens de travail », etc.

L'affirmation que ces messieurs ont fait de ces choses leur propriété exclusive figure déjà à l'article premier, et ne peut constituer ici qu'une répétition, si l'on tient absolument à y introduire le mot « *monopoliste* ». Ni l'un ni l'autre de ces deux mots n'ajoute la moindre des choses au sens. Or, tout ce qui est superflu dans un programme ne peut que l'affaiblir.

« Les moyens de travail *nécessaires* à l'existence de la société » :

ce sont, à chaque époque, ceux qui existent à ce moment-là. Avant l'invention de la machine à vapeur, on pouvait s'en passer ; maintenant on ne le pourrait plus. Comme, aujourd'hui, les moyens de travail, directement ou indirectement, — soit par leur nature technique, soit par suite de la division sociale du travail, — sont tous des *moyens de travail sociaux*, ces derniers mots expriment suffisamment, d'une façon claire et sans équivoque, ce qui existe à chaque moment.

Si la fin se rattache à l'exposé des motifs des statuts internationaux, je préférerais que l'on s'y tînt *entièrement* : « la misère sociale (ceci, c'est le n° 1), le dépérissement intellectuel et la dépendance politique ». Le dépérissement physique est compris dans la misère sociale et la *dépendance* politique est un fait, tandis que la *privation des droits* politiques n'est qu'une phrase déclamatoire d'une valeur toute *relative*, dont la place n'est pas dans un programme.

Paragraphe 3. — A mon avis, la première phrase est à modifier.

« Sous la domination des possesseurs exclusifs. »

Premièrement, ce qui suit est un fait économique, qu'il faut expliquer du point de vue économique. Or, l'expression « *domination des possesseurs exclusifs* » ferait croire faussement que c'est un effet de la domination *politique* de cette bande de brigands. Deuxièmement, les possesseurs exclusifs ne comprennent pas seulement « les capitalistes et les grands propriétaires fonciers » (que viennent faire ici les bourgeois ? constituent-ils une troisième catégorie de possesseurs exclusifs ? les grands propriétaires fonciers sont-ils aussi des bourgeois ? faut-il, donc, lorsque, par hasard, il est question de grands propriétaires fonciers, passer sous silence les restes colossaux de féodalité, qui donnent à tout notre gâchis politique en Allemagne son caractère particulièrement réactionnaire ?). Les *paysans* et les *petits bourgeois* sont aussi des « possesseurs exclusifs », du moins aujourd'hui encore ; mais ils ne figurent pas dans tout le programme ; c'est pourquoi il faut s'exprimer de telle façon qu'ils ne soient pas compris du tout dans la catégorie de possesseurs exclusifs dont on parle.

« L'accumulation des moyens de travail *et* de la richesse produite par les exploités. »

La « richesse » se compose : 1. de moyens de production ; 2. de moyens de consommation. Il est donc contraire à la grammaire et à la logique de parler d'abord d'une *partie* de la richesse, et ensuite, non pas de l'autre partie, mais de l'ensemble de la richesse, et de réunir les deux par *et*.

«... augmente... entre les mains des *capitalistes* avec une vitesse toujours croissante. »

Et les « grands propriétaires fonciers » et les « bourgeois » de tout à l'heure, qu'en faites-vous ? Si les capitalistes suffisent ici, ils auraient également dû suffire plus haut. Mais si l'on veut préciser, détailler, alors ils ne suffisent pas du tout.

« Le nombre des prolétaires et leur *misère* s'accroissent de plus en plus. »

Cela, affirmé d'une façon aussi absolue, n'est pas exact. Il est possible que l'organisation des travailleurs, leur résistance toujours croissante opposent une certaine digue à l'accroissement de la *misère*. Mais ce qui grandit certainement, c'est *l'incertitude de l'existence*. Voilà ce que j'ajouterais.

Paragraphe 4. —

« L'absence de plan, qui a son fondement dans le caractère même de la production capitaliste privée », demande une forte correction. Je connais une production capitaliste comme forme de société, comme phase économique, et une production capitaliste *privée* comme un phénomène qui se présente de manière ou d'autre pendant la durée de cette phase. Que signifie donc production capitaliste privée ? Production par l'entrepreneur *particulier*, isolé ? et une telle production ne devient-elle pas déjà de plus en plus une exception ? La production capitaliste des *sociétés par actions* n'est déjà plus une production *privée*, mais une production pour le compte d'un grand nombre d'associés. Et si nous passons des sociétés par actions aux trusts qui se soumettent et monopolisent des branches entières de l'industrie, alors ce n'est pas seulement la fin de la *production* privée, mais encore la cessation de *l'absence de plan*. Qu'on biffe « *privée* », et la phrase pourra passer à la rigueur.

« La ruine de vastes couches de la population... »

Au lieu de cette phrase déclamatoire qui a l'air de faire croire que nous regrettons encore la ruine des bourgeois et des petits bourgeois, je raconterais le fait tout simple : « qui, par la ruine des classes moyennes urbaines et rurales, des petits bourgeois et des petits paysans, élargissent ou approfondissent l'abîme existant entre les possédants et les non-possédants ».

Les deux phrases finales disent deux fois la même chose. Je donne dans la pièce supplémentaire I un projet de changement.

Paragraphe 5. — Au lieu « des causes », il faut mettre « de ses causes » ; c'est sans doute un lapsus.

Paragraphe 6. — « Bergwerke, Minen, Gruben » ; voir plus haut n° 1. — « Production *privée* » : voir plus haut au n° 4. — Je mettrais : « transformation de la production capitaliste actuelle, pour le compte de particuliers ou de sociétés par actions, en production socialiste pour le compte de la société entière

et d'après un plan établi d'avance, transformation... par laquelle seule se réalisera l'émancipation de la classe ouvrière et, par là, l'émancipation de tous les membres de la société sans exception ».

Paragraphe 7. — Je mettrais ce qui se trouve dans la pièce supplémentaire I.

Paragraphe 8. — Au lieu de « conscients de classe » (*classen bewusst*), abréviation qui dans nos milieux évidemment est facile à comprendre, je dirais, pour que l'expression puisse être comprise par tous et traduite facilement dans les langues étrangères : « avec les ouvriers parvenus à la conscience de leur situation de classe », ou quelque chose dans ce genre.

Paragraphe 9. — Phrase finale : «... et qui par là réunit en une seule main la puissance de l'exploitation économique et de l'oppression politique. »

Paragraphe 10. — Après « de la domination de classe » il manque « et des classes elles-mêmes ». La suppression des classes est notre revendication fondamentale, sans laquelle la suppression de la domination de classe est un non-sens au point de vue économique. Au lieu de « pour le droit égal de tous », je propose : « pour les droits égaux et les *devoirs égaux* de tous », etc. Les *devoirs égaux* sont pour nous un complément essentiel des *droits égaux* démocrates-bourgeois et leur enlèvent leur sens spécifiquement bourgeois.

Quant à la phrase finale : « Dans leur lutte... », je la supprimerais volontiers. Dans sa teneur vague : « qui sont propres à améliorer la condition du *peuple* en général » (qui veut-on désigner ?), elle peut embrasser tout : droits douaniers protecteurs et libre-échange, associations corporatives et liberté des métiers, crédit foncier, banques d'échange, vaccination obligatoire et interdiction de la vaccination, alcoolisme et antialcoolisme, etc. Ce qu'elle *veut* dire se trouve déjà dans la phrase précédente ; est-il bien nécessaire de dire expressément que, lorsqu'on veut le tout, on prend également chaque partie ; à mon sens, cela affaiblit l'effet. Maintenant, si la phrase doit servir de transition aux revendications particulières, on pourrait dire à peu près ceci : « La social-démocratie défend toutes les revendications *qui peuvent la rapprocher de ce but.* » (« Mesures et institutions » sont à supprimer comme répétition.) Ou alors, ce qui serait encore mieux, on n'a qu'à dire franchement ce dont il s'agit, c'est-à-dire qu'il faut rattraper le temps perdu par la bourgeoisie. Dans la pièce supplémentaire I, j'ai ajouté dans ce sens une phrase finale, que je considère comme très importante à cause des remarques que j'ai formulées dans le chapitre suivant.

II. — REVENDICATIONS POLITIQUES

Les revendications politiques du projet ont un grand défaut. Ce que justement il eût fallu dire ne s'y *trouve pas*. Si ces dix revendications étaient accordées toutes, nous aurions, il est vrai, divers moyens de plus pour faire aboutir la revendication politique principale, mais nous n'aurions absolument pas cette revendication principale elle-même. La Constitution du Reich est, en ce qui concerne la limitation des droits reconnus au peuple et à ses représentants, une copie pure et simple de la Constitution prussienne de 1850. Constitution où la rédaction la plus extrême trouve son expression dans des paragraphes, où le gouvernement possède tout pouvoir effectif et où les Chambres n'ont pas même le droit de refuser les impôts ; Constitution qui, pendant la période de conflit, a prouvé que le gouvernement pouvait en faire ce qu'il voulait. Les droits du Reichstag sont exactement les mêmes que ceux de la Chambre prussienne, et c'est pourquoi Liebknecht a appelé ce Reichstag la feuille de vigne de l'absolutisme. Vouloir, sur la base de cette Constitution et sur la base de la division en petits Etats qu'elle préconise, sur la base d'une alliance entre la Prusse et Reuss-Greiz-Schleiz, Lobenstein⁷², Etats dont l'un couvre autant de lieues carrées que l'autre couvre de pouces carrés, vouloir sur une telle base réaliser la « transformation des moyens de travail en propriété commune » est manifestement absurde.

Y toucher serait dangereux. Mais, de toute façon, les choses doivent être poussées en avant. Combien cela est nécessaire, c'est ce que prouve précisément aujourd'hui l'opportunisme qui commence à se propager dans une grande partie de la presse social-démocrate. Dans la crainte d'un renouvellement de la loi contre les socialistes ou se souvenant de certaines opinions émises prématurément du temps où cette loi était en vigueur, on veut maintenant que le Parti reconnaisse l'ordre légal actuel en Allemagne comme pouvant suffire à faire réaliser toutes ses revendications par la voie pacifique. L'on fait accroire à soi-même et au Parti que « la société actuelle en se développant passe peu à peu au socialisme », sans se demander si par là elle n'est pas obligée de sortir de sa vieille constitution sociale, de faire

sauter cette vieille enveloppe avec autant de violence que l'écrevisse crevant la sienne ; comme si, en Allemagne, elle n'avait pas en outre à rompre les entraves de l'ordre politique encore à demi absolutiste et, par-dessus encore, indiciblement embrouillé. L'on peut concevoir que la vieille société pourra évoluer pacifiquement vers la nouvelle, dans les pays où la représentation populaire concentre en elle tout le pouvoir, où, selon la Constitution, on peut faire ce qu'on veut, du moment qu'on a derrière soi la majorité de la nation ; dans des républiques démocratiques comme la France et l'Amérique, dans des monarchies comme l'Angleterre, où le rachat imminent de la dynastie est débattu tous les jours dans la presse, et où cette dynastie est impuissante contre la volonté du peuple. Mais en Allemagne, où le gouvernement est presque tout-puissant, où le Reichstag et les autres corps représentatifs sont sans pouvoir effectif, proclamer de telles choses en Allemagne, et encore sans nécessité, c'est enlever sa feuille de vigne à l'absolutisme et en couvrir la nudité par son propre corps.

Une pareille politique ne peut, à la longue, qu'entraîner le Parti dans une voie fautive. On met au premier plan des questions politiques générales, abstraites, et l'on cache par là les questions concrètes les plus pressantes, qui, aux premiers événements importants, à la première crise politique, viennent d'elles-mêmes s'inscrire à l'ordre du jour. Que peut-il en résulter, sinon ceci que, tout à coup, au moment décisif, le Parti sera pris au dépourvu et que sur les points décisifs, il régnera la confusion et l'absence d'unité, parce que ces questions n'auront jamais été discutées ? Allons-nous revoir ce qui est arrivé, en son temps pour la question des droits de douane, que l'on déclara alors ne concerner que la bourgeoisie et ne pas toucher le moins du monde les travailleurs, et dans laquelle, par conséquent, chacun pouvait voter comme il voulait, tandis qu'aujourd'hui plus d'un tombe dans l'extrême opposé et, par opposition avec les bourgeois devenus protectionnistes, réédite les absurdités économiques de Cobden et Bright, et prêche comme le plus pur socialisme — le plus pur manchestérianisme⁷³ ?

Cet oubli des grandes considérations essentielles devant les intérêts passagers du jour, cette course aux succès éphémères et la lutte qui se livre tout autour, sans se préoccuper des conséquences ultérieures, cet abandon de l'avenir du mouvement que l'on sacrifie au présent, tout cela a peut-être des mobiles honnêtes. Mais cela est et reste de l'opportunisme. Or, l'opportunisme « honnête » est peut-être le plus dangereux de tous.

Quels sont maintenant ces points délicats, mais essentiels ?

Premièrement. — Une chose absolument certaine, c'est que notre Parti et la classe ouvrière ne peuvent arriver à la domination que sous la forme de la République démocratique. Cette dernière est même la forme spécifique de la dictature du prolétariat, comme l'a déjà montré la grande Révolution française. N'est-il pas, en effet, inconcevable que nos meilleurs hommes doivent devenir ministres sous un empereur, comme par exemple Miquel ?

Or, il semble légalement impossible de poser directement dans le programme la revendication de la République, — et pourtant cela a pu se faire même sous Louis-Philippe, en France, aussi bien qu'en Italie aujourd'hui. Mais le fait qu'il n'est pas même permis d'établir en Allemagne un programme de parti ouvertement républicain, prouve combien formidable est l'illusion qu'on pourra, par une voie bonnement pacifique, organiser la République, et pas seulement la République, mais encore la société communiste.

Cependant, on peut encore à la rigueur esquiver la question de la République. Mais ce qui, à mon avis, devrait et pourrait figurer au programme, c'est la revendication de la *concentration de tout le pouvoir politique dans les mains de la représentation du peuple*. Et cela suffirait, en attendant, si l'on ne peut pas aller plus loin.

Deuxièmement. — La reconstitution de l'Allemagne. D'une part, il faut abolir la subdivision en petits Etats ; — allez donc révolutionner la société, tant qu'il existera des droits particuliers à la Bavière et au Wurtemberg, tant que la carte de la Thuringe, par exemple, aura l'aspect lamentable de maintenant ! D'autre part, il faut que la Prusse cesse d'exister, qu'elle se décompose en provinces autonomes, afin que l'esprit spécifiquement prussien cesse de peser sur l'Allemagne. Subdivision en petits Etats, esprit spécifiquement prussien, voilà les deux côtés de la contradiction où l'Allemagne est enfermée aujourd'hui et dont l'un des côtés doit toujours servir d'excuse et de justification à l'autre.

Que faut-il mettre à la place ? A mon avis, le prolétariat ne peut utiliser que la forme de la République une et indivisible. En somme, sur le territoire immense des Etats-Unis, la République fédérative est aujourd'hui encore une nécessité, bien qu'elle commence d'ores et déjà à être un obstacle dans l'Est. Elle constituerait un progrès en Angleterre, où dans deux îles habitent quatre nations et où, malgré un parlement unique, existent côte à côte, encore aujourd'hui, trois législations différentes. Dans la petite Suisse, il y a longtemps qu'elle constitue un obstacle tolérable seulement parce que la Suisse se contente d'être un membre purement passif dans le système d'Etats européens. Pour l'Allemagne, une organisation fédéraliste à la manière suisse serait un recul considérable. Deux points distinguent un Etat fédéral d'un Etat unitaire ; c'est d'abord, que chaque Etat fédéré, chaque canton possède sa propre législation civile et pénale, sa propre organisation judiciaire ; c'est ensuite qu'à côté de la Chambre du peuple, il y a une Chambre des représentants des Etats, où chaque canton, petit ou grand, vote comme tel. Quant au premier point, nous l'avons dépassé heureusement et nous n'allons pas être assez naïfs pour l'introduire à nouveau. Quant au second, nous l'avons sous la forme du Conseil fédéral et nous pourrions fort bien nous en passer, — d'autant plus que notre « Etat fédéral » forme déjà la transition vers l'Etat unitaire. Et il ne nous appartient pas de faire rétrograder la révolution d'en haut, faite en 1866 et 1870 ; au contraire, nous avons à y apporter le complément et l'amélioration nécessaires par un mouvement d'en bas.

Ainsi donc. République unitaire. Mais pas dans le sens de la République française d'aujourd'hui, qui n'est pas autre chose que l'Empire sans empereur⁷⁴ fondé en 1798. De 1792 à 1798, chaque département français, chaque commune eut sa complète autonomie administrative, sur le modèle américain, et c'est ce qu'il nous faut avoir de même. Comment organiser cette autonomie et comment on peut se passer de la bureaucratie, c'est ce que nous ont démontré l'Amérique et la première République française ; et c'est ce que nous montrent encore aujourd'hui l'Australie, le Canada et les autres colonies anglaises. Une semblable autonomie provinciale et communale est beaucoup plus libre que le fédéralisme suisse, par exemple, où le canton est, il est vrai, très indépendant à l'égard de la Confédération, mais où il l'est également à l'égard du district (*Bezirk*) et de la commune. Les gouvernements cantonaux nomment des gouverneurs de districts (*Bezirks-statthalter*) et des préfets, dont on ne sait rien dans les pays de langue anglaise et dont, à l'avenir, nous devons nous débarrasser aussi résolument que des conseillers provinciaux et gouvernementaux (*Landrat et Regierungsrat*) prussiens.

De tout cela, on ne pourra pas mettre grand-chose dans le programme. Si j'en parle, c'est surtout pour marquer le caractère de la situation en Allemagne, où il n'est pas permis de dire de telles choses, et aussi pour montrer en même temps combien s'illusionnent ceux qui veulent, par la voie légale, transférer pareil état de choses dans la société communiste. Et c'est aussi, pour rappeler au Comité directeur du Parti qu'il existe encore d'autres questions politiques importantes que la législation directe par le peuple et la justice gratuite, sans laquelle, en fin de compte, nous avancerons tout de même. Vu l'état d'insécurité générale, ces questions peuvent devenir brûlantes du jour au lendemain, et qu'advient-il alors, si nous ne les avons pas discutées, si nous ne nous sommes pas mis d'accord à leur sujet ?

Mais ce qui cependant peut entrer dans le programme et qui, d'une façon indirecte au moins, peut servir d'indication pour ce qu'il est impossible de dire, c'est cette revendication :

« Administration autonome complète dans la province, le district et la commune par des fonctionnaires élus au suffrage universel. Suppression de toutes les autorités locales et provinciales nommées par l'Etat. »

Quant à savoir si en dehors de cela, il serait possible de formuler, en ce qui concerne les points que je viens de discuter, d'autres revendications dans le programme, je ne puis en juger ici aussi bien que vous, là-bas. Mais il est désirable que ces questions soient débattues au sein du Parti, avant qu'il soit trop tard.

1. Je ne saisis pas la différence qu'on établit entre « droit d'élection et droit de vote », respectivement « élections et votes ». Si une distinction est nécessaire, il faudrait en tout cas l'exprimer plus clairement ou l'expliquer dans un commentaire qui accompagnerait le projet.

2. « Droit de proposition et de veto du peuple. » *Pour quoi ?* Il faudrait ajouter : pour toutes les lois ou résolutions de la représentation nationale.

5. Séparation complète de l'Eglise de l'Etat. Toutes les communautés religieuses sans exception seront traitées par l'Etat comme des sociétés privées. Elles perdent toute subvention provenant des deniers publics et toute influence sur les écoles publiques. (On ne peut tout de même pas leur défendre de fonder, par leurs propres moyens, des écoles, *qui leur appartiennent en propre*, et d'y enseigner leurs bêtises !)

6. « Laïcité de l'école » tombe alors, sa place est dans le paragraphe précédent.

8. et 9. Ici, je voudrais attirer l'attention sur ceci : Ces points exigent l'« étatisation » 1. des *avocats*, 2. des *médecins*, 3. des *pharmaciens, dentistes, sages-femmes, infirmiers*, etc. En outre, on demande pour plus tard l'étatisation totale de l'assurance ouvrière. Est-ce que tout cela pourra être confié à M. de Caprivi, et est-ce que tout cela concorde bien avec la déclaration faite précédemment, lorsqu'on s'est prononcé contre tout socialisme d'Etat ?

10. Ici je mettrais : « Impôts... progressifs pour faire face à toutes les dépenses dans l'Etat, les districts et la commune, dans la mesure où les impôts seront nécessaires. Suppression de tous les impôts indirects soit de l'Etat, soit locaux, des droits, etc. » Le reste est superflu et n'est qu'un commentaire ou un exposé des motifs ; cela ne peut qu'affaiblir.

III. — REVENDICATIONS ÉCONOMIQUES

Paragraphe 2. — Nulle part plus qu'en Allemagne le droit de coalition n'a besoin d'une garantie vis-à-vis de l'Etat.

La phrase finale « pour régler... » serait à ajouter *comme article 4* et à rédiger en conséquence. Ici, il serait à remarquer que, avec les Chambres de travail composées moitié par des ouvriers et moitié par des patrons, nous serions floués. Avec ce système, les majorités seront pendant des années toujours du côté des patrons, à quoi suffirait la présence d'un « mouton noir » parmi les ouvriers. Si l'on ne stipule pas qu'en cas de litige *les deux moitiés* émettront leur opinion *séparément*, il serait de beaucoup préférable d'avoir une Chambre de patrons et, à côté, *une Chambre indépendante d'ouvriers*.

Avant de terminer, j'exprime le vœu, qu'avant la clôture, on compare encore une fois le programme français⁷⁵, où il y aurait, me semble-t-il, beaucoup à prendre, précisément pour le n° III. Quant au programme espagnol⁷⁶, je ne puis pas, malheureusement, faute de temps, le rechercher : il est très bon aussi sous beaucoup de rapports.

Pour préparer la présente édition, on a utilisé la traduction publiée en « Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt », Editions Sociales, Paris, 1950.

PIÈCE SUPPLÉMENTAIRE I

1) Je supprimerais « Gruben » et « Minen » et j'ajouterais « chemins de fer et autres moyens de communication ».

2) Dans les mains de leurs accapareurs (ou de leurs possesseurs), les moyens de travail sociaux sont devenus des moyens d'exploitation. L'asservissement économique, ainsi déterminé, des ouvriers aux accapareurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de vie, est la base de l'esclavage sous toutes ses formes : misère sociale, dépérissement intellectuel, dépendance politique.

3) Sous l'empire de cette exploitation, l'accumulation de la richesse produite par les exploités entre les mains des exploités — capitalistes et grands propriétaires fonciers — augmente avec une vitesse toujours croissante. Toujours plus inégale devient la répartition des produits de travail entre exploités et exploités, toujours plus grand le nombre et toujours plus incertaine la condition des prolétaires, etc.

4) Il faut biffer « *privée* » (la production capitaliste)... qui ne peuvent qu'aggraver... qui, par la ruine des classes moyennes, urbaines et rurales, — des petits bourgeois et des petits paysans — élargissent (ou approfondissent) l'abîme existant entre les possédants et les non-possédants, qui érigent en état normal de la société l'insécurité générale et fournissent la preuve que la classe des accapareurs des

moyens de travail sociaux a perdu, en même temps que sa mission, l'aptitude à la suprématie économique et politique.

5) de « ses » causes.

6) ... transformation de la production capitaliste menée pour le compte de particuliers ou de sociétés par actions, en production socialiste pour le compte de la société entière et d'après un plan établi d'avance ; transformation pour laquelle la société capitaliste a créé elle-même et ne cesse de créer les conditions matérielles et intellectuelles et par laquelle seule se réalisera l'émancipation de la classe ouvrière, et, avec elle, l'émancipation de tous les membres de la société sans exception.

7) L'émancipation de la classe ouvrière ne peut être l'œuvre que de la classe ouvrière elle-même. Il va de soi qu'elle ne peut confier l'œuvre de son émancipation ni aux capitalistes, ni aux grands propriétaires fonciers, ses ennemis et exploités, ni aux petits bourgeois et aux petits paysans, qui sont eux-mêmes étouffés par la concurrence des grands exploités et sont confrontés à un seul choix : soit intervenir aux côtés de ces derniers, soit aux côtés des ouvriers.

8) ... avec les ouvriers parvenus à la conscience de leur situation de classe, etc.

9) ... substituée... et qui, par là, réunit en une seule main la puissance de l'exploitation économique et de l'oppression politique de l'ouvrier.

10) ... de la domination de classe et des classes elles-mêmes, pour les droits égaux et les devoirs égaux de tous sans distinction, etc., ni d'origine (biffer la fin). Or sa lutte pour... de l'humanité est entravée par l'ordre politique caduc qui règne en Allemagne. Il doit commencer par conquérir une arène où il puisse évoluer librement, supprimer les multiples vestiges du féodalisme et de l'absolutisme, bref, accomplir le travail que les partis bourgeois allemands ne sont pas capables de mener à bonne fin parce qu'ils sont et ont été trop pusillanimes pour le faire. Par suite, il doit, du moins présentement, inclure dans son programme des revendications que la bourgeoisie a déjà fait aboutir dans les autres pays civilisés.

Rédigé entre le 18 et le 29 juin 1891.

Publié pour la première fois (sans la pièce supplémentaire) dans la revue «Die Neue Zeit», Bd. 1, n°1, 1901-1902 et intégralement, en russe, dans les Œuvres complètes de K. Marx et F. Engels, première édition, t. XVI, 2^e partie, 1936.

Conforme au manuscrit. Traduit de l'allemand.

FRIEDRICH ENGELS

PRÉFACE À LA DEUXIÈME ÉDITION ALLEMANDE DE LA « SITUATION DE LA CLASSE LABORIEUSE EN ANGLETERRE »

(1892)

Le livre, que cette édition met de nouveau entre les mains du public allemand, a paru pour la première fois au cours de l'été 1845. Dans ce qu'il a de bon, comme de mauvais, il porte la marque de la jeunesse de l'auteur. J'avais alors vingt-quatre ans ; aujourd'hui j'ai trois fois cet âge, et en relisant ce travail, je trouve que je n'ai pas à en avoir honte le moins du monde. Je ne songe donc nullement à effacer ces marques de jeunesse de mon ouvrage. Je le présente sans changement au lecteur. Je n'ai fait que reprendre avec plus de précision, quelques passages peu clairs et qu'ajouter çà et là une courte note de bas de page, accompagnée de la date (1892). Quant au destin de ce livre, je mentionnerai seulement qu'il parut en 1887 à New York en traduction anglaise (par M^{me} Florence Kelley-Wischnewetzky) et que cette traduction fut rééditée en 1892, à Londres, chez Swan Sonnenschein et C^{ie}. La préface de l'édition américaine est à la base de la préface de l'édition anglaise ; cette dernière est à la base de la présente préface de l'édition allemande. La grande industrie moderne uniformise les rapports économiques des pays dont elle s'empare à un point tel que je ne saurais dire au lecteur allemand autre chose que ce que j'ai déjà dit aux lecteurs américains et anglais.

L'état de choses décrit dans ce livre appartient aujourd'hui — du moins en ce qui concerne l'Angleterre — en grande partie au passé. Si elle ne figure pas expressément dans les manuels officiels, il y a pourtant une loi de l'économie politique moderne qui veut que, plus la production capitaliste se développe, moins elle peut s'en tenir aux petites combinaisons, aux escroqueries et aux tromperies dérisoires, qui caractérisent ses débuts. Les astuces mesquines du Juif polonais, représentant le commerce européen à son degré le plus bas, ces ruses qui lui rendaient dans son pays de si estimables services et dont l'usage était là-bas si répandu, ne lui servent plus de rien dès qu'il arrive à Hambourg ou Berlin. De même, le commissionnaire, Juif ou chrétien, venant de Berlin ou de Hambourg, qui arrivait à la Bourse de Manchester, a dû, en tout cas il n'y a pas tellement longtemps, faire cette découverte : pour, acheter à bon marché du fil ou du tissu, il lui fallait, avant tout, abandonner ces manœuvres et ces trucs misérables — un tantinet plus raffiné il est vrai — qui passaient dans son pays pour être le *nec plus ultra* de l'habileté en affaires. Certes, bien des choses ont dû changer en Allemagne aussi, avec les progrès de la grande industrie, et en particulier depuis le Iéna industriel de Philadelphie⁷⁷, le vieux principe des philistins allemands qui affirmaient : « Les gens doivent sans doute trouver agréable de se voir expédier d'abord de bons échantillons, puis de la mauvaise marchandise », a dû tomber en discrédit. Et de fait, ces astuces et ces roueries ne payent plus sur un grand marché, où le temps est de l'argent, et où s'établit un certain niveau de moralité commerciale, non pas par enthousiasme vertueux, mais simplement pour ne pas perdre inutilement son temps et sa peine. Et il en est allé de même en Angleterre dans les relations entre l'industriel et ses ouvriers.

Le nouvel essor des affaires, après la crise de 1847, fut le début d'une nouvelle ère industrielle. L'abolition des lois sur les céréales et les autres réformes qui en furent la conséquence nécessaire, laissèrent les coudées franches à l'industrie et au commerce anglais. Immédiatement après se produisit la découverte des champs aurifères de Californie et d'Australie. Les marchés coloniaux augmentèrent de plus en plus leur capacité d'absorption des produits industriels anglais. Le métier à tisser mécanique du Lancashire fit disparaître une fois pour toutes des millions de tisserands indiens travaillant à la main. La Chine fut de plus en plus ouverte au commerce. Mais c'est l'Amérique qui, prenant la tête, se développa avec une rapidité inouïe même pour ce pays coutumier de progrès gigantesques. Et l'Amérique — ne l'oublions pas — n'était précisément à cette époque qu'un marché colonial, le plus grand de tous, c'est-à-dire un pays qui fournissait des produits bruts et importait de l'extérieur — ici d'Angleterre — des produits industriels.

Mais il advint en outre, que les moyens de communication mis en service à la fin de la période précédente — chemins de fer et cargos à vapeur transocéaniques — furent désormais utilisés à une échelle internationale et réalisèrent ainsi ce qui n'avait jusqu'alors existé qu'à l'état d'ébauche : *le marché mondial*. Ce marché mondial consistait à cette époque en un certain nombre de pays principalement ou exclusivement agricoles, groupés autour d'un grand centre industriel : l'Angleterre. L'Angleterre consommait la majeure partie du surplus de leurs produits bruts, et leur fournissait en revanche la majeure partie des produits industriels dont ils avaient besoin. Rien d'étonnant par conséquent, que le progrès industriel de l'Angleterre fût colossal et inouï, à telle enseigne que l'état où elle se trouvait en 1844 nous apparaît aujourd'hui, par comparaison, dérisoire et presque primitif.

Mais à mesure que se dessinait ce progrès, la grande industrie faisait — semble-t-il — plus grand cas de la morale. La concurrence entre fabricants, au moyen de petits vols commis au préjudice des ouvriers, ne payait plus ; le grand commerce abandonnait définitivement ce procédé misérable de gagner de l'argent ; le fabricant millionnaire avait mieux à faire que de perdre son temps à des trucs aussi mesquins. Ils étaient bons tout au plus pour de petits grippe-sous contraints de se jeter sur le moindre argent, pour ne pas être victimes de la concurrence. C'est ainsi que disparut des districts industriels, le « Truck System ». La loi des dix heures⁷⁸ et toute une série de réformes moins importantes furent votées — toutes mesures qui étaient une injure à l'esprit du libre-échange et à la concurrence effrénée, mais qui parallèlement accroissaient encore la supériorité des colosses capitalistes vis-à-vis de leurs concurrents moins favorisés en affaires.

Ce n'est pas tout. Plus une entreprise industrielle est grande, plus ses ouvriers sont nombreux, et plus le dommage et la gêne pour la marche de l'affaire sont importants à chaque conflit éclatant entre patron et ouvriers. C'est de là que naquit un nouvel état d'esprit chez les industriels, en particulier chez les plus importants. Ils apprirent à éviter des conflits inutiles, à s'accommoder de l'existence et de la

puissance des trade-unions, et enfin, même à découvrir dans les grèves — à condition qu'elles soient déclenchées au bon moment — un moyen efficace pour réaliser leurs propres desseins. Ainsi advint-il que les plus grands industriels, jadis chefs de guerre dans la lutte contre la classe ouvrière, étaient maintenant les premiers à lancer des appels à la concorde et l'harmonie. Et ceci pour de très bonnes raisons.

C'est que toutes ces concessions à la justice et à l'amour du prochain n'étaient en réalité que des moyens d'accélérer la concentration du capital entre les mains de quelques-uns et d'écraser les concurrents plus modestes qui ne sauraient vivre sans les gains extraordinaires dont nous parlions. Pour ces quelques capitalistes, les escroqueries annexes de jadis n'avaient pas seulement perdu toute valeur, elles faisaient à présent directement obstacle aux affaires d'envergure. Et c'est ainsi que le développement de la production capitaliste seul a suffi — du moins dans les secteurs pilotes de l'industrie, car dans les branches moins importantes ce n'est pas du tout le cas — à supprimer tous ces maux secondaires qui, au début, aggravaient le sort de l'ouvrier. Et c'est ainsi qu'apparaît de plus en plus au premier plan ce fait essentiel : on ne doit pas rechercher la cause de la misère de la classe ouvrière dans ces défauts secondaires, mais bien dans le *système capitaliste lui-même*. Le travailleur vend au capitaliste sa force de travail pour une certaine somme par jour. Au bout de quelques heures de travail il a reproduit la valeur de cette somme. Mais son contrat de travail exige qu'il continue à trimer encore un certain nombre d'heures pour accomplir sa journée de travail. Or, la valeur qu'il produit au cours de ces heures de travail supplémentaire est de la plus-value, qui ne coûte rien au capitaliste, mais qui n'en glisse pas moins dans sa poche. Telle est la base du système qui divise de plus en plus la société civilisée : d'un côté, quelques Rotschild et Vanderbilt, possesseurs de tous les moyens de production et de subsistance, de l'autre, une masse énorme de travailleurs salariés, ne possédant rien d'autre que leur force de travail. Et que ce résultat ne soit pas imputable à tel ou tel grief secondaire, mais uniquement au système lui-même, ce fait, le développement du capitalisme en Angleterre même, l'éclairé aujourd'hui d'une lumière fort crue.

Ce n'est pas tout. Les épidémies répétées de choléra, fièvre typhoïde, variole, etc., ont fait comprendre au bourgeois britannique la nécessité urgente d'assainir ses villes, s'il ne veut pas être, lui et sa famille, victime de ces fléaux. En conséquence, les anomalies les plus criantes décrites dans ce livre sont aujourd'hui éliminées ou tout au moins rendues moins choquantes. On a mis en place ou amélioré des systèmes d'égouts, de larges enfilades de rues traversent bien des quartiers comptant parmi les pires des « mauvais quartiers ». La « Petite Irlande » a disparu, prochainement ce sera le tour des « Seven Dials⁷⁹ ». Mais qu'est-ce que cela signifie ? Des districts entiers dont je pouvais encore faire en 1844 une description presque idyllique, sont tombés maintenant, en raison de l'extension des cités, dans le même état de décrépitude, d'inhabitabilité, de misère ; certes, on ne tolère plus les cochons ni les tas d'ordures. La bourgeoisie a fait encore des progrès dans l'art de dissimuler le malheur de la classe ouvrière. Mais en ce qui concerne les habitations ouvrières, aucun progrès important n'a été accompli : ce fait est amplement démontré par le rapport de la commission royale : « *On the Housing of the Poor* » de 1885. Et il en va de même pour tout le reste. Les décrets de police se multiplient tout autant que les ronces ; mais ils ne peuvent qu'endiguer la misère des ouvriers, ils ne peuvent la supprimer.

Cependant, tandis que l'Angleterre a laissé derrière elle ce stade juvénile de l'exploitation capitaliste que j'ai décrit, d'autres pays viennent de l'atteindre. La France, l'Allemagne et surtout l'Amérique sont les rivaux menaçants qui, comme je le prévoyais en 1844, battent de plus en plus en brèche le monopole industriel de l'Angleterre. Leur industrie est jeune, comparée à celle de l'Angleterre, mais elle progresse avec une bien plus grande rapidité et est parvenue aujourd'hui approximativement au même degré de développement que l'industrie anglaise en 1844. En ce qui concerne l'Amérique, le parallèle est particulièrement frappant. Il est vrai que le décor où vit la classe ouvrière américaine est très différent, mais là-bas règnent les mêmes lois économiques et les résultats, s'ils ne sont pas identiques sous tous les rapports, doivent cependant nécessairement être du même ordre. Aussi, observons-nous en Amérique, les mêmes luttes pour une journée de travail plus courte et fixée par la loi, en particulier pour les femmes et les enfants travaillant en usine ; nous voyons fleurir le système du « truck » et le système du « cottage », dans les districts ruraux⁸⁰ ; les capitalistes — les « bosses » — et leurs représentants, les utilisent comme moyen de domination sur les travailleurs. Lorsqu'en 1886, je reçus les journaux américains qui rendaient compte des grandes grèves des mineurs de

Pennsylvanie, dans le district de Connelsville⁸¹, j'eus le sentiment de lire ma propre relation du soulèvement des mineurs de charbon dans le nord de l'Angleterre, en 1844. Même façon de voler les ouvriers au moyen de mesures falsifiées, même système de « truck », même tentative de briser la résistance des mineurs par l'ultime et écrasant moyen des capitalistes : en expulsant les ouvriers de leurs logements, qui appartiennent à l'Administration des Mines.

Pas plus ici que dans les éditions anglaises, je n'ai tenté d'adapter ce livre à l'état de choses actuel, c'est-à-dire d'énumérer en détail les changements intervenus depuis 1844. Et cela pour deux raisons. Premièrement, il m'aurait fallu doubler le volume de ce livre. Et deuxièmement, le premier tome du *Capital* de Marx fournit une description détaillée de la situation de la classe ouvrière anglaise aux environs de 1865, c'est-à-dire à l'époque où la prospérité industrielle britannique connut son apogée. J'aurais donc dû répéter ce que Marx avait déjà dit.

Il est à peine besoin de faire remarquer que le point de vue théorique général de ce livre — sur le plan philosophique, économique et politique — ne coïncide pas exactement avec ma position actuelle. En 1844 n'existait pas encore ce socialisme international moderne, dont surtout et presque exclusivement les travaux de Marx devaient faire entre-temps une véritable science. Mon livre ne représente qu'une des phases de son développement embryonnaire. Et tout comme l'embryon humain, aux degrés primitifs de son développement, continue toujours à reproduire les rangées d'ouïes de nos ancêtres les poissons, ce livre révèle partout une des origines du socialisme moderne, un de ses ancêtres : la philosophie classique allemande. C'est ainsi que j'insiste, surtout à la fin, sur l'affirmation que le communisme n'est pas simplement la doctrine du parti de la classe ouvrière, mais une théorie dont le but final est de libérer l'ensemble de la société, y compris les capitalistes eux-mêmes, des conditions sociales actuelles qui l'étouffent. C'est exact dans l'abstrait, mais en pratique c'est absolument inutile et parfois pire. Tant que les classes possédantes, non seulement n'éprouveront aucun besoin de libération, mais encore s'opposeront de toutes leurs forces à la libération des travailleurs par eux-mêmes, la classe ouvrière se verra contrainte d'entreprendre et de réaliser seule la révolution sociale. Les bourgeois français de 1789 proclamaient eux aussi, que la libération de la bourgeoisie signifiait l'émancipation de tout le genre humain ; mais la noblesse et le clergé se refusaient à l'admettre ; cette affirmation — bien qu'elle fût à cette époque, à considérer la féodalité, une vérité historique abstraite indéniable — dégénéra bientôt en formule purement sentimentale et se volatilisa totalement dans l'embrasement des luttes révolutionnaires. Aujourd'hui, il y a pas mal de gens, qui, du haut de leur point de vue impartial, prêchent aux ouvriers un socialisme s'élevant au-dessus des oppositions de classes et des luttes de classes. Mais ce sont ou bien des novices qui ont encore énormément à apprendre, ou alors les pires ennemis des travailleurs, des loups déguisés en brebis.

Dans le texte, la durée du cycle des grandes crises industrielles est fixée à cinq ans. C'était en effet la périodicité qui semblait résulter de la marche des événements de 1825 à 1842. Mais l'histoire de l'industrie de 1842 à 1868 a démontré que la période réelle est de dix ans, que les crises intermédiaires étaient de nature secondaire et ont de plus en plus disparu depuis 1842. Depuis 1868, les choses se sont à nouveau modifiées, nous en reparlerons plus loin.

Je ne me suis pas avisé de supprimer dans le texte les nombreuses prophéties, en particulier celle d'une révolution sociale imminente en Angleterre, que m'inspirait alors mon ardeur juvénile. Je n'ai aucune raison de chercher à nous parer — moi et mon œuvre — de qualités que nous n'avions pas alors. Ce qu'il y a de surprenant, ce n'est pas que bien de ces prophéties ne se soient pas réalisées, mais plutôt que tant d'autres se soient avérées justes et que la période critique pour l'industrie anglaise — conséquence de la concurrence continentale et surtout américaine — que je prévoyais certes alors dans un avenir beaucoup trop rapproché, soit effectivement arrivée. Sous ce rapport, je me sens obligé de mettre le livre en accord avec l'état actuel des choses. C'est ce que je fais en reproduisant ici un article [*F. Engels, L'Angleterre en 1845 et 1885. (N.R.)*] qui parut en anglais dans le *Commonweal*⁸² de Londres, du 1^{er} mars 1885, et en allemand dans la *Neue Zeit* en juin de la même année (cahier 6).

« Il y a quarante ans, l'Angleterre était à la veille d'une crise, que seule la violence semblait appelée à résoudre. Le rapide et gigantesque développement de l'industrie avait dépassé de beaucoup l'extension des marchés extérieurs et l'accroissement de la demande. Tous les dix ans, la marche de la production était interrompue brutalement par une crise économique générale, à laquelle succédaient après une longue période de dépression chronique, quelques courtes années de prospérité pour finir toujours par une

surproduction fiévreuse et finalement par une nouvelle catastrophe. La classe des capitalistes réclamait à cor et à cri le libre commerce des céréales et menaçait de l'obtenir par la force, en renvoyant les populations citadines affamées dans les contrées campagnardes dont elles étaient originaires ; mais comme le disait John Bright, « non pas comme indigents qui mendient du pain, mais comme une armée qui prend ses quartiers en territoire ennemi ». Les masses ouvrières des villes réclamaient leur part du pouvoir politique — la Charte du peuple, elles étaient soutenues par la majorité des petits bourgeois et la seule différence qui les séparait, portait sur la question de savoir si on devait obtenir la mise en application de la Charte par la violence, ou la légalité. C'est alors que survint la crise économique de 1847 et la famine irlandaise, et avec elles, la perspective d'une révolution. »

« La révolution française de 1848 sauva la bourgeoisie anglaise. Les proclamations socialistes des ouvriers français victorieux, effrayèrent la petite bourgeoisie anglaise et désorganisèrent le mouvement des ouvriers anglais qui se développait dans un cadre plus étroit, mais plus directement pratique. Au moment même où le chartisme devait déployer toute sa vigueur, il s'effondra de l'intérieur, avant même de s'écrouler extérieurement, le 10 avril 1848. L'activité politique de la classe ouvrière fut reléguée à l'arrière-plan. La classe capitaliste avait vaincu sur toute la ligne. »

« La réforme parlementaire de 1831 représentait la victoire de la classe capitaliste dans son ensemble sur l'aristocratie foncière. L'abolition des droits de douane sur les céréales fut la victoire des capitalistes *industriels* non seulement sur la grande propriété foncière, mais en outre, sur les fractions de capitalistes dont les intérêts étaient plus ou moins identiques ou liés à ceux de la propriété foncière : banquiers, gens de bourse, rentiers, etc. Le libre-échange signifia le bouleversement de toute la politique (intérieure et extérieure) financière et commerciale de l'Angleterre conformément aux intérêts des capitalistes industriels, de la classe qui représentait maintenant la nation. Et cette classe se mit sérieusement à la besogne. Tout obstacle à la production industrielle fut impitoyablement écarté. Les tarifs douaniers et tout le système des impôts furent entièrement refondus. Tout fut soumis à un impératif unique, mais de la plus haute importance pour les capitalistes industriels: abaisser les prix de toutes les matières premières, et particulièrement de toutes les denrées destinées à la classe ouvrière, produire des matières premières et maintenir à un niveau peu élevé — sinon abaisser — les salaires. L'Angleterre devait devenir « l'atelier du monde » ; tous les autres pays devaient devenir pour l'Angleterre ce qu'était déjà l'Irlande : des marchés pour ses produits industriels, des sources d'approvisionnement en matières premières et en denrées alimentaires. L'Angleterre, grand centre industriel d'un monde agricole, entouré d'un nombre toujours croissant de satellites producteurs de blé et de coton, tournant autour du soleil industriel ! Quelle grandiose perspective ! »

« Les capitalistes industriels s'attelèrent à la réalisation de ces hautes visées avec ce bon sens vigoureux et ce mépris des principes périmés, qui les ont toujours distingués de leurs concurrents philistins de notre continent. Le chartisme était à l'agonie. Le retour de la prospérité économique — fait normal et qui allait presque de soi, — une fois épuisées les conséquences du krach de 1847, fut mis exclusivement au compte du libre-échange. Ces deux circonstances avaient fait de la classe ouvrière anglaise, sur le plan politique, l'appendice du « grand parti libéral », parti dirigé par les industriels. Il s'agissait de conserver à jamais cet avantage acquis. Et l'opposition des chartistes, non pas au libre-échange, mais à la volonté de faire de ce problème la seule question vitale pour la nation, avait appris aux industriels, leur faisait comprendre chaque jour davantage, que la bourgeoisie ne parviendrait jamais à dominer politiquement et socialement la nation, autrement qu'avec l'aide de la classe ouvrière. C'est ainsi que peu à peu, l'attitude réciproque des deux classes se modifia. La législation sur les fabriques, jadis croque-mitaine de tous les industriels, non seulement ils l'observèrent de bon gré, mais encore retendirent plus ou moins à toute l'industrie. Les trade-unions, réputées récemment encore ouvrage diabolique, furent désormais cajolées et protégées par les industriels comme institutions hautement légitimes et moyen utile de propager parmi les travailleurs de sains enseignements économiques. Les grèves mêmes, déclarées illégales avant 1848, furent jugées tout à fait utiles à l'occasion, particulièrement quand Messieurs les industriels les avaient provoquées eux-mêmes au moment adéquat. Des lois qui avaient ravi au travailleur l'égalité en droit avec son employeur, au moins les plus révoltantes, furent abolies. Et cette Charte du peuple, jadis si redoutable, devint, pour l'essentiel, le programme politique de ces mêmes industriels, qui s'y étaient opposés jusqu'alors. La *suppression du cens électoral* et le *vote à bulletin secret* sont institués par la loi. Les réformes parlementaires de 1867 et 1884⁸³ ressemblent déjà nettement au *suffrage universel*, du moins tel qu'il existe actuellement en Allemagne ; le découpage en circonscriptions électorales que discute actuellement le Parlement, crée des *circonscriptions égales*, en gros du moins pas plus inégales qu'en France ou en Allemagne. Des *indemnités parlementaires* et le raccourcissement de la durée du mandat, à défaut de *Parlements élus tous les ans*, se profilent comme les conquêtes d'un avenir prochain ; et malgré tout, certains avancent que le chartisme est mort. »

« La révolution de 1848, comme nombre de celles qui la précédèrent, a connu d'étranges destins. Les mêmes gens qui l'écrasèrent, sont devenus, selon le mot de Marx, ses exécuteurs testamentaires. Louis-Napoléon fut contraint de créer une Italie unie et indépendante, Bismarck fut contraint de faire en Allemagne une révolution à sa manière et de rendre à la Hongrie une certaine indépendance et les industriels anglais n'ont rien de mieux à faire que de donner force de loi à la Charte du peuple. »

« Les effets de cette domination des capitalistes industriels furent pour l'Angleterre, au début, stupéfiants. Les affaires prirent un nouvel essor et une extension inouïe, même dans ce berceau de l'industrie moderne. Les résultats considérables obtenus grâce à la vapeur et aux machines furent réduits à néant en comparaison du puissant essor que connut la production de 1850 à 1870, des chiffres impressionnants qu'atteignirent l'exportation et l'importation, l'amoncellement de richesses entre les mains des capitalistes et la concentration de force de travail humain réalisée dans les villes géantes. Certes, le progrès fut interrompu comme précédemment par le retour d'une crise tous les dix ans ; en 1857, tout comme en 1866 ; mais on considérait ces à-coups comme des événements naturels inéluctables par lesquels il faut bien passer et qui finissent par se régler. »

« Et la situation de la classe ouvrière durant cette période ? Il y eut des améliorations provisoires, même pour la grande masse. Mais cette amélioration fut constamment ramenée à l'ancien niveau par l'afflux de la grande foule de la réserve des travailleurs sans emploi, par les nouvelles machines, rejetant continuellement des travailleurs hors du circuit et par l'arrivée des ouvriers agricoles, remplacés eux aussi de plus en plus par les machines. »

« On ne constate d'amélioration durable du niveau de vie que dans deux secteurs protégés de la classe ouvrière. En premier lieu, celui des ouvriers d'usine. La fixation légale à leur avantage, d'une journée de travail normale, sur des bases au moins relativement rationnelles, leur a permis de rétablir à peu près leur constitution physique, et leur a conféré une supériorité morale renforcée encore par leur concentration locale. Leur situation est, à n'en point douter, meilleure qu'avant 1848. La meilleure preuve en est que, sur dix grèves qu'ils mènent, neuf sont provoquées par les industriels eux-mêmes dans leur propre intérêt, comme seul moyen de limiter la production. Vous n'amènerez jamais les industriels à s'entendre tous pour réduire le temps de travail, quelque invendables que soient leurs produits. Mais amenez les ouvriers à faire grève, et les capitalistes ferment leurs usines jusqu'au dernier. »

« En second lieu, les ouvriers des grandes trade-unions. Ce sont les organisations des secteurs industriels où le travail *d'hommes adultes* est seul utilisable ou prédominant. Ni la concurrence du travail des femmes ou des enfants ni celle des machines n'ont été jusqu'à présent en mesure de briser leur puissance organisée. Les mécaniciens, charpentiers et menuisiers, ouvriers du bâtiment, constituent chacun pour soi une force, à telle enseigne, qu'ils peuvent même — comme le font les ouvriers du bâtiment — résister victorieusement à la mise en service de machines. Leur situation s'est, sans aucun doute, remarquablement améliorée depuis 1848. La meilleure preuve en est que depuis plus de quinze ans, ce ne sont pas seulement leurs employeurs qui sont satisfaits d'eux, mais eux-mêmes qui sont également très contents de leurs employeurs. Ils constituent une aristocratie à l'intérieur de la classe ouvrière ; ils sont parvenus à conquérir une situation relativement confortable et cette situation, ils l'acceptent comme définitive. Ce sont les travailleurs modèles des sieurs Leone Levi et Giffen (et aussi de ce bon bourgeois de Lujo Brentano) et en fait, ils sont très gentils et nullement intraitables pour un capitaliste en particulier et pour la classe capitaliste en général. »

« Mais en ce qui concerne la grande masse des travailleurs, leur degré de misère et d'insécurité est tout aussi bas aujourd'hui, sinon pire, que jamais. Les quartiers-Est de Londres sont un marais stagnant de misère, de désespoir et de famine, qui ne cesse de s'étendre — lorsque les hommes ne travaillent pas — d'aviilissement moral et physique — lorsque les hommes travaillent. Et il en va de même dans toutes les autres grandes villes, la minorité privilégiée des ouvriers exceptée, et il en va de même dans les villes de moindre importance et dans les districts agricoles. La loi qui réduit la valeur de la force de travail aux subsistances indispensables pour vivre, et celle, qui, en règle générale, abaisse le prix moyen de la force de travail à la quantité minimum de ces subsistances, ces deux lois agissent sur la classe ouvrière avec la force irrésistible d'une machine automatique qui l'écrase entre ses rouages. »

« Telle était donc la situation qu'avaient créée la politique du libre-échange de 1847 et vingt années de règne des capitalistes industriels. Mais alors un tournant se dessina. A la crise de 1866, succéda bien un bref et léger essor commercial vers 1873, mais il ne dura pas. En effet, à l'époque où elle aurait dû se produire, en 1877 ou 1878, nous n'avons pas subi de crise véritable, mais nous vivons depuis 1876 dans un état de marasme chronique qui affecte tous les secteurs essentiels de l'industrie. Ni la catastrophe totale, ni l'ère de prospérité, depuis longtemps désirée que nous pensions pouvoir atteindre aussi bien avant qu'après le krach, ne veulent se produire. Une lourdeur mortelle, un engorgement chronique de tous

les marchés pour toutes les affaires, telle est la situation que nous connaissons depuis bientôt dix ans. Pourquoi en est-il ainsi ? »

« La théorie du libre-échange avait été fondée sur cette hypothèse : l'Angleterre devait devenir le seul grand centre industriel d'un monde agricole et les faits ont démenti complètement cette hypothèse. Les conditions de l'industrie moderne, énergie produite par la vapeur et le machinisme, peuvent être créées partout où il existe du combustible et en particulier du charbon ; et d'autres pays que l'Angleterre possèdent du charbon : la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Amérique et même la Russie. Et les gens de ces pays-là n'ont pas été d'avis que leur intérêt fût de se muer en métayers crève-la-faim à la mode irlandaise, uniquement pour la plus grande gloire et richesse des capitalistes anglais. Ils se mirent à produire des objets fabriqués, non seulement pour eux-mêmes, mais encore pour le reste du monde, et la conséquence, c'est que le monopole industriel détenu par l'Angleterre durant presque un siècle, est maintenant irrémédiablement brisé. »

« Cependant, le monopole industriel anglais est le pivot du système social anglais d'aujourd'hui. Même durant la période où ce monopole existait, les marchés ne pouvaient suivre le rythme de l'accroissement de la productivité de l'industrie anglaise ; conséquence : les crises décennales. Et actuellement, les nouveaux marchés deviennent chaque jour si rares qu'on se voit obligé d'imposer, même aux nègres du Congo, la civilisation que représentent les cotonnades de Manchester, les poteries du Staffordshire et les articles sidérurgiques de Birmingham. Qu'advient-il, si des denrées continentales, et en particulier américaines, affluent en quantité croissante, si la part du lion qui revient encore actuellement aux usines anglaises dans l'approvisionnement du monde, se réduit d'année en année ? Réponds, ô panacée du libre-échange ! »

« Je ne suis pas le premier à évoquer cette éventualité. En 1883 déjà, lors de la réunion à Southport, de la British Association⁸⁴, M. Inglis Palgrave, président de la commission économique, a bel et bien dit qu'en Angleterre, le temps des grands profits était révolu, et qu'une pause était survenue dans le développement de divers grands secteurs industriels. On pourrait presque affirmer que l'Angleterre va en arriver à une certaine stagnation. »

« Mais comment tout cela finira-t-il ? La production capitaliste *ne peut pas* se stabiliser, il lui faut s'accroître et se développer, sinon elle est condamnée à périr. Déjà à l'heure actuelle, le simple fait de restreindre la part du lion que s'adjugeait l'Angleterre dans l'approvisionnement du marché mondial se traduit par un arrêt des affaires, provoquant de la misère, un excès de capitaux d'un côté, un excès de travailleurs sans emploi de l'autre. Que sera-ce, lorsque l'accroissement de la production annuelle sera complètement arrêté ? C'est là le talon d'Achille de la production capitaliste. Sa condition vitale, c'est la nécessité d'une extension permanente ; et cette extension permanente devient maintenant impossible. La production capitaliste aboutit à une impasse. Chaque année rapproche l'Angleterre de cette alternative : c'est la nation ou la production capitaliste qui vont périr. — Laquelle des deux devra y passer ? »

« Et la classe ouvrière ? Si elle eut à subir une telle misère, même au moment de l'extension inouïe du commerce et de l'industrie de 1848 à 1868, si même à cette époque, sa grande masse ne connut dans le meilleur cas qu'une amélioration passagère, tandis que seule une petite minorité privilégiée et protégée jouissait d'avantages durables, que sera-ce si cette période brillante s'achève définitivement, si cette stagnation actuelle écrasante, non seulement s'aggrave, mais encore si cette aggravation, si cet écrasement étouffant devient l'état normal, durable de l'industrie anglaise ? »

« La vérité, la voici : tant que le monopole industriel anglais a subsisté, la classe ouvrière anglaise a participé jusqu'à un certain point aux avantages de ce monopole. Ces avantages furent très inégalement répartis entre ses membres ; la minorité privilégiée en encaissa la plus grande part, mais même la grande masse en recevait sa part, du moins de temps à autre et pour une certaine période. Et c'est la raison pour laquelle, il n'y a pas eu en Angleterre de socialisme depuis la mort de l'owenisme. Avec l'effondrement de ce monopole, la classe ouvrière anglaise perdra cette position privilégiée. Elle se verra alignée un jour — y compris la minorité dirigeante et privilégiée — au niveau des ouvriers de l'étranger. Et c'est la raison pour laquelle le socialisme reparaitra en Angleterre. »

Voilà pour l'article de 1885. Dans la préface anglaise du 11 janvier 1892, je poursuivais :

« J'ai peu de choses à ajouter à cette description de la situation, telle qu'elle m'apparaissait en 1885. Il est inutile de dire qu'« aujourd'hui le socialisme est reparu effectivement en Angleterre » ; il y en a en quantité: socialisme de toutes nuances, socialisme conscient ou inconscient, socialisme en prose et en vers, socialisme de la classe ouvrière et de la bourgeoisie. Car vraiment, ce monstre horrible, le socialisme, ne s'est pas contenté de devenir respectable, il a déjà endossé une tenue de soirée, et il s'installe nonchalamment sur les causeuses des salons. Cela prouve une nouvelle fois de quelle

inconstance incurable est affligé ce terrible despote de la bonne société : l'opinion publique de la bourgeoisie — et cela justifie une fois de plus le mépris que nous autres, socialistes de la génération précédente, avons constamment nourri à l'endroit de cette opinion publique. Mais par ailleurs, nous n'avons pas de raison de nous plaindre de ce nouveau symptôme. »

« Ce que je tiens pour beaucoup plus important que cette mode passagère, qui consiste, dans les milieux bourgeois, à faire étalage de ce pâle délayage de socialisme et même pour plus important que le progrès accompli en général par le socialisme en Angleterre, c'est le réveil des quartiers-Est de Londres. Ce camp immense de la misère n'est plus la mare stagnante qu'il était encore il y a six ans. Les quartiers-Est ont secoué leur désespoir paralysant ; ils sont revenus à la vie, et sont devenus le berceau du « nouvel unionisme », c'est-à-dire de l'organisation de la grande masse des travailleurs « non qualifiés ». Certes, cette organisation adopte à maints égards la forme des anciennes unions de travailleurs « qualifiés » ; mais son caractère en est profondément différent. Les anciennes unions conservent les traditions de l'époque où elles avaient été fondées ; elles considèrent le système du salariat comme un fait définitif donné une fois pour toutes, qu'elles peuvent au mieux adoucir un peu dans l'intérêt de leurs membres ; les nouvelles unions par contre, ont été créées à une époque où la croyance en la pérennité du salariat était déjà profondément ébranlée. Leurs fondateurs et promoteurs étaient, ou des socialistes conscients, ou bien des socialistes sentimentaux ; les masses qui affluaient vers elles et qui font leur force étaient grossières, négligées, regardées de haut par l'aristocratie de la classe ouvrière. Mais elles ont cet avantage immense : leurs cœurs sont encore un terrain vierge, tout à fait exempts de cette « respectabilité » des préjugés bourgeois, héréditaires, qui égarent l'esprit des « vieux unionistes » dont la situation est meilleure. Et c'est ainsi que nous voyons maintenant ces nouvelles unions s'emparer d'une façon générale de la direction du mouvement ouvrier et prendre de plus en plus en remorque les riches et fières « vieilles » unions. »

« Sans aucun doute, les gens des quartiers de l'Est ont commis d'énormes gaffes, mais leurs prédécesseurs en ont fait aussi, et aujourd'hui encore, les socialistes doctrinaires qui font la grimace en parlant d'eux en commettent aussi. Une grande classe, tout comme une grande nation, ne s'instruit jamais plus vite que par les conséquences de ses propres erreurs. Et en dépit de toutes les erreurs possibles passées, présentes et à venir, ce réveil des quartiers de l'Est de Londres est l'un des plus grands et plus féconds événements de cette fin de siècle [En français dans le texte. (N.R.)] et je suis heureux et fier de l'avoir vécue. »

Depuis le moment où j'ai rédigé ces lignes, la classe ouvrière anglaise a fait de nouveau un grand pas en avant. Les élections au Parlement, qui ont eu lieu il y a quelques jours, ont fait savoir en bonne et due forme aux deux partis officiels, aussi bien aux conservateurs qu'aux libéraux, qu'il leur faut maintenant compter les uns et les autres avec un troisième parti : le parti ouvrier. Celui-ci n'est encore qu'en formation ; ses éléments sont encore occupés à se débarrasser des vieux préjugés de tout ordre — bourgeois, hérités du syndicalisme ancien style et même déjà ceux d'un socialisme doctrinaire, — afin de pouvoir se retrouver tous sur leur terrain commun. Et malgré tout, l'instinct qui les unit est déjà si fort qu'il leur a fait obtenir aux élections des résultats inconnus jusqu'à ce jour en Angleterre. A Londres, deux ouvriers [J. K. Hardie et J. Burns. (N.R.)] se présentent aux élections et ouvertement, comme socialistes ; les libéraux n'osent pas leur opposer de candidat et les deux socialistes triomphent avec une majorité aussi écrasante qu'inattendue. A Middlesbrough, un candidat ouvrier [J. H. Wilson. (N.R.)] se présente contre un libéral et un conservateur est élu malgré eux. Par contre, les nouveaux candidats ouvriers qui s'étaient alliés aux libéraux, échouent totalement à l'exception d'un seul. Parmi les soi-disant représentants ouvriers, qu'il y avait jusqu'alors, c'est-à-dire les gens à qui on pardonne leur qualité d'ouvriers, parce qu'eux-mêmes aimeraient bien la noyer dans l'océan de leur libéralisme, le représentant le plus important du vieil unionisme, Henry Broadhurst, a subi un échec éclatant parce qu'il s'était déclaré contre la journée de huit heures. Dans deux circonscriptions de Glasgow, dans une de Salford, et dans plusieurs autres encore, des candidats ouvriers indépendants se sont présentés contre des candidats des deux vieux partis ; ils ont été battus, mais les candidats libéraux également.

Bref, dans un certain nombre de circonscriptions des grandes villes et des centres industriels, les ouvriers ont rompu délibérément tout contact avec les deux vieux partis et ont obtenu ainsi des succès directs ou indirects sans précédent. Et la joie qu'en éprouvent les ouvriers, est indicible. C'est la première fois qu'ils ont vu et senti, ce dont ils sont capables lorsqu'ils utilisent leur droit de vote dans l'intérêt de leur classe. C'en est fait de la superstition du « grand parti libéral » qui a subjugué les ouvriers anglais durant presque quarante ans. Des exemples frappants leur ont montré que ce sont eux, les ouvriers, qui constituent en Angleterre, la force décisive, pour peu qu'ils le veuillent, et sachent ce qu'ils veulent ; et les élections de 1892 ont marqué le début de cette volonté et de ce savoir.

Le reste, c'est au mouvement ouvrier du continent de s'en occuper ; les Allemands et les Français, qui disposent déjà d'une représentation si importante aux parlements et dans les conseils locaux, soutiendront suffisamment, par de nouveaux succès, l'émulation des Anglais. Et s'il apparaît dans un avenir assez proche que ce parlement nouveau ne peut rien faire avec M. Gladstone, ni M. Gladstone avec ce parlement, le parti ouvrier anglais sera alors suffisamment organisé pour mettre bientôt un terme au jeu de bascule des deux vieux partis qui se succèdent l'un l'autre au pouvoir et qui précisément, par ce moyen, perpétuent la domination de la bourgeoisie.

Friedrich Engels.

Londres, le 21 juillet 1892.

Publié dans le livre d'Engels «Die Lage der Arbeitenden Klasse in England», Zweite Auflage, Stuttgart, 1892.

Pour préparer la présente édition, on a utilisé la traduction publiée sous le titre «La situation de la classe laborieuse en Angleterre». Editions Sociales, Paris, 1961.

FRIEDRICH ENGELS

LA RÉVOLUTION ITALIENNE A VENIR ET LE PARTI SOCIALISTE⁸⁵

La situation en Italie, à mon avis, est celle-ci : La bourgeoisie, arrivée au pouvoir pendant et après l'émancipation nationale, n'a ni su ni voulu compléter sa victoire : elle n'a pas détruit les restes de féodalité en réorganisant la production nationale d'après le modèle capitaliste moderne. Incapable de faire participer le pays aux avantages relatifs et temporaires du système bourgeois, elle lui en a imposé toutes les charges, tous les inconvénients. Non contente de cela, elle s'est rendue impossible, méprisable au dernier degré et à jamais par ses ignobles escroqueries financières.

Le peuple travailleur — paysans, gens de métier, ouvriers — se trouve donc écrasé, d'un côté par des abus surannés, héritage non seulement des temps féodaux, mais encore de l'antiquité (métayage, latifundia du midi, abandonnée au bétail) ; de l'autre côté par la fiscalité la plus vorace que jamais régime bourgeois ait inventé. C'est bien le cas de dire avec Marx : « Dans toutes les autres sphères, nous sommes, comme tout l'Ouest de l'Europe continentale, affligés et par le développement de la production capitaliste, et aussi par le manque de ce développement. Outre les maux de l'époque actuelle, nous avons à supporter une longue série de maux héréditaires provenant de la végétation continue de modes de production dépassés, avec la suite des rapports politiques et sociaux à *contre-temps* qu'ils engendrent. Nous avons à souffrir non seulement de la part des vivants, mais encore de la part des morts. *Le mort saisit le vif.* » [*Préface de K. Marx à la première édition allemande du premier livre du Capital.*]

Cette situation pousse à une crise ; partout la masse productrice est en émoi, par endroits elle se révolte. Où nous mènera cette crise ?

Evidemment, le parti socialiste est trop jeune et par suite de la situation économique trop faible pour espérer à une victoire immédiate du socialisme. Dans la nation, la population agricole l'emporte de beaucoup sur celle des villes ; dans les villes, il y a peu de grande industrie développée et par conséquent peu de prolétariat *typique* ; la majorité se compose de gens de métier et de petits boutiquiers, de déclassés, masse flottante entre la petite bourgeoisie et le prolétariat. C'est la petite bourgeoisie du moyen âge en décadence et en désintégration. Ce sont des prolétaires pas encore actuels, mais futurs. C'est cette classe, poussée au désespoir face avec la ruine économique, qui seule pourra fournir le gros des combattants ainsi que les chefs d'un mouvement révolutionnaire. Elle sera secondée par les paysans, auxquels leur éparpillement territorial et leur analphabétisme défend toute initiative efficace, mais qui seront tout de même des auxiliaires puissants et indispensables.

En cas de succès plus ou moins paisible, il y aura un simple changement de ministère, l'avènement des républicains⁸⁶ ralliés Cavalotti et C^{ie} ; en cas de révolution, il y aura la république bourgeoise.

Vis-à-vis de ces éventualités, quel serait le rôle à jouer par le parti socialiste ?

Depuis 1848, la tactique qui le plus souvent a assuré des succès aux socialistes, a été celle du *Manifeste communiste*. « Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, les socialistes [*Dans la citation, Engels a remplacé le mot « communistes » par « socialistes ».* (N.R.)] représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité... ils combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière ; mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement. »

Les socialistes prennent souvent une part active dans les phases évolutives que parcourt la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, sans jamais perdre de vue que ces phases ne sont qu'autant d'étapes menant au premier grand but, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, comme moyen de réorganisation sociale. Ils ont leur place parmi les combattants pour n'importe quel avantage immédiat à obtenir dans l'intérêt de la classe ouvrière ; et ils acceptent ces avantages politiques ou économiques mais comme des *acomptes* seulement. Ils regardent donc tout mouvement progressif ou révolutionnaire comme allant dans la direction de leur propre ligne de marche ; ils ont pour mission spéciale : de pousser en avant les autres partis révolutionnaires, et lorsqu'un de ces partis serait victorieux, de sauvegarder les intérêts du prolétariat. Cette tactique, qui ne perd jamais de vue le grand but, épargne aux socialistes les désillusionnements auxquels sont sujets infailliblement les autres partis moins clairvoyants — soit républicains purs, soit socialistes sentimentaux, qui prennent une simple étape pour le terme final de la marche en avant. Appliquons cela à l'Italie.

La victoire de la bourgeoisie en désintégration et des paysans amènera donc à un ministère de mazziniens ralliés. Cela nous donnera le suffrage universel et une liberté de mouvement (presse, réunions, associations, abolition *dell'ammonizione* [*Surveillance policière.* (N.R.)], etc.) bien plus considérable — donc de nouvelles armes qui ne sont pas à dédaigner.

Ou bien la république, avec les mêmes gens et quelques mazziniens. Cela élargirait encore beaucoup plus notre champ d'action et notre liberté du mouvement, du moins pour le moment. Sans parler du contrecoup que cela produirait en Europe. La victoire du mouvement révolutionnaire actuel ne pourra donc s'accomplir sans nous rendre plus forts et sans nous placer dans un *ambiente* plus favorable. Nous commettrions donc la plus grande des fautes si nous voulions nous abstenir, si dans notre maintien vis-à-vis des partis plus ou moins « affinis » nous voulions nous borner à la critique négative seulement. Le moment pourra arriver où nous devrions coopérer avec eux d'une manière positive. A quand ce moment ?

Evidemment ce n'est pas à nous de préparer directement un mouvement qui n'est pas précisément celui de la classe que nous représentons. Si les radicaux et républicains croient le moment venu de descendre dans la rue, qu'ils donnent libre cours à leur impétuosité. Mais nous avons été trop souvent trompés par les grandes promesses de ces messieurs pour donner de nouveau dans le piège. Ni leurs conspirations ni leurs proclamations ne devront nous toucher. Si nous sommes tenus de soutenir tout mouvement populaire *réel*, nous sommes aussi tenus de ne pas sacrifier le noyau à peine formé de notre parti prolétaire, et de ne pas laisser décimer dans des émeutes locales et stériles le prolétariat.

Si au contraire le mouvement est vraiment national, nos hommes y seront avant qu'on puisse leur lancer un mot d'ordre, et notre participation y va sans dire. Mais alors il doit être entendu, et nous devrions le proclamer hautement, que nous prenons part *comme parti indépendant*, allié pour le moment aux radicaux ou républicains, mais entièrement distinct d'eux ; que nous ne nous faisons pas d'illusions sur le résultat de la lutte, en cas de victoire ; que ce résultat, loin de nous satisfaire, ne sera pour nous qu'une étape gagnée, nouvelle base d'opération pour des conquêtes ultérieures ; que, le jour même de la victoire, nos chemins se diviseront, et que dès ce jour, nous formerons, vis-à-vis du nouveau gouvernement, la *nouvelle opposition*, l'opposition, non pas réactionnaire mais progressive, opposition d'extrême-gauche, opposition qui poussera à de nouvelles conquêtes au-delà du terrain gagné.

Après la victoire commune, on pourrait nous offrir quelques sièges au nouveau gouvernement — mais toujours *en minorité*. *Cela est le plus grand danger*. Après février 1848, les démocrates socialistes français (*Réforme* Ledru-Rollin, L. Blanc, Flocon, etc.) ont commis la faute d'accepter des sièges pareils⁸⁷.

Minorité au gouvernement des républicains purs ils ont partagé volontairement la responsabilité de toutes les infamies votées et commises par la majorité, de toutes les trahisons de la classe ouvrière à l'intérieur. Et pendant que tout cela se passait, la classe ouvrière était paralysée par la présence au gouvernement de ces messieurs, qui prétendaient l'y représenter.

En tout ceci, je ne donne que mon opinion personnelle, parce qu'on me l'a demandée ; et c'est avec la plus grande diffidence. Quant à la tactique générale que je recommande, j'en ai éprouvé l'efficacité depuis de longues années ; jamais elle n'a fait défaut. Mais quant à son application aux choses actuelles en Italie, c'est autre chose ; cela doit être décidé sur place, cela ne peut être décidé que par ceux qui se trouvent au milieu des événements.

Rédigé par Engels en français le 26 janvier 1894.

Publié en italien dans la revue «Critica Sociale», n° 3, 1^{er} février 1894.

Signé : Friedrich Engels.

Conforme au manuscrit collationné sur la traduction italienne.

FRIEDRICH ENGELS

LA QUESTION PAYSANNE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE⁸⁸

Les partis bourgeois et réactionnaires s'étonnent prodigieusement de voir la question paysanne subitement et partout à l'ordre du jour chez les socialistes. Ils seraient plutôt en droit de s'étonner que la chose n'ait pas eu lieu depuis longtemps. De l'Irlande à la Sicile, de l'Andalousie à la Russie et à la Bulgarie, le paysan est un facteur fort important de la population, de la production et du pouvoir politique. Seules, deux régions de l'Europe occidentale font exception. Dans la Grande-Bretagne proprement dite, la grande propriété foncière et la grande agriculture ont complètement évincé le paysan exploitant pour son compte. Dans la partie de la Prusse à l'est de l'Elbe, le même procès se poursuit depuis des siècles, et là encore, de plus en plus, le paysan est, soit « éliminé » [*Wird «gelegt». Bauernlegen, terme technique désignant le bannissement, l'expropriation des paysans dans l'histoire de l'Allemagne. (Note de Lénine accompagnant sa traduction du début de l'ouvrage d'Engels.).*], soit relégué à l'arrière-plan au point de vue économique et politique.

Jusqu'ici le paysan ne s'est, la plupart du temps, avéré un facteur politique que par son apathie, fondée sur l'isolement de la vie des champs. Cette apathie de la grande masse de la population constitue le soutien le plus fort non seulement de la corruption parlementaire de Paris et de Rome, mais encore du despotisme russe. Mais elle n'est absolument pas insurmontable. Depuis la naissance du mouvement ouvrier, les bourgeois n'ont pas eu de peine en Europe occidentale, là surtout où la propriété parcellaire domine, à rendre suspects et haïssables les travailleurs socialistes en les présentant à l'imagination des paysans sous l'aspect de « partageux » [*En français dans le texte. (N.R.).*], il leur a été facile de les dépeindre comme des citoyens paresseux et cupides, qui spéculent sur la propriété paysanne. Les aspirations socialistes confuses de la révolution de février 1848 furent rapidement balayées grâce aux bulletins de vote réactionnaires des paysans français. Le campagnard qui voulait avoir la tranquillité tira du trésor de ses souvenirs la légende de Napoléon, empereur des paysans, et créa le Second Empire. Nous savons tout ce que cet exploit des paysans a coûté au peuple français ; il souffre de ses conséquences aujourd'hui encore.

Mais depuis cette époque, bien des choses ont changé. Le développement de la forme capitaliste de production a porté le coup mortel à la petite exploitation agricole. Elle décline, elle périclète irrémédiablement. La concurrence de l'Amérique du Nord et du Sud, ainsi que de l'Inde, a inondé le marché européen de céréales à bon marché, si bon marché même qu'aucun producteur indigène ne peut entrer en lutte avec ses rivaux étrangers. Le grand propriétaire foncier et le petit paysan voient tous les deux au même titre leur ruine se consommer sous leurs propres yeux. Et comme tous deux sont propriétaires terriens et campagnards, le grand propriétaire se pose comme le champion des intérêts du petit paysan et ce dernier l'accepte — dans l'ensemble — comme tel.

Cependant, l'Occident a vu se développer un puissant parti ouvrier socialiste. Les pressentiments et les sentiments obscurs du temps de la révolution de février se sont clarifiés, développés, approfondis, pour devenir un programme répondant à toutes les exigences scientifiques, renfermant des revendications précises et palpables. Ces revendications sont représentées dans les Parlements allemand, français, belge, par un nombre toujours croissant de députés socialistes. La conquête du pouvoir politique par le Parti socialiste s'annonce de plus en plus prochaine. Mais pour qu'il conquière le pouvoir politique, il faut que ce parti passe d'abord de la ville aux champs, devienne une puissance à la campagne. Lui qui a, sur tous les autres partis, l'avantage de voir clairement l'étroite relation qui unit les causes économiques aux effets politiques, qui depuis longtemps a donc aussi démasqué le loup qui se cachait sous la peau du mouton, cet indiscret ami du paysan, le grand propriétaire foncier, doit-il laisser tranquillement le paysan voué à la ruine entre les mains de ses faux défenseurs jusqu'à ce qu'on l'ait transformé d'adversaire passif en adversaire actif de l'ouvrier d'industrie ? Et nous voilà au cœur même de la question paysanne.

I

La population agricole à laquelle nous pouvons nous adresser est composée d'éléments très différents, qui varient encore beaucoup suivant les diverses régions.

A l'ouest de l'Allemagne, comme en France et en Belgique, c'est la petite culture des paysans parcellaires qui prédomine ; ceux-ci sont en majorité propriétaires de leurs terres, et en minorité fermiers.

Au nord-ouest — dans la Basse-Saxe et dans le Schleswig-Holstein — prédominent les paysans gros et moyens qui ne peuvent se passer de valets, de servantes, ni même de journaliers. Il en va de même dans une partie de la Bavière.

La partie de la Prusse à l'est de l'Elbe et le Mecklembourg sont le domaine de la grande propriété foncière et de la grande culture pratiquée à l'aide de domestiques de ferme et de journaliers, avec à côté, des paysans moyens et petits dans une proportion relativement faible et constamment décroissante.

Dans l'Allemagne centrale, toutes ces formes de propriété et d'exploitation se trouvent mêlées en différentes proportions suivant la localité, sans qu'il y ait prédominance de l'une d'entre elles sur une grande étendue.

En outre, il se trouve des régions plus ou moins vastes où le champ possédé ou loué ne suffit pas à nourrir la famille, mais sert seulement de base à l'exercice d'une industrie domestique, et assure à cette dernière des salaires incroyablement bas sans cela, qui procurent aux produits un écoulement constant en dépit de toute concurrence étrangère.

Quelles sont donc celles parmi ces fractions de la population rurale que le parti social-démocrate peut gagner ? Nous n'étudions naturellement cette question que dans ses grands traits. Nous ne considérons que les formes les plus marquantes ; la place nous manque pour nous occuper des stades intermédiaires et des populations agricoles mixtes.

Commençons par le petit paysan. Non seulement il est en général, pour l'Europe occidentale, le plus important de tous les paysans, mais il nous fournit encore pour toute cette question le cas critique. Si nous sommes fixés sur notre position vis-à-vis du petit paysan, nous aurons des points de repère nous permettant de déterminer notre attitude vis-à-vis des autres éléments de la population rurale.

Par petit paysan, nous entendons ici le propriétaire ou le fermier — et surtout le propriétaire — d'un bout de terre qui n'est pas plus grand que ce qu'il peut régulièrement cultiver avec sa famille, et pas plus petit que ce qui est nécessaire à la nourriture de celle-ci. Ce petit paysan, comme le petit artisan, est donc un travailleur qui se distingue du prolétaire moderne en ce qu'il est encore en possession de ses moyens de travail, donc une survivance d'un mode de production dépassé. Il se distingue à trois points de vue de son ancêtre, le paysan serf ou très exceptionnellement libre, mais soumis à la taille et à la corvée. D'abord, la Révolution française l'a libéré des charges et services féodaux qu'il devait à son seigneur, et dans la majorité des cas, au moins sur la rive gauche du Rhin, elle lui a remis sa terre en toute propriété. — En second lieu, il a perdu la protection de la communauté autonome. Il est ainsi

privé de sa part de jouissance de l'ancienne communauté. Le sol communautaire a été escamoté soit par l'ancien seigneur, soit par une législation bureaucratique « éclairée », fondée sur le droit romain. Le petit paysan se voit ainsi privé de la possibilité de nourrir son bétail sans acheter de fourrage. Mais au point de vue économique, la perte des jouissances du sol communautaire compense et au-delà la disparition des charges féodales. Le nombre des paysans ne pouvant entretenir des bêtes de trait croît constamment. En troisième lieu, le paysan actuel se distingue encore par la perte de la moitié de son activité productive d'autrefois. Jadis, avec sa famille, il fabriquait, à l'aide de matières premières qu'il avait lui-même produites la plus grande partie des produits industriels dont il avait besoin. Ce qui lui manquait encore lui était fourni par des voisins de village qui, outre l'agriculture, exerçaient encore un métier et étaient payés la plupart du temps par voie de troc ou de services réciproques. La famille, et plus encore le village, se suffisaient à eux-mêmes et produisaient à peu près tout ce qui leur était nécessaire. C'était presque l'économie naturelle à l'état pur, on n'utilisait presque jamais d'argent. La production capitaliste a mis fin à cet état de choses au moyen de l'économie monétaire et de la grande industrie. Mais si la jouissance du sol communautaire était une condition fondamentale de son existence, la pratique accessoire d'une industrie en était une autre. Le paysan est donc tombé de plus en plus bas. Les impôts, les mauvaises récoltes, les partages, les procès, conduisent les campagnards les uns après les autres chez l'usurier, l'endettement devient de plus en plus général et de plus en plus considérable pour chacun ; bref, notre petit paysan, comme toute survivance d'un mode de production dépassé, est irrémédiablement condamné à la ruine. C'est un futur prolétaire. A ce titre, il devrait être tout oreille pour la propagande socialiste. Mais le sentiment de la propriété, qui est ancré en lui, l'en empêche encore. Plus il est obligé de lutter avec âpreté pour conserver son petit lopin de terre, plus le désespoir le fait s'y cramponner fermement, plus aussi le social-démocrate qui parle du transfert de la propriété foncière à la communauté lui paraît être un ennemi aussi dangereux que l'usurier et l'avocat. Comment la social-démocratie peut-elle dissiper ce préjugé ? Que peut-elle offrir au petit paysan qui est en train de mourir, sans devenir infidèle à elle-même ? Nous trouvons ici un point d'appui pratique dans le programme agraire des socialistes français de tendance marxiste : il est d'autant plus digne d'attention qu'il provient du pays classique de la petite économie paysanne.

Au Congrès de Marseille de 1892, on adopta le premier programme agraire du parti. Celui-ci réclame, pour les *ouvriers* agricoles non-possédants (journaliers et valets de ferme) : minimum de salaire fixé par les syndicats ouvriers agricoles et les conseils municipaux ; conseils de prud'hommes agricoles, composés pour moitié d'ouvriers ; interdiction de la vente des terrains communaux et affermage des domaines de l'Etat aux communes, qui loueront aux fins de culture en commun toute cette terre, possédée ou affermée par elle, à des familles associées de travailleurs agricoles non-possédants avec interdiction d'employer des salariés, et sous le contrôle de la commune ; caisses de retraite pour les vieillards et les invalides, alimentées par un impôt spécial sur la grande propriété foncière.

Pour les *petits paysans*, parmi lesquels on vise tout particulièrement les fermiers, on revendique l'achat par la commune de machines agricoles, destinées à être louées à prix de revient aux paysans ; la création d'associations agricoles pour l'achat d'engrais, de tuyaux de drainage, de semences, etc., et pour la vente des produits ; la suppression des droits de mutation pour les propriétés dont la valeur ne dépasse pas 5 000 francs ; des commissions d'arbitrage à la manière irlandaise, chargées de réduire les fermages excessifs, de fixer les indemnités aux fermiers et aux métayers sortants pour la plus-value donnée à la propriété ; la suppression de l'article 2102 du Code civil donnant aux propriétaires un privilège sur la récolte ; la suppression de droit de saisie de la récolte sur pied pour le créancier ; la constitution d'une réserve insaisissable comprenant les instruments aratoires, la partie des récoltes, semences, engrais et le nombre de bêtes de trait qui, pour le paysan, sont indispensables à l'exercice de son métier ; la révision du cadastre général, vieilli depuis longtemps, et, en attendant, la révision locale dans chaque commune ; enfin, des cours gratuits d'agronomie et des champs d'expérience agricole.

On le voit : les revendications faites dans l'intérêt des paysans — ne nous préoccupons pas ici pour l'instant de celles faites dans l'intérêt des ouvriers — ne vont pas très loin. Une partie d'entre elles a déjà été réalisée autre part. Les commissions d'arbitrage des fermages se réclament expressément du modèle irlandais. Les associations agricoles existent déjà dans les pays rhénans. La révision du cadastre est un vœu pieux permanent de tous les libéraux et même des bureaucrates dans toute l'Europe occidentale. Les autres points pourraient être également réalisés sans que pour cela le régime

capitaliste en éprouve un dommage essentiel. Ceci simplement pour caractériser le programme. Je ne blâme pas en m'exprimant ainsi, au contraire.

Ce programme fit si bien les affaires du Parti chez les paysans des régions les plus diverses de la France que — l'appétit vient en mangeant — on se sentit obligé de l'accommoder mieux encore au goût des agriculteurs. On sentait bien cependant que l'on s'aventurait là sur un terrain dangereux. Comment porter aide au paysan non comme futur prolétaire, mais comme propriétaire rural actuel, sans violer les principes fondamentaux du programme socialiste général ? Pour éviter ce reproche on fit précéder les nouvelles propositions pratiques d'un exposé des motifs théoriques cherchant à montrer que le principe du socialisme veut que l'on protège la petite propriété contre la ruine dont la menace le mode de production capitaliste, bien que l'on voie parfaitement que cette ruine est inévitable. Examinons d'un peu plus près cet exposé des motifs, ainsi que les revendications elles-mêmes, tels qu'ils ont été adoptés en septembre au Congrès de Nantes.

Voici les considérants :

« Considérant qu'aux termes mêmes du programme général du Parti les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production » ;

« Considérant que si, dans le domaine industriel, ces moyens de production ont déjà atteint un tel degré de centralisation capitaliste qu'ils ne peuvent être restitués aux producteurs que sous la forme collective ou sociale, il n'en est pas de même actuellement, en France du moins, dans le domaine agricole ou terrien, le moyen de production, qui est le sol, se trouvant encore sur bien des points possédé, à titre individuel, par les producteurs eux-mêmes » ;

« Considérant que si cet état de choses, caractérisé par la propriété paysanne, *est fatalement appelé à disparaître [En français dans le texte. (N.R.)]*, le socialisme n'a pas à précipiter cette disparition, son rôle n'étant pas de séparer la propriété et le travail, mais au contraire de réunir dans les mêmes mains ces deux facteurs de toute production, dont la division entraîne la servitude et la misère des travailleurs tombés à l'état de prolétaires » ;

« Considérant que si, au moyen des grands domaines repris à leurs détenteurs oisifs, au même titre que les chemins de fer, mines, usines, etc., le devoir du socialisme est de remettre en possession, sous la forme collective ou sociale, les prolétaires agricoles, son devoir non moins impérieux est de maintenir en possession de leurs lopins de terre contre le fisc, l'usure et les empiètements des nouveaux seigneurs du sol les propriétaires cultivant eux-mêmes » ;

« Considérant qu'il y a lieu d'étendre cette protection aux producteurs qui, sous le nom de fermiers et de *métayers [En français dans le texte. (N.R.)]*, font valoir les terres des autres, et qui, s'ils exploitent des journaliers, y sont en quelque sorte contraints par l'exploitation dont ils sont eux-mêmes victimes » :

« Le Parti ouvrier, qui, à l'inverse des anarchistes, n'attend pas de la misère étendue et intensifiée la transformation de l'ordre social, et ne voit de libération pour le travail et pour la société que dans l'organisation et les efforts combinés des travailleurs des campagnes et des villes s'emparant du gouvernement et faisant la loi, a adopté le programme agricole suivant, destiné à coaliser dans la même lutte contre l'ennemi commun, la féodalité terrienne, tous les éléments de la production agricole, toutes les activités qui, à des titres divers, mettent en valeur le sol national. »

Examinons d'un peu plus près ces considérants.

D'abord la phrase du programme français qui dit que la liberté des producteurs suppose la possession des moyens de production, doit être complétée par celle qui suit immédiatement : la possession des moyens de production n'est possible que sous deux formes, soit comme propriété individuelle, forme qui jamais ni nulle part n'a été générale pour les producteurs et que le progrès industriel rend de plus en plus impossible ; ou bien comme propriété commune, forme dont les conditions matérielles et intellectuelles ont déjà été créées par le développement de la société capitaliste. La prise en possession *collective* des moyens de production doit donc être poursuivie par tous les moyens à la disposition du prolétariat.

La possession en commun des moyens de production est donc présentée ici comme le seul but principal que l'on doit rechercher. Non seulement dans l'industrie où le terrain est déjà préparé, mais en général, donc aussi dans l'agriculture. La propriété individuelle, d'après le programme, ne s'est jamais ni nulle part étendue à tous les producteurs ; pour cette raison, et parce que, au surplus, le

progrès de l'industrie la fait disparaître, le socialisme n'a pas intérêt à la maintenir, mais à la voir disparaître ; car là où elle existe et dans la mesure où elle existe, elle rend la propriété commune impossible. Si nous nous référons au programme, faisons-le au programme tout entier qui modifie d'une façon très significative la phrase citée à Nantes, puisqu'il place la vérité historique générale qui s'y exprime dans les conditions qui seules lui permettent de rester aujourd'hui une vérité en Europe occidentale et en Amérique du Nord.

La possession des moyens de production par les producteurs isolés ne confère plus actuellement à ceux-ci une véritable liberté. L'artisanat est déjà ruiné dans les villes ; dans les grands centres comme Londres il a même déjà complètement disparu, remplacé par la grande industrie, le sweating-system [*Système de pressuration des travailleurs. (N.R.)*] et les misérables charlatans qui vivent de la banqueroute. Le petit paysan qui cultive à son compte n'a ni la possession assurée de son lopin ni la liberté. Tout comme sa maison, sa cour, ses quelques champs, il appartient à l'usurier ; son existence est moins assurée que celle du prolétaire qui peut avoir par-ci par-là quelques jours tranquilles, ce qui n'arrive jamais au paysan esclave des dettes. Supprimez l'article 2102 du Code civil, garantisiez par la loi une réserve insaisissable d'instruments aratoires, de bétail, etc., vous ne pouvez le garantir d'une contrainte où il vendra lui-même « de plein gré » son bétail, se vendra corps et âme à l'usurier et sera content de s'acheter son quart d'heure de grâce. Votre tentative de protéger le petit paysan dans sa propriété ne protège pas sa liberté, mais simplement la forme particulière de sa servitude ; elle prolonge une situation dans laquelle il ne peut ni vivre ni mourir ! Ce n'était donc nullement la peine de vous référer au premier paragraphe de votre programme.

D'après l'exposé des motifs, le moyen de production, qui est le sol, se trouverait actuellement, en France, possédé encore sur bien des points, à titre individuel, par les producteurs eux-mêmes ; or le rôle du socialisme ne serait pas de séparer la propriété et le travail, mais au contraire de réunir dans les mêmes mains ces deux facteurs de toute production. — Nous avons déjà fait remarquer que sous cet aspect général, ce n'est pas là le rôle du socialisme ; bien au contraire, il consiste à remettre les moyens de production aux producteurs, à *titre collectif*. Dès qu'on perd cela de vue, la phrase citée plus haut nous induit en erreur, portant à croire que le socialisme est appelé à transformer en propriété réelle du petit paysan celle qui, aujourd'hui, ne l'est que d'apparence, donc à faire du petit fermier un propriétaire et à payer les dettes du propriétaire endetté. Evidemment, le socialisme est intéressé à ce que cette fausse apparence de propriété paysanne disparaisse ; mais elle ne doit pas disparaître de cette façon.

En tout cas, nous en sommes là maintenant : les considérants du programme peuvent déclarer purement et simplement que le devoir du socialisme, son devoir impérieux est de

« maintenir en possession de leurs lopins de terre contre le fisc, l'usure et les empiétements de nouveaux seigneurs du sol, les propriétaires cultivant eux-mêmes ».

Ces considérants imposent donc au socialisme de faire une chose qu'ils ont déclarée impossible dans le paragraphe précédent. Ils lui commandent de « maintenir en possession » de la propriété parcellaire paysanne les agriculteurs, après avoir dit que cette propriété est « fatalement appelée à disparaître ». Le fisc, l'usure, les nouveaux seigneurs du sol sont-ils autre chose que les instruments au moyen desquels la production capitaliste mène à bonne fin la disparition fatale de la propriété paysanne ? On verra plus loin à l'aide de quels moyens « le socialisme » doit protéger le paysan contre cette trinité.

Mais le petit paysan n'est pas le seul à avoir le droit d'être protégé dans sa propriété. De même

« il y a lieu d'étendre cette protection aux producteurs qui, sous le nom de fermiers et de métayers, font valoir les terres des autres, et qui, s'ils exploitent des journaliers, y sont en quelque sorte contraints par l'exploitation dont ils sont eux-mêmes victimes ».

Nous voici déjà sur un terrain bien étrange. Le socialisme combat tout spécialement l'exploitation du salariat. Et là, on vient nous déclarer que le devoir impérieux du socialisme est de protéger les fermiers français, lorsqu'ils... « exploitent des journaliers », — je cite textuellement ! Et ce, parce qu'ils y sont en quelque sorte contraints par « l'exploitation dont ils sont eux-mêmes victimes » !

Comme il est agréable et facile de se laisser glisser, dès qu'on s'est mis dans cette position fautive !

Que les paysans allemands grands et moyens viennent prier les socialistes français d'intercéder en leur faveur auprès du Comité directeur du Parti socialiste allemand, que le parti les protège lorsqu'ils exploitent leurs domestiques, en rappelant « l'exploitation dont ils sont eux-mêmes victimes » de la part des usuriers, des percepteurs, des spéculateurs en blés et des marchands de bestiaux, — que leur répondront-ils ? Et qui les garantit que nos grands propriétaires fonciers ne leur enverront pas aussi le comte Kanitz (lequel d'ailleurs a déposé un projet analogue au leur, tendant à la nationalisation de l'importation des blés) pour leur demander la protection socialiste dans l'exploitation des ouvriers agricoles, en se fondant sur « l'exploitation dont ils sont eux-mêmes victimes » de la part des usuriers de la bourse, de la rente ou du blé ?

Mais disons plutôt tout de suite que nos amis français ne pensent pas si mal qu'ils veulent bien en avoir l'air ! Le passage en question ne doit être appliqué qu'à ce cas tout particulier : dans le Nord de la France, on loue la terre aux paysans avec obligation de cultiver des betteraves à sucre à des conditions fort défavorables ; comme cela se fait chez nous aussi, d'ailleurs, ils sont forcés de vendre les betteraves à une certaine fabrique au prix fixé par celle-ci, d'acheter une certaine semence, d'employer une certaine quantité d'engrais prescrite d'avance, et, en livrant les produits, ils sont encore honteusement frustrés. Tout cela existe aussi en Allemagne. Mais si l'on voulait protéger ce genre de paysans, il fallait le dire sans ambages ! Si l'on ne juge que d'après la phrase ainsi construite, dans toute sa généralité, il faut reconnaître qu'elle foule aux pieds non seulement le programme du Parti ouvrier français, mais aussi le principe fondamental du socialisme en général ; les auteurs de l'exposé des motifs n'auront donc pas le droit de se plaindre si, de divers côtés, l'on exploite contre leur intention la rédaction fort négligée des considérants.

De même les derniers mots des considérants ne peuvent prêter à malentendu : le Parti ouvrier socialiste doit

« coaliser dans la même lutte contre l'ennemi commun, la féodalité terrienne, tous les éléments de la production agricole, toutes les activités qui, à des titres divers, mettent en valeur le sol national ».

Je nie carrément que le parti ouvrier d'un quelconque pays doive admettre dans ses rangs, outre les prolétaires ruraux et les petits agriculteurs, les paysans gros ou moyens, ou encore les fermiers des grands biens, les éleveurs de bestiaux et les autres capitalistes exploitant le sol national. J'admets que tous, ils considèrent la féodalité terrienne comme leur ennemi commun, que nous soyons d'accord avec eux dans certaines questions, que nous combattions à leurs côtés pendant un certain temps pour des buts définis ; mais, si, dans notre Parti, nous pouvons admettre des individus de toute classe de la société, nous ne pouvons tolérer des groupes d'intérêts capitalistes ou moyens paysans ou moyens bourgeois. Là aussi le sens n'est pas tel qu'il paraît l'être ; il est évident que les auteurs n'ont pas songé à tout cela ; mais, malheureusement, le besoin de généraliser les a poussés trop loin, et il ne faudra pas qu'ils s'étonnent si on les prend au mot !

L'exposé des motifs est suivi de nouvelles adjonctions au programme. Elles sont rédigées aussi négligemment que l'exposé des motifs lui-même.

L'article d'après lequel les communes doivent acheter des machines agricoles et les louer à prix de revient aux paysans est modifié dans ce sens qu'elles les achètent avec le concours de l'Etat et, ensuite, qu'elles les mettent gratuitement à la disposition des petits cultivateurs. Cette concession nouvelle ne fera pas faire fortune aux petits cultivateurs, dont les champs et le mode de culture ne tolèrent qu'un emploi de machines très restreint. Ensuite :

« Abolition de tous les impôts indirects et transformation des impôts directs en impôt progressif sur les revenus dépassant 3 000 francs. »

Depuis des années, presque tous les programmes social-démocrates demandent cela. Mais qu'on le demande tout particulièrement dans l'intérêt des petits paysans, voilà qui est nouveau, et prouve seulement combien on a peu réfléchi à la portée de cette phrase ! En Angleterre, pour ne citer que cet exemple, le budget de l'Etat est de 90 millions de livres sterling. L'impôt sur le revenu en produit treize et demi à quatorze millions, tandis que les soixante-seize autres millions proviennent, en partie, de l'imposition de maisons de commerce (poste, télégraphe, timbres) et, pour la plus grande part, de taxes sur la consommation de masse, de ce grignotement toujours répété du revenu de tous les habitants, et

surtout des pauvres, qui rogne par petites quantités imperceptibles, mais qui, peu à peu, crée des millions. Et, dans la société actuelle, il est presque impossible de couvrir d'une autre façon les dépenses de l'Etat. Admettons qu'en Angleterre un impôt progressif sur les revenus d'au moins 120 livres sterling (3 000 francs) doive couvrir les 90 millions. La moyenne de l'accumulation annuelle, l'augmentation annuelle de toute la richesse nationale était de 1865 à 1875, selon Giffen, de 240 millions de livres sterling. Si nous la supposons être annuellement de 300 millions actuellement, il en résulte que des charges fiscales de 90 millions consommeraient presque un tiers de l'accumulation. En d'autres termes, aucun gouvernement ne peut entreprendre une telle chose, sinon un gouvernement socialiste : quand les socialistes seront au pouvoir, ils auront à faire des choses qui ne feront paraître cette réforme des impôts que comme un acompte momentané, insignifiant et qui ouvriront aux petits paysans de tout autres perspectives. On semble reconnaître aussi que cette réforme fiscale se fera attendre longtemps encore pour les paysans, et on leur promet « *en attendant* » [*En français dans le texte. (N.R.).*],

« la suppression de l'impôt foncier pour les propriétaires cultivant eux-mêmes, et diminution de cet impôt pour ceux dont la terre est grevée de dettes hypothécaires ».

La deuxième partie de cette phrase ne peut s'appliquer qu'aux biens qui sont *trop grands* pour qu'une seule famille puisse les cultiver et ne fait donc, de nouveau, que favoriser ces paysans qui « exploitent des journaliers ». Ensuite :

« Liberté de la chasse et de la pêche, sans autres limites que les mesures nécessitées par la conservation du gibier et du poisson et la préservation des récoltes. »

Cela a un air très populaire, mais les derniers mots enlèvent toute valeur aux premiers. Combien de lièvres, de perdrix, de brochets ou de carpes, y a-t-il donc par famille paysanne, dans toute la campagne ? Tout juste autant que l'on pourrait ouvrir la chasse et la pêche pour chaque paysan un seul jour par an ! « Réduction du taux légal et conventionnel de l'intérêt de l'argent », c'est-à-dire de nouvelles lois contre l'usure, une nouvelle tentative pour appliquer une mesure de police qui a échoué toujours et en tous lieux depuis deux mille ans. Si le petit paysan est dans des conditions qui le forcent à considérer l'usurier comme un moindre mal, celui-ci trouvera toujours des moyens pour l'exploiter, sans tomber sous le coup de la loi contre l'usure. Cette mesure ne pourrait servir qu'à amadouer le petit paysan, mais il n'en profitera jamais ; au contraire, elle lui rend le crédit plus difficile, lorsqu'il en a le plus besoin.

« Organisation d'un service gratuit de médecine et d'un service de pharmacie à prix de revient »,

cette mesure ne s'applique certes pas exclusivement aux paysans ; le programme allemand qui va plus loin, demande que les médicaments soient aussi fournis gratuitement.

« Indemnité, pendant la période d'appel, aux familles des réservistes » ;

ceci existe, bien que d'une façon insuffisante, en Allemagne et en Autriche, et, de même, ne s'applique pas aux paysans seulement.

« Abaissement des tarifs de transport pour les engrais, les machines et les produits agricoles » ;

cela est chose faite en Allemagne, faite surtout au profit... des grands propriétaires fonciers.

« Mise à l'étude immédiate d'un plan de travaux publics ayant pour objet l'amélioration du sol et le développement de la production agricole » ;

trop vague, trop peu déterminé, belles promesses qui, une fois réalisées, ne feraient que servir les grands propriétaires ! Bref, après tout le prodigieux élan théorique contenu dans l'exposé des motifs, les propositions pratiques du nouveau programme agraire ne nous expliquent nullement comment le Parti ouvrier français veut arriver à maintenir les petits paysans en possession de cette propriété paysanne qui, d'après ses propres dires, est fatalement appelée à disparaître.

II

Sur un point, nos camarades français ont certainement raison : on ne peut faire de révolution durable en France *contre* le petit paysan. Seulement, ils nous paraissent ne pas s'y être pris comme il fallait pour gagner les paysans à la cause.

Il semble qu'ils aient pour objectif de conquérir le petit paysan du jour au lendemain, peut-être même pour les prochaines élections générales. Ils ne peuvent espérer atteindre ce but qu'en faisant des promesses générales très osées, qui les obligent, pour les défendre, à se lancer dans des considérants théoriques bien plus osés encore. Dès que l'on y regarde de près, on s'aperçoit que les promesses générales se contredisent (promesse de maintenir un état de choses que l'on dit être fatalement appelé à disparaître), que les mesures particulières ou bien n'auront aucun effet (lois contre l'usure) ou bien ne sont que des revendications ouvrières générales, ou qu'elles servent plutôt la grande propriété foncière, ou enfin que leur portée dans l'intérêt du petit paysan est infime ; de sorte que la partie directement pratique du programme corrige les fautes premières et réduit les grands mots de l'exposé des motifs à une mesure tout à fait innocente.

Disons-le franchement : étant donné ses préjugés, fondés sur toute sa situation économique, son éducation, sa façon de vivre isolément, et nourrie par la presse bourgeoise et les grands propriétaires fonciers, nous ne pouvons conquérir la masse des petits paysans du jour au lendemain que si nous lui faisons des promesses que nous savons ne pouvoir pas tenir. Nous sommes obligés de lui promettre non seulement de protéger sa propriété dans tous les cas contre toutes les puissances économiques qui l'assaillent, mais même de la délivrer de toutes les charges qui, actuellement, l'oppriment : de faire du fermier un propriétaire libre et de payer les dettes du propriétaire dont la terre est grevée d'hypothèques. Si nous pouvions faire cela, nous reviendrions nécessairement au point de départ d'un développement qui a nécessairement abouti à l'état actuel. Nous n'aurions pas libéré le paysan, nous lui aurions accordé un quart d'heure de grâce !

Mais notre intérêt n'est pas de gagner le paysan du jour au lendemain, pour que, du jour au lendemain, il nous quitte, lorsque nous ne pourrions pas tenir nos promesses. Du paysan qui nous demande de maintenir la propriété parcellaire nous ne pourrions jamais faire un camarade, pas plus que du petit patron qui veut rester éternellement patron. Ces gens sont à leur place chez les antisémites. Qu'ils aillent chez eux entendre la promesse que leur petite entreprise sera sauvée ; lorsqu'ils auront appris là-bas ce que valent ces phrases sonores, et quelles mélodies jouent les violons dont leur ciel est plein, ils reconnaîtront, toujours plus nombreux, que nous qui promettons moins et qui cherchons le salut d'un autre côté, nous sommes des gens plus sûrs. Si les Français avaient, comme nous, une tapageuse démagogie antisémite, ils n'auraient pas facilement fait la faute de Nantes !

Quelle est donc notre position en face des petits paysans ? Et comment devons-nous agir à leur égard le jour où le pouvoir sera en nos mains ?

D'abord, la phrase du programme français est absolument juste : nous prévoyons la disparition inéluctable du petit paysan, mais nous ne sommes nullement chargés de hâter cette disparition.

Et ensuite, il est tout aussi évident que, lorsque nous serons au pouvoir, nous ne pourrions songer à exproprier par la force les petits paysans (que ce soit avec ou sans indemnité), comme nous serons obligés de le faire pour les grands propriétaires fonciers. Notre devoir envers le petit paysan est, en premier lieu, de faire passer sa propriété et son exploitation individuelles à l'exploitation coopérative, non en l'y contraignant, mais en l'y amenant par des exemples et en mettant à sa disposition le concours de la société. Et ici les moyens ne nous manquent pas pour faire entrevoir au petit paysan des avantages qui lui sauteront aux yeux dès aujourd'hui.

Il y a presque vingt ans, les socialistes danois qui, dans tout le pays, ne possèdent qu'une seule vraie ville, Copenhague, et sont donc, en dehors de celle-ci, réduits à la propagande parmi les paysans, ont esquissé de tels projets. Les paysans d'un village ou d'une paroisse — il y a bon nombre de grandes fermes isolées au Danemark — devaient réunir toutes leurs terres en un seul grand domaine, le cultiver à compte commun et partager les produits en proportion des terres versées, de l'argent avancé et du travail fourni. Au Danemark, la petite propriété ne joue qu'un rôle secondaire. Mais si nous appliquons cette idée à un pays de propriété parcellaire, nous arrivons au résultat suivant : en réunissant les petits biens et en les cultivant suivant les méthodes de grande culture, une partie de la main-d'œuvre jusqu'alors employée devient superflue ; c'est précisément cette économie de travail qui est un des avantages les plus importants de la grande culture. Cette main-d'œuvre peut être employée de deux façons : ou bien on met à la disposition de la coopérative paysanne d'autres terres prises sur de grandes propriétés voisines, ou on lui donne les moyens d'un travail industriel accessoire, autant que possible

et de préférence pour l'usage personnel. Dans les deux cas, on la met dans une meilleure situation économique et l'on assure en même temps à la direction générale de la société l'influence nécessaire pour faire passer progressivement la coopérative paysanne à une forme plus élevée et pour équilibrer les droits et les devoirs tant de la coopérative dans son ensemble que de ses membres en particulier, avec ceux des autres branches de la grande communauté. Les conditions de chaque cas particulier et les circonstances dans lesquelles nous prendrons le pouvoir nous dicteront la façon d'agir dans ce cas particulier. Nous pourrions peut-être ainsi offrir à ces coopératives d'autres avantages encore : remise à la banque nationale de la dette hypothécaire tout entière en réduisant suffisamment le taux de l'intérêt ; avances sur les fonds publics pour instituer l'exploitation en grand (ces avances ne consisteront pas nécessairement ou de préférence en argent, mais en produits indispensables : machines, engrais, etc.) et d'autres avantages encore. L'essentiel en tout cas, c'est de faire comprendre aux paysans que nous ne pouvons sauver et conserver leur propriété qu'en la transformant en une propriété et une exploitation coopératives. Car c'est précisément l'exploitation individuelle, conséquence de la propriété individuelle, qui fait la perte des paysans. S'ils veulent conserver l'exploitation individuelle, nécessairement, ils seront chassés de leurs propriétés, tandis que leur mode de production dépassé fera place à la grande exploitation capitaliste. Les choses en sont là ; et lorsque nous venons offrir aux paysans la possibilité d'introduire la grande exploitation, non pour le compte capitaliste, mais pour leur propre compte commun, il ne serait pas possible de faire comprendre aux paysans que c'est dans leur intérêt, que c'est l'unique chemin du salut ?

Nous ne pouvons pas promettre aux paysans parcellaires que nous les maintiendrons en possession de leur propriété et de leur exploitation individuelles face à la suprématie de la production capitaliste. Nous pouvons seulement leur promettre que nous n'interviendrons pas contre leur volonté, à l'aide de la force brutale, dans leurs rapports de propriété. Nous pouvons aussi faire notre possible pour que dès aujourd'hui la lutte des capitalistes et des grands propriétaires contre les petits paysans soit menée à l'aide de moyens moins malhonnêtes, et que la spoliation directe et l'escroquerie soient empêchées dans la mesure du possible, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Cela ne réussira qu'exceptionnellement. Dans le mode de production capitaliste développé, personne ne sait où s'arrête l'honnêteté et où commence l'escroquerie. Mais les choses seront toujours bien différentes si les pouvoirs publics sont du côté des dupes ou de l'autre côté. Et nous prenons résolument parti pour le petit paysan ; nous ferons tout ce qui est possible pour rendre son sort plus tolérable, pour lui faciliter le passage à la coopérative, s'il s'y résout, et même pour lui laisser le temps de la réflexion comme propriétaire de sa parcelle, s'il ne s'y résout pas. Nous agissons de la sorte, d'abord parce que nous considérons le petit paysan travaillant à son compte comme étant virtuellement des nôtres, et ensuite, dans l'intérêt même du Parti. Plus sera grand le nombre des paysans auxquels nous éviterons la chute dans le prolétariat, que nous pourrions conquérir encore en tant que paysans, plus la transformation sociale sera rapide et facile. Il ne nous sert à rien d'être forcés d'attendre pour cette transformation que la production capitaliste se soit développée partout jusque dans ses dernières conséquences, que le dernier petit artisan, que le dernier petit paysan soient devenus les victimes de la grande entreprise capitaliste. Les sacrifices matériels qu'on peut faire, dans ce sens, dans l'intérêt des paysans, à l'aide de fonds publics, ne peuvent paraître, du point de vue de l'économie capitaliste, que comme de l'argent jeté par la fenêtre, mais ils sont cependant un excellent placement, car ils économisent peut-être une part dix fois plus grande des frais de la réorganisation sociale. Dans ce sens, nous pouvons donc agir très libéralement avec les paysans. Ce n'est pas ici la place d'entrer dans les détails, de faire des propositions précises dans ce sens ; il ne peut s'agir que des principes généraux.

Il n'existe donc pas de pire service que nous puissions rendre et au Parti et aux petits paysans que de faire des déclarations éveillant même l'impression que notre intention est de maintenir de façon durable la propriété parcellaire. Ce serait barrer la route à la libération des paysans, ce serait rabaisser le Parti au niveau d'un antisémitisme tapageur. Au contraire, le devoir de notre Parti est d'expliquer sans cesse aux paysans leur situation, qui est sans espoir aucun, aussi longtemps que le capitalisme sera au pouvoir ; de leur montrer qu'il est absolument impossible de conserver leur propriété parcellaire en tant que telle ; qu'il est certain que la grande production capitaliste passera par-dessus leur petite exploitation, impuissante et désuète, comme un chemin de fer écrase une brouette. Si nous agissons de la sorte, nous agissons dans le sens du développement économique inévitable, et ce développement montrera aux petits paysans la justesse de nos paroles.

Au reste, je ne puis quitter ce sujet sans exprimer ma conviction que les auteurs du programme de Nantes ont, pour l'essentiel, la même opinion que moi. Ils sont beaucoup trop intelligents pour ne pas savoir que la propriété paysanne parcellaire est vouée à devenir propriété collective ! Ils reconnaissent eux-mêmes que la propriété parcellaire est appelée à disparaître. Le rapport du Comité national au Congrès de Nantes rédigé par Lafargue concorde tout à fait avec cette opinion. Il a paru en allemand dans le *Sozialdemokrat* de Berlin du 18 octobre dernier⁸⁹. Les contradictions dans les expressions du programme de Nantes sont la preuve que les auteurs n'ont pas l'intention de dire ce qu'ils disent en fait. Si on ne les comprend pas ou si l'on abuse, comme cela est arrivé déjà, d'ailleurs, de leur façon de s'exprimer, ils ne peuvent, il est vrai, que s'en prendre à eux-mêmes. En tout cas, ils expliqueront mieux leur programme, et le prochain congrès français se verra forcé de le revoir à fond.

Venons-en maintenant aux paysans plus riches. Nous trouvons dans cette catégorie, essentiellement par suite d'héritage, mais aussi d'endettement ou de ventes forcées de terres, tout un échantillonnage de stades intermédiaires qui vont du paysan parcellaire jusqu'au gros paysan qui possède toute son ancienne tenure et quelquefois au-delà. Quand le paysan moyen habite parmi les petits paysans, il n'y aura guère de différence entre ses intérêts, ses opinions et les leurs, car son expérience lui dira combien de ses semblables ont sombré dans la masse des petits paysans. Mais là où prédominent le moyen et le gros paysan, où l'exploitation exige, en général, l'aide de valets de ferme et de servantes, il en est autrement. Un Parti ouvrier doit, naturellement, prendre fait et cause tout d'abord pour les salariés, c'est-à-dire pour les domestiques, les filles de ferme et les journaliers ; de ce fait, il s'interdit de faire aux paysans des promesses qui incluent la perpétuité du salariat des ouvriers. Aussi longtemps qu'il subsiste des paysans moyens ou grands, en tant que tels, ils ne peuvent s'en tirer sans salariés. S'il est donc simplement stupide de notre part de promettre aux paysans parcellaires qu'ils seront maintenus en tant que petits paysans, c'est presque de la trahison directe que de promettre la même chose aux paysans moyens ou grands. Nous pouvons de nouveau établir un parallèle avec les artisans des villes. Ils sont plus près de leur perte encore, il est vrai, que les paysans, mais il y en a pourtant encore qui emploient non seulement des apprentis, mais aussi des ouvriers, ou qui font faire à leurs apprentis le travail d'un ouvrier. Parmi les petits patrons, ceux qui veulent éternellement rester patrons n'ont qu'à aller chez les antisémites pour se convaincre qu'il n'y a pas de salut non plus de ce côté. Les autres qui comprennent la disparition inévitable de leur mode de production viennent à nos côtés et sont prêts à partager plus tard le sort qui attend tous les autres ouvriers. Il n'en va pas autrement des paysans grands et moyens. Leurs domestiques, leurs servantes et leurs journaliers nous intéressent plus qu'eux-mêmes, naturellement. Si ces paysans veulent que nous leur garantissons que leurs exploitations resteront, nous ne pourrons en aucune façon faire cela. Leur place est chez les antisémites, dans la Ligue des paysans et autres partis de ce genre qui n'ont pas de plaisir plus grand que de ne rien tenir après avoir tout promis. Au point de vue économique, nous avons la certitude que les paysans moyens ou grands seront eux aussi inmanquablement écrasés par la concurrence capitaliste et par la production à bon marché des céréales d'outre-mer ; la preuve en est faite d'ailleurs par l'endettement qui toujours augmente, et la ruine évidente de tous ces paysans. Nous ne pouvons rien faire contre cette ruine, sinon recommander la réunion des biens en une exploitation coopérative qui fera disparaître de plus en plus l'exploitation du salariat et qui pourra introduire peu à peu la transformation en branches aux mêmes droits et aux mêmes devoirs de la grande coopérative nationale de production. Si ces paysans comprennent la ruine inévitable de leur mode de production actuel, s'ils en tirent les conséquences nécessaires, ils viendront chez nous et ce sera à nous de leur faciliter, autant que nous pourrons le faire, le passage au mode de production transformé. Sinon, il faudra les abandonner à leur sort et nous, nous devons nous adresser à leurs salariés qui entendront nos appels. Il est fort probable que là non plus, il ne pourra s'agir d'expropriation violente et que nous pourrons compter sur le développement économique pour ouvrir à la raison ces têtes un peu dures.

Ce n'est qu'en ce qui concerne la grande propriété que tout est très simple. Nous n'avons là rien qu'une exploitation capitaliste ouverte, et là il ne saurait s'agir de scrupules quelconques. Nous voyons devant nous des masses de prolétaires agricoles, ce qui rend très clair notre devoir. Dès que notre Parti est au pouvoir, il n'a qu'à exproprier les grands propriétaires, tout comme les grands industriels. Que cette expropriation ait lieu avec ou sans indemnité, ceci ne dépendra pas essentiellement de nous, mais des conditions dans lesquelles nous arriverons au pouvoir, et surtout aussi de la position que prendront messieurs les grands propriétaires eux-mêmes.

Nous ne considérons nullement qu'une indemnité soit en tout cas inadmissible ; je ne sais combien de fois Marx m'a dit que, selon lui, il nous en coûterait moins si nous pouvions nous rédimier de toute cette bande ! Mais cela n'est pas notre affaire ici. Les grands biens ainsi rendus à la collectivité devraient être remis aux ouvriers agricoles qui les cultivent dès à présent, organisés en coopératives, sous le contrôle de la collectivité. Sous quelles formes cela se ferait, ceci ne peut être établi dès aujourd'hui. En tout cas, la transformation de l'exploitation capitaliste en exploitation socialiste est pleinement préparée ici et peut être réalisée d'un jour à l'autre, comme dans les fabriques de M. Krupp ou de M. de Stumm, par exemple. Et l'exemple de ces coopératives agricoles démontrerait même aux derniers paysans parcellaires encore rétifs, et peut-être aussi à quelques grands paysans, combien il y a d'avantages à une grande exploitation coopérative.

Dans ce cas donc, nous pouvons faire entrevoir aux prolétaires agricoles quelques perspectives qui sont au moins aussi brillantes que celles des prolétaires industriels. Et ce n'est qu'une question de temps, et du temps le plus bref, que celle de conquérir, à l'aide de cela, les ouvriers agricoles de la Prusse à l'est de l'Elbe. Mais si nous comptons ceux-ci parmi les nôtres, toute l'Allemagne ressentira comme un souffle de vent nouveau. Le demi-servage de fait des ouvriers agricoles de la Prusse à l'est de l'Elbe est le fondement principal de la domination des hobereaux en Prusse et, partant, de l'hégémonie spécifiquement prussienne en Allemagne. Ce sont ces hobereaux qui, appauvris, perdus de plus en plus par les dettes, qui vivent aux dépens de l'Etat ou de particuliers, cherchent d'autant plus à se cramponner, de toute leur force, à leur domination ; ils ont créé et maintiennent, eux, le caractère exclusivement prussien de la bureaucratie et du corps des officiers ; grâce à leur orgueil, leur esprit borné, leur arrogance, ils ont créé cette haine en Allemagne contre l'Empire germano-prussien⁹⁰ — quoiqu'on reconnaisse qu'à l'instant même, c'est la seule forme possible de l'unité allemande — et n'ont pas su conquérir le respect de l'étranger pour ce pays pourtant si victorieux. Le pouvoir de ces hobereaux repose sur ce fait que, dans le territoire formé des sept provinces de la vieille Prusse — c'est-à-dire d'un tiers à peu près de tout l'empire — ils disposent de la propriété foncière qui entraîne ici le pouvoir politique et social, et non seulement de la propriété foncière, mais encore des industries les plus importantes de ce territoire, par exemple les fabriques de sucre de betterave et de liqueurs. Ni les grands propriétaires du reste de l'Allemagne, ni les grands industriels ne connaissent une situation aussi favorable ; ni les uns ni les autres ne disposent d'un royaume formant un tout. Ils sont dispersés dans de vastes espaces et disputent aux éléments sociaux qui les entourent l'hégémonie politique et économique. Mais cette situation prépondérante des hobereaux prussiens perd de plus en plus son fondement économique. L'endettement et l'appauvrissement s'étendent sans cesse, et malgré tout le concours de l'Etat (et depuis Frédéric II celui-ci fait partie de tout budget des hobereaux tant soit peu régulier) ; seul le demi-servage effectif des ouvriers agricoles sanctionné par la coutume et la loi et qui permet une exploitation sans borne donne aux hobereaux la faculté de ne pas sombrer. Semez la parole socialiste parmi ces ouvriers, donnez-leur le courage, groupez-les dans la lutte pour leurs droits, et c'en est fait de la domination des hobereaux ! Le grand pouvoir réactionnaire qui, pour l'Allemagne, représente un élément aussi barbare et conquérant que l'est le tsarisme russe pour toute l'Europe, crèvera comme une vessie transpercée. Les « premiers régiments » prussiens deviennent socialistes, et cela a pour conséquence un déplacement de forces qui porte en son sein toute une révolution. Voilà pourquoi la conquête du prolétariat agricole de la Prusse à l'est de l'Elbe est bien plus importante que celle des petits paysans de l'Ouest ou des paysans moyens du Sud. C'est là, dans cette Prusse à l'est de l'Elbe, qu'est notre champ de bataille décisif, et voici pourquoi et le gouvernement et les hobereaux essayeront, à tout prix, de nous en fermer l'entrée. Et si — comme les menaces nous le disent — il y avait de nouvelles mesures de violence pour empêcher le développement de notre parti, on le ferait surtout pour protéger le prolétariat agricole de la Prusse à l'est de l'Elbe en face de notre propagande. Mais nous nous en moquons : nous le conquerrons malgré tout.

Rédigé par Engels entre le 15 et le 22 novembre 1894.

Publié dans la «Neue Zeit», Bd. 1, n° 10, 1894-1895.

Signé : Friedrich Engels.

Pour préparer la présente édition, on a utilisé la traduction publiée par les Editions Sociales, Paris, 1956.

KARL MARX ET FRIEDRICH ENGELS

CORRESPONDANCE

ENGELS À PIOTR LAVROV

À LONDRES

[Les mots et expressions en crochets italiques de la lettre figuraient également en russe. — V.G.]

Londres, les 12-17 novembre 1875

1. De la doctrine darwiniste, j'accepte la *théorie de l'évolution*, mais je ne prends la méthode de démonstration de D[arwin] (*struggle for life*, *natural sélection* [lutte pour la vie, sélection naturelle]) que comme une première expression, une expression provisoire, imparfaite, d'un fait que l'on vient de découvrir. Jusqu'à Darwin, ce sont précisément les gens qui ne voient aujourd'hui partout que la *lutte pour la vie* (Vogt, Büchner, Moleschott, etc.) qui affirmaient l'existence de *l'action coordonnée* de la nature organique ; qui soulignaient comment le règne végétal fournit au règne animal l'oxygène et la nourriture, et comment, en contre-partie, le règne animal fournit aux plantes engrais et acide carbonique, chose qui a été mise en lumière par Liebig notamment. Les deux conceptions se justifient dans une certaine mesure, dans certaines limites. Mais l'une est aussi bornée et unilatérale que l'autre. L'interaction des corps naturels — vivants et morts — implique aussi bien l'harmonie que le conflit, aussi bien la lutte que la coopération. Si, par conséquent, un soi-disant naturaliste se permet de résumer toute la richesse, toute la variété de l'évolution historique en une formule étroite et unilatérale, celle de « lutte pour la vie », formule qui ne peut être admise même dans le domaine de la nature que *cum grano salis* [avec un grain de sel — c'est-à-dire avec quelques réserves], ce procédé contient déjà sa propre condamnation.

2. Des trois [*darwinistes convaincus*] cités, seul Hellwald semble mériter qu'on le mentionne. Seidlitz n'est dans le meilleur des cas, qu'une faible lumière, et Robert Byr, un faiseur de romans, dont un roman paraît actuellement dans le *Über Land und Meer*⁹¹ [A travers terres et mers] : *Dreimal* [Trois fois]. Là, toutes ses rodomontades sont bien à leur place.

3. Sans contester les avantages de votre méthode d'attaque, que je pourrais qualifier de psychologique, j'en aurais choisi une autre. Chacun de nous est plus ou moins influencé par le milieu intellectuel dans lequel il évolue de préférence. Pour la Russie, où vous connaissez mieux que moi votre public, et pour un organe de propagande qui s'adresse au [*sentiment de communauté*], au sentiment moral, votre méthode est vraisemblablement la meilleure. Pour l'Allemagne, où une fausse sentimentalité a provoqué et provoque encore aujourd'hui des ravages si inouïs, elle ne conviendrait pas, elle ne serait pas comprise, elle serait interprétée à tort d'une manière sentimentale. Chez nous, la haine est plus nécessaire que l'amour — tout au moins pour l'instant — et avant tout, il est nécessaire de faire table rase des derniers vestiges de l'idéalisme allemand, de rétablir les faits matériels dans leur droit historique. J'attaquerai donc, — et je le ferai peut-être le moment venu — ces darwinistes bourgeois à peu près de la façon suivante :

Toute la doctrine darwiniste de la lutte pour la vie n'est que la transposition pure et simple, du domaine social dans la nature vivante, de la doctrine de Hobbes : *bellum omnium contra omnes* [la guerre de tous contre tous] [*On rencontre cette expression dans les œuvres de Thomas Hobbes, De homine (préface aux lecteurs) et Léviathan. (N.R.)*] et de la thèse de la concurrence chère aux économistes bourgeois, associée à la théorie malthusienne de la population. Après avoir réalisé ce tour de passe-passe (dont je conteste la justification absolue comme je l'ai indiqué *sub.* 1 [dans mon § 1], surtout en ce qui concerne la doctrine de Malthus), on re-transpose les mêmes théories cette fois de la nature organique dans l'histoire humaine, en prétendant alors que l'on a fait la preuve de leur validité en tant que les lois éternelles de la société humaine. Le caractère puéril de cette façon de procéder saute aux yeux, il n'est pas besoin de perdre son temps à en parler. Si je voulais cependant insister là-dessus, je le ferais de la façon suivante : je montrerais qu'en premier lieu ce sont de mauvais *économistes* et, seulement en second lieu, qu'ils sont mauvais naturalistes et mauvais philosophes.

4. La différence essentielle entre sociétés humaines et animales est que les animaux, tout au plus, *rassemblent des objets* alors que les hommes *produisent*. Il suffit de cette seule mais capitale différence pour rendre impossible la transposition pure et simple aux sociétés humaines, de lois valables pour les sociétés animales. Elle rend possible ce que vous remarquez à juste titre :

[L'homme ne mène pas seulement un combat pour la vie, il lutte aussi pour son plaisir, et pour l'accroissement de ses plaisirs... il est prêt à renoncer aux jouissances les plus basses au bénéfice des plus élevées.]

Sans contester les conclusions que vous en tirez par la suite, je conclurais, pour ma part de la façon suivante à partir de mes prémisses : la production humaine atteint donc, à un certain stade, un tel niveau que non seulement elle satisfait les besoins indispensables à la vie, mais qu'elle produit des produits de luxe, même si, pour commencer, ils sont réservés à une minorité. La lutte pour la vie, si nous voulons accorder, pour un instant, quelque valeur à cette catégorie, se transforme donc en un combat pour des jouissances, non plus seulement pour des moyens *d'existence*, mais pour des moyens de *développement*, pour des moyens de développement *produits socialement*. Et à ce stade, les catégories empruntées au règne animal ne sont pas utilisables. Mais si, ce qui arrive actuellement, la production, sous sa forme capitaliste, produit une bien grande quantité de moyens d'existence et de développement que la société capitaliste ne peut en consommer, parce qu'elle écarte artificiellement la grande masse des producteurs réels de ces moyens d'existence et de développement ; si cette société, par la loi de son existence même, est obligée d'augmenter continuellement cette production déjà démesurée pour elle, et si, par conséquent, périodiquement, tous les dix ans, elle en vient à détruire non seulement une masse de produits, mais aussi de forces productives, — quel sens ont donc alors tous les discours sur la « lutte pour la vie » ? La lutte pour la vie ne peut alors que consister en ceci : la classe productrice enlève la direction de la production et de la répartition à la classe à qui cette charge incombait, et qui est devenue incapable de l'assumer — et cela, c'est précisément la révolution socialiste.

Une remarque au passage : le seul fait d'envisager l'histoire jusqu'à nos jours comme une série de luttes de classes suffit pour faire apparaître tout ce qu'a de superficiel la conception qui veut faire de cette histoire une lutte pour la vie à peine diversifiée. Aussi ne ferai-je pas ce plaisir à ces faux naturalistes.

5. Pour la même raison, j'aurais en conséquence formulé d'une façon différente votre phrase, juste quant au fond :

[L'idée de la solidarité qui rend le combat plus facile, put finalement surgir... s'emparer de l'humanité entière, l'opposant ainsi, en tant que société de frères solidaires, au monde des minéraux, des plantes et des animaux.]

6. Par contre, je ne peux souscrire à votre idée que *[la lutte de tous contre tous]* fut la première phrase de l'évolution humaine. A mon avis, l'instinct social fut l'un des moteurs essentiels de l'évolution qui mène à l'homme en partant du singe. Les premiers hommes doivent avoir vécu en bandes, et aussi loin que nous puissions remonter dans le passé, nous trouvons que ce fut le cas.

Le 17 novembre

J'ai été de nouveau interrompu et je reprends ces lignes aujourd'hui pour vous les remettre. Vous voyez que mes observations se rattachent plutôt à la forme, à la méthode de votre attaque, qu'au fond. J'espère que vous les trouverez assez claires, je les ai écrites à la hâte et, en relisant, je voudrais changer bien des choses, mais je crains de rendre le manuscrit trop illisible... *[Ce dernier paragraphe a été écrit directement en français par Engels. (N.R.)]*

Publié pour la première fois en russe dans la revue « Liétopissi marxisma », livre V, 1928.

Conforme au texte publié dans les « Lettres sur « Le Capital », Editions Sociales, Paris, 1964.

MARX À WILHELM BLOS

À HAMBOURG

Londres, le 10 novembre 1877

... « Ich grolle nicht », je ne t'en veux pas (comme dit Heine) [*Heine, Intermezzo lyrique. (N.R.)*], et Engels non plus⁹². Pour nous deux, la popularité ne vaut pas un sou. En voici une preuve, entre autres par aversion de tout culte de la personnalité, je n'ai jamais laissé publier, du temps de l'existence de l'Internationale, les nombreux messages, en provenance de divers pays, dans lesquels il était question de mes mérites et dont on m'importunait ; je n'y répondais même jamais si ce n'était pour en sermonner, de temps en temps, les auteurs. La première adhésion d'Engels et la mienne propre à la société clandestine des communistes [*La Ligue des communistes. (N.R.)*] se sont faites à la condition sine qua non que serait rayé dans les Statuts⁹³ tout ce qui contribue à l'admiration superstitieuse devant les sommités (Lassalle, plus tard, a fait juste le contraire)...

Publié pour la première fois dans la revue «Der Wahre Jacob», n° 565 (6), le 17 mars 1908.

Conforme au manuscrit. Traduit de l'allemand.

ENGELS À KARL KAUTSKY

À VIENNE

Londres, le 12 septembre 1882

— Vous me demandez ce que les travailleurs anglais pensent de la politique coloniale ? Eh bien, tout juste ce qu'ils pensent de la politique en général ; c'est tout juste ce que les bourgeois en pensent. Ici, il n'y a pas, vous le savez, de parti ouvrier, il n'y a que des conservateurs et des radicaux libéraux, et les ouvriers mangent allègrement leur part de ce que rapporte le monopole de l'Angleterre sur le marché mondial et dans le domaine colonial. A mon avis, les colonies proprement dites, c'est-à-dire les pays peuplés d'éléments de souche européenne, le Canada, le Cap [*La province de Cap. (N.R.)*], l'Australie, deviendront tous indépendants ; par contre, les pays sous simple domination et peuplés d'indigènes, Inde, Algérie, les possessions hollandaises, portugaises et espagnoles, devront être pris en charge provisoirement par le prolétariat et conduits à l'indépendance, aussi rapidement que possible. Comment ce processus se développera, voilà qui est difficile à dire. L'Inde fera peut-être une révolution, c'est même très vraisemblable. Et comme le prolétariat se libérant ne peut mener aucune guerre coloniale, on serait obligé de laisser faire, ce qui, naturellement, n'irait pas sans des destructions de toutes sortes, mais de tels faits sont inséparables de toutes les révolutions. Le même processus pourrait se dérouler aussi ailleurs : par exemple en Algérie et en Egypte, et ce serait, *pour nous* certainement, la meilleure solution. Nous aurons assez à faire chez nous. Une fois que l'Europe et l'Amérique du Nord seront réorganisées, elles constitueront une force si colossale et un exemple tel que les peuples à demi civilisés viendront d'eux-mêmes dans leur sillage : les besoins économiques y pourvoiront déjà à eux seuls. Mais par quelles phrases de développement social et politique ces pays devront passer par la suite pour parvenir eux aussi à une structure socialiste, là-dessus, je crois, nous ne pouvons aujourd'hui qu'échafauder des hypothèses assez oiseuses. Une seule chose est sûre : le prolétariat victorieux ne peut faire de force le bonheur d'aucun peuple étranger, sans par là miner sa propre victoire. Ceci ne signifie naturellement pas que des guerres défensives de diverses sortes soient exclues...

Publié pour la première fois intégralement en russe dans «Archives Marx et Engels», t. 1 (VI), 1932.

Conforme au manuscrit. Traduit de l'allemand.

ENGELS À FLORENCE KELLEY-WISCHNEWETZKY
À NEW YORK

Londres, le 28 décembre 1886

... Ma préface [*F. Engels, Le Mouvement ouvrier en Amérique. Préface à l'édition américaine de La situation de la classe laborieuse en Angleterre (1887). (N.R.)*] tournera entièrement, bien entendu, sur le pas immense fait par l'ouvrier américain dans ces dix mois derniers, et naturellement touchera donc Henry George et son projet agraire. Mais elle ne saurait prétendre en traiter au long ; et je ne pense pas que le temps en soit venu. Il est beaucoup plus important que le mouvement s'étende, progresse régulièrement, prenne racine et embrasse autant que possible le prolétariat américain tout entier, que de le voir partir et progresser dès le début sur un tracé d'une correction théoriquement parfaite. Il n'y a pas de meilleur chemin pour conduire à une clarté théorique de compréhension que de s'instruire par ses propres erreurs, *durch Schaden klug werden*. Et pour une grande classe entière, pas d'autre chemin, spécialement chez une nation aussi éminemment pratique et aussi dédaigneuse de théorie que les Américains. L'important est d'amener la classe ouvrière à se mettre en mouvement *comme classe* ; cela une fois obtenu, les gens trouveront bien vite la bonne direction, et ce qui résistera, H.G. ou Powderly, sera tranquillement mis de côté avec leurs petites sectes. C'est pourquoi je vois aussi dans les K. of L.⁹⁴ un facteur très important dans le mouvement, qui ne devrait pas être vilipendé du dehors, mais révolutionné du dedans, et je considère que beaucoup des Allemands qui vivent en Amérique ont commis une grave bévue quand ils ont essayé, en face d'un puissant et glorieux mouvement qu'ils n'avaient pas créé, de faire, de leur théorie importée et qui n'était pas toujours comprise, une sorte de dogme, hors duquel il n'est point de salut, en se tenant à l'écart de tout mouvement qui n'acceptait pas ce dogme. Notre théorie n'est pas un dogme, c'est l'exposé d'un processus d'évolution, et ce processus comporte des phases successives. Attendre que les Américains prennent le départ avec la pleine conscience de la théorie formée dans des pays industriels plus anciens, c'est attendre l'impossible. Ce que les Allemands auraient dû faire, c'est d'agir d'après leur propre théorie — s'ils la comprennent comme nous faisons en 1845 et 1848 — de marcher pour tout mouvement général de classe ouvrière réel, d'en accepter le point de départ de fait comme tel et de l'amener graduellement au niveau théorique en faisant ressortir comment chaque faute faite, chaque défaite subie, était une conséquence nécessaire d'erreurs d'ordre théorique dans le programme originel. Ils auraient dû, comme dit le *Manifeste communiste* dans le mouvement présent défendre l'avenir du mouvement. Mais avant tout, donnez au mouvement le temps de se consolider, ne faites pas de la confusion inévitable du départ premier, une confusion pire, en forçant les gens à ingurgiter des choses qu'ils ne peuvent vraiment pas avaler présentement, mais qu'ils apprendront bientôt. Un million ou deux de voix d'ouvriers en novembre prochain pour un parti d'ouvriers *bona fide* ont infiniment plus de valeur à présent que cent mille voix pour une plate-forme doctrinalement parfaite. La première tentative sérieuse — à faire bientôt si le mouvement progresse — pour établir solidement les masses mouvantes sur une base nationale — les mettra tous face à face, Georgistes, K. of L., trade-unionistes, etc., et si nos amis allemands ont d'ici-là assez appris la langue du pays pour se risquer à une discussion, ce sera alors le moment pour eux de critiquer les vues des autres, et ainsi, en mettant en saillie les inconsistances des divers points de vue, de les amener graduellement à comprendre leur position actuelle, la position qui leur est faite par les rapports existants entre capital et travail salarié. Mais je considérerais comme une grande faute tout ce qui pourrait retarder ou empêcher cette consolidation nationale du parti des ouvriers — sur n'importe quelle plate-forme, — et par conséquent, je ne pense pas que le moment soit arrivé de s'expliquer pleinement et à fond à l'égard soit de Henry George, soit des Knights of Labor.

Publié pour la première fois en anglais avec des coupures dans le livre «Briefe und Auszüge aus Briefen von Joh. Phil. Becker, Jos. Dietzgen, Friedrich Engels, Karl Marx und A. an F. A. Sorge und Andere», Stuttgart, 1906, et intégralement en russe dans les Œuvres de Marx et d'Engels, première édition, t. XXVII, 1935.

Conforme au manuscrit. Traduit de l'anglais.

ENGELS À CONRAD SCHMIDT

À BERLIN

Londres, le 5 août 1890

... J'ai lu dans le *Deutsche Worte* de Vienne ce que pense du livre de Paul Barth⁹⁵ le malencontreux Moritz Wirth⁹⁶, et cette critique m'a donné aussi une impression défavorable du livre lui-même. Je le parcourrai, mais je dois dire que si Moritzchen cite fidèlement le passage où Barth prétend n'avoir pu trouver dans tous les écrits de Marx qu'un seul exemple de la dépendance dans laquelle la philosophie se trouve par rapport aux conditions matérielles de l'existence, à savoir que Descartes identifie les animaux aux machines, un homme capable d'écrire une chose pareille me fait pitié. Et puisque cet homme n'a pas découvert que si les conditions matérielles de l'existence sont la cause première, cela n'exclut pas que les domaines idéologiques exercent sur elles une action en retour, secondaire à vrai dire, il ne peut certainement pas avoir compris la matière qu'il traite. Cependant, je le répète, tout cela est de seconde main, et Moritzchen est un ami dangereux. La conception matérialiste de l'histoire a maintenant, elle aussi, quantité d'amis de ce genre, à qui elle sert de prétexte pour *ne pas* étudier l'histoire. C'est ainsi que Marx a dit des « marxistes » français de la fin des années 70 : « Tout ce que je sais, c'est que je ne suis pas marxiste. »

Il y a eu également dans la *Volkstribüne* une discussion sur la répartition des produits dans la société future, pour savoir si elle se ferait selon la quantité de travail fourni ou autrement⁹⁷. On a abordé la question d'une façon très «matérielle», à l'opposé des fameuses phrases idéalistes sur la justice. Mais par un fait étrange, personne n'a eu l'idée que le mode de répartition dépend essentiellement de la *quantité* de produits à répartir et que cette quantité varie, bien entendu, avec le progrès de la production et de l'organisation sociale, faisant varier en conséquence le mode de répartition. Or, tous les participants, au lieu d'envisager la « société socialiste » comme une chose qui varie et progresse continuellement, la considèrent comme une chose fixe, établie une fois pour toutes, et qui doit donc avoir un mode de répartition établi aussi une fois pour toutes. Si on reste raisonnable, on peut seulement : 1° chercher à découvrir le mode de répartition par lequel on *commencera*, et 2° essayer de trouver la *tendance générale* du développement ultérieur. Mais je n'en trouve pas un mot dans tout le débat.

En général, le mot « matérialiste » sert à beaucoup d'écrivains récents en Allemagne de simple phrase avec laquelle on étiquette toutes sortes de choses sans les étudier davantage, pensant qu'il suffit de coller cette étiquette pour que tout soit dit. Or, notre conception de l'histoire est, avant tout, une directive pour l'étude, et non un levier servant à des constructions à la manière des hégéliens. Il faut réétudier toute l'histoire, il faut soumettre à une investigation détaillée les conditions d'existence des diverses formations sociales avant d'essayer d'en déduire les conceptions politiques, juridiques, esthétiques, philosophiques, religieuses, etc., qui leur correspondent. Sur ce point, on a fait jusqu'ici peu de chose, parce que peu de gens s'y sont attelés sérieusement. Sur ce point, nous avons besoin d'une aide de masse, le domaine est infiniment vaste, et celui qui veut travailler sérieusement peut faire beaucoup et s'y distinguer. Mais, au lieu de cela, les phrases vides sur le matérialisme historique (on peut précisément *tout* transformer en phrase) ne servent pour un trop grand nombre de jeunes Allemands qu'à faire le plus rapidement possible de leurs propres connaissances historiques relativement maigres — l'histoire économique n'est-elle pas encore dans les langes ? — une construction systématique artificielle et à se croire ensuite des esprits tout à fait puissants...

C'est ce moment précis que choisit un Barth pour apparaître, et se consacrer à quelque chose qui, dans son milieu au moins, n'est plus qu'une phrase creuse.

Mais tout ceci se tassera. En Allemagne, nous sommes maintenant assez forts pour supporter beaucoup. Un des plus grands services que nous a rendu la loi contre les socialistes, c'est qu'elle nous a débarrassés de l'importun « savant » allemand vaguement socialiste. Nous sommes maintenant assez forts pour digérer même ce savant allemand qui, de nouveau, s'en fait accroire. Vous qui avez déjà réellement fait quelque chose, vous avez dû certainement remarquer combien est petit le nombre de jeunes littérateurs adhérant au Parti qui se donnent la peine d'étudier l'économie, l'histoire de l'économie et l'histoire du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, des formations sociales. Combien connaissent de Maurer plus que le nom ?

C'est la présomption du journaliste qui doit résoudre toutes les difficultés, mais les résultats sont aussi à l'avenant ! Ces messieurs ont parfois l'air de s'imaginer que tout est assez bon pour les ouvriers. Si ces messieurs savaient que Marx jugeait ses meilleures œuvres insuffisantes encore pour les ouvriers et qu'il regardait comme un crime d'offrir aux ouvriers quelque chose qui fût au-dessous du parfait ! ...

Publié pour la première fois intégralement dans la revue «Sozialistische Manifeste», n° 18-19, 1920.

Conforme au manuscrit. Traduit de l'allemand.

ENGELS A OTTO BÖENIGK

À BRESLAU [Wrocław. (N.R.)]

Folkestone près de Douvres, le 21 août 1890

... Je ne puis donner que des réponses courtes et générales à vos questions, sinon pour répondre à la première, il me faudrait écrire une dissertation.

1. Ce qu'on appelle la « société socialiste » n'est pas à mon sens une chose achevée une fois pour toutes, mais doit être envisagée, comme tout autre ordre social, dans le changement et la transformation continus. La différence capitale avec l'ordre actuel réside naturellement dans l'organisation de la production sur la base de la propriété commune de tous les moyens de production au départ dans une nation isolée. Réaliser cette révolution dès demain — graduellement, bien entendu — ne présente selon moi aucune difficulté. Que nos ouvriers en sont capables, cela est démontré par leurs nombreuses associations de production et de distribution qui, là où la police ne les ruinait pas intentionnellement, étaient gérées aussi bien et beaucoup plus honnêtement que les sociétés par actions bourgeoises. Que vous puissiez parler d'ignorance des masses en Allemagne après la preuve éclatante de maturité politique que nos ouvriers ont fournie dans la lutte victorieuse contre la loi sur les socialistes, voilà qui me dépasse. La présomption pédante de nos prétendus intellectuels me paraît un obstacle autrement plus grave. Sans doute, nous manquons encore de techniciens, d'agronomes, d'ingénieurs, de chimistes, d'architectes, etc., mais à la rigueur nous pouvons nous les payer, tout comme le font les capitalistes, et si les quelques traîtres — qui se trouveront certainement dans cette société — se voient infliger un châtement édifiant, ils trouveront intérêt à ne plus nous voler. Cependant, à l'exception de ces spécialistes parmi lesquels je compte aussi les maîtres d'écoles, nous pouvons parfaitement nous passer du reste des « intellectuels » et, à titre d'exemple, l'actuel et puissant afflux au Parti de littérateurs et d'étudiants est lié à toutes sortes de préjugés sitôt que ces messieurs ne sont pas maintenus dans les limites nécessaires.

Les latifundia des hobereaux de l'Est de l'Elbe peuvent sans peine être donnés à bail, sous une direction technique requise, aux actuels journaliers et ouvriers agricoles et réorganisés en association. S'il y a des abus, les responsables en sont messieurs les hobereaux qui, malgré toutes les lois scolaires existantes, ont réduit les gens à un tel état d'ignorance. Le plus gros obstacle, ce sont les petits paysans et les importuns intellectuels super-intelligents qui affectent d'autant plus de tout savoir qu'ils sont les moins renseignés. Si nous avons donc suffisamment de partisans dans les masses, la grande industrie et la grande agriculture des latifundia peuvent être très vite socialisées sitôt que nous aurons le pouvoir politique. Le reste suivra plus ou moins rapidement. Et avec la grande production, nous serons maîtres de la situation.

Vous parlez d'absence d'égalité intellectuelle. Le phénomène existe, mais du côté des intellectuels issus de la noblesse et de la bourgeoisie, qui ne se doutent même pas combien ils ont à apprendre auprès des ouvriers.

Publié pour la première fois entièrement en russe dans la revue «Problèmes de l'histoire du P.C.U.S.», n° 2, 1964 et en allemand dans la revue «Beiträge zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung», n° 2, 1964.

Conforme au manuscrit. Traduit de l'allemand.

ENGELS À JOSEPH BLOCH

À KÖNIGSBERG

Londres, les 21[22] septembre 1890

D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en *dernière instance*, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx ni moi, n'avons jamais affirmé davantage. Si quelqu'un dénature cette position en ce sens que le facteur économique est le *seul* déterminant, il le transforme ainsi en une phrase vide, abstraite, absurde. La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure : les formes politiques de la lutte de classe et ses résultats — les Constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, etc., — les formes juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques, exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la *forme*. Il y a interaction de tous ces facteurs au sein de laquelle le mouvement économique finit par se frayer un chemin comme une nécessité, au travers d'une infinie multitude de contingences (c'est-à-dire de choses et d'événements dont la liaison interne entre eux est si lointaine ou si difficile à démontrer que nous pouvons la considérer comme inexistante et la négliger). Sinon, l'application de la théorie à n'importe quelle période historique serait, ma foi, plus facile que la résolution d'une simple équation du premier degré.

Nous faisons notre histoire nous-mêmes, mais, tout d'abord, avec des prémisses et dans des conditions très déterminées. Entre toutes, ce sont les conditions économiques qui sont finalement déterminantes. Mais les conditions politiques, etc., voire même la tradition qui hante les cerveaux des hommes, jouent également un rôle, bien que non décisif. Ce sont des causes historiques et, en dernière instance, économiques, qui ont formé également l'Etat prussien et qui ont continué à le développer. Mais on pourra difficilement prétendre sans pédanterie que, parmi les nombreux petits Etats de l'Allemagne du Nord, c'était précisément le Brandebourg qui était destiné par la nécessité économique et non par d'autres facteurs encore (avant tout par cette circonstance que, grâce à la possession de la Prusse, le Brandebourg était entraîné dans les affaires polonaises et par elles impliqué dans les relations politiques internationales qui sont décisives également dans la formation de la puissance de la Maison d'Autriche) à devenir la grande puissance où s'est incarnée la différence dans l'économie, dans la langue et aussi, depuis la Réforme, dans la religion entre le Nord et le Sud. On parviendra difficilement à expliquer économiquement, sans se rendre ridicule, l'existence de chaque petit Etat allemand du passé et du présent ou encore l'origine de la mutation consonantique du haut-allemand qui a élargi la ligne de partage géographique constituée par les chaînes de montagnes des Sudètes jusqu'au Taunus, jusqu'à en faire une véritable faille traversant toute l'Allemagne.

Mais deuxièmement, l'histoire se fait de telle façon que le résultat final se dégage toujours des conflits d'un grand nombre de volontés individuelles, dont chacune à son tour est faite telle qu'elle est par une foule de conditions particulières d'existence ; il y a donc là d'innombrables forces qui se contrecarrent mutuellement, un groupe infini de parallélogrammes de forces, d'où ressort une résultante — l'événement historique — qui peut être regardée elle-même, à son tour, comme le produit d'une force agissant comme un tout, de façon *inconsciente* et aveugle. Car, ce que veut chaque individu est empêché par chaque autre et ce qui s'en dégage est quelque chose que personne n'a voulu. C'est ainsi que l'histoire jusqu'à nos jours se déroule à la façon d'un processus de la nature et est soumise aussi, en substance, aux mêmes lois de mouvement. Mais de ce que les diverses volontés — dont chacune désire ce à quoi la poussent sa constitution physique et les circonstances extérieures, économiques en dernière instance (ou ses propres circonstances personnelles ou les circonstances sociales générales), — ces volontés n'arrivent pas à ce qu'elles veulent, mais se fondent en une moyenne générale, en une résultante commune, on n'a pas le droit de conclure qu'elles sont égales à zéro. Au contraire, chacune contribue à la résultante, et à ce titre, est incluse en elle.

Je voudrais, en outre, vous prier d'étudier cette théorie aux sources originales et non point de seconde main, c'est vraiment beaucoup plus facile. Marx a rarement écrit quelque chose où elle ne joue son rôle. Mais, en particulier, *le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* est un exemple tout à fait excellent de son application. Dans *le Capital*, on y renvoie souvent.

Ensuite, je me permets de vous renvoyer également à mes ouvrages : *M. Eugen Dühring bouleverse la science* et *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, où j'ai donné l'exposé le plus détaillé du matérialisme historique qui existe à ma connaissance.

C'est Marx et moi-même, partiellement, qui devons porter la responsabilité du fait que, parfois, les jeunes donnent plus de poids qu'il ne lui est dû au côté économique. Face à nos adversaires, il nous fallait souligner le principe essentiel nié par eux, et alors nous ne trouvions pas toujours le temps, le lieu, ni l'occasion de donner leur place aux autres facteurs qui participent à l'action réciproque. Mais dès qu'il s'agissait de présenter une tranche d'histoire, c'est-à-dire de passer à l'application pratique, la chose changeait et il n'y avait pas d'erreur possible. Mais malheureusement, il n'arrive que trop fréquemment que l'on croit avoir parfaitement compris une nouvelle théorie et pouvoir la manier sans difficultés, dès qu'on s'en est approprié les principes essentiels, et cela n'est pas toujours exact. Je ne puis tenir quitte de ce reproche plus d'un de nos récents « marxistes », et il faut dire aussi qu'on a fait des choses singulières...

Publié pour la première fois dans la revue «Der Sozialistische Akademiker», n° 19, 1895.

Conforme au texte de la revue. Traduit de l'allemand.

ENGELS A CONRAD SCHMIDT

À BERLIN

Londres, le 27 octobre 1890

Cher Schmidt,

J'emploie à vous répondre la première heure qui m'est laissée libre. Je crois que vous feriez très bien d'accepter le poste qu'on vous offre à Zurich. Au point de vue économique, vous pourrez toujours y apprendre quelque chose, surtout si vous n'oubliez pas que Zurich n'est qu'un marché de troisième ordre, monétaire et de spéculation, et que, par conséquent, les influences qui s'y exercent sont affaiblies en se réfléchissant deux ou trois fois ou sont faussées intentionnellement. Mais vous vous mettrez pratiquement au courant des rouages, vous serez forcé de suivre les renseignements des Bourses de Londres, New York, Paris, Berlin, Vienne, etc., de première main, et le marché du monde se manifesterait ainsi pour vous dans son reflet, comme marché d'argent et d'effets de commerce. Il en est des reflets économiques, politiques et autres, comme de ceux qui se produisent dans l'œil de l'homme : ils traversent une lentille et se présentent renversés, sur la tête. Seulement le système nerveux manque, qui remet l'image sur ses pieds. Celui qui appartient à un marché financier ne voit pas le mouvement de l'industrie et du marché du monde que dans la réflexion intervertissante du marché d'argent et d'effets de commerce ; pour lui l'effet devient cause. C'est ce que j'ai déjà vu à Manchester, après 1840. Au point de vue du mouvement de l'industrie et de ses minimums et maximums périodiques, les cours de la Bourse de Londres étaient absolument inutilisables parce que l'on voulait tout expliquer par des crises du marché monétaire, qui n'étaient elles-mêmes que des symptômes. Il s'agissait alors de démontrer le mal fondé de l'explication de la naissance des crises industrielles par une surproduction temporaire ; la chose avait un côté tendancieux et qui invitait à une fausse interprétation. Ce point de vue — au moins pour nous et une fois pour toutes — n'existe plus, et c'est un fait que le marché monétaire peut avoir aussi ses crises spéciales, dans lesquelles les perturbations industrielles directes ne jouent qu'un rôle subordonné ou n'en jouent même aucun ; voilà bien des points à établir et à étudier, principalement pour l'histoire de ces vingt dernières années.

Là où existe la division du travail à l'échelle sociale, diverses opérations de travail deviennent indépendantes vis-à-vis l'une de l'autre. La production est, en dernière instance, décisive. Mais dès que le commerce des marchandises devient indépendant à l'égard de la production proprement dite, il suit un mouvement déterminé dans son ensemble en somme par la production, mais qui obéit pourtant, dans ses détails, et dans les limites de cette indépendance générale, à des lois spéciales qui sont dans la nature même de ce nouveau facteur. Ce mouvement a ses phases propres et influe de son côté sur le mouvement de la production. La découverte de l'Amérique est due à la soif d'argent qui lança déjà

auparavant les Portugais en Afrique (Cf. Sœtbeer, *Production des métaux précieux*), parce que l'industrie européenne, qui se développa si puissamment aux XIV^e et XV^e siècles, et le commerce qui y correspondait, exigeaient une plus grande quantité de moyens d'échange, que l'Allemagne — le pays grand producteur d'argent de 1450 à 1550 — ne pouvait plus fournir. La conquête des Indes par les Portugais, Hollandais, Anglais (1500-1800), avait pour but *l'importation des produits indiens* ; personne ne songeait à y exporter quelque chose. Et pourtant quelle répercussion colossale n'eurent pas sur l'industrie ces découvertes et ces conquêtes, déterminées uniquement par des intérêts commerciaux. Ce furent les besoins de *l'exportation dans ces pays* qui créèrent et développèrent la grande industrie.

Il en est de même pour le marché monétaire. Quand il se différencie du commerce des marchandises, le trafic d'argent a — sous certaines conditions fixées par la production et le commerce des marchandises, et dans la sphère de ces limites — un développement propre, spécial, des lois déterminées par sa propre nature, des phases à part. S'il arrive par surcroît que le trafic d'argent s'agrandit dans cette évolution et devient commerce d'effets, que ces effets ne soient pas seulement des papiers d'Etat, mais qu'il vienne s'y joindre des actions industrielles et commerciales, que le trafic d'argent acquiert un pouvoir direct sur une partie de la production qui le domine, en somme, alors la réaction du trafic d'argent sur la production devient plus forte et plus complexe. Les financiers sont propriétaires des chemins de fer, mines de charbon, de fer, etc. Ces moyens de production acquièrent dès lors un double caractère. Leur exploitation doit se régler tantôt sur les intérêts de la production immédiate, tantôt sur les besoins des actionnaires, en tant que financiers. L'exemple le plus frappant est fourni par les chemins de fer de l'Amérique du Nord, dont l'exploitation dépend entièrement des opérations de Bourse momentanées d'un Jay Gould, d'un Vanderbilt, etc., qui sont totalement étrangères aux intérêts de la voie comme moyen de circulation. Et ici même, en Angleterre, nous avons vu durer pendant des dizaines d'années les luttes entre les différentes compagnies de chemin de fer au sujet de la délimitation de leur réseau, — luttes où se sont dissipées d'énormes sommes d'argent, non pas dans l'intérêt de la production et de la circulation, mais dans une rivalité qui n'avait d'autre but que de permettre des opérations de Bourse aux financiers qui possédaient les actions.

Dans ces quelques indications sur la façon dont je conçois le rapport de la production et du commerce des marchandises, et de ces deux avec le trafic d'argent, j'ai déjà répondu au fond à votre question sur le matérialisme historique. La chose se comprend très facilement du point de vue de la division du travail. La société engendre certaines fonctions communes dont elle ne peut se passer. Ceux qui sont choisis pour les exercer forment une nouvelle branche de la division du travail à l'inférieur *de la société*. Ils acquièrent ainsi des intérêts distincts, à rencontre de leurs mandats, ils se séparent d'eux et voilà l'Etat. Alors il se passe ce qui s'est passé dans le commerce des marchandises et plus tard dans le trafic d'argent. Cette nouvelle puissance distincte suit en somme le mouvement de la production, mais elle réagit aussi sur les conditions et la marche de la production, en vertu de l'autonomie relative qu'elle possède, c'est-à-dire que, une fois conférée, elle tend toujours résolument vers un plus grand développement. Il y a interaction de deux forces inégales : action du mouvement économique, d'une part ; de l'autre, action du pouvoir politique, nouveau, tendant à toute l'autonomie possible, et qui, une fois établie, est douée elle aussi d'un mouvement propre.

Le mouvement économique l'emporte en somme, mais il doit subir la répercussion du mouvement politique, créé par lui, doué d'une autonomie relative, qui se manifeste d'une part dans la puissance de l'Etat, et de l'autre dans l'opposition, née avec cette dernière. De même que le mouvement du marché industriel se réfléchit dans son ensemble et sous les réserves faites plus haut dans le marché monétaire et naturellement *par image renversée* ; de même la lutte des classes déjà existantes et antagonistes se réfléchit dans la lutte entre le gouvernement et l'opposition, mais également par image renversée. La réflexion n'est plus directe, mais indirecte, elle ne se présente plus comme une lutte de classes, mais comme une lutte pour des principes politiques et la réflexion est si bien renversée qu'il a fallu des milliers d'années pour que nous puissions la pénétrer.

La réaction de la puissance de l'Etat sur le développement économique peut prendre trois formes : elle peut agir dans le même sens, le mouvement devient alors plus rapide ; elle peut agir en sens contraire, alors, à la longue, dans les grandes nations, elle se détruit ; ou bien elle peut supprimer ou favoriser certaines tendances de l'évolution économique. Ce dernier cas se réduit facilement à l'un des deux

autres. Mais il est clair que dans le deuxième et dans le troisième cas, la puissance politique peut être très contraire au développement économique et créer des gaspillages énormes de force et de matière.

Ajoutez à cela le cas de conquête et de destruction brutale de ressources économiques qui, dans certaines conditions, pouvait anéantir jadis tout un développement économique local ou national. Aujourd'hui ce cas a souvent des effets complètement opposés, au moins chez les grands peuples : quelquefois le peuple vaincu croît à la longue sous le rapport économique, politique, moral, plus que le vainqueur. De même pour le droit : quand la nouvelle division du travail rend nécessaire l'apparition de juristes de profession, un nouveau domaine indépendant s'ouvre, qui, bien qu'il dépende en général de la production et du commerce, possède pourtant une puissance spéciale de réaction vis-à-vis de ces derniers. Dans un Etat moderne ce droit ne doit pas seulement traduire l'état économique général, en être l'expression, mais en être encore l'expression *cohérente*, sans contradictions intrinsèques. Pour arriver à ce but, on fait disparaître de plus en plus la réflexion exacte des conditions économiques. D'autant qu'il arrive rarement qu'un code soit l'expression tranchante, pure, sincère de la suprématie d'une classe : ce serait déjà contraire à « *l'idée de droit* ». La notion du droit pure, conséquente de la bourgeoisie révolutionnaire de 1792-1796 est déjà faussée à plusieurs titres dans le Code Napoléon, et ce qui y est incarné doit subir tous les jours des atténuations dues à la force croissante du prolétariat. Cela n'empêche pas le Code Napoléon d'être le fond de toutes les nouvelles codifications de toutes les parties du monde. La marche de l'« évolution du droit » consiste en grande partie d'abord dans l'effort fait pour supprimer les contradictions résultant d'une traduction immédiate des rapports économiques en principes juridiques et pour établir un système juridique harmonique ; puis l'influence et la contrainte du développement économique toujours plus considérable rompent continuellement ce système et le compliquent de nouvelles contradictions (je ne parle ici que du droit civil).

La réflexion des rapports économiques en principes juridiques est nécessairement renversée. Elle se poursuit sans devenir consciente ; le juriste s'imagine opérer avec des propositions *a priori*, quand ce ne sont que des reflets économiques — ainsi tout est renversé. Il me paraît aller de soi que cette interversion, qui constitue, tant qu'elle n'est pas reconnue, ce que nous appelons la *conception idéologique*, réagit de son côté sur la base économique et peut la modifier dans certaines limites. Le fondement du droit de succession, supposé un égal degré de développement de la famille, est économique. Pourtant il serait difficile de montrer que, par exemple, en Angleterre la liberté absolue de tester, en France sa forte limitation, n'ont dans tous les détails que des causes économiques. Elles réagissent toutes deux d'une façon très importante sur l'économie parce qu'elles influent sur la répartition des biens.

Pour ce qui concerne les sphères idéologiques encore plus éthérées, la religion, la philosophie, etc., elles ont un contenu préhistorique, découvert et adopté par la période historique — et absurde, dirions-nous maintenant. Ces différentes représentations erronées de la nature, de la constitution même de l'homme, représentations d'esprits, de forces mystérieuses, etc., n'ont qu'un fondement économique négatif ; le faible développement économique de la période préhistorique a pour complément, et partiellement pour condition et même pour cause les fausses représentations de la nature. Et quand bien même le besoin économique aurait été le ressort principal de la connaissance toujours croissante de la nature, il n'en serait pas moins pédantesque de chercher des causes économiques à toute cette absurdité préhistorique. L'histoire des sciences est l'histoire de la destruction de cette absurdité, ou plutôt de son remplacement par une nouvelle absurdité, mais de moins en moins absurde. Les gens qui se livrent à ce travail appartiennent encore à de nouvelles sphères de la division du travail et se conduisent comme s'ils mettaient en œuvre un domaine indépendant. Et dans la mesure où ils forment un groupe indépendant à l'intérieur de la division du travail social, leurs productions, y compris leurs erreurs, ont une influence de réaction sur tout le développement social, même sur le développement économique. Mais malgré tout, ils sont eux-mêmes sous l'influence dominante de l'évolution économique. On peut le montrer très facilement, par exemple, pour la période bourgeoise. Hobbes fut le premier matérialiste moderne (dans le sens du XVIII^e siècle) ; mais il était partisan de l'absolutisme à l'époque où la monarchie absolue était dans tout son épanouissement dans l'Europe entière et engageait, en Angleterre, la lutte contre le peuple. Locke était, en religion comme en politique, le fils du compromis de classe de 1688. Les déistes anglais et leurs successeurs plus conséquents, les matérialistes français, étaient les véritables philosophes de la bourgeoisie, les Français l'étaient de la

révolution bourgeoise. Le petit bourgeois allemand perce dans la philosophie allemande de Kant à Hegel, tantôt positivement tantôt négativement. Mais la philosophie de chaque époque a comme sphère spéciale de la division du travail un certain ensemble d'idées qui lui a été laissé par ses prédécesseurs et qu'elle prend comme point de départ. C'est ce qui fait que des pays économiquement en retard jouent pourtant le premier rôle en philosophie : la France au XVIII^e siècle par rapport à l'Angleterre, sur la philosophie de laquelle les Français se fondaient ; et plus tard l'Allemagne par rapport à ces deux pays. Mais en France comme en Allemagne, la philosophie était aussi, comme l'épanouissement littéraire de l'époque, le résultat d'un essor économique. La suprématie définitive du développement économique sur ce terrain encore est pour moi hors de conteste, mais dans des conditions déterminées par ce terrain même : par exemple, en philosophie, par la notion d'influences économiques (qui la plupart du temps agissent d'abord sous la forme politique, etc.) sur le matériel philosophique existant, fourni par les prédécesseurs. L'économie ne crée rien immédiatement par elle-même, mais elle détermine le mode de variation et le développement ultérieur de la matière intellectuelle donnée, et cela le plus souvent d'une façon indirecte ; ce sont les reflets politiques, juridiques, moraux qui exercent l'action directe la plus importante sur la philosophie.

Sur la religion j'ai dit ce qui importait le plus dans mon dernier chapitre sur Feuerbach.

Si donc Barth pense que nous nions toute réaction des reflets politiques, etc., du mouvement économique sur ce mouvement même, il combat tout simplement des moulins à vent. Qu'il étudie *le 18-Brumaire* de Marx, où il ne s'agit presque uniquement que du rôle particulier que les luttes et les événements politiques jouent naturellement dans les limites que leur trace leur dépendance générale des conditions économiques, ou encore *le Capital* [Voir K. Marx, *le Capital*, livre I^{er}, tome I^{er}, Editions Sociales, Paris, 1959, pp. 227-296. (N.R.)], le chapitre, par exemple, sur la journée de travail, où la législation, qui est pourtant un acte politique, a une action si profonde, ou le chapitre sur l'histoire de la bourgeoisie (chapitre XXIV). Pourquoi alors combattons-nous pour la dictature politique du prolétariat si le pouvoir politique est sans force au point de vue économique ? La violence (c'est-à-dire le pouvoir public) est aussi une puissance économique ! Mais je n'ai pas le temps de critiquer ce livre⁹⁵. Le troisième volume [*Du Capital*. (N.R.)] doit paraître auparavant, et d'ailleurs je pense que Bernstein, par exemple, pourrait très bien le faire. Ce qui manque à tous ces messieurs, c'est la dialectique. Ils ne voient qu'ici cause, là effet. Ils ne voient pas que c'est là une froide abstraction, que de pareilles oppositions polaires, métaphysiques, n'existent dans le monde réel que pendant les crises ; que le vaste développement tout entier se poursuit dans la forme de l'action réciproque (encore que les forces soient inégales, dont le mouvement économique est le plus puissant, le plus originel, le plus décisif) ; qu'il n'y a là rien d'absolu, tout est relatif. Pour eux Hegel n'a pas existé.

Publié pour la première fois intégralement dans la revue «Sozialistische Monatshefte» n° 20-21, 1920.

Conforme au manuscrit. Traduit de l'allemand.

ENGELS À FRANZ MEHRING

À BERLIN

Londres, le 14 juillet 1893

Cher monsieur Mehring,

Ce n'est qu'aujourd'hui que je puis enfin vous remercier pour la « Légende de Lessing » que vous avez eu l'amabilité de m'envoyer. Je ne voulais pas me borner à vous en accuser réception, sans y ajouter quelque chose au sujet du livre lui-même, de son contenu. D'où ce retard. Je commence par la fin, par l'appendice sur le matérialisme historique⁹⁶, où vous avez exposé l'essentiel à la perfection et d'une façon convaincante pour quiconque est sans parti pris. La seule objection que j'aie à faire, c'est que vous m'attribuez plus de mérites qu'il ne m'en revient, compte tenu même de ce que j'aurais trouvé tout seul, peut-être — avec le temps — si Marx dont le coup d'œil est plus rapide et l'horizon plus large, ne l'avait découvert bien auparavant.

Quand on a eu la chance de travailler 40 ans avec un homme tel que Marx, on ne jouit généralement pas, du vivant de cet homme, du renom que l'on croit avoir mérité. Mais une fois que le grand homme est mort, il arrive souvent que le plus petit soit surestimé : c'est, me semble-t-il, mon cas actuellement ; l'histoire finira par tout mettre en ordre, mais d'ici-là j'aurai passé sans encombre dans l'autre monde et n'en saurai rien.

A part cela, il manque seulement un point qui, à vrai dire, n'a pas été assez mis en relief dans les écrits de Marx et les miens, ce qui fait que nous en portons tous la même responsabilité. A savoir, nous nous sommes d'abord attachés à *déduire* les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons *eu raison*. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations, dont Paul Barth est un exemple frappant.

L'idéologie est un processus que le soi-disant penseur accomplit sans doute avec conscience, mais avec une conscience fautive. Les forces motrices véritables qui le mettent en mouvement lui restent inconnues, sinon ce ne serait point un processus idéologique. Aussi s'imagine-t-il des forces motrices fausses ou apparentes. Du fait que c'est un processus intellectuel, il en déduit et le contenu et la forme de la pensée pure, que ce soit de sa propre pensée ou de celle de ses prédécesseurs. Il a exclusivement affaire aux matériaux intellectuels ; sans y regarder de plus près, il considère que ces matériaux proviennent de la pensée et ne s'occupe pas de rechercher s'ils ont quelque autre origine plus lointaine et indépendante de la pensée. Cette façon de procéder est pour lui l'évidence même, car tout acte humain se réalisant *par l'intermédiaire de la pensée* lui apparaît en dernière instance *fondé* également sur la pensée.

L'idéologue historien (historien doit être ici un simple vocable collectif pour : politicien, juriste, philosophe, théologien, bref, pour tous les domaines appartenant à *la société* et non pas seulement à la nature), l'idéologue historien a donc dans chaque domaine scientifique une matière qui s'est formée de façon indépendante dans la pensée de générations antérieures et qui a évolué de façon indépendante dans le cerveau de ces générations successives. Des faits extérieurs, il est vrai, appartenant à ce domaine ou à d'autres peuvent bien avoir contribué à déterminer ce développement, mais ces faits reconnus tacitement être, ne sont-ils pas eux-mêmes, à leur tour, de simples fruits d'un processus intellectuel, de sorte que nous continuons toujours à rester dans le royaume de la pensée pure qui a heureusement digéré même les faits les plus têtus.

C'est cette apparence d'histoire indépendante des constitutions d'Etat, des systèmes juridiques, des conceptions idéologiques dans chaque domaine particulier qui aveugle, avant tout, la plupart des gens. Si Luther et Calvin « viennent à bout » de la religion catholique officielle, si Hegel « vient à bout » de Kant et de Fichte, si Rousseau « vient à bout » indirectement par son *Contrat social* républicain, de Montesquieu le constitutionnel, c'est un événement qui reste à l'intérieur de la théologie, de la philosophie, de la théorie de l'Etat, qui constitue une étape dans l'histoire de ces domaines de la pensée et qui ne sort pas du domaine de la pensée. Et, depuis que l'illusion bourgeoise de la perpétuité et de la perfection absolue de la production capitaliste s'est encore ajoutée à cela, la victoire des physiocrates et d'Adam Smith sur les mercantilistes passe elle-même, ma foi, pour une simple victoire de l'idée, non pas comme le reflet intellectuel de faits économiques modifiés, mais, au contraire, comme la compréhension exacte, enfin acquise, de conditions réelles ayant existé partout et de tout temps. Si Richard Cœur de Lion et Philippe Auguste avaient instauré le libre-échange au lieu de s'engager dans les croisades, ils nous auraient épargné cinq cents années de misère et de sottises.

Cet aspect de la chose que je ne puis ici qu'effleurer, tous nous l'avons négligé, je pense, plus qu'il le méritait. C'est une vieille histoire : au commencement, on néglige toujours la forme pour le fond. Comme je l'ai déjà dit, je l'ai fait également, et la faute ne m'est toujours apparue que *post festum*. C'est pourquoi non seulement je suis très loin de vous en faire un reproche quelconque, d'autant plus que j'ai commencé à commettre cette faute bien avant vous, au contraire, — mais du moins je voudrais vous rendre attentif à ce point à l'avenir.

A cela se lie également cette idée stupide des idéologues : comme nous refusons aux diverses sphères idéologiques qui jouent un rôle dans l'histoire, un développement historique indépendant, nous leur

refusons aussi toute *efficacité historique*. C'est partir d'une conception banale, non dialectique de la cause et de l'effet comme de pôles opposés l'un à l'autre de façon rigide, de l'ignorance absolue de l'action réciproque. Le fait qu'un facteur historique, dès qu'il est engendré finalement par d'autres faits économiques, réagit aussi à son tour et peut réagir sur son milieu et même sur ses propres causes, ces messieurs l'oublient souvent tout à fait à dessein. Comme Barth, par exemple, parlant de la caste des prêtres et de la religion, voir dans votre livre, page 475. J'aime beaucoup la façon dont vous avez réglé son compte à ce personnage d'une platitude incroyable. Et c'est lui que l'on nomme professeur d'histoire à Leipzig ! Il y avait pourtant là le vieux Wachsmuth, également borné, mais doué d'un remarquable sentiment des faits, un tout autre type !

Au sujet du livre, en général, je ne puis que répéter ce que j'ai dit à maintes reprises des articles, quand ils paraissaient dans la *Neue Zeit* ; c'est de beaucoup le meilleur exposé de la genèse de l'Etat prussien, je dirai même que c'est le seul qui soit bon, car dans la plupart des cas, il en révèle exactement les corrélations jusque dans les détails. Il est seulement regrettable que vous n'avez pas embrassé tout le développement ultérieur jusqu'à Bismarck, et j'ai malgré moi l'espoir que vous le ferez un jour pour donner un tableau d'ensemble cohérent, depuis le Grand Electeur Frédéric-Guillaume jusqu'au vieux Guillaume. [*Guillaume I^{er}*. (N.R.)] Car enfin, vous avez déjà fait les études préliminaires et presque terminé le travail, du moins en ce qui concerne l'essentiel. Or, il faut l'avoir fait avant que tout le coffre aux vieilleries ne s'effondre ; la défloration des légendes monarchiques patriotiques, sans être précisément une prémisse indispensable de l'élimination de la monarchie qui couvre la domination de classe (la république bourgeoise *pure* en Allemagne étant périmée avant d'être apparue), n'en est pas moins un des leviers les plus efficaces.

Vous aurez alors plus d'espace et plus d'occasions pour représenter l'histoire locale de la Prusse comme une partie de la misère commune de l'Allemagne. C'est là le point sur lequel je diverge quelque peu avec vous, avec votre conception des causes du morcellement de l'Allemagne et de l'échec de la révolution bourgeoise allemande du XVI^e siècle. S'il m'est donné de remanier l'introduction historique à ma *Guerre des paysans*, ce qui arrivera, je l'espère, l'hiver prochain, je pourrai y développer les points voulus. Non que j'estime erronées les causes que vous mentionnez, mais j'en ajoute d'autres et les groupe un peu différemment.

En étudiant l'histoire de l'Allemagne, qui n'est qu'une misère ininterrompue, j'ai toujours trouvé que seule la comparaison avec les époques correspondantes de l'histoire de France donnerait la bonne échelle, parce qu'il s'y passe *juste* le contraire de ce qui a lieu chez nous. Là-bas, il se forme un Etat national à partir des membres disjoints de l'Etat féodal, alors que chez nous c'est précisément le paroxysme de la décadence. Là-bas, tout le processus est assujéti à une rare logique objective, tandis que chez nous la débâcle s'aggrave de plus en plus.

Là-bas, au Moyen Age, l'immixtion étrangère est figurée par le conquérant anglais qui intervient en faveur de la nationalité provençale contre celle du Nord de la France ; les guerres avec les Anglais représentent en quelque sorte la guerre de Trente ans, mais elles se terminent par l'expulsion des envahisseurs étrangers et la conquête du Sud par le Nord. Vient ensuite la lutte du pouvoir central contre le vassal bourguignon [*Charles le Téméraire*. (N.R.)] qui s'appuie sur ses possessions étrangères et dont le rôle correspond à celui du Brandebourg-Prusse, mais cette lutte aboutit au triomphe du pouvoir central et parachève la formation de l'Etat national. Et chez nous, à ce moment même, l'Etat national se désagrège complètement (dans la mesure où le « royaume d'Allemagne » au sein du Saint Empire Romain peut être qualifié d'Etat national), et le pillage des terres allemandes commence en grand. Si honteuse que soit cette comparaison pour les Allemands, elle n'en est que plus édifiante, et depuis que nos ouvriers ont replacé l'Allemagne au premier rang du mouvement historique, nous avons moins de peine à avaler l'opprobre du passé.

Un autre caractère très particulier de l'évolution allemande, c'est que les deux Etats de l'empire qui ont fini par se partager toute l'Allemagne ne sont ni l'un ni l'autre purement allemands, étant d'anciennes colonies conquises sur les terres slaves : l'Autriche est colonie bavaroise, le Brandebourg, colonie saxonne ; et s'ils se sont emparés du pouvoir en Allemagne, c'est uniquement en prenant appui sur leurs possessions étrangères, non allemandes : l'Autriche sur la Hongrie (sans parler de la Bohême), le Brandebourg sur la Prusse.

A la frontière ouest, qui était la plus menacée, il n'y avait rien de pareil, à la frontière nord c'est aux Danois qu'on avait laissé le soin de défendre l'Allemagne contre les Danois, et le Sud avait si peu besoin d'être défendu que ses gardes-frontières, les Suisses, purent se séparer eux-mêmes de l'Allemagne !

Mais voilà que je me suis lancé dans un tas de ratiocinations ; que ce bavardage vous prouve au moins le vif intérêt que m'inspire votre travail.

Encore une fois ma sincère reconnaissance et mes salutations.

Votre Engels.

Publié pour la première fois avec des coupures dans l'ouvrage de F. Mehring, «Geschichte des Deutschen Sozialdemokratie», Bd. III, Th. II, Stuttgart, 1898 et intégralement en russe dans les Œuvres de Marx et d'Engels, première édition, t. XXIX, 1946.

Conforme au manuscrit. Traduit de l'allemand.

ENGELS À NIKOLAÏ DANIELSON

À PÉTERSBOURG

[Les mots et expressions en crochets italiques de la lettre figuraient également en russe. — V.G.]

Londres, le 17 octobre 1893

... Je vous suis infiniment reconnaissant de m'avoir envoyé des exemplaires des *[Essais]*⁹⁷, j'en ai adressé trois à des amis estimés. Je suis heureux de voir que ce livre a fait impression, sensation même, comme il le méritait bien d'ailleurs. Parmi les Russes que j'ai rencontrés, il était le sujet principal des conversations. Pas plus tard que hier, l'un d'eux *[Goldenberg. (N.R.)]* m'écrivait : *[Chez nous en Russie, l'on discute du « destin du capitalisme en Russie ».]* Un certain monsieur P. Strouvé a consacré à votre livre un grand article dans le *Sozial-Politisches Centralblatt* de Berlin. *[Troisième année d'édition n° 1, 1^{er} octobre 1893]*⁹⁸. Je suis d'accord avec lui sur un point : la phase capitaliste actuelle du développement de la Russie, me semble, à moi aussi, la conséquence inévitable des conditions historiques créées par la guerre de Crimée, de la manière dont se sont modifiés les rapports agraires en 1861, enfin, de la stagnation politique dans toute l'Europe. Mais il a entièrement tort, dans l'intention de réfuter ce qu'il appelle votre vision pessimiste de l'avenir, de comparer la situation actuelle de la Russie à celle des Etats-Unis. Il dit que les conséquences funestes du capitalisme moderne en Russie seront surmontées aussi facilement qu'aux Etats-Unis. Or, il oublie complètement que les Etats-Unis étaient modernes, bourgeois, dès le début, qu'ils ont été fondés par des *petits-bourgeois* et des paysans qui avaient fui le féodalisme européen pour instituer une société purement bourgeoise. Tandis qu'en Russie, nous avons un fondement de caractère communiste primitif, une *Gentilgesellschaft* antérieure à la civilisation, qui, tout en se dissolvant, continue à servir de fondement, de matériau à la révolution capitaliste (car c'est une véritable révolution sociale). En Amérique, la *Geldwirtschaft* existe depuis plus de cent ans, alors qu'en Russie, c'était la *Naturalwirtschaft* qui était de règle, presque sans exception. Il va donc de soi qu'en Russie le bouleversement doit avoir un caractère beaucoup plus violent, plus décisif et plus douloureux qu'en Amérique.

J'ai malgré tout l'impression que vous envisagez les choses sous un jour trop sombre. Sans aucun doute, le passage du communisme agraire primitif à l'industrialisme capitaliste ne peut avoir lieu sans un terrible revirement au sein de la société, sans la disparition de classes entières et leur transformation en d'autres classes ; quant aux souffrances atroces, aux pertes de vies humaines et de forces productives qu'il entraînera forcément, nous les avons vues en réduction en Europe occidentale. Mais de là à l'effondrement total d'une grande nation douée, il y a loin. L'accroissement rapide de la population, qui vous est habituel, risque d'être arrêté. La destruction inconsidérée des forêts, doublée de l'expropriation des *[Propriétaires fonciers.]* comme des paysans, peut causer un gaspillage colossal des forces productives ; néanmoins, une population de plus de 100 millions d'habitants constitue, au

bout du compte, un marché intérieur suffisant pour une *grande industrie* [En français dans le texte. (N.R.)] considérable ; chez vous comme ailleurs, tout finira par s'équilibrer, à condition, bien entendu, que le capitalisme dure assez longtemps en Europe occidentale. Vous reconnaissez vous-même que

« les conditions sociales en Russie, après la guerre de Crimée, étaient défavorables au développement de la forme de production héritée de notre passé historique ».

J'irais plus loin en disant qu'en Russie comme partout ailleurs, il eût été impossible de développer à partir du communisme agraire primitif une forme sociale supérieure, si cette forme n'avait pas *existé déjà* dans un autre pays, pouvant servir ainsi de modèle. Etant donné que cette forme supérieure, partout où elle est historiquement possible, résulte forcément de la forme capitaliste de production et de l'antagonisme social dualiste qui s'ensuit, elle ne peut se développer à partir de la commune agraire primitive autrement qu'en s'inspirant d'un exemple existant. Si l'Europe occidentale de 1860-1870 avait été mûre pour une telle transformation, si cette transformation avait été amorcée en Angleterre, en France, etc., c'eût été aux Russes de montrer ce qu'on pouvait faire de leur commune qui était alors plus ou moins intacte. Mais l'Occident stagnait et ne tentait même pas d'effectuer une transformation de ce genre, pendant que le capitalisme, au contraire, se développait à un rythme accéléré. La Russie se trouvait donc devant l'alternative suivante : ou bien convertir la commune en une forme de production dont la séparaient plusieurs stades historiques intermédiaires — tâche évidemment irréalisable, les conditions n'en étant pas mûres, même en Occident — ou bien s'acheminer vers le capitalisme. Que lui restait-il, sinon la deuxième solution ?

En ce qui concerne la commune, elle n'est possible qu'aussi longtemps que les différences de fortune entre ses membres sont insignifiantes. Dès qu'elles s'accroissent au point que les uns deviennent les esclaves débiteurs des membres plus riches, la commune ne peut plus exister. Les [Riches paysans et vampires. (N.R.)] d'Athènes avaient détruit avant Solon la *gens* athénienne aussi implacablement que le font de la commune les éléments analogues de votre pays. Je crains que cette institution ne soit condamnée à périr. Mais d'un autre côté, le capitalisme ouvre de nouvelles perspectives, de nouveaux espoirs. Voyez ce qu'il a fait et ce qu'il continue de faire en Occident. Une grande nation comme la vôtre survivra à n'importe quelle crise. Il n'est pas de calamité historique qui ne soit compensée par un progrès. Seul le *moyen operandi* change. Que les destinées s'accomplissent ! ... [En français dans le texte. (N.R.)]

Publié pour la première fois en russe dans la revue «Minouchchié gody», n° 2, 1908.

Conforme au manuscrit. Traduit de l'anglais.

ENGELS À B. BORGIUS

À BRESLAU [Wrocław. (N.R.)]⁹⁹

Londres, le 25 janvier 1894

Cher Monsieur,

Voici la réponse à vos questions :

1. Par les rapports économiques, que nous regardons comme la base déterminante de l'histoire de la société, nous entendons la manière dont les hommes d'une certaine société produisent leurs moyens d'existence et échangent entre eux les produits (dans la mesure où existe la division du travail). Donc, *toute la technique* de la production et des transports y est incluse. Selon notre conception, cette technique détermine également le mode d'échange et de répartition des produits et, par conséquent, après la dissolution de la société tribale, également la division en classes, par conséquent les rapports de domination et de servitude, par conséquent l'Etat, la politique, le droit, etc. Sont inclus, en outre, dans le concept des rapports économiques, la *base géographique* sur laquelle ceux-ci évoluent, et les vestiges réellement transmis des stades de développement économique antérieurs qui se sont maintenus, souvent par tradition seulement ou par *vis inertiae*, et naturellement aussi le milieu extérieur qui entoure cette forme sociale.

Si, comme vous le dites, la technique dépend pour une grande part de l'état de la science, celle-ci dépend encore beaucoup plus de *l'état* et des *besoins* de la technique. Lorsque la société a des besoins techniques, elle impulse plus la science que le font dix universités. Toute l'hydrostatique (Torricelli, etc.) sortit du besoin vital de régularisation des torrents de montagne en Italie aux XVI^e et XVII^e siècles. Nous ne savons quelque chose de rationnel de l'électricité que depuis qu'on a découvert son utilisation technique. Mais malheureusement, en Allemagne, on a pris l'habitude d'écrire l'histoire des sciences comme si elles étaient tombées du ciel.

2. Nous considérons les conditions économiques comme ce qui conditionne, en dernière instance, le développement historique. Or, la race est elle-même un facteur économique. Mais il y a deux points ici qu'il ne faut pas négliger :

a) Le développement politique, juridique, philosophique, religieux, littéraire, artistique, etc., repose sur le développement économique. Mais ils réagissent tous également les uns sur les autres, ainsi que sur la base économique. Il n'en est pas ainsi parce que la situation économique est *la cause, qu'elle est seule active* et que tout le reste n'est qu'action passive. Il y a, au contraire, action réciproque sur la base de la nécessité économique qui l'emporte toujours *en dernière instance*. L'Etat, par exemple, agit par le protectionnisme, le libre-échange, par une bonne ou mauvaise fiscalité, et même l'épuisement et l'impuissance mortels du philistin allemand, qui résultèrent de la situation économique misérable de l'Allemagne de 1648 à 1830 et qui se manifestèrent tout d'abord sous forme de piétisme, puis de sentimentalité et d'esclavage servile à l'égard des princes et de la noblesse, ne furent pas sans influence économique. Ils furent un des plus grands obstacles au relèvement et ne furent ébranlés que grâce aux guerres de la Révolution et de Napoléon qui firent passer la misère chronique à l'état aigu. Il n'y a donc pas, comme on veut se l'imaginer, çà et là, par simple commodité, un effet automatique de la situation économique, ce sont, au contraire, les hommes qui font leur histoire eux-mêmes, mais dans un milieu donné qui la conditionne, sur la base de conditions antérieures de fait, parmi lesquelles les conditions économiques, si influencées qu'elles puissent être par les autres conditions politiques et idéologiques, n'en sont pas moins, en dernière instance, les conditions déterminantes, constituant d'un bout à l'autre le fil conducteur, qui, seul, vous met à même de comprendre.

b) Les hommes font leur histoire eux-mêmes, mais jusqu'ici ils ne se conforment pas à une volonté collective, selon un plan d'ensemble, et cela même pas dans le cadre d'une société déterminée, organisée, donnée. Leurs efforts se contrecarrent, et c'est précisément la raison pour laquelle règne, dans toutes les sociétés de ce genre, la *nécessité* complétée et manifestée par la *contingence*. La nécessité qui s'y impose par la contingence est à son tour, en fin de compte, la nécessité économique. Ici nous abordons la question de ce qu'on appelle les grands hommes. Naturellement, c'est un pur hasard que tel grand homme surgisse à tel moment déterminé dans tel pays donné. Mais, si nous le supprimons, on voit surgir l'exigence de son remplacement et ce remplaçant se trouve tant bien que mal, mais il se trouvera toujours à la longue. Ce fut un hasard que Napoléon, ce Corse, fût précisément le dictateur militaire dont avait absolument besoin la République française, épuisée par sa propre guerre ; mais la preuve est faite que, faute d'un Napoléon, un autre aurait comblé la lacune, car l'homme s'est trouvé chaque fois qu'il a été nécessaire : César, Auguste, Cromwell, etc. Si Marx a découvert la conception historique de l'histoire, Thierry, Mignet, Guizot, tous les historiens anglais jusqu'en 1850 prouvent qu'on s'y efforçait, et la découverte de la même conception par Morgan est la preuve que le temps était mûr pour elle et qu'elle *devait nécessairement* être découverte. Il en est ainsi de tout autre hasard et de tout autre apparence de hasard dans l'histoire. Plus le domaine que nous étudions s'éloigne de l'économie et se rapproche de la pure idéologie abstraite, plus nous constaterons que son développement présente de hasard et plus sa courbe se déroule en zigzag. Mais si vous tracez l'axe moyen de la courbe, vous trouverez que plus la période considérée est longue et le domaine étudié est grand, plus cet axe se rapproche de l'axe du développement économique et plus il tend à lui être parallèle.

Le plus grand obstacle à la compréhension exacte est en Allemagne la négligence impardonnable, en littérature, de l'histoire économique ; non seulement il est très difficile de se déshabituer des idées serinées à l'école sur l'histoire, mais il est encore plus difficile de rassembler les matériaux qui sont nécessaires à cet effet. Qui, par exemple, a seulement lu le vieux G. von Gülich dont la compilation aride contient pourtant tant d'éléments¹⁰⁰ qui permettent d'éclaircir d'innombrables faits politiques ?

D'ailleurs, le bel exemple que Marx a donné dans *Le 18-Brumaire*, devrait, comme je pense, répondre suffisamment à vos questions, précisément, parce que c'est un exemple pratique. Dans l'*Anti-Dühring*, 1^{re} partie, chapitres 9 à 11, et 2^e partie, chapitres 2 à 4, ainsi que dans la 3^e partie, chapitre 1^{er} ou dans l'introduction et, ensuite, dans le dernier chapitre de *Feuerbach*, je crois également avoir déjà touché à la plupart de ces points.

Je vous prie de ne considérer que l'ensemble de ce texte, sans en soumettre chaque mot à une critique méticuleuse ; je regrette de ne pas avoir eu le temps de tout vous exposer avec la clarté et la netteté requises pour une publication...

Publié pour la première fois dans la revue «Der Sozialistische Akademiker», n° 20, 1895.

Conforme au texte de la revue. Traduit de l'allemand.

ENGELS À WERNER SOMBART

À BERLIN

Londres, le 11 mars 1895

Monsieur,

En réponse à vos quelques lignes du 14 dernier, permettez-moi de vous remercier pour votre aimable envoi de votre ouvrage sur Marx. Je l'avais déjà lu avec beaucoup d'intérêt dans les *Cahiers d'archives*¹⁰¹ que m'avait envoyés le docteur H. Braun, et je me suis réjoui alors d'avoir rencontré enfin une telle compréhension du *Capital* dans une université allemande. Il va de soi que je ne puis entièrement partager votre interprétation des vues de Marx.

En particulier, il me semble que la définition de la notion de valeur donnée aux pages 576 et 577 est traitée un peu trop largement : je l'aurais, premièrement, limitée historiquement, soulignant qu'elle revêt une signification pour le niveau d'évolution économique de la société auquel il a pu être et il est possible de parler de valeur, soit pour des formes de la société où l'on pratique l'échange des marchandises et où existe par conséquent une production marchande ; le communisme primitif ne connaissait pas la valeur. Et deuxièmement, je crois que la définition logique, elle aussi, aurait pu être plus rigoureuse. Au vrai, ceci nous emmènerait trop loin et ce que vous dites est juste dans ses grandes lignes.

Mais voilà qu'à la p. 586 vous en appelez directement à moi et j'avoue avoir ri de la manière très gentille dont vous m'appuyez votre pistolet sur la poitrine. Quoi qu'il en soit, soyez tranquille, je ne chercherai pas à vous démontrer le contraire. Les raisonnements logiques à l'aide desquels Marx passe des diverses valeurs de m/c ou $m/(c+v)$ produites dans les entreprises capitalistes isolées à un taux de profit général égal, sont parfaitement étrangers à la conscience des capitalistes individuels. C'est dans la mesure où ces raisonnements possèdent un certain parallèle historique ou une certaine réalité existant en dehors de notre conscience qu'ils acquièrent cette réalité, par exemple avec le passage des diverses parties constituantes de la plus-value produite par le capitaliste *A* en plus du taux de profit général, c'est-à-dire en plus de sa part dans la plus-value globale, dans la poche du capitaliste *B*, chez lequel la plus-value qu'il a produite lui-même est, par la force des choses, inférieure aux dividendes qui lui reviennent.

Mais ce procès s'accomplit objectivement, dans les choses, inconsciemment, et ce n'est que maintenant que nous pouvons nous faire une idée du travail qu'il a fallu consentir pour parvenir à sa compréhension correcte. Si la constitution du taux de profit moyen demandait la collaboration *consciente* des différents capitalistes, si le capitaliste individuel *était conscient* de produire la plus-value, en telle grandeur, et du fait que dans de nombreux cas il lui faut céder une partie de cette plus-value, la liaison entre la plus-value et le profit eût été dès le début suffisamment claire pour qu'Adam Smith, indiscutablement, l'eût déjà montrée et peut-être même Petty.

Du point de vue de Marx, toute la marche de l'histoire — il est question des événements notables — s'est accomplie inconsciemment, c'est-à-dire que les événements et leurs conséquences ne dépendaient pas de la volonté des hommes ; les figurants de l'histoire désiraient soit quelque chose de diamétralement opposé à ce qui avait été atteint, ou bien cet acquis entraînait des suites totalement imprévues. Pour en revenir à l'économie : chaque capitaliste convoite le profit *maximum*. L'économie politique bourgeoise a établi que cette course du capitaliste individuel au profit *maximum* a pour résultat un taux de profit général *égal*, c'est-à-dire le profit approximativement *égal* de chacun d'eux. Mais ni les capitalistes ni les économistes bourgeois ne se rendent pas compte du fait que le but réel de cette course au profit est en définitive la répartition proportionnelle en pour-cent de la plus-value globale réalisée sur la somme du capital global.

Mais en réalité, comment s'est effectué le procès d'égalisation ? C'est là une question du plus haut intérêt dont Marx lui-même ne dit pas grand-chose. Toutefois toute la conception (*Auffassungsweise*) de Marx n'est pas une doctrine mais une méthode. Elle ne fournit pas de dogmes tous faits mais les points de départ de l'étude ultérieure et la méthode pour cette recherche. Il y a donc ici encore un certain travail à accomplir que Marx, dans ce premier jet, n'a pas conduit à son terme. Sur cette question, nous trouvons des indications surtout aux pp. 153-156, III, I, [*K. Marx, le Capital, livre 3, tome I^{er}, Editions Sociales, Paris, 1957, pp. 191-195. (N.R.)*] qui sont de même importantes pour votre exposition de la notion de valeur et démontrent que cette notion découvrait une plus grande réalité que vous ne lui en attribuez. Chaque fois que l'échange apparaissait, quand les produits se transformaient graduellement en marchandise, ils s'échangeaient approximativement selon *leur valeur*. L'unique critère de la confrontation quantitative de la valeur de deux objets était le travail qui avait été dépensé pour leur fabrication. En conséquence, la valeur avait alors *une existence immédiatement réelle*. Nous savons que cette réalisation immédiate de la valeur dans l'échange a cessé, qu'elle n'existe plus. Et je pense qu'il ne vous coûtera pas un grand travail de déceler, tout au moins dans leur grandes lignes, les maillons intermédiaires menant de ladite valeur immédiatement réelle à la valeur sous la forme de production capitaliste, celée si profondément que nos économistes peuvent nier son existence en toute quiétude. L'exposé authentiquement historique de ce procès, qui, il faut le reconnaître, exige l'étude la plus soignée, mais dont les résultats promettent d'être particulièrement payants, aurait été un complément précieux du *Capital*.¹⁰²

En conclusion, je dois encore une fois vous remercier pour l'opinion flatteuse que vous vous faites de moi et qui vous porte à penser que j'aurais pu faire du livre III quelque chose de mieux que ce qu'il offre sous sa forme actuelle. Je ne peux pas, cependant, partager cet avis et je crois n'avoir fait remplir mon devoir ne publiant Marx dans les formulations de Marx lui-même, au risque d'obliger le lecteur à forcer un peu plus ses facultés de réflexion autonome.

Veillez agréer l'expression de mes salutations respectueuses.

Publié pour la première fois dans la revue «Beitrage Zur Geschichte der Deutschen Arbeiterbewegung», n° 3, 1961.

Friedrich Engels.

Conforme au manuscrit. Traduit de l'allemand.

NOTES

1. « *La Dialectique de la nature* », un des principaux ouvrages d'Engels. Il y tente une synthèse philosophique du point de vue du matérialisme dialectique des plus importantes acquisitions des sciences de la nature au milieu du XIX^e siècle. La dialectique matérialiste y reçoit de nouveaux développements, et les conceptions métaphysiques et idéalistes dans les sciences naturelles y sont soumises à la critique. Dans le sommaire du troisième volume des matériaux préparatoires à *la Dialectique de la nature*, dressé par Engels, cette « Introduction » est dite *Ancienne introduction*. On peut la dater de 1875 ou 1876. Il est possible que sa première partie ait été écrite en 1875, et la deuxième, dans le premier semestre de 1876.
2. Allusion à la Grande guerre de paysans de 1524 à 1525 en Allemagne.
3. Selon la mythologie grecque, les écuries du roi Augias n'avaient pas été nettoyées pendant de longues années. Hercule les nettoya en un seul jour. Ce fut un de ses douze travaux. L'expression les « écuries d'Augias » est souvent prise comme synonyme d'amoncellement d'immondices ou d'affaires fortement négligées.
4. Engels fait allusion au choral de Luther « Ein feste Burg ist unser Gott » (Dieu est notre ferme soutien). Dans son ouvrage *Contribution à l'histoire de la religion et de la philosophie en Allemagne* (livre deuxième), H. Heine qualifie ce cantique de « Marseillaise de la Réforme ».
5. Copernic reçut un exemplaire de son livre *Traité sur les révolutions des mondes célestes*, où il exposait le système héliocentrique de l'Univers, le jour de sa mort, le 24 mai 1543.
6. Les conceptions qui prédominaient dans la chimie au XVIII^e siècle enseignaient que la combustion était déterminée par la présence dans les corps d'une substance spéciale, le phlogistique, libérée par la combustion. Lavoisier démontra l'inconsistance de cette théorie et donna une explication correcte de la combustion, en tant que réaction due à la combinaison d'un corps avec l'oxygène.
7. Il s'agit du livre de Kant *Allgemeine Naturgeschichte und Theorie des Himmels* (Histoire universelle de la nature et théorie du ciel), édité anonymement en 1755. On y trouve l'hypothèse cosmogonique de Kant, selon laquelle le système solaire serait issu d'une nébuleuse initiale. L'hypothèse de Laplace sur la formation du système solaire fut exposée pour la première fois dans le dernier chapitre de son œuvre *Exposition du système du monde*, t. I et t. II, Paris, 1796.
8. Allusion à l'idée émise par Newton dans son ouvrage *Bases mathématiques de la philosophie de la nature*, t. III. Notions générales. C'est en tenant compte de cette idée de Newton que Hegel, dans son *Encyclopédie des sciences philosophiques*, § 98, Additif 1^{er}, signalait : « Newton... avertissait directement la physique de ne pas verser dans la métaphysique... ».
9. *Amphioxus*, petit animal marin, forme transitoire des invertébrés aux vertébrés. *Lépidosirène*, poisson de l'Amérique du Sud appartenant à l'ordre des dipneustes, respire par des branchies des poumons.
10. *Cératodus*, poisson d'Australie de l'ordre des dipneustes. *Archéoptéryx*, animal fossile vertébré, un des plus anciens représentants de la classe des oiseaux, ayant certains caractères de reptiles.
11. Il est fait allusion à la dissertation de K. F. Wolff, *Theoria generationis*, publiée en 1759.
12. C'est en 1859 que parut le livre de Darwin *De l'origine des espèces*.
13. *Protistes*, d'après la classification de Haeckel, vaste groupe des plus simples des organismes unicellulaires, qui, à l'instar des protozoaires et des protophytes, composent un des règnes du monde organique.
14. *Eozoon Canadense*, fossile, découvert au Canada, était considéré comme un vestige des organismes primitifs les plus anciens. En 1878, le zoologue allemand K. Möbius réfuta l'hypothèse de l'origine organique de ce fossile.
15. « *Vorwärts* » (En Avant !), organe central du Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, publié à Leipzig du 1^{er} octobre 1876 au 27 octobre 1878. *L'Anti-Dühring* d'Engels y parut du 3 janvier 1877 au 7 juillet 1878.
16. La sixième exposition industrielle universelle s'ouvrit le 10 mai 1876 à Philadelphie. Quarante pays y participèrent, dont l'Allemagne. L'exposition révéla que l'industrie allemande accusait un retard considérable par rapport aux autres pays et qu'elle se guidait par le principe : « à bon marché, mais de mauvaise qualité ».
17. Engels a en vue les interventions de Nägeli et Virchow en septembre 1877 au congrès des naturalistes et des médecins allemands dont les matériaux furent publiés dans *Tageblatt der 50 Versammlung deutscher Naturforscher und Ärzte in München 1877* (Bulletin du 50^e congrès des naturalistes et médecins à Munich en 1877), ainsi que les énonciations de Virchow dans le livre *Die Freiheit der Wissenschaft im modernen Staat* (La liberté de la science dans l'Etat contemporain), Berlin, 1877, S. 13.
18. Il s'agit des livres : J.B.J. Fourier, *Théorie analytique de la chaleur*. Paris, 1822, et S. Carnot, *Réflexions sur la puissance motrice du feu et sur les machines propres à développer cette puissance*. Paris, 1824. La fonction C mentionnée par Engels plus loin figure dans la note sur les pages 73-79 du livre de Carnot.
19. Le « *Rheinische Zeitung für Politik, Handel und Gewerbe* » (Gazette rhénane pour les problèmes de politique, de commerce et d'industrie), quotidien qui parut à Cologne du 1^{er} janvier 1842 au 31 mars 1843. Marx collabora à ce journal à partir d'avril 1842 ; il en devint un des rédacteurs en octobre de la même année. Engels y collabora également.
20. « *Kölnische Zeitung* » (La Gazette de Cologne), quotidien allemand ; parut sous ce titre à Cologne à partir de 1802 ; pendant la révolution de 1848-1849 et à l'époque de réaction qui la suivit, il incarna la politique pusillanime et de la trahison de la bourgeoisie libérale prussienne. Après 1870, le journal fut lié au parti national libéral.
21. « *Deutsch-Französische Jahrbücher* » (Annales franco-allemandes), paraissait à Paris sous la rédaction de K. Marx et A. Ruge, en allemand. Seul le premier fascicule (double) vit le jour en février 1844. Y furent publiés les ouvrages de Marx : *Sur la question juive* et *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, et ceux d'Engels : *Esquisse d'une critique de l'économie politique et la Situation de l'Angleterre*. Thomas Carlyle « *Le passé et le présent* ». Ces ouvrages marquèrent le

passage définitif de Marx et d'Engels de la démocratie révolutionnaire au matérialisme et au communisme. Les divergences de principe entre Marx et le radical bourgeois Ruge furent la cause principale de l'arrêt de la parution.

22. Le gouvernement français signifia un ordre d'expulsion à Karl Marx le 16 janvier 1845, à la suite de la pression exercée par le gouvernement de Prusse.

23. *L'Association ouvrière allemande* fut fondée par Marx et Engels fin août 1847 à Bruxelles pour propager les idées du communisme scientifique parmi les ouvriers allemands résidant en Belgique. Sous la direction de Marx, d'Engels et de leurs partisans, l'Association devint le centre légal de ralliement de tous les prolétaires révolutionnaires allemands résidant en Belgique. Les meilleurs éléments de l'Association faisaient partie de la section de Bruxelles de la Ligue des communistes. L'Association cessa ses activités après la révolution bourgeoise de février 1848 en France, après que ses membres aient été arrêtés et déportés par la police belge.

24. « *Deutsche Brüsseler-Zeitung* » (Journal allemand de Bruxelles), fondé par les émigrés politiques allemands à Bruxelles. Parut de janvier 1847 à février 1848. A partir de septembre 1847, Marx et Engels devinrent ses collaborateurs permanents et influèrent directement sur son orientation. Sous la direction de Marx et d'Engels, le journal devint l'organe de la Ligue des communistes.

25. Il s'agit de *l'Insurrection de juin*, héroïque action des ouvriers parisiens, elle se déroula les 23-26 juin 1848 et fut réprimée avec cruauté par la bourgeoisie française. Cette insurrection fut la première guerre civile où le prolétariat s'opposa à la bourgeoisie.

26. « *Kreuzzeitung* » (Journal de la Croix), surnom donné au quotidien *Neue Preussische Zeitung* (Nouveau journal allemand) à cause de la croix, emblème du Landwehr, figurant au titre ; parut à Berlin de juin 1848 à 1939 ; était l'organe de la clique contre-révolutionnaire de la Cour et des junkers prussiens.

27. Il s'agit de l'insurrection armée de *Dresde des 3-8 mai* et de celle en *Allemagne du Sud et de l'Ouest* en mai-juillet 1849, qui éclatèrent pour défendre la constitution d'Empire adoptée par l'Assemblée nationale de Francfort le 28 mars 1849, mais répudiée par plusieurs Etats allemands. Ces insurrections, isolées et spontanées furent réprimées vers la mi-juillet 1849.

28. *Le 13 juin 1849*, à Paris, le parti petit-bourgeois de la Montagne organisa une manifestation pacifique contre l'envoi de troupes françaises pour réprimer la révolution en Italie. La manifestation fut dispersée par la troupe. Plusieurs leaders de la Montagne furent obligés d'émigrer de France.

29. « *Neue Rheinische Zeitung. Politisch-ökonomische Revue* » (Nouvelle Gazette Rhénane. Revue économique et politique), organe théorique de la Ligue des communistes, fondée par Marx et Engels ; parut de décembre 1849 à novembre 1850. Six numéros en tout.

30. Il s'agit du procès de provocation monté à Cologne par le gouvernement prussien contre onze membres de la Ligue des communistes (4 octobre-12 novembre 1852). Accusés de haute trahison sur la base de faux documents et témoignages, sept d'entre eux furent condamnés à des peines allant de trois à six ans de prison.

31. « *New York Daily Tribune* », journal bourgeois progressiste, publié de 1841 à 1924 Marx et Engels collaborèrent à ce journal d'août 1851 à mars 1862.

32. *La guerre de Sécession* (1861-1865) opposa aux Etats-Unis le Nord industriel et les Etats du Sud qui s'étaient soulevés contre l'abolition de l'esclavage ; en 1861, ils décidèrent de se séparer des Etats du Nord. Cette guerre fut le résultat de la lutte entre les deux systèmes sociaux différents : le système de l'esclavage et celui du travail salarié.

33. *La guerre italienne*, qui opposa la France et le Piémont à l'Autriche, fut déclenchée par Napoléon III en 1859, prétendument pour libérer l'Italie, mais en réalité pour conquérir des territoires et affermir le régime bonapartiste en France. Intimidé par l'envie de libération nationale en Italie et afin de maintenir son morcellement politique, Napoléon III conclut une paix séparée avec l'Autriche. La Savoie et Nice furent rattachées à la France, la Lombardie à la Sardaigne, et Venise restait sous la domination autrichienne.

34. « *Das Volk* » (le Peuple), quotidien publié en allemand à Londres, du 7 mai au 20 août 1859, avec le concours personnel de Marx ; à partir de juillet Marx en fut en fait le rédacteur.

35. Le palais des Tuileries, qui n'existe plus, fut la résidence de Napoléon III.

36. Le 4 septembre 1870 eut lieu un soulèvement révolutionnaire des masses populaires qui aboutit à la chute du Second Empire, à la proclamation de la République et à la formation d'un gouvernement provisoire, dont firent partie, outre les républicains modérés, des monarchistes. Ce gouvernement présidé par Trochu, gouverneur militaire de Paris, et dont l'inspirateur direct était Thiers, s'engagea dans la voie de la trahison nationale et d'une collusion avec l'ennemi extérieur.

37. La « *Lettre circulaire* » de K. Marx et F. Engels des 17-18 septembre 1879, adressée à A. Bebel, mais destinée à tous les dirigeants du Parti social-démocrate allemand, a le caractère d'un document du parti. Dans le présent tome est publiée sa III^e partie où les auteurs mirent à nu la nature capitulaire des chefs de l'aile droite du parti : Höchberg, Bernstein et Stramm qui, en 1879, prêchèrent ouvertement l'opportunisme sur les pages de *Jahrbuch für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*. Dans cette lettre, Marx et Engels dénonçaient les fondements idéologiques et politiques de classe de l'opportunisme qui s'était révélé, ils protestaient contre l'attitude conciliatrice à son égard de la part des dirigeants du parti. Ils soumettaient à une critique sévère les flottements opportunistes au sein du parti après la mise en vigueur de la loi d'exception contre les socialistes. Défendant le caractère de classe conséquent du parti prolétarien, Marx et Engels exigeaient l'élimination de la moindre influence d'éléments opportunistes dans le parti et dans son organe. Cette critique aida les dirigeants à sauver la situation au sein de leur parti qui sut, à l'époque de la loi d'exception et dans l'atmosphère de persécutions de toute sorte, affermir ses rangs, transformer la structure organisationnelle du parti et trouver la voie juste menant aux masses, utilisant à cette fin les formes de travail légales aussi bien qu'illégales.

38. Il s'agit du *Jahrbuch für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik* (Annuaire de la science sociale et de la politique sociale), revue de tendance social-réformiste, éditée en 1879-1881 par K. Hœchberg (sous le pseudonyme de Ludwig Richter) à Zurich ; il en parut trois numéros.
39. Allusion à l'organe du parti qu'on se proposait de fonder à Zurich.
40. Il s'agit des combats qui se déroulèrent le 18 mars sur les barricades à Berlin et qui marquèrent le début de la révolution de 1848-1849.
41. Allusion à la loi d'exception contre les socialistes promulguée par le Reichstag en octobre 1878.
42. « *Die Zukunft* » (L'Avenir), revue de tendance social-réformiste ; parut à Berlin entre octobre 1877 et novembre 1878. K. Hœchberg fut son éditeur. Marx et Engels critiquèrent sévèrement cette revue pour les tentatives de faire bifurquer le parti sur la voie réformiste. « *Die Neue Gesellschaft* » (La Société nouvelle), revue social-réformiste ; parut à Zurich de 1877 à 1880.
43. Cette lettre est la première ébauche de la réponse de Marx à une lettre de V. Zassoulitch datée du 16 février 1881. Zassoulitch y parlait à Marx du rôle qu'avait joué *le Capital* dans les discussions menées par les socialistes russes sur les destins du capitalisme en Russie, et, au nom de ses camarades (« socialistes-révolutionnaires » russes), elle pria Marx d'exposer ses pensées sur cette question, et notamment sur celle de la communauté paysanne. Au moment de la réception de cette lettre (et de celle envoyée par le Comité exécutif de l'organisation « Narodnaïa Volia » (la Volonté du Peuple) avec la même prière), Marx, qui travaillait au tome III du *Capital*, avait déjà étudié les rapports socio-économiques en Russie, l'organisation intérieure et l'état général de la communauté paysanne russe. Toutefois, après avoir reçu ces lettres, Marx accomplit un grand travail supplémentaire en vue de généraliser ce qu'il avait appris dans les sources étudiées ; il en vint à la conclusion que des « influences néfastes » qui pressaient de tous côtés la communauté russe ne pouvaient être éliminées que par une révolution populaire appuyée par une révolution prolétarienne en Europe occidentale. La révolution russe devait créer une situation favorable à la victoire du prolétariat d'Europe occidentale et ce dernier pourrait, à son tour, aider la Russie à éviter la voie du développement capitaliste. Cette conception de Marx n'avait rien de commun avec le rêve populiste de passer directement au régime socialiste grâce à la communauté, sans passer par le développement de la grande industrie.
44. L. H. Morgan. *Ancien Society or Researches in the Lines of Human Progress from Savagery, through Barbarism to Civilization*, London, 1877, p. 552 (L. H. Morgan, *L'Ancienne société ou la recherche sur les lignes du progrès humain, depuis la sauvagerie à travers la Barbarie vers la Civilisation*, Londres, 1877, p. 552).
45. H. S. Maine. *Village-Communities in the East and West*. London, 1871 (H. S. Maine, *Les Communautés villageoises à l'Orient et à l'Occident*, Londres, 1871).
46. En l'an 321 avant notre ère, dans le défilé des Fourches Caudines, voisins de l'ancienne ville d'Italie Caudium, les Samnites (tribus peuplant une région montagneuse dans les Apennins moyens) infligèrent une défaite cuisante aux légions romaines et les firent passer sous le « joug », ce qui fut considéré comme une énorme infamie pour l'armée vaincue. L'expression « passer sous les fourches caudines » est entrée dans la langue pour caractériser le comble de l'humiliation.
47. *Volost*, district rural en ancienne Russie, la plus petite unité territoriale et administrative.
48. « *Vorwärts* » (En Avant !), journal allemand bihebdomadaire ; parut à Paris de janvier à décembre 1844. Marx et Engels y collaborèrent.
49. Dans cet article, écrit à l'occasion du premier anniversaire de la mort de Marx, Engels analyse les particularités de la tactique des révolutionnaires prolétariens à l'époque de la révolution bourgeoise démocratique de 1848 et 1849. Engels souligne la portée historique de la lutte révolutionnaire des masses et d'une direction tactique correcte de leurs actions. Il souligne qu'un parti prolétarien doit savoir concilier les tâches démocratiques générales avec les tâches prolétariennes. A l'exemple de la tactique de Marx en 1848-1849, Engels montre aux social-démocrates allemands comment il faut lutter pour assurer à la classe ouvrière le rôle d'avant-garde dans le mouvement démocratique, défendre les intérêts de classe du prolétariat sans se laisser influencer par des illusions petites-bourgeoises et dénoncer résolument toutes les tentatives des classes au pouvoir de duper le prolétariat par des promesses mensongères.
50. Il s'agit de la révolution de 1848 en France.
51. Allusion aux ministres du gouvernement prussien accédés au pouvoir après la révolution de mars 1848, Hansemann, Camphausen et autres leaders de la bourgeoisie libérale qui pratiquaient une politique de conciliation perfide avec les forces de la réaction.
52. *L'Assemblée nationale de Francfort*, assemblée convoquée après la révolution de mars en Allemagne et ouverte le 18 mars 1848 à Francfort-sur-le-Main. Son objectif principal fut la liquidation du morcellement politique de l'Allemagne et l'élaboration d'une Constitution panallemande. Mais la position pusillanime, faite de flottements, de sa majorité libérale, aussi bien que l'indécision et l'inconséquence de sa gauche, l'empêchèrent de prendre en main le pouvoir suprême dans le pays et de s'exprimer plus résolument quant aux problèmes fondamentaux de la révolution allemande de 1848-1849. Le 30 mai 1849, l'Assemblée fut obligée de transférer son siège à Stuttgart. Elle fut dispersée par la force armée le 18 juin de la même année. *L'Assemblée de Berlin* fut convoquée à Berlin en mai 1848 pour « s'entendre avec la couronne » sur une Constitution. Ayant pris cette formule comme base de son activité, l'Assemblée rejeta par là même le principe de la souveraineté nationale ; en novembre, sur l'ordre du roi, elle fut transférée à Brandebourg ; l'Assemblée de Berlin fut dissoute lors du coup d'Etat de décembre 1848 en Prusse.
53. *Le « crétinisme parlementaire »*, une maladie incurable, « mal qui fait pénétrer dans ses infortunées victimes la conviction solennelle que le monde entier, son histoire et son avenir, sont gouvernés et déterminés par la majorité dans ce corps représentatif particulier qui a l'honneur de les compter parmi ses membres » (voir K. Marx et F. Engels, *Œuvres choisies* en trois volumes, t. 1, p. 385).

54. Le livre de Bougeart *Marat, l'Ami du Peuple* parut à Paris en 1865. « *L'Ami du Peuple* », journal édité par J.-P. Marat du 12 septembre 1789 au 14 juillet 1793 ; journal parut sous ce titre du 16 septembre 1789 au 21 septembre 1792 ; il portait l'inscription : « Marat, l'Ami du Peuple ».
55. Le 24 février 1848, la monarchie de Louis-Philippe était renversée en France. Ayant appris la victoire de la révolution en France, le tsar de Russie Nicolas I^{er} donna à son ministre de la Guerre un ordre de mobilisation partielle pour se préparer à combattre la révolution en Europe.
56. Plusieurs articles de W. Wolff furent publiés dans la *Neue Rheinische Zeitung* entre le 22 mars et le 25 avril 1849.
57. Les *Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes* furent rédigés par Engels à titre de préface à l'édition allemande de 1885 du pamphlet de Marx *Révolutions sur le procès des communistes de Cologne*. Au temps de la loi d'exception, il était très important pour la classe ouvrière allemande d'assimiler les méthodes de lutte révolutionnaire appliquées lors de l'offensive de la réaction en 1849-1852. Aussi Engels avait-il estimé indispensable de rééditer ce pamphlet. Dans son écrit, Engels explique quelles furent la place historique et la portée, pour le développement du mouvement ouvrier mondial, de la première organisation internationale du prolétariat, qui avait été la première au monde à se réclamer du communisme scientifique. A l'exemple de la Ligue des communistes qui marqua une étape de la lutte pour la création d'un parti prolétarien, Engels montre que le triomphe du marxisme sur différents courants sectaires fut assuré par le fait que dès le début le marxisme reflétait pleinement les besoins de la lutte révolutionnaire du prolétariat dont il était partie constitutive.
58. *François-Emile Babeuf*, dit Gracchus, révolutionnaire français de la fin du XVIII^e siècle, fondateur du communisme utopique égalitaire.
59. *Société des saisons*, organisation conspiratrice de socialistes républicains, qui exerça son activité à Paris de 1837 à 1839, sous la direction de A. Blanqui et A. Barbes, *L'Insurrection du 12 mai 1839* à Paris où les ouvriers révolutionnaires jouèrent un rôle essentiel, fut préparée par la Société des saisons. La révolte ne fut pas appuyée par les larges masses et fut écrasée par les troupes gouvernementales et la Garde nationale.
60. Il s'agit d'un épisode de la lutte des démocrates allemands contre la réaction, dit l'attentat de Francfort-sur-le-Main. Le 3 avril 1833, un groupe d'éléments radicaux tenta une action contre la Diète de la Confédération germanique, à Francfort-sur-le-Main, dans le but de proclamer la république en Allemagne. La tentative de coup d'Etat avorta, les troupes gouvernementales réduisirent cette action mal organisée.
61. En février 1834, Giuseppe Mazzini, démocrate bourgeois italien, rassembla les membres de la société « Jeune Italie » (qu'il avait fondée en 1831) et les groupes d'émigrés révolutionnaires et les conduisit de Suisse en Savoie, espérant y provoquer une révolte populaire qui mènerait à l'unité italienne et à la création d'une république bourgeoise italienne indépendante. Les troupes piémontaises défirent le détachement de Mazzini.
62. En Allemagne, dès l'année 1819, on appela « *démagogues* » les participants au mouvement d'opposition des intellectuels allemands qui se prononçaient contre le régime réactionnaire dans les Etats allemands et qui exigeaient l'unification de l'Allemagne. Les « *démagogues* » étaient en butte à de sévères répressions de la part des autorités allemandes.
63. Il s'agit de l'*Association légale des ouvriers allemands pour la propagation de l'instruction* qui fut fondée en février 1840 à Londres par Karl Schapper, Joseph Moll et les autres leaders de la Ligue des Justes. Marx et Engels collaborèrent activement à l'Association de 1849 à 1850. Le 17 septembre 1850, Marx, Engels et certains de leurs compagnons d'idées quittèrent l'Association, car la grande majorité de ses membres soutenaient le groupe sectaire et aventuriste de Willich-Schapper. Après la création de l'Internationale en 1864, l'Association représentait la section allemande de l'Association internationale des travailleurs à Londres. L'Association légale pour la propagation de l'instruction exista jusqu'en 1918, date à laquelle elle fut interdite par le gouvernement anglais.
64. « *The Northern Star* », hebdomadaire anglais ; organe central des chartistes, parut de 1837 à 1852, d'abord à Leeds puis à Londres, à partir de novembre 1844. F. O'Connor, son fondateur, en fut le rédacteur en chef ; G. Harney était également membre du comité de rédaction. Engels publia ses articles dans ce journal de 1843 à 1850.
65. La *Société démocratique* fondée à Bruxelles en automne 1847 groupait des révolutionnaires prolétariens essentiellement des émigrés révolutionnaires allemands et des démocrates bourgeois et petits-bourgeois belges avancés. Marx et Engels contribuèrent activement à la fondation de la Société. Le 15 novembre 1847, Marx en fut élu vice-président, et le démocrate belge, L. Jottrand, son président. Grâce à l'influence de Marx, la Société démocratique devint un important centre du mouvement démocratique international. Après l'expulsion de Marx de Bruxelles, début mars 1848, et les coups portés par les pouvoirs belges contre ses membres les plus révolutionnaires, la Société réduisit sensiblement son activité et devint une organisation d'envergure locale. En 1849, elle cessa pratiquement toute activité.
66. « *La Réforme* », quotidien français, organe des démocrates-républicains et socialistes petits-bourgeois ; édité à Paris de 1843 à 1850. Dès octobre 1847 jusqu'au janvier 1848, Engels y publia une série d'articles.
67. « *Der Volks-Tribun* », hebdomadaire fondé à New York par les représentants du « vrai socialisme » allemand ; parut du 5 janvier au 31 décembre 1846.
68. « *Les Revendications du Parti communiste en Allemagne* » furent composées par Marx et Engels entre le 21 et le 29 mars 1848. C'était la plateforme politique de la Ligue des communistes dans la révolution allemande. Imprimées en tract, les *Revendications* étaient remises comme directive aux membres de la Ligue qui regagnaient leur patrie. Au cours de la révolution, Marx, Engels et leurs partisans diffusèrent les *Revendications* parmi les larges masses populaires.
69. Le *Club communiste allemand* fut fondé à Paris les 8 et 9 mars 1848 sur l'initiative de la Ligue des communistes. Le rôle dirigeant y appartenait à Marx. Le Club avait pour but de réunir les émigrés ouvriers allemands résidant à Paris et de leur expliquer la tactique du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise.
70. La *fédération séparatiste Willich-Schapper* (Sonderbund), (Union supérieure), c'est ainsi que Marx et Engels appelaient ironiquement, — par analogie avec la ligue séparatiste des cantons catholiques suisses dans les années 1840 —, la fédération

séparatiste et aventuriste Willich-Schapper qui se forma après la scission de la Ligue des communistes, le 15 septembre 1850 ; sur le plan de l'organisation, elle était indépendante et avait son Comité central. Par son activité, la fédération aida la police prussienne à mettre la main sur les sections clandestines de la Ligue des communistes en Allemagne et lui fournit un prétexte pour monter à Cologne, en 1852, un procès contre les communistes en vue de la Ligue.

71. L'ouvrage *Critique du projet de programme social-démocrate de 1891* est un modèle de la lutte intransigeante qu'Engels menait contre l'opportunisme pour un programme révolutionnaire marxiste de la social-démocratie allemande. Le projet de programme du parti social-démocrate d'Allemagne, rédigé par la Direction du parti pour le congrès d'Erfurt qui devait adopter un nouveau programme à la place de celui de Gotha (1875), projet envoyé à Engels, lui servit de prétexte pour écrire cet ouvrage. Engels soumit à une critique vigoureuse le paragraphe du projet consacré aux revendications politiques et où on voulait faire valoir l'idée opportuniste sur la possibilité de l'intégration pacifique du capitalisme dans la société socialiste. À côté de la critique des défauts du projet, Engels développe plusieurs thèses du marxisme concernant les tâches et les objectifs économiques et politiques du mouvement prolétarien, l'importance de la lutte pour ces transformations démocratiques du régime d'Etat, les diverses voies menant au capitalisme au socialisme, l'Etat prolétarien et la dictature du prolétariat. Les notes critiques d'Engels ainsi que l'ouvrage de Marx *Critique du Programme de Gotha* qui vit le jour à cette époque grâce aux efforts d'Engels eurent grande incidence sur la discussion et la mise au point du projet de programme. Le programme adopté au *Congrès du Parti social-démocrate* allemand, tenu du 14 au 21 octobre 1891, à *Erfurt*, marquait un grand progrès comparé à celui de Gotha. Il ne contenait plus de dogmes réformistes lassaliens, comportait un énoncé des revendications politiques et économiques. Le programme donnait une assise scientifique à la suppression inévitable du régime capitaliste et son remplacement par l'ordre socialiste, indiquait que pour opérer le remaniement socialiste de la société le prolétariat devait s'emparer du pouvoir politique. D'autre part, le programme d'Erfurt avait de graves défauts. On n'y parlait pas, vice majeur, de la dictature du prolétariat, instrument de la transformation socialiste de la société. Ainsi, lors de la mise au point définitive du texte du programme, on avait passé outre l'indication très importante d'Engels. La Direction de la social-démocratie allemande mit sous le boisseau l'ouvrage d'Engels. Il ne fut publié qu'en 1901, dans la revue *Die Neue Zeit*.

72. Engels réunit ici ironiquement, sous un seul nom, deux Etats « souverains » nains qui firent partie, en 1871, de l'empire allemand : Reuss-Greiz et Reuss-Greiz-Schleiz-Lobenstein-Ebersdorf, appartenant aux princes de Reuss de la branche aînée et de la branche cadette.

73. *Le manchesterianisme*, courant de la pensée économique traduisant les intérêts de la bourgeoisie industrielle. Ses adeptes (libre-échangistes) prônaient la liberté du commerce et réclamaient la non-intervention de l'Etat dans la vie économique. Le centre de l'agitation se trouvait à Manchester où Cobden et Bright, fabricants de textile, dirigeaient le mouvement. Dans les années 1850, les libre-échangistes constituèrent l'aile gauche du parti libéral.

74. L'auteur pense à la dictature de Napoléon Bonaparte qui se proclamait Premier consul à la suite du coup d'Etat du 18-Brumaire (le 9 novembre) 1799. Ce régime vint remplacer l'ordre républicain instauré en France le 10 août 1792. En 1804, l'empire fut proclamé officiellement en France et Napoléon couronné empereur.

75. Il s'agit du programme du Parti ouvrier français adopté au Congrès de Havre en novembre 1880. En mai 1880, un des dirigeants des socialistes français J. Guesde vint à Londres où de concert avec Marx, Engels et Lafargue, il mit au point le projet de programme. L'introduction théorique au programme fut dictée à Guesde par Marx.

76. Le programme du parti ouvrier socialiste d'Espagne fut adopté au congrès de Barcelone en 1888.

77. Qualifiant le retard de l'industrie allemande de « léna industriel », l'auteur fait allusion à la défaite de l'armée prussienne à léna, en octobre 1806, devant les armées napoléoniennes.

78. La loi interdisant de rémunérer les ouvriers en nature fut promulguée en 1831 ; mais nombreux furent les fabricants qui ne s'y conformèrent pas. *La loi des dix heures*, qui ne concernait que les adolescents et les femmes, fut promulguée par le parlement anglais le 8 juin 1847.

79. *La Petite Irlande* (Little Ireland), quartier ouvrier de la banlieue sud de Manchester peuplé principalement d'Irlandais. *Sevent Dials*, quartier ouvrier au centre de Londres.

80. *Système du « cottage »*, octroi de logement aux ouvriers par les fabricants à des conditions asservissantes avec retenues du montant du loyer sur les salaires.

81. Il s'agit de la grève qui toucha plus de 10 000 ouvriers des usines de Pennsylvanie (U.S.A.), et qui se poursuivit du 22 janvier au 26 février 1886. Les ouvriers des fours Martin et des fours à coke qui réclamaient une augmentation des salaires et une amélioration des conditions de travail obtinrent une satisfaction partielle de leurs revendications.

82. « *The Commonweal* » (Le Bien général), revue hebdomadaire anglaise, paraissait à Londres en 1885-1891 et en 1893-1894. Organe de la Ligue socialiste ; en 1885-1886, Engels y publia quelques articles.

83. En 1884, une *troisième réforme parlementaire* fut adoptée en Angleterre sous la pression du mouvement de masse dans les régions rurales. Les conditions pour obtenir le droit de vote, établies en 1867, pour la population des villes furent étendues aux circonscriptions rurales. Même après la réforme, d'importantes couches de la population anglaise — prolétariat agricole, les pauvres des villes et les femmes — ne jouissaient toujours pas du droit de vote.

84. *La British Association* (l'Association britannique de promotion de la science) a été fondée en 1831 ; elle existe de nos jours. Les matériaux des réunions annuelles sont publiés sous forme de comptes rendus.

85. Le présent article fut écrit par Engels sur la demande des dirigeants du Parti socialiste des travailleurs italiens Koulichova et Turrati qui le prièrent de dire son opinion sur la tactique à suivre par le parti au moment où un vaste mouvement des travailleurs se déployait dans le pays. Engels souligna le caractère bourgeois de la révolution qui mûrissait en Italie et traça la tactique à suivre par les socialistes pour assurer la participation active du prolétariat et préserver son indépendance de classe.

- 86.** On appelait républicains « ralliés » les radicaux italiens dont Cavalotti fut le leader. Traduisant les intérêts de la petite et moyenne bourgeoisie, les radicaux adoptaient les positions démocratiques en acceptant parfois des accords avec les socialistes.
- 87.** Il s'agit de la participation des démocrates petits-bourgeois Ledru-Rollin et Flocon et du socialiste petit-bourgeois Louis Blanc, ainsi que du mécanicien Albert, membre des sociétés révolutionnaires secrètes, au gouvernement provisoire de la République française formé le 24 février 1848.
- 88.** L'ouvrage *La question paysanne en France et en Allemagne* est un document capital du marxisme dans la question agraire. Le fait suivant servit de prétexte à Engels pour écrire cet ouvrage : en 1894 se tint à Francfort-sur-le-Main un congrès du Parti social-démocrate d'Allemagne au cours duquel fut examiné le projet de programme agraire. Vollmar et d'autres opportunistes essayèrent, lors des débats, de faire adopter des « théories » hostiles au marxisme sur le passage graduel des gros paysans au socialisme, etc. Engels intervint lui aussi dans la presse afin de corriger les erreurs commises par les socialistes français dans leur programme agraire (adopté au Congrès de Marseille en 1892 et complété au Congrès de Nantes en 1894). Les socialistes français faisaient certaines concessions aux opportunistes, abandonnant, dans une certaine mesure, les positions marxistes. D'autre part, Engels expose dans cet ouvrage les bases révolutionnaires de la politique du prolétariat à l'égard des divers groupes de paysans et développe l'idée de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse. Il revint à Lénine d'apporter de nouveaux développements aux thèses formulées par Engels sur la question agraire ; il le fit en mettant au point son plan de la transformation socialiste de la campagne par la voie de la coopération.
- 89.** « *Der Sozialdemokrat* », hebdomadaire du Parti social-démocrate d'Allemagne ; parut à Berlin de 1894 à 1895. Le rapport de Lafargue « Propriété paysanne et développement économique », évoqué par Engels, fut publié en annexe du journal, le 18 octobre 1894.
- 90.** L'unification de l'Allemagne se fit sous l'égide de la Prusse et s'accompagna de la prussification des terres allemandes.
- 91.** « *Über Land und Meer* » (Sur terre et sur mer), hebdomadaire illustré allemand ; parut à Stuttgart de 1858 à 1923.
- 92.** Dans sa lettre à Marx des 30 octobre-6 novembre 1871, Bios lui demandait à propos du comportement des partisans de Dühring au Congrès de Gotha de 1877, si Engels et lui étaient vraiment fâchés contre les camarades allemands. Soulignant que les ouvriers allemands prêtaient une oreille attentive aux interventions de Marx et d'Engels dans la presse, Bios écrivait que, grâce à la propagande des social-démocrates, Marx et Engels étaient devenus plus populaires qu'ils ne pouvaient le croire.
- 93.** Il s'agit des *Statuts de la Ligue des justes* à la rédaction desquels Marx et Engels prirent une part active. Les Statuts furent mis au point en juin 1847, au premier congrès de la Ligue, et discutés par les communes de la Ligue ; le deuxième congrès les examina de nouveau et les approuva le 8 décembre 1847.
- 94.** *Les Knights of Labour* (l'Ordre des chevaliers du travail), organisation d'ouvriers américains fondée en 1869 à Philadelphie, qui avait un caractère de société secrète jusqu'en 1878. L'ordre groupait essentiellement des ouvriers non qualifiés, dont des Noirs ; il se proposait de mettre sur pied des coopératives et d'organiser une aide mutuelle. Les dirigeants de l'ordre prêchaient la collaboration des classes et jugeaient indésirable la participation des ouvriers à la lutte politique. En 1886, ils s'opposèrent à la grève organisée à l'échelle nationale interdisant à ses membres d'y participer ; malgré la consigne, les membres de base y prirent part. Après cela, l'Ordre vit diminuer son influence dans les masses ouvrières et cessa d'exister vers la fin des années 90.
- 95.** Il s'agit du livre de P. Barth *Die Geschichtsphilosophie Hegels und Hegelianer bis auf Marx und Hartmann* (Philosophie d'histoire de Hegel et des hégéliens avant Marx et Hartmann y compris), publié en 1890 à Leipzig.
- 96.** L'article de Mehring « Du matérialisme historique » fut publié en 1893 comme supplément à son livre *Légende de Lessing*.
- 97.** Il s'agit du livre de N. Danielson *Essais sur notre économie publique d'après la réforme* qui vit le jour sous le pseudonyme Nikolaï-on, à Pétersbourg, en 1893. Dans la lettre, le mot *Essais* (Otcherki) est écrit par Engels en russe.
- 98.** « *Sozialpolitisches Centralblatt* » (Journal social-politique central), hebdomadaire social-démocrate parut à Berlin en 1892-1895. L'article de P. Strouvé « Jugement porté sur le développement capitaliste de la Russie » fut publié dans son n° 1 pour 1893.
- 99.** La présente lettre fut publiée pour la première fois sans indication d'adresse, dans la revue *Der Sozialistische Akademiker* (Savant socialiste) n° 20 de 1895 par son collaborateur H. Starkenburg. C'est la raison pour laquelle les éditions précédentes indiquaient à tort Starkenburg comme destinataire.
- 100.** L'auteur pense à l'ouvrage volumineux de G. Gülich *Geschichtliche Darstellung des Handels, des Gewerbe, und des Ackerbaus der bedeutendsten handeltreibenden Staaten unserer Zeit* (Description historique du commerce, de l'industrie et de l'agriculture dans les grands Etats commerciaux de notre temps), qui vit le jour à Iéna en 1830-1845.
- 101.** Engels fait allusion à l'article de W. Sombart Contribution à la critique du système économique de Karl Marx, publié dans la revue « *Archiv* » für soziale Gesetzgebung und Statistik » (Archives pour les questions de la législation sociale et de la statistique), t. VII, 1894.
- 102.** En mai 1895, F. Engels rédigea les « Suppléments au troisième livre du *Capital* » : « La loi de la valeur et taux du profit » et « La bourse » (voir Marx, *le Capital*, livre troisième, tome premier, pp. 27-44).